

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LA RÉPUBLIQUE BISMARCKIENNE
LE KULTURKAMPF ET LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE DE LÉON GAMBETTA
(1871-1878)

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
À LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR
LOUIS-PHILIPPE SAUVÉ

JUILLET 2024

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

On ne finirait pas, si l'on voulait faire un grand nombre de livres, et beaucoup d'étude est une fatigue pour le corps.¹

Le passé n'éclairant plus l'avenir, l'esprit marche dans les ténèbres.²

Malheureusement, nous ne pourrions remercier tous les gens que nous aimons, car la liste est longue; un échantillonnage plus étroitement lié à cette recherche s'impose donc et nous nous excusons d'avance auprès de celles et ceux qui n'ont pas été retenus dans notre corpus. Nous remercions au premier chef notre directeur, le professeur Anthony J. Steinhoff pour sa patience, ses précieux conseils et nous lui témoignons de notre gratitude de nous avoir pris sous son aile et de nous avoir fait bénéficier de son érudition et de sa grande expertise dans notre domaine de recherche. Sa compréhension lors de situations difficiles fut très aimable. Son travail d'édition fut remarquable. Nous nous devons également de remercier notre camarade Daniel Lemire, avec qui nous cheminons dans nos études depuis le cégep, pour nous avoir si bien accueilli et conseillé au début de notre maîtrise. Les professeurs qui nous ont enseigné au cours de notre scolarité ont tous fait preuve d'un grand professionnalisme et d'une passion contagieuse pour la matière qu'ils nous ont enseignée; nous leur en sommes reconnaissants.

Si le travail a par moment compliqué notre entreprise, la réalisation de ce mémoire n'aurait pourtant guère été possible sans le soutien et la flexibilité de nos employeurs, présents ou anciens. Nous remercions infiniment M. Robert Laplante, directeur général de l'Institut de recherche en économie contemporaine (IREC), pour la bonté et la grande générosité dont il a fait preuve à notre endroit. Les mots nous manquent pour exprimer l'estime et la reconnaissance que nous lui témoignons. Nous remercions aussi notre collègue François L'Italien pour ses conseils en matière d'organisation du travail dans le cadre des études supérieures. Un merci aussi aux collègues de l'IREC pour leurs conseils en matière de rédaction, notamment Éric N. Duhaime. Nous tenons à exprimer notre gratitude envers l'institut de nous avoir offert un environnement très favorable à la réussite scolaire.

¹ *L'Ecclésiaste*. 12:12

² Alexis de Toqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Gallimard, 1961 [1840], p. 451.

Nous témoignons également de notre gratitude envers M. Sylvain Boyer, directeur de la recherche au Cabinet du chef du Bloc Québécois ainsi qu'à Mme Marilène Gill, députée de Manicouagan. Nous leur exprimons notre reconnaissance pour nous avoir accordé le privilège de travailler à leurs côtés et pour nous avoir accommodés lorsqu'il le fallait. Merci à Mathieu Roy et à Édouard Baraton pour la lecture de nos premiers chapitres et leurs conseils. Édouard et l'ami Pierre Norris nous ont procuré par leur fréquentation et sans le savoir ce qu'Arlette Farge appelait le goût de l'archive. Pour cela, nous leur disons merci. Merci à ma chère sœur Émilie et sa conjointe de m'avoir prêté leur demeure d'où nous avons pu rédiger notre troisième chapitre en toute quiétude. Nous remercions tous nos proches et amis de nous avoir soutenu dans cette épreuve et pour leur compréhension toutes les fois où nous avons dû leur dire « non » à cause de cette damnée maîtrise. Remercions aussi la Divine Providence de nous avoir placé « sur la Terre qui est quelquefois si jolie »³. Car, aujourd'hui, elle l'est d'autant plus que voilà notre œuvre enfin accomplie. Hos...!

³ Jacques Prévert, « Pater Noster », dans *Paroles*, Paris, Gallimard, 1957.

DÉDICACE

À la mémoire de Gordon Boyce Thompson (1884-1908) et
de Marie-Emmanuelle Reytier (1971-2012)

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	ii
DÉDICACE	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	vii
NOTES SUR LES USAGES ET LES TRADUCTIONS	viii
RÉSUMÉ	ix
CHAPITRE 1 INTRODUCTION.....	1
1.1 Historiographie.....	4
1.1.1 Le Kulturkampf.....	4
1.1.2 Comparaison, transferts, histoire croisée et histoire transnationale.....	19
1.1.3 Histoire politique et diplomatique	20
1.2 Problématique.....	21
1.3 Sources et méthodologie	24
1.3.1 Les journaux républicains et leur propagande	30
1.3.2 <i>La République française</i>	33
1.3.3 Le corpus de sources consulté	40
1.4 Organisation du mémoire	41
CHAPITRE 2 <i>LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE KULTURKAMPF</i>	44
2.1 Le <i>Kulturkampf</i> en Allemagne	45
2.1.1 L’ultramontanisme.....	45
2.1.2 L’unité allemande et les débuts du Kulturkampf.....	47
2.2 Les « Lettres d’Allemagne » et la couverture des affaires allemandes dans <i>La République française</i>	54
2.3 La réception des lois politico-religieuses	58
2.3.1 La loi sur l’inspection des écoles	62
2.3.2 La loi interdisant les jésuites.....	65
2.3.3 Les lois de mai	70
2.4 Les nationaux-libéraux et les vieux-catholiques	79
2.5 Conclusion.....	82
CHAPITRE 3 ROMPRE AVEC L’ISOLEMENT DIPLOMATIQUE, CONSOLIDER LA RÉPUBLIQUE.....	84

3.1	Contexte politique et diplomatique	85
3.1.1	Les rapports franco-allemands dans un Concert européen renouvelé	85
3.1.2	L'Ordre moral en France	88
3.2	La question romaine et <i>La République française</i>	92
3.3	L'anticléricalisme de Gambetta.....	103
3.4	Faire taire les évêques, respecter la liberté de presse	108
3.5	La fausse alarme de 1875	115
3.6	L'affaire prusso-belge	124
3.7	Conclusion.....	133
	CHAPITRE 4 LA CRISE DU SEIZE MAI.....	136
4.1	Aux origines de la crise	137
4.2	Phase parlementaire de la crise (du 2 mai au 25 juin 1877).....	140
4.3	Phase électorale (du 25 juin au 28 octobre 1877)	147
4.4	Phase terminale (du 28 octobre au 13 décembre 1877).....	161
4.5	Conclusion.....	168
	CONCLUSION.....	171
	ANNEXE A CHRONOLOGIE	178
	ANNEXE B CARICATURE DU <i>KLADDERADATSCH</i>	182
	ANNEXE C EXEMPLE D'UNE ÉDITION DE <i>LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE</i>	183
	ANNEXE D TRADUCTION PAR <i>LE TEMPS</i> DE L'ARTICLE DE LA POST « IST DER KRIEG IN SICHT ? ».....	184
	BIBLIOGRAPHIE	187
	I. Sources.....	187
	II. Sources secondaires.....	188

LISTE DES ABRÉVIATIONS

<i>CHR</i>	<i>Catholic Historical Review</i>
<i>CEH</i>	<i>Central European History</i>
<i>DDF</i>	<i>Documents diplomatiques français</i>
<i>GP</i>	<i>Die Große Politik der europäischen Kabinette</i>
<i>HJ</i>	<i>Historisches Jahrbuch</i>
<i>JCH</i>	<i>Journal of Contemporary History</i>
<i>JMH</i>	<i>Journal of Modern History</i>
<i>JD</i>	<i>Journal des débats politiques et littéraires</i>
<i>LdGam</i>	<i>Lettres de Gambetta, 1868-1882</i>
<i>LeFr</i>	<i>Le Français</i>
<i>NSDAP</i>	<i>Nationalsozialistische Deutsche Arbeiterpartei</i>
<i>NPL</i>	<i>Neue Politische Literatur</i>
<i>RF</i>	<i>La République française</i>

NOTES SUR LES USAGES ET LES TRADUCTIONS

Dans les pages de la *RF*, tout comme dans celles des autres quotidiens de l'époque, les noms des journaux allemands sont bien souvent traduits en français. Nous avons fait le choix de garder le nom de ces titres de presse tels qu'ils apparaissent dans les sources par souci d'alléger la lecture au bénéfice des lecteurs de langue française. Une mise au point s'impose toutefois pour que le lecteur puisse bien comprendre à quel titre de presse il a affaire. Ainsi lorsque les journaux français font référence à la « Gazette de la Croix », il s'agit de la *Kreuzzeitung* (1848-1939), journal officieux du gouvernement prussien. Lorsqu'il est fait mention de la « Gazette d'Allemagne du Nord » (aussi appelée « Gazette du Nord de l'Allemagne » et « Gazette pour l'Allemagne septentrionale » ou encore « Gazette générale d'Allemagne du Nord »), il s'agit de la *Norddeutsche Allgemeine Zeitung* (1861-1945), autre organe semi-officiel qui deviendra la *Deutsche Allgemeine Zeitung* après 1918. De même, lorsqu'il est fait mention de la « Gazette de Cologne », il s'agit d'une référence à la *Kölnische Zeitung* (1798-1945) à ne pas confondre avec la *Kölnische Volkzeitung* (1860-1941), la « Gazette populaire de Cologne ». La « Correspondance provinciale » est la traduction de la *Provinzial-Correspondenz* (1863-1884), journal semi-officiel du gouvernement prussien. Lorsqu'il est question de la « Gazette de Spener », il est question de la *Berlinische Nachrichten von Staats- und gelehrten Sachen* (aussi désigné comme étant la *Spenersche Zeitung*), un quotidien berlinois proche du parti national-libéral. La « Gazette de Magdebourg » était la désignation française pour la *Magdeburgische Zeitung* (1644-1944). Le « Nouvelliste de Dresde » fait référence aux *Dresdner Nachrichten* (1856-1943). Lorsqu'il est question de la « Gazette d'Essen », il s'agit de la *Essener Zeitung*. Quand la « Gazette nationale » est mentionnée, nous faisons référence à la *National-Zeitung* (1848-1938), journal national-libéral. La « Gazette d'Augsbourg » est la traduction de l'*Allgemeine Zeitung* (1798-1929). Lorsqu'il est fait mention de la « Gazette de Francfort », il s'agit sans doute de la *Frankfurter Zeitung* (1856-1943). Lorsqu'il est fait mention de la « Gazette de Strasbourg » il s'agit de la *Straßburger Zeitung* (1870-1879), feuille officieuse fondée en 1870 et qui changea maintes fois de nom avant de fermer définitivement en 1889. En outre, dans nos sources, le *Zentrum*, un parti politique ayant autrefois représenté le catholicisme politique allemand, est souvent appelé « Parti du centre », mais aussi plus rarement il est aussi désigné comme le « Parti constitutionnel ». Nous faisons le choix de le désigner par son appellation allemande (*Zentrum*). Enfin, les « Annales prussiennes » font référence à la revue nationale-libérale *Preußische Jahrbücher* (1858-1935).

RÉSUMÉ

Au sortir de la Guerre franco-prussienne, la France et l'Allemagne sont toutes les deux confrontées au défi de la consolidation des régimes mis en place à la suite du conflit qui les opposa. Au même moment l'opposition entre les forces cléricales et anticléricales s'envenimait partout en Europe et les thèmes du discours anticléricale transcendaient les frontières. Cette étude consacrée à la réception du *Kulturkampf* dans *La République française* de Léon Gambetta explore l'incidence du conflit religieux en Allemagne sur les rapports franco-allemands ainsi que sur la politique intérieure et extérieure de la France des débuts de la Troisième République. Étudiant dans un premier temps la réception du *Kulturkampf* dans les pages de ce journal, elle souligne son influence dans le discours de la presse républicaine. Elle montre que le journal de Gambetta a utilisé le conflit religieux en Allemagne et une interprétation anticléricale de ces événements dans sa propagande afin de lutter contre les forces conservatrices en France et susciter l'adhésion au nouveau régime républicain. Cette étude de presse est complétée par l'addition de sources diplomatiques pour renforcer l'analyse de l'action du gouvernement allemand sur la vie confessionnelle, politique et française et revisite la crise du Seize Mai en relation avec l'influence allemande tout au long de son déroulement pour démontrer l'influence déterminante de Bismarck dans la consolidation de la Troisième République. Enfin, le présent mémoire inscrit l'opposition entre les forces cléricales et anticléricales sous l'Ordre moral et durant la crise du Seize Mai dans le sillage des *Kulturkämpfe*.

Mots-clefs : *Kulturkampf*, Gambetta (Léon), Troisième République, presse française, cléricalisme, anticléricalisme, Bismarck, XIX^e siècle, *Culture Wars*, *La République française*, Empire allemand (*Kaiserreich*), Église catholique, France, Allemagne, Bismarck, relations franco-allemandes, ultramontanisme, *Kulturkämpfe*, fausse alarme de 1875 (Krieg-in-Sicht-Krise), incident prusso-belge, crise du Seize Mai.

CHAPITRE 1

INTRODUCTION

L'analyse du discours appelle l'historien à expliquer les modalités de l'adaptation de ce discours à l'évolution du contexte politique dont il fait la représentation. Il faut faire la distinction entre la reformulation [...] et les transformations plus profondes qui modifient sensiblement la structure du discours de même que la signification de son vocabulaire et de sa symbolique¹.

— Louis-Georges Harvey —

Au lendemain de la Guerre franco-allemande, deux nations tentaient chacune à leur façon de construire leur destin alors que se mettaient en place de nouveaux régimes politiques à Paris et à Berlin. Du côté des vainqueurs, Bismarck construisait le nouveau *Kaiserreich* sur les bases de l'ancienne Confédération d'Allemagne du Nord (*Norddeutsche Bund*). Sachant son œuvre fragile à une époque où les particularismes étaient encore très forts et où les divergences tantôt confessionnelles, tantôt linguistiques mettaient en péril l'unité allemande récemment achevée, Bismarck cherchait à consolider l'unité nationale. Du côté des vaincus, la question du régime restait incertaine jusqu'à la fin de la décennie 1870. La France se cherchait, vacillant entre les espoirs d'une nouvelle restauration monarchique et l'espérance d'une consolidation de la Troisième République née de la ruineuse défaite de Sedan. À la même époque, dans les deux pays comme partout en Europe, les questions confessionnelles n'étaient jamais bien loin du politique. Cléricaux et anticléricaux s'agitaient dans un affrontement qui se déroulait au-delà des frontières et sur tous les terrains, afin de faire triompher leur vision.

En Allemagne de 1871 à 1878 et jusqu'à 1887 dans une moindre mesure, le conflit opposant l'Église catholique et l'État atteignit son paroxysme. Avec pour dessein de renforcer le *Reich* par la mise au pas des catholiques, alors perçus comme des sujets à la loyauté douteuse, l'État mit en place des politiques répressives à l'endroit des catholiques. Au terme de ce conflit qu'à la suite

¹ Louis-Georges Harvey, *Le printemps de l'Amérique française. Américanité, anticolonialisme et républicanisme dans le discours politique québécois, 1805-1837*, Montréal, Boréal, 2004, p. 91.

d'un discours du député Rudolf Virchow on nomma *Kulturkampf*², il s'en est suivi que des prêtres furent incarcérés, d'autres exilés, que l'ordre des jésuites fut interdit, que l'enseignement et le mariage ont été sécularisés, que les biens de l'Église furent parfois saisis et que les journaux catholiques furent tantôt surveillés et parfois censurés³. Amorcé sous le double coup de la proclamation de la doctrine de l'Infaillibilité pontificale et du succès éclatant du *Zentrum* aux élections législatives, les historiens s'accordent généralement pour faire débiter le *Kulturkampf* avec le vote du *Kanzleiparagraph* en décembre 1871⁴ de même qu'ils conviennent que sa phase la plus acrimonieuse trouva son dénouement avec la mort du pape Pie IX en février 1878 et le départ subséquent du ministre prussien des Cultes, Adalbert Falk, un an plus tard.⁵

Alors qu'en Allemagne, le *Kulturkampf* sévissait, en France c'est plutôt la politique ultrareligieuse de l'« Ordre moral », visant à préparer le terrain à une nouvelle restauration monarchique⁶, qui régnait. Par la suite, alors même que les tensions religieuses s'apaisaient en Allemagne, elles gagnèrent en intensité en France avec la victoire des républicains en 1879. À l'« Ordre moral » se substitua l'anticléricalisme ainsi que l'amorce d'un processus de laïcisation⁷. Certains auteurs parlent de cette période subséquente comme d'un *Kulturkampf* français⁸. Tout semble s'être déroulé comme si les deux nations connurent une évolution à contretemps à l'égard des rapports avec l'Église catholique. En effet, c'est au moment même où les relations entre l'Église et l'État commencèrent à se détériorer en France qu'elles s'améliorèrent en Allemagne⁹.

² *Stenographische Berichte des Preußischen Abgeordnetenhauses*, Erster Band, Haus der Abgeordneten, Achtundzwanzigste Sitzung am 17. Januar, 1873, p. 631.

³ Mareike König et Élise Julien, *Histoire franco-allemande. Rivalités et interdépendances (1870-1918)*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, p. 85.

⁴ Anthony J. Steinhoff, «Christianity and the Creation of Germany», dans Sheridan Shilley et Brian Stanley, *The Cambridge History of Christianity*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 294.

⁵ Voir Ronald J. Ross, *The Failure of Bismarck's Kulturkampf. Catholicism and State Power in Imperial Germany, 1871-1887*, Washington, The Catholic University of America Press, 1998, p. 5 ; Beate Althammer, *Das Bismarckreich 1871-1890*, 2^e édition, Paderborn, Ferdinand Schöningh, 2017, p. 96.

⁶ Vincent Duclert, *La République imaginée 1870-1914*, Paris, Belin, 2010, p. 108.

⁷ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 86.

⁸ Allan Mitchell, *Victors and Vanquished. The German Influence on Army and Church in France after 1870*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1984, pp. 221-243.

⁹ *Ibid.*, p. 181.

Toutefois, le combat des républicains contre le cléricisme et pour la consolidation du régime ne s'est pas amorcé avec leur prise de contrôle effective des leviers législatifs et exécutifs du pouvoir politique en 1879. Tout au long des années soixante-dix du XIX^e siècle, ces luttes se sont intensifiées et ont eu une incidence considérable sur la vie politique française. Les journaux étaient au cœur de ces événements et cette décennie en était une durant laquelle les quotidiens étaient de surcroît éminemment politisés¹⁰ en plus de rythmer le temps social des Français et de les rassembler dans une même temporalité¹¹. Conscients de l'importance du journal comme outils de communication et de propagation des idées, Léon Gambetta et ses collaborateurs fondèrent le quotidien *La République française* en novembre 1871 pour « enraciner la République »¹².

Tout au long du dernier tiers du XIX^e, les Allemands comme les Français accordaient une grande attention aux événements qui se produisaient de part et d'autre du Rhin; la presse et les intellectuels s'intéressaient aux innovations de scientifiques et culturelles et aux développements politiques à la fois dans un souci de surveiller leurs rivaux que pour s'inspirer des succès de leurs voisins¹³. Cet état de fait s'imposait avec davantage de vigueur en France au sortir de la Guerre franco-prussienne dans la mesure où ce n'est qu'en septembre 1873 que les troupes allemandes quittèrent le territoire national à la suite du paiement en totalité de l'indemnité de 5 milliards de francs-or prévue par le Traité de Francfort et que subsistait longtemps la crainte d'une nouvelle guerre en Allemagne, crainte qui ne fut pas sans incidence sur la politique domestique et extérieure française.

Ayant pour ambition de mieux cerner l'influence allemande sur la France des débuts de la Troisième République et d'enrichir notre compréhension des guerres culturelles opposant ultramontains et anticléricaux à l'échelle européenne, notre mémoire accorde une attention particulière à la façon dont le journal de Léon Gambetta a traité du *Kulturkampf* en Allemagne, car *La République française*, reconnu pour son anticléricisme, se situait alors au carrefour de ces affrontements qui transcendait les frontières et occupait une place centrale dans la joute politique

¹⁰ Philippe Régnier, « Le journal militant », dans Dominique Kalifa et al. (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde Édition, 2011, p. 295.

¹¹ Marie-Ève Thérénty, « Vivre au rythme du quotidien », dans Dominique Kalifa et al. (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIX^e siècle*, Paris, Nouveau Monde Édition, 2011, p. 1310.

¹² Jérôme Grévy, *La République des opportunistes (1870 – 1885)*, Paris, Perrin, 1998, p. 150.

¹³ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 13.

française. L'attention soutenue que ce quotidien accordait aux affaires allemandes se couplait aux grands intérêts que la presse de l'époque éprouvait pour la politique internationale et les journaux étrangers à une période où le télégraphe avait considérablement rapproché les quotidiens européens. À l'aide d'un survol de la production historiographique sur les *Kulturkämpfe* et de celle portant sur la politique domestique et extérieure de la France, nous pourrions mieux cerner l'intérêt de notre objet d'étude pour l'avancement de la connaissance historique et par le fait même il nous sera possible de mieux découper notre question de recherche.

1.1 Historiographie

Le présent bilan historiographique a pour but de bien cerner les différents courants en lien avec notre objet d'étude. Ne prétendant nullement à l'exhaustivité et écartant l'historiographie plus ancienne, laquelle n'est de toute façon pas nécessaire à l'établissement de notre problématique, il a pour but d'identifier l'évolution des questionnements entourant les principaux thèmes au confluent desquels se situe notre recherche pour ainsi mieux appréhender la façon dont celle-ci peut faire évoluer la connaissance.

1.1.1 Le Kulturkampf

Les angles qui peuvent être utilisés pour analyser le *Kulturkampf* sont infinis. Comme l'écrivait Otto Pflanze :

Le *Kulturkampf* fut un kaléidoscope, alternant sa forme avec chaque angle d'observation. Il peut être vu comme un conflit entre l'Église et l'État, la doctrine catholique et l'idéalisme allemand, la foi et le matérialisme, le conservatisme et le libéralisme, la tradition et la modernité, l'universalisme et le nationalisme, entre les particularismes et la consolidation. Sous la plupart de ces aspects, le *Kulturkampf* n'était pas seulement prussien, mais aussi un phénomène allemand et même européen. Même sans Bismarck, la Prusse et l'Allemagne en auraient été affectées à un certain degré. Et pourtant c'est lui qui prit la décision de lancer le conflit à l'échelle nationale en Allemagne.¹⁴

¹⁴ Notre traduction. « *The Kulturkampf was a kaleidoscope, altering its shape with each angle of observation. It can be seen as a conflict between church and state, Catholic doctrine and German idealism, faith and materialism, conservatism and liberalism, traditionalism and modernism, universalism and nationalism, particularism and consolidation. In most of these aspects the Kulturkampf was not merely a Prussian but also a German and even European phenomenon. Even without Bismarck, Prussia and Germany would have been affected by it to some degree. Yet he made the decisions that launched the nationwide struggle in Germany* ». Otto Pflanze, *Bismarck and the*

Cette description de Pflanze, illustre en elle-même toutes les possibilités qui se sont offertes pour la recherche sur ce sujet dans le passé récent et reflète dans une certaine mesure les débats qui ont animé la discipline. Traditionnellement, les historiens ont souvent choisi de dépeindre le *Kulturkampf* comme un conflit opposant Bismarck au pape¹⁵. Un peu à la manière de la caricature du *Kladderadatsch* reproduite en Annexe A, une image utilisée dans maints ouvrages généraux lorsqu'il est question de cet épisode de l'histoire, ceux-ci se sont surtout concentrés sur la dimension politique et diplomatique du conflit. Toutefois, cette version pour ainsi dire caricaturale, bien que commode lorsqu'il s'agit d'intégrer l'événement dans un récit plus grand, ne permet pas de saisir toute la complexité du sujet. Comme c'est souvent le cas pour cette période de l'histoire allemande, Bismarck occupe une place omniprésente dans le récit et bien sûr dans la manière dont les historiens ont traité le *Kulturkampf*. La conséquence de cette tendance qui découle entre autres de l'historiographie plus ancienne est que les historiens se sont souvent positionnés soit en reprenant la perspective bismarckienne ou bien en adoptant celle de catholiques¹⁶.

Pendant très longtemps, le questionnement historique a surtout tourné autour des motifs qui ont poussé Bismarck à déclencher le *Kulturkampf*. D'un côté, les plus conservateurs expliquèrent la motivation de ce dernier par des objectifs de politique étrangère tandis que de l'autre les plus libéraux virent dans la doctrine de l'Infaillibilité pontificale la cause de cet événement¹⁷. D'une certaine façon, l'historiographie de l'Allemagne impériale n'a pas échappé aux débats politiques qui ont traversé la vie publique de ce pays¹⁸. En ce qui concerne la question des motifs derrière le déclenchement du *Kulturkampf* deux interprétations dominantes ont longtemps subsisté. La première mettait l'accent sur le rôle de Bismarck, lequel aurait voulu se servir de la répression des catholiques pour détourner l'attention des libéraux de toute velléité de réforme parlementaire tandis que la seconde mettait plutôt l'accent sur le rôle de libéraux pour qui la neutralisation de l'influence

Development of Germany, Volume II: The Period of Consolidation, 1871–1880, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1990, p. 179.

¹⁵ Helmut Walser Smith, *German Nationalism and Religious Conflict. Culture, Ideology, Politics, 1870-1914*, Princeton University Press, 1995, p. 19.

¹⁶ Ronald J. Ross, *The Failure of Bismarck's Kulturkampf. Catholicism and State Power in Imperial Germany, 1871-1887*, Washington D.C., The Catholic University of America Press, 1999, pp. 10-11.

¹⁷ Margaret Lavinia Anderson. *Windhorst. A Political Biography*, New York, Oxford University Press, 1981, p. 143.

¹⁸ *Supra*.

politique cléricale répondait à la fois à des besoins stratégiques et idéologiques. Certains historiens comme Jonathan Sperber ont tenté de réconcilier ces deux perspectives.¹⁹

Dans les années 1960-1970, le *Kulturkampf* n'a pas échappé au courant holistique alors très en vogue, qui a tenté d'analyser le catholicisme allemand dans une perspective fortement axée sur les considérations socio-économiques, réduisant parfois les luttes religieuses à des conflits de classes sociales²⁰. Au sein de ce courant, mentionnons seulement l'article de Lothar Gall « Die partei- und sozialgeschichtliche Problematik des badischen Kulturkampfes » dans la *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*²¹. Sous l'impulsion du *cultural turn* des années 1980, des historiens qui ont consacré leurs travaux à l'histoire religieuse du *Kaiserreich* n'ont pas manqué une occasion de critiquer l'analyse des questions confessionnelles sous la loupe de la lutte des classes²². Toujours dans une perspective socio-économique, la publication en 1966 de l'article de Rainer Lepsius « Parteiensystem und Sozialstruktur: zum Problem der Demokratisierung der deutschen Gesellschaft »²³ énonçait ce qu'on a appelé la thèse des milieux (*milieu thesis*) selon laquelle la relative sclérose parlementaire qu'on a pu observer tout au long de l'histoire politique de l'Empire allemand s'explique par la présence de trois, puis quatre milieux socio-économiques relativement statiques, chacun s'étant groupé derrière une formation politique. Cette thèse, fortement critiquée par Margaret Lavinia Anderson dans son ouvrage *Practicing Democracy* sur les pratiques politiques dans l'Allemagne impériale²⁴, a eu la vie longue et a beaucoup nourri le débat sur les conséquences du *Kulturkampf*.

¹⁹ Jonathan Sperber, *Political Catholicism in Nineteenth-Century Germany*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1984, pp. 207-8.

²⁰ M. L. Anderson, *op. cit.*, p. 408-409.

²¹ Lothar Gall, « Die partei- und sozialgeschichtliche Problematik des badischen Kulturkampfes », *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, vol. 113 (1965), pp. 151-196.

²² M. L. Anderson, *op. cit.*, p. 408-409.

²³ M. Reiner Lepsius « Parteiensystem und Sozialstruktur: zum Problem der Demokratisierung der deutschen Gesellschaft », dans Gerhard A. Ritter (dir.), *Deutsche Parteien vor 1918*, Cologne, Kiepenheuer und Witsch, 1973, pp. 56-80.

²⁴ Margaret Lavinia Anderson, *Practicing Democracy. Elections and Political Culture in Imperial Germany*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 2000, 483 p.

1.1.1.1 Le tournant des années 1980 et la contribution anglo-américaine

Si l'étude du *Kulturkampf* au cours de la deuxième moitié du XX^e siècle s'est affranchie des débats de l'ère bismarckienne, elle a toutefois eu à composer avec les interrogations que le passé plus récent a soulevé notamment celles que le Troisième Reich a fait surgir. Il s'agissait alors d'expliquer la catastrophe allemande. C'est ce qu'on a appelé le débat sur le *Sonderweg*. Aujourd'hui essentiellement réglé chez les historiens²⁵, ce débat tournait autour de la question de savoir si l'Allemagne avait emprunté une voie particulière la distinguant des autres pays européens²⁶. Cette théorie a été chaudement discutée. Tirant son origine dans une historiographie nationaliste qui cherchait à mettre en évidence une forme d'exceptionnalisme culturel allemand²⁷, elle a été par la suite remplacée par une variante libérale dont l'objet était d'expliquer les causes de la montée au pouvoir du NSDAP en comparant la trajectoire historique de l'Allemagne avec celles des autres pays européens.²⁸ Représentée entre autres par Hans-Ulrich Wehler et Jürgen Kocka, cette variante a cherché à expliquer la montée du Troisième Reich à la lumière d'un retard sociopolitique de l'Allemagne conjugué à une forte modernisation économique et technique. Pour les représentants de cette tradition accordant une part importante à l'histoire sociale qu'on a appelés l'école de Bielefeld, le *Kulturkampf* était plutôt envisagé comme un affrontement entre la tradition et la modernité en opposition à la thèse des milieux²⁹. Les historiens de l'Allemagne contemporaine des dernières décennies se sont inscrits de près ou de loin dans le débat sur le *Sonderweg* notamment en concentrant leurs recherches sur la période du *Kaiserreich* pour remettre en question l'idée d'une continuité historique entre le II^e et le III^e Reich ou d'une quelconque fatalité dans la prise du pouvoir des nazis laquelle aurait résidé dans un atavisme autoritaire allemand³⁰. Les historiens qui se sont intéressés à l'histoire confessionnelle allemande et au *Kulturkampf*, dans les

²⁵ Signalons toutefois que certains historiens, sans remettre en question le consensus anti-sonderweg, ont toutefois déploré le fait que les arguments des pourfendeurs de cette thèse ont affaibli notre compréhension des éléments de continuités dans l'histoire allemande. Voir à ce sujet : Helmut Walser Smith, « When the Sonderweg Left Us », *German Studies Review*, vol. 31, n° 2 (mai 2008), pp. 225-240.

²⁶ Sandrine Kott, « Sonderweg », dans Christian Delacroix et al. (dir.), *Historiographies. Concept et débats*, vol. 1, Paris, Éditions Gallimard, 2010, p. 1241.

²⁷ Jürgen Kocka, « German History before Hitler: The Debate about the German Sonderweg », *JCH*, vol. 23, n° 1 (jan., 1988), p. 3.

²⁸ J. Kocka, « German History before Hitler: The Debate about the German Sonderweg », *loc. cit.*, p. 4.

²⁹ Christopher Clark et Wolfram Kaiser, « Annotated bibliography », dans Christopher Clark et Wolfram Kaiser (dir.), *Culture Wars: Secular-Catholic Conflict in Europe*, Cambridge, 2006, p. 355.

³⁰ J. Kocka, « German History before Hitler: The Debate about the German Sonderweg », *loc. cit.*, p. 8-9.

années 1980 et 1990 n’y font pas exception et se sont inscrits en faux pour la plupart contre l’approche de l’école de Bielefeld³¹.

Jusqu’aux années 1980, l’histoire confessionnelle de l’Allemagne et d’une certaine façon celle du *Kulturkampf* était la chasse gardée des historiens ecclésiastiques (*church historians*) allemands. Une nouvelle génération d’historien trouvait un intérêt nouveau pour les questions confessionnelles³². Au sein de ce courant de travaux novateurs, ceux des historiens anglo-américains occupent une place importante³³. À cet égard, l’histoire sociale, culturelle et politique des catholiques a retenu une attention particulière de leur part et leurs travaux ont ainsi permis de renouveler notre regard sur le *Kulturkampf*³⁴. C’est pour cette raison que nous concentrerons notre regard sur leur contribution. Ce n’est que plus récemment que le *Kulturkampf* a retrouvé un intérêt pour les historiens de langue allemande au cours des trente dernières années³⁵.

Au sein de cette mouvance, Margaret Lavinia Anderson fait figure de pionnière. Avec *Windhorst : A Political biography*, parue en 1981, elle a renouvelé notre compréhension de l’histoire politique du *Kaiserreich*. Comme le souligne elle-même l’auteure, avant *Windhorst* la dernière publication scientifique portant sur la vie de Ludwig Windhorst, premier chef du *Zentrum*, datait de 1907³⁶, ce qui a permis de sortir une part importante de la vie parlementaire et politique allemande de l’oubli, de l’enrichir des travaux plus récents et de mieux cerner les conséquences politiques durables du *Kulturkampf*. Pour elle, les succès électoraux répétés du *Zentrum* jusqu’à sa dissolution en 1933 tirent leur origine de cette période.³⁷ Or, pour en faire la démonstration, elle critique la thèse des milieux (*milieu thesis*). Selon Anderson, le conflit entre l’Église et l’État à cette époque explique

³¹ Pour une critique de l’utilisation de la théorie de la modernisation dans l’histoire sociale de la religion en Allemagne contemporaine voir : Jonathan Sperber, « Kirchengeschichte or the Social and Cultural History of Religion? », *NPL*, vol. 43, n° 1 (1998), pp. 13-35.

³² Christopher Clark, « Religion and Confessional Conflict », dans James N. Retallack, (dir.), *Imperial Germany, 1871–1918*, Oxford, 2008, pp. 84-85.

³³ *Ibid.*, p. 104.

³⁴ J. Sperber, « Kirchengeschichte or the Social and Cultural History of Religion? », *loc. cit.*, p. 19.

³⁵ Mentionnons toutefois l’ouvrage Manuel Borutta, *Antikatholizismus. Deutschland und Italien im Zeitalter der europäischen Kulturkämpfe*, Vandenhoeck & Ruprecht, 2010, 488 p.

³⁶ M. L. Anderson, *op. cit.*, p. 4.

³⁷ M. L. Anderson, *op. cit.*, p. 194.

dans une large mesure la dimension confessionnelle de la dynamique politique de l'Allemagne impériale, laquelle subsiste encore jusqu'à nos jours dans les comportements électoraux³⁸.

Cette idée selon laquelle le *Kulturkampf* a produit un réalignement durable de la vie politique allemande est restée présente dans tous ses travaux ultérieurs. Ainsi, dans un article qu'elle a publié dans la revue *Central European History*, Anderson a produit une critique très structurée de la thèse « continuiste » avancée par Jonathan Sperber et d'autres historiens dans laquelle elle met en évidence la synchronicité de la montée du sentiment anticatholique et des élections de 1870 au *Landtag* prussien pour expliquer le fait que les catholiques firent ensuite bloc derrière le *Zentrum* de façon constante jusqu'à ce que les nazis interdisent les partis politiques autres que le NSDAP en 1933³⁹. En somme, les travaux d'Anderson ont énormément porté sur la question des conséquences, surtout politiques, du *Kulturkampf*.

Publié en 1984 *Popular Catholicism in Nineteenth-Century Germany*, une version révisée et éditée de la thèse de doctorat de Jonathan Sperber⁴⁰, a apporté une contribution significative à l'historiographie du *Kulturkampf* en concentrant son attention sur ses causes profondes par l'étude du renouveau de la pratique religieuse chez les catholiques rhénans après la révolution de 1848. Sperber emprunte une direction qui tente d'expliquer la thèse des milieux⁴¹. Dans cette étude, l'auteur s'intéresse aux liens entre la religion populaire, les changements sociaux et le catholicisme politique dans l'Allemagne du XIX^e siècle⁴². Durant la période du *Vormärz*, explique Sperber, la ferveur religieuse n'était pas aussi forte qu'elle sera dans les années 1870 parmi les catholiques rhénans⁴³. En revanche, à partir des années 1850 et grâce à un environnement socio-économique et politique favorable, le catholicisme connut un nouveau souffle et les manifestations de piété populaire se multiplièrent sous l'influence des missionnaires qui visitaient de plus en plus la

³⁸ Ronald J. Ross, « Book Review : Windhorst: A Political Biography », *The American Historical Review*, 1982, vol. 87, n° 4, p. 1118.

³⁹ Margaret Lavinia Anderson, « The Kulturkampf and the Course of German History », *CEH*, vol. 19, n° 1 (mars 1986), pp. 82–115, p. 89.

⁴⁰ J. Sperber, *op. cit.*, p. ix.

⁴¹ J. Sperber, *op. cit.*, p. 287.

⁴² R. J. Ross, *loc. cit.*

⁴³ J. Sperber, *ibid.*, p. 36.

région⁴⁴. Ce regain de la pratique religieuse aurait selon lui alors créé les conditions nécessaires à l'apparition du catholicisme politique⁴⁵. La Guerre austro-prussienne de 1866 et l'introduction du suffrage universel auraient ensuite poussé le clergé catholique à utiliser l'influence qu'il avait gagnée dans les deux décennies précédentes pour organiser et influencer la masse des électeurs catholiques.⁴⁶

Ici le politique rejoint encore une fois le social et le religieux, car Sperber explique que le *Kulturkampf*, bien qu'il ait contribué à exacerber la puissance du catholicisme politique en Allemagne au XIXe siècle, n'a pas été à l'origine de celui-ci. Selon lui, c'est plutôt avec le renouveau de la pratique religieuse qui s'effectue à partir des années 1850 que le catholicisme politique tire son origine⁴⁷. Pour lui le *Kulturkampf* n'était donc pas une rupture avec le passé en ce qui concerne les manifestations populaires du catholicisme⁴⁸. Cette thèse de la continuité n'a jamais cessé de faire débat⁴⁹. Elle a toutefois le mérite, et même ses adversaires le reconnaissent, d'enrichir notre compréhension de la genèse du *Zentrum* (le Centre catholique). L'apport de *Popular Catholicism in Nineteenth-Century Germany* est significatif puisqu'il est le premier d'une longue série de travaux qui, pour paraphraser Christopher Clark, ont permis d'éclairer le rôle de la religion dans la vie associative, sociale et politique dans l'histoire du *Kaiserreich*.⁵⁰

Avec *German Nationalism and Religious Conflicts : Culture, Ideology, Politics, 1870-1914* publié en 1995, Helmut Walser Smith réintroduit l'identité nationale dans l'analyse du *Kulturkampf* en cherchant à comprendre les aspects culturels, sociaux, économiques et idéologiques⁵¹, la relation antagoniste entre les protestants et les catholiques allemands, et le rôle que cette relation

⁴⁴ *Ibid.*, pp. 56-57.

⁴⁵ *Ibid.*, p. 281.

⁴⁶ *Ibid.*, p. 285.

⁴⁷ *Ibid.*, p. 285-286.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 209.

⁴⁹ Margaret Lavinia Anderson, « Piety and Politics: Recent Work on German Catholicism », *JMH*, 1991, vol. 63, n° 4, p. 683.

⁵⁰ C. Clark, « Religion and Confessional Conflict », dans James N. Retallack (dir.), *op. cit.*, p. 84-85.

⁵¹ Helmut Walser Smith, *German Nationalism and Religious Conflict. Culture, Ideology, Politics, 1870-1914*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1995, pp. 241-252, 14.

conflictuelle a joué dans la construction de l'identité nationale allemande⁵². Le questionnement de Smith a beaucoup tourné autour des motifs du *Kulturkampf*, sans toutefois centrer son attention sur Bismarck comme plusieurs auteurs qui l'ont précédé l'ont fait. Dans cet ouvrage, Smith concentre son regard sur les sources protestantes et plus particulièrement sur les travaux des intellectuels nationalistes. Si le *Kulturkampf* a traditionnellement été envisagé comme une manœuvre malavisée de Bismarck ou le fruit de l'anticléricalisme des libéraux, Smith nous invite plutôt à l'entrevoir comme une stratégie de construction de l'identité nationale⁵³. Selon lui, il ne faut guère concevoir le nationalisme comme étant quelque chose qui provient de la population, mais plutôt comme un phénomène qui prend sa source dans les publications des intellectuels nationalistes pour ensuite ruisseler vers le bas⁵⁴. Ainsi, en nous plongeant dans les écrits des penseurs protestants, il montre comment s'est construit un imaginaire national dans lequel le catholicisme était perçu comme une menace à l'identité allemande; un imaginaire dans lequel l'État est vu comme un agent de modernisation et l'Église une force de l'obscurantisme⁵⁵. Ainsi, cette idéologie libérale et protestante a servi de justification morale aux politiques du *Kulturkampf* puisqu'aux yeux de ses adhérents, il fallait neutraliser l'influence ultramontaine⁵⁶. Si pour Smith le nationalisme a été un facteur de division, il a également été, et c'est là le cœur de sa thèse, un facteur d'intégration⁵⁷. Ainsi, le *Kulturkampf* a forcé les intellectuels catholiques à développer un discours nationaliste alternatif afin de contrer le monopole libéral et protestant de l'identité nationale⁵⁸.

En effet, ce qui a été au cœur des divisions entre protestants et catholiques durant toute la période impériale, ce n'était pas la question de savoir « qui appartenait à la nation, mais comment la nation, à laquelle les deux groupes appartenaient devait être imaginée; qui devait déterminer son histoire, qui allait définir sa culture et sa politique, et qui serait le gardien de sa mémoire »⁵⁹. En faisant la

⁵² *Ibid.*, p. 6.

⁵³ *Ibid.*, p. 14, 20.

⁵⁴ *Ibid.*, p. 20.

⁵⁵ *Ibid.*, p. 36-38.

⁵⁶ *Ibid.*, 37, 40.

⁵⁷ *Ibid.*, p. 239.

⁵⁸ *Ibid.*, p. 64.

⁵⁹ Notre traduction. « *who belonged to the nation but how the nation to which both groups belonged, was to be imagined—who was to determine its history, who was to define its culture and politics, and who was to guard its memory* »; *ibid.*, p. 169.

démonstration de cette tension entre le rôle intégrateur et conflictuel du nationalisme, Helmut Walser Smith s'inscrit dans le débat sur le *Sonderweg* puisqu'il montre finalement que le cas allemand n'est pas unique, mais s'inscrit plutôt comme une expérience typique des nouveaux États-nations européens apparus dans la seconde moitié du XIX^e siècle⁶⁰. Enfin, et c'est là l'apport le plus important de Smith, *German Nationalism and Religious Conflict* a permis de jeter un éclairage nouveau sur la dimension confessionnelle du nationalisme allemand.⁶¹ Dans le même sillage d'une analyse des questions confessionnelles, sous l'angle du nationalisme signalons également le texte de Frank Becker « Konfessionelle Nationbilder im Deutschen Kaiserreich » publié en 2001 dans l'ouvrage collectif *Nation und Religion in der deutschen Geschichte*.

Publié en 1998, *The Failure of Bismarck's Kulturkampf: Catholicism and State Power in Imperial Germany, 1871-1887* de Ronald J. Ross est une étude du déroulement du *Kulturkampf* et du décalage entre ces motifs et son application concrète. Malgré l'abondante littérature produite sur ce sujet, Ross constate qu'il s'agit d'un des problèmes historiques les plus mal compris de l'histoire de l'Allemagne contemporaine⁶². Remettant en question une tradition historiographique qui accorde une place centrale au rôle de l'État et qui n'a souvent que répété la vision *a posteriori* de Bismarck sur ces événements⁶³, Ross propose une étude sur l'autoritarisme pendant la période du *Kaiserreich*, non pas tant dans le fonctionnement des institutions politiques, mais plutôt en considérant l'intervention de l'administration étatique dans la vie de ses citoyens et sa capacité effective d'exercer une influence sur le débat public. Réussissant à l'aide d'une démarche qui réconcilie les perspectives politiques et celle de l'histoire sociale, en recentrant son attention sur les acteurs Ross montre qu'il ne faut pas concevoir l'État comme une entité toute puissante⁶⁴, et en cette matière le *Kulturkampf* est riche d'apprentissages sur le rayon d'action véritable de l'État allemand à la fin du XIX^e siècle. Cette remise en question de l'*Obrigkeitsstaat* n'est pas nouvelle

⁶⁰ *Ibid.*, p. 239.

⁶¹ Ronald J. Ross, « German Nationalism and Religious Conflict: Culture, Ideology, Politics, 1870-1914 by Helmut Walser Smith », *CEH*, vol. 82, n° 2, 1996, p. 271.

⁶² R. J. Ross, *op. cit.*, p. 8.

⁶³ *Ibid.*, p. 2.

⁶⁴ *Ibid.*, pp. 3-4.

chez Ross⁶⁵, mais trouve ici son aboutissement. En effet, d'aucuns concevront le *Reich* nouvellement formé comme une entité abstraite, fonctionnelle, autoritaire et parfaitement capable de mettre en application sa volonté sur son territoire. Or, Ross montre que contrairement à l'image teintée d'un certain idéalisme hégélien, l'État prussien non seulement ne disposait pas des instruments coercitifs pour contraindre les catholiques à se plier aux lois du *Kulturkampf*⁶⁶, mais qu'au surplus leur volonté à s'imposer les souffrances d'une résistance passive a été largement sous-estimée par les décideurs politiques à Berlin⁶⁷. Quasiment à la manière d'un reporter, Ross nous amène sur le terrain où l'on peut suivre des élus des prêtres en cavale se déguisant pour échapper aux autorités prussiennes, des typographes imprimant des journaux catholiques dans la clandestinité parfois d'aussi loin qu'aux États-Unis, des fonctionnaires protestants contraints de composer avec les exigences légales de l'État de droit et la volonté persécutrice de leurs supérieurs. Ainsi avec cet ouvrage, Ross montre que c'est donc dans ce décalage entre les politiques publiques décidées à Berlin et leur implémentation inefficace que réside la cause principale de l'échec du *Kulturkampf*⁶⁸.

Parmi les plus récentes études, mentionnons *The War Against Catholicism. Liberalism and the Anti-Catholic Imagination in Nineteenth-Century Germany*, de l'historien américain Michael Gross, qui comme son titre l'indique se concentre sur l'imaginaire anticatholique des libéraux allemands dans le but d'expliquer le problème du paradoxe apparent qu'un discours favorable aux persécutions confessionnelles pose venant d'un courant s'étant fait le chantre de la tolérance religieuse. Dans son étude, Gross s'est concentré pour ce faire davantage aux causes du *Kulturkampf* en tentant de faire la démonstration que pour bien appréhender l'opiniâtreté de l'opposition des libéraux envers les catholiques au cours de cette période, il est essentiel de porter une attention particulière à l'imaginaire anticatholique du libéralisme allemand d'après la révolution de 1848⁶⁹.

⁶⁵ Ronald J. Ross, « Enforcing the Kulturkampf in the Bismarckian State and the Limits of Coercion in Imperial Germany », *JMH*, 1984, vol. 56, n° 3, pp. 456-457.

⁶⁶ Ronald J. Ross, *The Failure of Bismarck's Kulturkampf...*, *op. cit.*, p. 12-13.

⁶⁷ *Ibid.*, p. 54.

⁶⁸ *Ibid.*, p. 186.

⁶⁹ Michael B. Gross, *The War Against Catholicism. Liberalism and the Anti-Catholic Imagination in Nineteenth-*

Les études de presse sur le *Kulturkampf* sont peu nombreuses à l'exception notable de l'ouvrage *Fighting for the Soul of Germany* de l'historienne américaine Rebecca Ayako Bennette⁷⁰. Dans la lignée des travaux d'Helmut Walser Smith⁷¹, Bennette montre, à l'aide d'une étude attentive des journaux et des revues catholiques, que ceux-ci ont créé leur propre représentation de la nation allemande pour mieux s'y intégrer. En dehors de de la mouvance anglo-saxonne, la thèse de doctorat de Heinz Winkler, *Die Stellungnahme des französischen Katholiken zu Deutschland und zum Kulturkampf in den Jahren 1872 bis 1875*⁷², parue en 1964 est d'un grand intérêt au regard des objectifs du présent mémoire, puisqu'il s'agit d'une des seules études des prises de position de la presse française au sujet du *Kulturkampf*. Toutefois, elle ne se concentre que sur la presse catholique et n'a pas pour objet d'étudier les feuilles républicaines.

1.1.1.2 *Kulturkämpfe* et Culture Wars

Longtemps perçus comme un phénomène spécifiquement allemand dont les origines remonteraient à la Réforme de Luther⁷³, les historiens tendent de plus en plus à intégrer le *Kulturkampf* dans une trame narrative transnationale et à orienter leurs recherches en conséquence⁷⁴. Soulignons toutefois que dès l'aube du XX^e siècle, George Goyau accordait une attention importante au « Kulturkampf international » que Bismarck a tenté de lancer à l'échelle européenne.⁷⁵ Cette attention restait en revanche circonscrite au domaine diplomatique. C'est véritablement il y a une quarantaine d'années avec la publication de l'article « Der Kulturkampf als europäisches und als deutsches Phänomen » (Le *Kulturkampf* en tant que phénomène européen et allemand) publié dans la revue *Historisches Jahrbuch* par Winfried Becker, spécialiste du *Zentrum* et du catholicisme en France et en Allemagne, qu'une perspective transnationale du *Kulturkampf* prit son envol. Dans ce texte où Becker cherche ni plus ni moins à dégager une phénoménologie du *Kulturkampf*, il écrivait que :

Century Germany, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2004, p. 11.

⁷⁰ Rebecca Ayako Bennette, *Fighting for the Soul of Germany. The Catholic Struggle for Inclusion after Unification*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 2012, 368 p.

⁷¹ H. W. Smith, *op. cit.*, p. 237.

⁷² Heinz Winkler, *Die Stellungnahme des französischen Katholiken zu Deutschland und zum Kulturkampf in den Jahren 1872 bis 1875*, Francfort-sur-le-Main, 1964, 179 p.

⁷³ C. Clark, « Religion and Confessional Conflict », *op. cit.*, 2008, p. 104.

⁷⁴ C. Clark et W. Kaiser, *Culture Wars... op. cit.*, pp. 2-3

⁷⁵ George Goyau, *Bismarck et l'Église : le Kulturkampf*, Paris, Perrin, 1911, t. 2.

« si l'on jette un coup d'œil comparatif sur les États européens autour de 1870, alors le *Kulturkampf* de Bismarck (1869-1887) nous apparaît en fait comme une petite pièce d'un complexe global d'événements⁷⁶ ». Après une revue rapide de *Kulturkämpfe* européens pays par pays, Becker a tenté d'en situer la temporalité. Ce phénomène des *Kulturkämpfe*, qu'il situait entre 1850 et 1920, s'est manifesté à l'échelle de l'Europe continentale « par des phases courtes et aiguës »⁷⁷. Alors que l'on passe d'une logique de l'État dynastique à celle de l'État-nation, trois motifs ont selon lui agi à des degrés divers comme moteurs des *Kulturkämpfe*. En premier lieu, une nouvelle conception de la nation, en deuxième lieu l'idéologie de plus en plus rependue du progrès et en troisième lieu un paradigme radicalement libéral de la liberté de conscience⁷⁸. Enfin Becker avance entre autres que lorsque l'on parle de « *Kulturkampf* » en tant que phénomène historique, on ne devrait pas se limiter aux seuls pays d'Europe centrale et du Nord, mais plutôt étendre ce concept à l'ensemble des pays d'Europe continentale où une majorité, ou bien une importante minorité catholique existait au cours de la période mentionnée⁷⁹.

Très peu de travaux ont tenté d'aborder le *Kulturkampf* sous l'angle de la laïcisation des sociétés européennes à la notable exception du chapitre de Sylvie Toscer-Angot, « Le Kulturkampf. Le choix de la laïcité » dans l'ouvrage collectif *La laïcité en question. Religion, État et sociétés européennes aux 19^e et 20^e siècles*, chapitre au terme duquel l'auteure conclut que le lien entre ces deux phénomènes historiques apparaît pour le moins ténu. Avec *Victors and Vanquished* publié en 1984, Allan Mitchell a contribué à donner un élan à cette perspective (probablement sans le savoir puisque l'article de Becker ne figure pas dans sa bibliographie). Deuxième opus d'une trilogie amorcée en 1979 avec *The German Influence in France after 1870*⁸⁰ qui a pour objet l'influence allemande sur le développement de la Troisième République, cet ouvrage se concentre sur les questions religieuses et militaires alors que le premier volume traite davantage de cette influence sur

⁷⁶ Notre traduction. « *Wirft man einen vergleichenden Blick auf die europäische Staatenwelt um 1870, dann erscheint Bismarcks Kulturkampf (1869-1887) in der Tat nur als ein kleiner Ausschnitt aus einem viel umfassenden Ereigniskomplex* »; Winfried Becker, «Der Kulturkampf als europäisches und als deutsches Phänomen», *HJ*, vol. 101, 1981, p. 423.

⁷⁷ Notre traduction : « *mit kurzen akuten Phasen* »; *ibid.*, p. 430.

⁷⁸ *Ibid.*, p. 432.

⁷⁹ *Ibid.*, p. 445.

⁸⁰ Allan Mitchell, *The German Influence in France after 1870. The Formation of the French Republic*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 299 p.

la vie politique et économique de la France. Pour Allan Mitchell, l'histoire de la France à la fin du XIX^e siècle est indissociable de celle de l'Allemagne et l'humiliation vécue lors de « l'année terrible », car la première explique son désir de rivaliser avec la dernière en l'imitant pour mieux la concurrencer. En somme, Mitchell se questionne sur les conséquences du *Kulturkampf*, mais non pas sur la société allemande comme tous ceux qui l'ont précédé, mais bien sur la société française. Bien que le corpus de sources utilisé pour l'ouvrage soit immense, les documents que Mitchell utilise pour aborder les *Kulturkämpfe* françaises et allemandes sont surtout constituées de correspondances diplomatiques, d'échanges de lettres entre hommes d'État et des sources manuscrites privées de personnages politiques ou ecclésiastiques ce qui en un sens rapproche ce deuxième opus du premier par l'intérêt marqué de l'auteur pour ce genre de sources. À l'aide de ces documents, Mitchell explique que durant la période de l'Ordre moral, placé dans une inconfortable position de triangulation diplomatique avec Berlin et Rome, le gouvernement d'Adolphe Thiers a dans un premier temps adopté une attitude excessivement prudente vis-à-vis du *Kulturkampf* allemand⁸¹. Cette modération caractérisait également, du moins aux débuts de l'Ordre moral, l'attitude anticléricale des républicains gambettistes. Il va sans dire que pour Mitchell toute critique de l'Église au cours de l'Ordre moral aurait pu être perçue comme une trahison nationale⁸².

Toutefois, cet anticléricisme latent dont les braises se consumaient lentement derrière les portes closes des loges maçonniques s'est enflammé dans la foulée de la Crise du 16 mai 1877 et de l'essoufflement du *Kulturkampf*⁸³. Pour Mitchell, à cette époque, le centre de gravité de l'anticléricisme en Europe s'est pour ainsi dire déplacé de l'Allemagne à la France notamment avec les débats acrimonieux entourant les réformes de Jules Ferry en matière d'éducation⁸⁴. Ces réformes, de même qu'une répression croissante du clergé (notamment la dissolution de la Société de Jésus en mars 1880) et la question des investitures sont trois caractéristiques de ce qu'il appelle le *Kulturkampf* français⁸⁵. En outre, il souligne que chez les catholiques de France, le succès de la

⁸¹ A. Mitchell, *Victors and Vanquished... op. cit.*, p. 140.

⁸² Allan Mitchell, *The Divided Path. The German Influence on Social Reform in France after 1870*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1991, p. 307.

⁸³ A. Mitchell, *Victors and Vanquished... op. cit.*, p. 175-176, 179.

⁸⁴ *Ibid.*, p. 192.

⁸⁵ *Ibid.*, pp. 220-240.

résistance passive de leurs coreligionnaires vivant au-delà des Vosges a suscité beaucoup d'intérêt et une certaine idéalisation dans les années 1880-1890⁸⁶. De façon assez manifeste, Mitchell lie l'anticléricalisme français avec le *Kulturkampf* allemand qui a selon lui eu un impact sur l'opposition à l'ultramontanisme en France. Même si la réflexion de Mitchell sur le « *Kulturkampf* français » s'est avérée moins convaincante aux yeux de la critique que sa démonstration sur la réorganisation de l'armée française suivant l'exemple de la Prusse⁸⁷, il n'en demeure pas moins que cet ouvrage est le premier à se concentrer sur les effets du *Kulturkampf* en dehors des frontières de l'Empire allemand.

Les essais publiés en 2002 à la suite d'un colloque dans l'ouvrage *L'Internationale noire 1870-1878* dirigé par Emiel Lamberts⁸⁸ ont révélé l'existence d'une organisation transnationale secrète opérant à partir de Genève en vue de coordonner les efforts des forces ultramontaines en Europe, renforçant du coup la nécessité de multiplier les études transnationales pour comprendre les *Kulturkämpfe* européens. Constatant une tendance de plus en plus grande chez les historiens à considérer les guerres culturelles (*culture wars*) entre les forces catholiques et anticléricales à l'échelle européenne non plus comme des conflits devant être envisagés en des termes purement nationaux comme ce fut longtemps le cas, mais bien comme des manifestations d'une lutte s'étendant à une échelle transnationale, Wolfram Kaiser et Christopher Clark codirigeaient en 2003 *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe* un ouvrage collectif dont l'objet était de faciliter l'étude comparative de ces oppositions⁸⁹. Dans cet ouvrage où les auteurs nous invitent à entrevoir l'Europe de la deuxième partie du XIX^e siècle comme un espace politique et culturel commun, les deux premiers chapitres que Clark et Kaiser signent chacun tour à tour sont riches en pistes de réflexion pour penser une histoire transnationale des conflits confessionnels en Europe au XIX^e siècle. Dans son chapitre « The New Catholicism and the European Culture Wars », Christopher Clark concentre son regard sur les transformations majeures qui ont eu cours au sein

⁸⁶ *Ibid.*, p. 241.

⁸⁷ Voir à ce sujet, Christophe Charle, « Allan Mitchell, Victors and Vanquished. The German Influence on Army and Church in France after 1870 », *Annales. Économies, Sociétés, Civilisations*, vol. 46, n° 2, 1991, pp. 492-493.

⁸⁸ Emiel Lambert (dir.), *The Black International 1870-1878, The Holy See and Militant Catholicism in Europe, L'Internationale noire 1870-1878, Le Saint-Siège et le Catholicisme militant en Europe*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2002, 515 p.

⁸⁹ Christopher Clark et Wolfram Kaiser, *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press 2003, 368 p.

de l'Église et nous invite à cesser d'envisager les guerres culturelles comme un conflit opposant tradition et modernité, mais plutôt à entrevoir les grandes idéologies du XIX^e (ultramontanisme, libéralisme, socialisme) comme autant de réponses aux bouleversements importants vécus par des contemporains confrontés à un monde nouveau auquel ils ont dû s'adapter tandis que de Wolfram Kaiser dans son chapitre « 'Clericalism – That is Our Enemy!': European Anticlericalism and the Culture Wars », reprenant à son compte la formule de Samuel Huntington du choc des civilisations, montre une étonnante similitude dans les thèmes de l'anticléricisme dans la presse européenne, nous permettant d'envisager l'affrontement entre forces cléricales et anticléricales comme un conflit civilisationnel entre deux Europes ayant des ramifications intellectuelles et relationnelles au-delà des frontières.

Dans le sillage de Clark et Kaiser, l'historienne allemande Lisa Dittrich publiait en 2014 *Antiklerikalismus in Europa*, une étude remarquable des manifestations de l'anticléricisme en Europe entre 1848 et 1914. Dans cet ouvrage tiré de sa thèse de doctorat, Dittrich a analysé les *Kulturkämpfe* en Espagne, en France et en Allemagne en tant que phénomène médiatique, social et culturel par le biais d'une analyse historique comparative et d'une étude des transferts et des perceptions.⁹⁰ Avec cette étude exhaustive de la presse de la réception de trois événements scandaleux (l'enlèvement d'Edgardo Mortaras en 1858, le premier Concile du Vatican en 1870-1871, et l'exécution de Francisco Ferrer en 1909), l'historienne montre que, même si le cadre national demeure pertinent pour appréhender le contexte particulier de la réception de ces événements, un espace public anticléric s'est mis en place à l'échelle de l'Europe au cours de cette période. Celui-ci se distinguait par la grande similarité de ses schémas discursifs et de ses thèmes que la documentation savante anticléricale (*Höhenkammliteratur*) fit circuler abondamment à l'échelle européenne et que les anticléricaux des trois pays étudiés s'inscrivaient dans une lutte qui dépassait les frontières⁹¹. Ainsi, Dittrich soutient que la représentation contemporaine dominante d'une Europe sécularisée serait un héritage de cette époque⁹².

⁹⁰ Lisa Dittrich, *Antiklerikalismus in Europa: Öffentlichkeit und Säkularisierung in Frankreich, Spanien und Deutschland (1848-1914)*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2014, p. 492.

⁹¹ *Ibid.*, pp. 503-504.

⁹² *Ibid.*, p. 507.

1.1.2 Comparaison, transferts, histoire croisée et histoire transnationale

Ayant pour entreprise de dépasser les écueils et l'opposition entre l'histoire comparée et les études de transfert, au début des années 2000, Michel Werner et Bénédicte Zimmermann ont développé la notion d'histoire croisée afin d'aborder des problèmes qui jusqu'alors sont tombés dans l'angle mort de ces deux approches⁹³. Relativement récente, l'histoire croisée appartient à la catégorie des démarches relationnelles⁹⁴. Il s'agit pour ainsi dire d'une approche éclatée. Elle est multidimensionnelle et ne réfléchit pas à partir d'une seule entité, mais concentre plutôt son attention sur l'intersection, donc sur la configuration de la relation entre plusieurs objets⁹⁵. En effet, « considérer qu'il se passe quelque chose au moment de la mise en relation est une hypothèse forte de l'histoire croisée qui de ce fait porte autant sur les croisements proprement dits que sur leurs conséquences »⁹⁶. Cette approche suppose que du croisement résulte un changement. À l'échelle temporelle, si l'histoire comparée insiste sur la synchronicité, les études de transfert concentrent davantage leur regard sur l'aspect diachronique⁹⁷. L'histoire croisée quant à elle réagence constamment ces deux registres⁹⁸. Or, pour rendre les changements issus du croisement intelligible, l'histoire croisée suppose également un croisement des échelles spatio-temporelles. De la même façon, elle ne se cantonne pas au temps long ni au temps court, mais les met plutôt en relation. En fonction de l'objet de la recherche, l'on regarde ce qui est en amont ou en aval de la rencontre des objets. L'histoire croisée n'oppose pas les échelles microscopique et macroscopique, elle insiste au contraire sur leur interpénétration⁹⁹, un peu à la manière des fractales où l'infiniment petit rejoint l'infiniment grand en des motifs qui s'imbriquent les uns dans les autres. En somme, l'histoire croisée se caractérise par sa flexibilité, laquelle est nécessaire à la compréhension du croisement qu'elle suppose.

⁹³ Michael Werner et Bénédicte Zimmermann, « Penser l'histoire croisée: entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003, vol. 58, n° 1, 2003, pp. 10.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 8.

⁹⁵ *Ibid.*, p. 16.

⁹⁶ Bénédicte Zimmermann, « Histoire comparée, histoire croisée », dans Christian Delacroix et al., p. 174.

⁹⁷ M. Werner et B. Zimmermann, *loc. cit.* p. 13.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 35.

⁹⁹ *Ibid.*, p. 23.

1.1.3 Histoire politique et diplomatique

L'intérêt pour l'action diplomatique d'Otto von Bismarck et *a posteriori* le désir qu'on eût de nombreux historiens à expliquer les causes des deux guerres mondiales ont grandement stimulé les recherches sur la politique extérieure allemande au XIXe siècle. Mentionnons simplement l'œuvre la plus récente et la plus complète à ce sujet, *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler 1871-1945* de Klaus Hildebrand¹⁰⁰. Malgré son exhaustivité, cet ouvrage garde toutefois une portée générale. Pour mieux cerner l'importance du *Kulturkampf* sur la politique étrangère de l'Allemagne impériale, la thèse de doctorat de Juergen Carl Doeer, *The Kulturkampf and German Foreign Policy, 1870-1880* s'avère incontournable. Contrairement à sa réciproque allemande, la politique étrangère française n'a jusqu'ici peu attiré l'attention de l'historiographie pour la décennie 1870¹⁰¹. Si les relations franco-allemandes ont fait l'objet de certaines études pour la période qui nous occupe, celles-ci ont été réalisées il y a déjà très longtemps. En français, l'ouvrage de Pierre Renouvin et Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes 1815-1975*¹⁰², est encore utilisé bien que les recherches aient depuis évolué. Pour un regard sur la politique étrangère française sous l'angle de ses relations avec l'Empire allemand, la thèse de Christoph Steinbach *Die französische Diplomatie und das Deutsche Reich 1873 bis 1881*¹⁰³ jette un éclairage sur la façon dont la France s'est adaptée à son isolement diplomatique durant l'époque bismarckienne. Si les ouvrages portant sur la politique étrangère et les enjeux diplomatiques dans le contexte global de l'Europe tels que *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871-1914* de René Girault et *L'Europe de 1815 à nos jours* de G.-H. Soutou¹⁰⁴ sont utiles, la politique étrangère française ne revêt que d'un aspect périphérique, particulièrement pour notre période. Curieusement, les historiens de langue française ne s'y sont que peu intéressés et l'ouvrage le plus complet qui existe à ce sujet, *Frankreichs Republikakische Grossmachtpolitik 1870-1914*.

¹⁰⁰ Klaus Hildebrand, *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler 1871-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlag-Anstalt, 1995, 1054 p.

¹⁰¹ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 53.

¹⁰² Raymond Poidevin et Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, 373 p.

¹⁰³ Christoph Steinbach, *Die französische Diplomatie und das Deutsche Reich 1873 bis 1881*, Bonn, Ludwig Röhrscheid Verlag, 1976, 291 p.

¹⁰⁴ René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes, 1871-1914*, Paris, Payot, 2004, 451 p.

Innenansicht einer Aussenpolitik de Georg Kreis¹⁰⁵, offre une vision prosopographie du Quai d'Orsay sous la Troisième République et de précieux renseignements sur la politique étrangère française sans toutefois explorer les lignes de force des débats l'entourant. En cette matière, le chapitre de Pierre Guillen dans *l'Histoire de la diplomatie française*¹⁰⁶ est certes utile pour mieux comprendre les tâtonnements de la politique étrangère française de l'époque, mais n'accorde que peu d'attention aux sources primaires et secondaires autres que celles de langue française.

A contrario, la vie politique en France a été abondamment étudiée et il serait oiseux de faire ici une recension exhaustive de tous les travaux. Les biographies d'hommes politiques et les ouvrages généraux et études sur la vie politique de la période ont été nombreux, mais rares sont les monographies portant sur des sujets plus précis tels que les pratiques électorales, les campagnes, les fractions et leurs imaginaires, les sociabilités politiques ou bien le fonctionnement des partis politiques. Mentionnons à ce sujet deux notables exceptions, *La République des opportunistes (1870 – 1885)* de Jérôme Grévy¹⁰⁷, une étude très fouillée sur la nébuleuse gambettiste et *Fraktionsbildung im Französische Parlament. Zur Entwicklung des Parteiensystems in der frühen Dritten Republik (1871–1875)* de Rainer Hudemann¹⁰⁸, une étude très pointue sur la composition et la formation de ce que nous pourrions qualifier de « proto-partis » politiques au sein de l'Assemblée qui prépara les lois constitutionnelles de 1875. La place des questions extérieures dans le débat politique français est souvent mise en arrière-plan dans ces ouvrages.

1.2 Problématique

Le *Kulturkampf*, nous l'avons vu, a attiré une attention considérable de la part des historiens. L'on s'est interrogé tant sur ses conséquences que sur ses causes. La question de l'influence réelle de chacun des acteurs qui y ont pris part a de surcroît occupé beaucoup de place dans la recherche. Dans un passé récent, cet événement a été revisité à la lumière de l'histoire religieuse, culturelle,

¹⁰⁵ Georg Kreis, *Frankreichs republikanische Grossmachtspolitik 1870-1914. Innenansicht einer Aussenpolitik*, Mayence, Philipp von Zabern Verlag, 2007, 662 p.

¹⁰⁶ Pierre Guillen, « Du recueillement à l'expansion », dans *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, pp. 623-684.

¹⁰⁷ Jérôme Grévy, *La République des opportunistes (1870 – 1885)*, Paris, Perrin, 1998, 415 p.

¹⁰⁸ Rainer Hudemann, *Fraktionsbildung im Französische Parlament. Zur Entwicklung des Parteiensystems in der frühen Dritten Republik (1871 – 1875)*. München, Artemis Verlag, 1979, 477 p.

diplomatique, politique, sociale tantôt avec un volet quantitatif, tantôt avec un volet qualitatif, avec un regard régional, local, mais sans jamais toutefois sortir vraiment du cadre des frontières de l'Empire allemand.

La revue de littérature qui précède nous permet d'affirmer que les conséquences du *Kulturkampf* en Allemagne sont bien connues. Depuis une vingtaine d'années, la recherche historique tend à montrer que le *Kulturkampf*, en dépit du caractère acrimonieux qui le distingue des autres conflits religieux contemporains, n'a pas été un événement exceptionnel à l'échelle européenne¹⁰⁹. Cette façon relativement nouvelle d'entrevoir cet épisode de l'histoire ouvre la voie à un univers de possibilités pour la recherche. Cet état de fait renforce aussi l'intérêt d'une étude de ses répercussions à l'extérieur du *Reich*.

Si la plupart des historiens qui se sont intéressés à cet événement ont consulté de près ou de loin les sources allemandes, les études de presse ont été peu nombreuses et jusqu'à maintenant personne ne s'est servi des journaux français et encore moins accordé une attention particulière à ceux-ci en ce qui a trait au *Kulturkampf*. La presse républicaine n'a jamais été étudiée sous cet angle. Il y a là un angle mort de l'historiographie qui nous a semblé pertinente à combler. En effet, la suspension de l'*Univers* en 1874 pour sa dénonciation de la politique ecclésiastique de Bismarck justifie à elle seule une étude du sujet sous cet angle. Comme nous le verrons plus loin, cette interdiction de publication est le résultat de la conjoncture des rapports franco-allemands de l'époque. Une étude de la presse de la gauche française concentrant son attention l'influence allemande permettrait de mieux saisir la portée de cet événement qui avait cours en Allemagne dans la vie politique des débuts de la Troisième République. Dans cette optique, l'intérêt d'une analyse de la presse française de cette période est d'autant plus grand par l'aspect fortement politisé qui la caractérisait. L'importance des questions extérieures dans le débat politique français de même que celle de la place des imaginaires transnationaux nous semblent avoir été mises de côté jusqu'à présent.

¹⁰⁹ Wolfram Kaiser, « 'Clericalism — That is Our Enemy!': European Anticlericalism and the Culture Wars », dans Christopher Clark et Wolfram Kaiser, (dir.), *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, p. 49.

Pourtant, les plus récents travaux suggèrent que les forces tant anticléricales que cléricales ont œuvré de façon concertée à une échelle qui dépassait les frontières en Europe¹¹⁰. Toutefois, les études historiques traitant de ces combats culturels dans une perspective transnationale sont encore peu nombreuses. Ce nouveau champ à explorer, Christopher Clark et Wolfram Kaiser nous invitaient déjà à le combler il y a près de vingt ans lorsqu'ils écrivaient :

Puisque les guerres culturelles étaient des phénomènes européens, l'influence des modèles nationaux et transnationaux, des transferts culturels et de l'espace public doit être abordée. Étant donné que nous sommes concernés ici par un conflit culturel, il est important qu'une attention suffisante soit au moins accordée aux facteurs culturels au sens large, en partant des médias modernes (journaux, caricatures, brochures et romans) en passant par les mariages confessionnels mixtes, la féminisation de la religion, la popularité croissante des sciences de la nature ainsi que la diffusion de l'éthique de travail capitaliste¹¹¹.

Les plus récentes recherches donnent à penser que l'histoire de l'Allemagne et de la France après la Guerre franco-prussienne ne peuvent être comprises pleinement en faisant fi de leur imbrication.¹¹² À l'exception notable d'Allan Mitchell et Claude Digeon, les historiens ne se sont jusqu'à présent que très peu intéressés à l'influence allemande en France et l'œuvre de ces derniers a soulevé bien plus de questions nouvelles que de réponses définitives. Pour répondre à certains de ces questionnements, il est nécessaire d'interroger de nouvelles sources et à cet égard les journaux nous apparaissent comme un terrain fertile. Véritable point d'intersection où les idées d'une époque donnée circulent au-delà des frontières, la presse semble au surplus un excellent point de départ pour un récit où l'histoire de l'Allemagne et celle de la France se croisent. Car comprendre l'incidence de *Kulturkampf*, ici entendu comme étant un événement spécifiquement allemand dont le déroulement s'est surtout accompli en Prusse, dans la vie culturelle et politique française aux débuts de la Troisième République, voilà notre ambition.

¹¹⁰ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 83.

¹¹¹ Notre traduction. «*Since the culture wars were a European phenomenon, the influence of (trans)national models, cultural transfer and public spheres needs to be addressed. Since we are concerned here with a cultural conflict, it is important that due attention at last be paid to the role of cultural factors in the broadest sense, from the modern media (newspapers, caricatures, pamphlets and novels) to confessionally mixed marriages, the feminisation of religion, the popularisation of the natural sciences and the diffusion of a capitalist work ethic*». C. Clark et W. Kaiser, «*Annotated bibliography* », dans C. Clark et W. Kaiser (dir.), *Culture Wars...*, *op. cit.*, p. 357.

¹¹² M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 326.

Nous voulons montrer comment la presse française a traité le *Kulturkampf* en Allemagne et son évolution afin de savoir si les événements allemands ont nourri le discours anticlérical en France et le cas échéant de quelle façon le traitement de ces événements contribua à nourrir le débat politique en France. Plus précisément, nous tenterons de montrer que le *Kulturkampf* et les initiatives de Bismarck dans son sillage ont eu un impact déterminant dans la consolidation de la Troisième République. Si une étude de la presse française nous permet de faire avancer notre connaissance des relations franco-allemandes, elle pourra peut-être contribuer à jeter un éclairage nouveau sur la vie politique et culturelle de l'Allemagne impériale. Elles permettront sans doute de voir s'il y a véritablement lieu d'écarter tout lien entre le *Kulturkampf* et la laïcité française¹¹³.

Nous ferons valoir que le *Kulturkampf*, du fait de la place qu'il occupait dans l'espace public français, a alimenté le débat politique et religieux de la Troisième République naissante. Qui plus est, cet épisode de la vie confessionnelle jouait un rôle important dans les relations diplomatiques entre la France et l'Allemagne sous l'Ordre moral en plus d'agir sur la consolidation du régime républicain.

1.3 Sources et méthodologie

La présente étude est une analyse empirique des numéros de *La République française* paru entre le 7 novembre 1871 et le 20 février 1878. Pour bien lire nos sources, il est nécessaire de les mettre en contexte, car « [l]'une des règles de l'histoire de la presse » écrivait Pierre Albert, « est qu'il ne faut entreprendre la lecture des journaux qu'après avoir rassemblé sur eux le plus de renseignements possibles »¹¹⁴. Avant de nous lancer dans une description plus détaillée de notre corpus, il convient d'aborder convenablement le contexte global de la presse française de l'époque et son histoire avant de traiter du titre de presse que nous avons choisi.

Dans les années 1870, les quotidiens français devaient opérer dans un contexte d'incertitude politique et de relations diplomatiques tendues. Rappelons-le brièvement : la France venait de subir une défaite militaire humiliante face à la Prusse, un changement de régime inattendu

¹¹³ Sylvie Toscer-Angot, « Le Kulturkampf. Le choix de la laïcité? », dans Sylvie Legrand, *La Laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du 18e siècle à nos jours*, Villeneuve-d'Ascq, 2008, pp. 85-86.

¹¹⁴ Pierre Albert, *Histoire de la presse politique nationale au début de la Troisième République (1871 – 1879)*, t. 1, «Le monde de la presse», Lille, Atelier reproduction des thèses de Lille III, 1980, p. 55.

succédé par l'épisode tumultueux de la Commune. Après la signature du Traité de Francfort comprenant la cession de l'Alsace et la Lorraine, la France tenta de renouer avec la normalité. Malgré la fin de guerre, l'état de siège fut maintenu dans près de la moitié des départements de France et celle-ci n'en sortit qu'en 1876, ce qui n'a pas été sans conséquence pour la liberté de presse¹¹⁵. Cette situation a eu pour effet de soumettre les journaux aux décisions arbitraires des autorités politiques et militaires. Sous l'Ordre moral, plusieurs feuilles républicaines ont été suspendues, voire supprimées et que la plupart d'entre elles ont été par moment interdites de vente sur la voie publique; la rigueur de ces mesures étant comparables aux procédés les plus autoritaires du Second Empire¹¹⁶. Sur le plan politique, les années 1870 ont été une période décisive dans la consolidation de la Troisième République alors naissante dont la survie n'allait pas de soi tandis que planait sur elle en permanence la menace d'une nouvelle Restauration¹¹⁷.

La relative libéralisation qui s'est mise en place à la fin du Second Empire à partir de 1868 a présidé à une repolitisation de la presse qui s'est accentuée avec la venue de la Troisième République¹¹⁸. Caractérisée par une offre très grande en matière de journaux quotidiens, la presse française de l'époque peut se découper en fonction des grandes tendances politiques. L'histoire de la presse des débuts de la III^e République présente de nombreuses difficultés. Cela s'explique par le fait qu'il ne subsiste que peu de traces dans les archives à l'égard du fonctionnement des journaux et de leur nombre d'abonnés.¹¹⁹ À ce sujet, même les archives publiques présentent un intérêt limité et n'ont laissé que peu d'information à la disposition des historiens. De façon contre-intuitive, ce voile de mystère qui s'épaissit sur la vie des journaux après la fin du Second Empire s'explique par le fait que le contrôle et la surveillance de la presse se sont amoindris avec la libéralisation de la presse *a fortiori* après 1876¹²⁰.

¹¹⁵ Jean-Marie Mayeur, *La vie politique sous la Troisième République (1870-1940)*, Paris, Seuil, 1984, p. 36.

¹¹⁶ Christophe Charle, *Le Siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Seuil, 2004, p. 130.

¹¹⁷ Vincent Duclert, *op. cit.*, pp. 91-92.

¹¹⁸ Dominique Kalifa, Marie-Ève Thérenty et Alain Vaillant, « Le Quotidien », dans D. Kalifa (dir), *La civilisation du journal... op. cit.*, p. 286.

¹¹⁹ Pierre Albert, « La Presse Française de 1871 à 1940 », dans Claude Bellanger et al., *Histoire générale de la presse française*, t. 3, « De 1871 à 1940 », Paris, Presses Universitaires de France, 1972, pp. 136.

¹²⁰ *Ibid.*, p. 145-146.

Bien qu'à la fin du Second Empire, la presse ait connu une certaine libéralisation avec la loi du 11 mai 1868¹²¹, dans les années 1870 elle ne disposait toutefois pas d'une liberté absolue. En effet, comme l'explique Christophe Charles, la guerre franco-prussienne et les événements de la Commune de Paris ont eu pour effet momentané de freiner cette libéralisation et de réintroduire certaines pratiques autoritaires¹²². Jusqu'à la Loi du 29 juillet 1881, le timbre-poste, le cautionnement et l'autorisation avant publication étaient toujours en vigueur. Ainsi les débuts de la Troisième République sont caractérisés par une certaine surveillance et un contrôle de la presse important comme en témoignent les interdictions temporaires que le journal l'*Univers* a subi au cours de cette période. En dépit de ce resserrement, le changement de régime représente bel et bien une évolution vers la libéralisation de la presse¹²³.

Les années 1870 constituent une période charnière dans l'histoire de la presse française sur plusieurs angles entre autres en ce qui a trait à la pratique du journalisme. En effet, c'est au cours de cette décennie que son essor s'amorça lentement, mais il restait une profession qui suscitait les suspicions du public sérieux. Il s'agit d'une décennie de transition entre une époque où les journaux étaient le carrefour des débats littéraires et philosophiques d'une élite instruite à celle où leur distribution s'est considérablement démocratisée et où le journalisme s'est modifié pour intégrer davantage la forme du reportage moderne dans ses pratiques¹²⁴.

La presse française a laissé peu d'informations statistiques sur sa diffusion en raison du secret des affaires et des exigences peu élevées des publicitaires de l'époque¹²⁵. Pour toutes ces raisons, il est très difficile, pour ne pas dire impossible, d'avoir une idée précise de l'évolution du tirage des quotidiens¹²⁶. Un tableau paru dans *La Lanterne* du 21 août 1880 est sans doute la source la plus fiable dont nous disposons en ce qui concerne le tirage des journaux, mais celui-ci ne donne que trop peu d'indications sur l'évolution des tirages. Malgré ces lacunes d'archivage, la plupart

¹²¹ C. Charle, *op. cit.*, p. 111.

¹²² P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 138-139.

¹²³ Vincent Robert, « Lois, censure et liberté », dans D. Kalifa, *La civilisation du journal... op. cit.*, p. 89.

¹²⁴ Thomas Ferenczi, *L'invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1993, pp. 19, 30-32.

¹²⁵ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 138-139.

¹²⁶ *Ibid.*, p. 148.

des historiens s'entendent pour affirmer que les progrès fulgurants en matière de diffusion sont indéniables au cours de cette période qualifiée « d'âge d'or de la presse française »¹²⁷.

En effet, c'est durant la période qui nous occupe que l'usage du journal s'est généralisé. On y observait un mouvement à la baisse pour ce qui est du prix des journaux, tendance initiée entre autres par l'arrivée du *Petit Journal* en 1863.¹²⁸ Cette baisse constante du prix des journaux, conjugués à l'alphabétisation croissante de la population au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle, explique la généralisation de la lecture du journal. À titre indicatif, la moyenne nationale d'analphabètes en France chez les hommes âgés de 20 ans est passée de 21,49% en 1872 à 8,5% en 1892.¹²⁹

En ce qui concerne leur fonctionnement interne, les journaux n'ont laissé filtrer que peu de chose à cette époque et c'est souvent par le biais des attaques entre les différentes feuilles qu'on réussit à connaître de façon fragmentaire et imparfaite des détails sur ce qui s'y passait¹³⁰. En dépit des grandes controverses politiques qui ont animé la vie des journaux, plusieurs publications n'étaient pas réellement lues, ce qui invite l'historien à faire preuve de prudence lorsqu'il détermine leur influence réelle sur l'opinion publique¹³¹.

Il convient ici de dire quelques mots sur l'aspect des journaux des années 1870 ainsi que sur le rapport à la lecture des contemporains. Les quotidiens d'alors présentaient un aspect très terne et les articles étaient dépourvus d'illustration sauf en de très rares occasions (voir Annexe C). La plupart du temps les seules images qu'on y trouvait se limitaient aux publicités. Les colonnes étaient serrées et le texte était dense. Certains étaient livrés le matin tandis que d'autres l'étaient le soir et leur distribution variait en fonction de leur prix selon de s'il s'agissait de la presse à 5, 10 ou 15 centimes¹³². Les classes populaires étaient davantage portées vers la presse à 5 centimes

¹²⁷ *Ibid.*, p. 137.

¹²⁸ *Ibid.*, p. 140.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ *Ibid.*, p. 148.

¹³¹ *Ibid.*, p. 143-144.

¹³² Pierre Albert, *Histoire de la presse politique nationale au début de la Troisième République (1871 – 1879)*, t. 1, « Le monde de la presse », Lille, Atelier reproduction des thèses de Lille III, 1980, p. 503.

tandis que les notables lisaient plutôt la presse à 15 ou 20 centimes. Peu importe leur classe sociale, les lecteurs accordaient énormément de sérieux à la lecture de leur journal, car il s'agissait alors d'une activité entourée d'une aura de prestige¹³³.

La plupart du temps, les journaux de l'époque se limitaient à quatre pages¹³⁴. De façon générale, les articles étaient présentés de façon désordonnée, mais le premier article de la première colonne de gauche en première page du journal, le premier-Paris, était souvent un commentaire politique abordant les grands événements du jour bien que la formule variât d'une feuille à l'autre¹³⁵. Dans le cas du *Temps* par exemple, en première page on pouvait lire, le « Bulletin du jour », puis les dépêches télégraphiques de l'étranger et enfin les textes des correspondants à l'étranger tels que les « Lettres d'Allemagne » ou les « Lettres des États-Unis ». C'était également le cas pour *La République française* ainsi que la plupart des quotidiens de la grande presse de l'époque. Il était souvent d'usage que les articles publiés dans les journaux ne soient pas signés, mais cette façon de faire n'était pas généralisée.

La lecture des journaux dans les milieux ruraux s'est accomplie de façon plus tardive qu'en milieu urbain et ce n'est qu'au moment de la Grande Guerre qu'elle s'est généralisée dans les campagnes¹³⁶. Comme l'expliquait Pierre Albert : « [d]'une manière générale la presse de province restait bien un reflet de celle de Paris, et même ses titres les plus importants n'accordaient que très peu de place aux informations locales ou régionales : malgré la multiplication de ses tendances, la presse de province, jusqu'en 1914 au moins, servit à accroître l'influence de la capitale en province »¹³⁷. Ainsi, la diffusion importante de la presse parisienne en province permet d'accorder une certaine représentativité aux discours qu'elles véhiculaient relativement à l'opinion publique nationale.

¹³³ *Ibid.*, p. 494-496.

¹³⁴ *Ibid.*, p. 500.

¹³⁵ *Ibid.*, p. 498-499.

¹³⁶ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 142.

¹³⁷ *Ibid.*, p. 178.

En 1880, on comptait près d'une soixantaine de feuilles publiées quotidiennement à Paris¹³⁸. Pierre Albert a divisé la presse française en deux grandes catégories, elles-mêmes divisées en sous-catégorie, essentiellement sous l'angle de leur appartenance politique. Ainsi, au sein de la mouvance conservatrice on retrouvait les quotidiens légitimistes, les journaux catholiques, la presse orléaniste et de centre droit, de même qu'une panoplie de quotidiens bonapartistes d'une part et d'autre part les journaux républicains fussent-ils de gauche ou de droite¹³⁹.

Si le sort de la Troisième République naissante était entre les mains des conservateurs à ses débuts, ironiquement ceux-ci n'ont pas réussi à conserver leur empire sur le nouveau régime. Pour expliquer cette « fin des notables », une étude attentive de l'histoire de la presse nous est d'un grand secours, car celle-ci s'explique grandement par la maîtrise défailante et le dédain des conservateurs envers cet outil de communication en pleine ascension qu'étaient les journaux¹⁴⁰. À l'inverse, la presse républicaine a pu bénéficier du soutien idéologique et financier plus grand de la part de ses supporteurs et cela pour deux raisons. Dans un premier temps, puisque la plupart des politiciens républicains ont été journalistes sous le Second Empire et lors de la II^e République, ceux-ci adhéraient aux valeurs de la liberté de presse et regardaient les journaux sous un jour meilleur que leurs adversaires conservateurs. Dans un second temps, poussés par le désir d'influencer l'opinion en leur faveur, les bailleurs de fonds républicains n'hésitaient pas à se montrer généreux envers la presse de leur camp à l'opposé des conservateurs qui se montraient beaucoup plus séraphins¹⁴¹.

L'Agence Havas contrôlait à l'époque une part significative du marché de l'information, notamment grâce à son réseau télégraphique très développé et à un large éventail d'offres de service de dépêches et de comptes-rendus. C'est elle qui contrôlait l'essentiel des dépêches télégraphiques en provenance de l'étranger¹⁴². En revanche, certains quotidiens disposaient de leur propre service de dépêches télégraphiques. C'était le cas pour les quotidiens *Le Temps*, pour

¹³⁸ *Ibid.*, p. 235.

¹³⁹ *Ibid.*

¹⁴⁰ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 179.

¹⁴¹ *Ibid.*, pp. 204-205. (« séraphin » est un québécoisisme qui signifie « pingre » en français de France).

¹⁴² *Ibid.*, p. 178-179.

Le Journal des Débats, le Figaro et La République française. Les autres journaux s'abreuyaient exclusivement des dépêches de Havas lorsqu'il s'agissait des nouvelles étrangères¹⁴³.

1.3.1 Les journaux républicains et leur propagande

Par l'expression « presse républicaine », l'on regroupe toutes les publications qui adhéraient au régime mis en place après la chute de Napoléon III. Cette adhésion à la forme républicaine n'enlève rien toutefois à la grande diversité d'opinion qui la caractérisait. Cinq grandes tendances se dessinaient au sein de cette mouvance de la presse française.

Les journaux républicains conservateurs étaient sympathiques à l'idéal d'une république à la manière dont Adolphe Thiers l'avait envisagé selon ses mots célèbres — « La République sera conservatrice ou elle ne sera pas »¹⁴⁴ — et faisaient preuve d'une grande modération sur le plan des idées politiques. La plupart continuaient à adhérer à cette vision, même après sa chute en mai 1873¹⁴⁵. Des feuilles telles que le *XIXe Siècle*, *Le Journal des Débats* et *Le Temps* s'inscrivaient dans cette mouvance. Ces deux dernières valent la peine qu'on y consacre quelques lignes en raison de leur importance. Fondé en 1789, puis repris par la famille Bertin dix ans plus tard, *Le Journal des Débats* occupait une place de choix dans le ciel de la presse française du XIX^e siècle. Même si cette feuille passa de 8000 à 7000 abonnés au cours de notre période, elle demeurait une publication prestigieuse réputée pour la qualité de ses textes¹⁴⁶; elle était aussi la plus chère avec un prix théorique de plus de 20 centimes par copie¹⁴⁷. Disposant d'un réseau de correspondants à l'étranger et réputé pour la profondeur de ses articles consacrés à l'économie politique, le cheminement politique de cette feuille a suivi un parcours sinueux dans les années 1870. D'allégeance orléaniste à l'aube de la Troisième République, elle fut l'un des appuis les plus fermes du gouvernement Thiers jusqu'à sa chute en mai 1873. Peu de temps après, elle se rallia de façon momentanée au projet de restauration par la plume de son chroniqueur Jean Lemoine¹⁴⁸ pour ensuite retourner dans

¹⁴³ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 529.

¹⁴⁴ J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 45.

¹⁴⁵ *Ibid.*, p. 208.

¹⁴⁶ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1114.

¹⁴⁷ *Ibid.* Le *JD* n'étaient pas vendu au numéro, mais bien par abonnement annuel au prix de 72 francs à Paris et 80 francs en province.

¹⁴⁸ *Ibid.*, p. 1124.

le giron d'un républicanisme conservateur certes, mais critique de l'Ordre moral¹⁴⁹. Sur la question religieuse, comme la plupart des journaux républicains, *Le Journal des Débats* chercha à rallier les catholiques à la république¹⁵⁰, mais se montra aussi très critique des intrigues politiques des ultramontaines, attitude qu'il préserva au moins jusqu'à la démission de Mac Mahon.¹⁵¹ Tout comme les *Débats*, et, nous le verrons plus à fond plus bas, *La République française* de Léon Gambetta, *Le Temps* a lui aussi participé à la lutte à l'ultramontanisme. Avant même la chute de Thiers, le journal d'Auguste Nefftzer s'inquiétait déjà du cléricalisme¹⁵². Par la suite, il n'hésita pas à combattre l'Ordre moral et s'attaqua à la loi du 12 juillet 1875 sur l'enseignement supérieur, souvent présenté comme « l'ultime conquête du parti « clérical-légitimiste »¹⁵³. Plusieurs des rédacteurs de ce quotidien, tout comme son fondateur, étaient des protestants.¹⁵⁴

À l'autre extrémité du spectre politique, on trouvait la presse intransigeante qui regroupait les publications radicales et socialistes. La plupart de ces feuilles ont connu une existence éphémère en raison des restrictions à la liberté de presse qui persistaient durant les années 1870. Après la Commune et jusqu'à la loi du juillet 1881, les journaux d'extrême gauche eurent beaucoup de difficulté à s'épanouir. Cette éclipse d'une décennie n'empêcha toutefois pas la parution de certaines feuilles intransigeante de paraître, la plus importante, *Le Rappel*, disposait d'un tirage de près de 40 000 copies dans les années 1870. Ce journal ne fut toutefois pas épargné par les affres de la censure. Après avoir cessé sa publication durant la Commune, il reparut en novembre 1871, il fut rapidement frappé d'interdiction pour ensuite reparaître sans interruption à partir de mars 1872¹⁵⁵. Contrairement à la plupart des journaux républicains, *Le Rappel* faisait bande à part et n'hésitait guère à se montrer critiques des autres feuilles de cette mouvance, particulièrement à l'endroit de *La République française* envers laquelle il adoptait une attitude condescendante¹⁵⁶.

¹⁴⁹ *Ibid.*, p. 1134.

¹⁵⁰ *Ibid.*, p.1130.

¹⁵¹ *Ibid.*, p. 1131, 1137.

¹⁵² *Ibid.*, p. 1189.

¹⁵³ Antoine Prost, *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, p. 185.

¹⁵⁴ Pierre Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1190.

¹⁵⁵ Site web de *RetroNews*. <<https://www.retronews.fr/titre-de-presse/rappel>>. Consulté le 8 septembre 2022.

¹⁵⁶ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 224-225.

Nous reviendrons plus loin sur cette dernière et son affiliée, *La Petite République française* qui étaient les journaux de la gauche gambettiste.

Les journaux de la gauche républicaine, quant à eux, étaient placés sous le patronage d'hommes politiques qui rejetait la vision thieriste d'une république conservatrice sans toutefois accepter l'autorité de Gambetta. Des journaux comme le *Siècle* proche de Jules Simon en faisaient partie¹⁵⁷. Enfin, dans la mouvance républicaine, il y avait également *Le Petit Journal*, une feuille à 5 centimes très populaire, notamment dans les milieux ouvriers. Ce journal était de loin le journal le plus important en termes de lectorat avec un tirage qui passa de 220 000 à 523 000 copies entre 1872 et 1878. À partir de 1873,¹⁵⁸ *Le Petit Journal* soutint la République sans interruption particulièrement durant la Crise du Seize Mai, même si de façon générale cette publication accordait une attention intermittente aux affaires politiques¹⁵⁹.

Contrairement aux journaux conservateurs, jusqu'en 1879, année où les républicains réussirent à asseoir définitivement leur hégémonie sur les institutions politiques, la presse républicaine présentait une grande cohérence en dépit de sa grande diversité idéologique¹⁶⁰. Les journaux ne se lançaient que très rarement dans des polémiques entre eux, préférant plutôt s'attaquer aux journaux conservateurs. Cette unité s'explique entre autres par l'action de Gambetta et l'autorité qu'il exerçait sur l'ensemble du parti républicain jusqu'à ce que le parti conservateur soit irrémédiablement mis hors d'état de nuire avec la Crise du Seize Mai.

Le but premier de la propagande républicaine était de rallier les masses rurales et les classes intermédiaires au nouveau régime. Compte tenu du contexte politique, la conséquence logique a été d'ériger les conservateurs en cibles de choix de cette propagande, car la consolidation des nouvelles institutions politiques nécessitait leur expulsion de la joute politique¹⁶¹. Sous l'Ordre moral, ce dénigrement constant des conservateurs s'abreuvait de la rhétorique anticléricale à la fois

¹⁵⁷ *Ibid.*, p. 214.

¹⁵⁸ C. Charle, *op. cit.*, p. 132.

¹⁵⁹ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 220-221.

¹⁶⁰ *Ibid.*, p. 206.

¹⁶¹ P. Albert, *Histoire de la presse politique...* *op. cit.*, p. 1055.

pour des raisons idéologiques que tactiques puisque c'est surtout auprès des masses paysannes dont les républicains souhaitaient susciter l'adhésion d'autant que c'était là où l'action politique du clergé était la plus évidente¹⁶². Pour dénigrer les monarchistes et bonapartistes, les journaux républicains capitalisaient autant sur le passé que sur le présent et l'avenir. Par le truchement de l'histoire, ceux-ci rappelaient les fautes des régimes passés. En dénonçant les excès de langage de la presse conservatrice, c'est le présent qui faisait office de repoussoir. Combiné aux critiques du passé, transformé en passéisme, l'optimisme républicain à l'égard de l'avenir agissait comme moteur du prosélytisme républicain. Car l'autre but de la propagande républicaine était de démontrer la supériorité de ses idées sur celles de ses adversaires. À cet égard, l'idéologie du progrès a été l'un des thèmes les plus efficaces de cette propagande, laquelle puisait énormément dans les progrès techniques et scientifiques de l'époque¹⁶³. Au sein de la presse républicaine, *La République française* de Léon Gambetta occupait une place de choix non seulement parce que son contenu était tout à fait représentatif de la propagande républicaine, mais aussi par le rôle important qu'elle joua dans la victoire de ces derniers sur les conservateurs¹⁶⁴.

1.3.2 *La République française*

Sous le Second Empire, Léon Gambetta avait déjà fondé et opéré un journal, *La Revue politique*, rapidement interdite pour avoir lancé une souscription visant à construire un monument à la mémoire du député Alphonse Beaudin¹⁶⁵, martyr républicain par excellence du régime bonapartiste¹⁶⁶. Après l'épisode de la Défense nationale, Gambetta avait grand besoin d'un organe de presse pour promouvoir ses idées ainsi que son groupe parlementaire, l'Union républicaine. C'est alors qu'il s'était réfugié à Saint-Sébastien au printemps 1871 par crainte d'être placé en état d'arrestation — au moment même où la Commune faisait rage —, qu'il commença à réfléchir à

¹⁶² *Ibid.*, p. 1056.

¹⁶³ *Ibid.*, p. 1057.

¹⁶⁴ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 223.

¹⁶⁵ Arthur Beaudin était un élu républicain lors de la Deuxième République. Mort sur une barricade du faubourg Saint-Antoine le 3 décembre 1851 dans le sillage du coup d'État de Napoléon III, la légende veut que ses derniers mots aient été: « [v]ous allez voir comment on meurt pour 25 francs! », en référence à l'indemnité des députés. Voir Sylvie April, *La Révolution inachevée*, Paris, Belin, 2014, p. 357.

¹⁶⁶ Jérôme Grévy, *op. cit.*, p. 150.

fonder un nouveau journal¹⁶⁷. De retour à Paris en juillet, il entreprit de lever les capitaux nécessaires à sa nouvelle entreprise : *La République française*. Près de la moitié des 125 000 francs qu'il amassa pour démarrer le projet provenaient de fonds alsaciens et lorrains¹⁶⁸.

Dès sa fondation, le nouveau journal de Gambetta était habité par les deux objectifs que nous avons évoqués à l'égard de la propagande républicaine : permettre la consolidation du nouveau régime républicain et renforcer la crédibilité des républicains modérés. De façon contrastée avec la première publication fondée par Gambetta qui n'hésitait pas à susciter la polémique, *La République française* a continuellement cherché à modérer le ton de ces articles. Pour expliquer cette modération dans les propos du journal, il ne faut pas chercher du côté de la censure, mais bien de celui de la volonté même de Gambetta qui sut en faire un lieu d'apprentissage et de préparation à l'exercice du pouvoir. Comme l'expliquait Charles de Freycinet dans ses *Souvenirs* :

M. Gambetta estimait que le parti républicain n'était pas suffisamment organisé pour une lutte qu'il prévoyait opiniâtre. [...] Pour agir plus efficacement sur l'esprit de ses collègues et s'assurer l'appui de l'opinion, il jugea nécessaire de créer un organe chargé spécialement d'orienter les esprits vers l'unique pensée de la consolidation de la République¹⁶⁹.

Les intentions initiales des fondateurs se sont non seulement reflétées dans le contenu du journal, à savoir dans le discours et les propos véhiculés dans ses pages, mais aussi dans la forme. En effet, la *République française* était un journal sérieux dans son ton et dans la qualité de ses articles. On y trouvait de longs textes sur une variété de sujets pointus tels que l'armement, les questions militaires, l'économie, mais aussi, chose relativement rare pour la presse républicaine, des articles sur les questions ouvrières¹⁷⁰. Le souhait de ses fondateurs était d'en faire, pour la gauche gambettiste, un équivalent du quotidien *Le Temps*¹⁷¹, un journal dont le ton très sérieux avait fait dire à Karl Marx qu'il s'agissait du plus ennuyant de tous les journaux français¹⁷². Cette monotonie

¹⁶⁷ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1374.

¹⁶⁸ J. Grévy, *op. cit.*, p. 151.

¹⁶⁹ Charles de Freycinet, cité par P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1375.

¹⁷⁰ J. Grévy, *op. cit.*, p. 153.

¹⁷¹ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1382.

¹⁷² « „Le Temps”, die langweiligste aller französischen Zeitungen », Karl Marx • Friederich Engels, *Marx Engels Werke*, vol. 32, Berlin, Dietz Verlag, 1973, p. 683.

grave qu'ont voulu imiter les artisans de *La République française* ont quant à elle fait dire à Daniel Halévy que le journal de Gambetta, « ne sourit jamais »¹⁷³. Cette gravité dans le ton et la modération dans le langage était l'un des aspects les plus redoutables de la propagande républicaine, car elle visait à montrer que le camp républicain était raisonnable et sensé par effet de contraste avec les excès de langage avec la presse conservatrice. L'appellation « République française » s'inscrivait dans cette volonté de se montrer modéré tout en exprimant clairement son objectif politique. On lui a pour cela préféré d'autres désignations tels que « La Revanche » et le « Patriote », jugées trop provocantes¹⁷⁴ pour l'occupant allemand, car la crédibilité que les républicains voulaient acquérir ne se limitait pas seulement au public français, mais aussi vis-à-vis de l'étranger.

Nous avons évoqué plus haut la distinction entre les journaux du soir et ceux du matin. L'organe de Gambetta était distribué le matin¹⁷⁵. Sans avoir connu le succès exceptionnel de son supplément à 5 centimes (*La Petite République française*), *La République française* a réussi à maintenir un tirage de 15 000 exemplaires jusqu'en 1878¹⁷⁶. En 1880, le journal ne tirait plus qu'à 11 506 exemplaires¹⁷⁷, baisse attribuable à l'apaisement des luttes politiques¹⁷⁸. Son prix de vente, 15 centimes l'exemplaire, le rangeait dans la catégorie de la grande presse et en faisait un journal de notables¹⁷⁹. Il est difficile de mesurer l'influence réelle de *La République française* en province. Nous savons seulement qu'en 1875, 35% de son tirage était diffusé dans les départements¹⁸⁰. Chose certaine, les artisans du journal étaient animés par une volonté de faire pénétrer et à raffermir les idées républicaines partout sur le territoire français. À cet égard, la lecture du premier-Paris¹⁸¹ de son numéro du 14 novembre 1871¹⁸² donne des indications précieuses sur l'orientation que ses

¹⁷³ Daniel Halévy, cité par J. Grévy, *op. cit.*, p. 155.

¹⁷⁴ ... *tu sais que tu fais exprès*.

¹⁷⁵ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 505.

¹⁷⁶ P. Albert, « La Presse Française »... *op. cit.*, p. 223.

¹⁷⁷ *Ibid.*, p. 234.

¹⁷⁸ *Ibid.*, p. 223.

¹⁷⁹ *Ibid.*, p. 1383.

¹⁸⁰ *Ibid.*, p. 174.

¹⁸¹ Nous entendons par là un texte de nature éditorial, apparaissant en première page et coiffant tous les autres articles.

¹⁸² Il ne s'agissait pas, comme l'affirmait Jérôme Grévy, du premier numéro de la *République française*, mais bien du huitième.

fondateurs voulaient lui donner. À propos de la presse républicaine de province, on lit dans la *RF* : « Nous n'en faisons pas de mystère, c'est avec cette partie de la presse que nous avons surtout à cœur d'entrer et de nous tenir en intime relation » et le journal poursuit en affirmant que :

[j]amais non plus il y eut moment plus favorable et nécessité plus urgente de resserrer les liens de Paris avec les départements, de constituer la démocratie, en un grand parti politique, uni par les principes, éclairés sur sa tâche. [...] On ne régent pas la démocratie : tout le monde y apprend comme tout le monde y enseigne ; et, pour notre part, nous avons à recueillir dans la presse républicaine des départements, la plus indispensable des instructions, celle qui concerne les vœux et les besoins réels de la démocratie. Nous ne ferons que lui rendre ce qu'elle nous aura donné, en profitant de notre situation dans la capitale pour découvrir la vraie signification des faits, épier les démarches du pouvoir et des partis, rassembler les informations les plus complètes et les plus exactes sur les pays d'Europe dont il importe plus que jamais de ne rien ignorer¹⁸³.

Peu à peu, des liens se sont formés entre l'organe de Gambetta et plusieurs feuilles de provinces. D'après Jérôme Grévy, le rôle que *La République française* jouait vis-à-vis de nombreux journaux provinciaux d'allégeance républicaine se compare à celui d'une agence de presse¹⁸⁴. Seulement trois ans après la fondation du journal, Gambetta se félicitait déjà dans une lettre à son ami et collaborateur Arthur Ranc, du succès et de l'influence de son journal :

Au vrai, l'influence du journal n'a jamais été plus grande. La presse de province vit de nos articles. Ce que nous disons fait loi. [...] Quant au ministère, il est absolument étonné de la tenue constante de notre feuille : « Pas moyen de les pincer », disait l'autre jour l'excellent Baragon. La vérité c'est que la Droite lit plus la *République* que la Gauche. À gauche on trouve cette nourriture trop substantielle et trop forte. Je parle ici des radicaux aussi bien que des modérés.¹⁸⁵

Organe de militantisme, *La République française* se consacrait non seulement à promouvoir les idées républicaines, mais surtout à combattre les idées monarchistes¹⁸⁶. Son influence sur la vie politique et sur la couverture des affaires parlementaire était palpable et Gambetta n'en exagérait pas la portée. Des liens étroits avec plusieurs feuilles de provinces sont attestés¹⁸⁷, mais la presse

¹⁸³ *RF*, A1 n° 8, le 14 novembre 1871, p. 1.

¹⁸⁴ J. Grévy, *op. cit.*, p. 158.

¹⁸⁵ *LdGam*, n° 184. À Arthur Ranc, le 19 avril 1874.

¹⁸⁶ J. Grévy, *op. cit.*, p. 156.

¹⁸⁷ *Ibid.*, p. 159.

parisienne n'était pas en reste puisque plusieurs d'entre elles s'abreuyaient du travail du journal de l'union républicaine à l'égard des affaires parlementaires. Ainsi, les rédacteurs de la *République française* se réunissaient souvent au Café Frontin où les journalistes de *L'Avenir National* et de *L'Événement*, deux journaux ne disposant pas de correspondant parlementaire, les retrouvaient pour obtenir des informations sur les derniers développements à Versailles¹⁸⁸. Nous avons évoqué plus haut la cohérence de la presse républicaine dans sa propagande. À ce titre Gambetta y apportait sa contribution en coordonnant l'action de plusieurs feuilles parisiennes d'allégeance républicaine. Des rapports de police — Gambetta a fait l'objet d'une surveillance policière constante tout au long de sa carrière politique — nous apprennent notamment que lors de la crise du Seize Mai il se réunissait fréquemment avec des représentants de *La France* et du *XIX^e Siècle* chez Juliette Adam¹⁸⁹ afin d'organiser des campagnes de presse.

Si comme tout organe politique, *La République française* était un média visant à convaincre le lectorat d'adhérer aux idées de ses commanditaires, Gambetta souhaitait aussi ériger le journalisme des collaborateurs de son quotidien en travail préparatoire à la prise en charge du gouvernement¹⁹⁰. Ainsi, à l'occasion d'une réunion en septembre 1871 réunissant les futurs collaborateurs du journal en prévision de son lancement, Gambetta recommanda à ses rédacteurs de se considérer : « chacun, non comme un journaliste, mais comme un futur membre du gouvernement »; dans ses *Souvenirs*, Freycinet relate la chose ainsi : « nous devons exposer nos idées avec le sérieux, la gravité, la maturité qui conviennent à des hommes prêts à les appliquer »¹⁹¹. Plusieurs de ces rédacteurs ont effectivement occupé des fonctions ministérielles¹⁹². Mais qui furent les collaborateurs du journal ? Il est impossible d'établir avec certitude la paternité de chaque article, car l'anonymat était la règle, notamment afin d'éviter les poursuites judiciaires contre les journalistes¹⁹³. En revanche, les travaux de Pierre Albert nous donnent beaucoup d'informations sur les chevilles ouvrières du

¹⁸⁸ *Ibid.*, p. 156.

¹⁸⁹ Juliette Adam (1836-1936), écrivaine, féministe et femme républicaine influente, a été très proche de Gambetta jusqu'en 1879. Elle était l'épouse de Edmond Adam (1816-1877) journaliste, préfet, député, puis sénateur sous la bannière de l'Union républicaine, lui aussi un ami proche de Gambetta.

¹⁹⁰ J. Grévy, *op. cit.*, p. 151-152.

¹⁹¹ Charles de Freycinet, cité par P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1375.

¹⁹² *Ibid.*

¹⁹³ J. Grévy, *op. cit.*, p. 155.

journal. Parmi ses collaborateurs, mentionnons seulement, Paul-Armand Chalmel-Lacour (1828-1896), Arthur Ranc (1831-1908), Henri-Allain Targé (1832-1902), Gustave Isambert (1841-1902), Antonin Proust (1832-1905) et Eugène Spuller (1835-1896)¹⁹⁴.

De son vivant, Léon Gambetta joua un rôle important dans la vie du journal et s'investissait énormément dans l'élaboration de chaque édition. Ainsi, en avril 1874, dans la même lettre que nous avons cité plus haut, il écrivit à son ami Ranc : « Personne ne sait mieux que moi ce que cela coûte d'efforts, de tensions d'esprit, de rectitude, de patience et d'abnégation. Je parle bien entendu d'un journal qui veut faire œuvre utile »¹⁹⁵. À titre de directeur politique et fondateur du journal, il recevait un traitement ainsi que des dividendes sur les profits de l'entreprise¹⁹⁶. Habituellement, Gambetta passait chaque jour aux bureaux du journal, pour échanger avec ses collaborateurs-journalistes et donner ses instructions. Préférant l'usage de la parole à l'écrit, il prenait rarement la plume pour écrire ses articles. Sans avoir écrit lui-même dans les pages du journal, Gambetta exerçait une forte influence sur sa ligne éditoriale. À ce titre, il accordait une attention particulière à l'élaboration du premier-Paris et affectait les collaborateurs à la rédaction d'articles selon des directives par moment très précises à l'égard du contenu et exerçait un pouvoir décisionnel sur l'édition et la parution de ceux-ci¹⁹⁷.

La couverture des nouvelles en provenance de l'étranger occupa une place importante dans les pages du journal de Gambetta et fut même l'objet de discorde parmi ses collaborateurs¹⁹⁸. Selon Jérôme Grévy, les articles portant sur la politique étrangère avaient une triple fonction. S'ils avaient en premier lieu pour objet de renseigner le lectorat sur les questions internationales, ils visaient également à renseigner le public étranger sur les idées du parti républicain et à exercer une pression sur le gouvernement versaillais dans son action diplomatique.¹⁹⁹

¹⁹⁴ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1384-1390.

¹⁹⁵ Léon Gambetta cité par P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1382.

¹⁹⁶ J. Grévy, *op. cit.*, p. 151.

¹⁹⁷ *Ibid.*, p. 152.

¹⁹⁸ *Ibid.*, pp. 154 et 347.

¹⁹⁹ J. Grévy, *op. cit.*, p. 154.

Puisque les articles du quotidien n'étaient pas signés, il n'est jamais chose aisée de savoir qui était l'auteur des « Lettres d'Allemagne » et des articles du correspondant basé à Dresde, dont les textes s'amorçaient la plupart du temps par la formule « Des bords de l'Elbe ». L'identité de ce dernier, malgré nos recherches, demeure à ce jour un mystère. On a longtemps cru que le poète badois Georg Herwegh avait collaboré au journal à titre de correspondant, au moins jusqu'à 1873²⁰⁰ et qu'il aurait par le fait même été l'auteur de la plupart des correspondances anonymes en provenance d'Allemagne. En fait, sa collaboration s'est seulement limitée qu'à trois articles publiés les 22 et 29 novembre et le 14 décembre 1871²⁰¹. Selon son biographe, cette collaboration aurait cessé, car Herwegh aurait craint d'être accusé de favoriser les intérêts français au détriment de ceux de l'Allemagne²⁰². On peut, pour ainsi dire, l'écarter du portrait pour l'essentiel du corpus de nos sources hormis les éditions mentionnées sur lesquelles nous reviendrons.

En revanche, les informations glanées par Pierre Albert et Jérôme Grévy à son sujet ne sont toutefois pas dépourvues d'intérêt puisqu'ils nous renseignent sur la vie des journaux de l'époque et au sujet de la *République française*. Le salaire des collaborateurs du journal en est un exemple. On sait que Herwegh aurait été payé 200 francs par mois pour des correspondances hebdomadaires d'entre 150 à 200 lignes²⁰³. Cela nous donne une bonne idée des émoluments des correspondants de l'époque. Par ailleurs, une lettre adressée au poète badois par Challemel-Lacour au sujet des attentes de la rédaction du journal envers lui nous renseigne sur la rigueur journalistique et les besoins du quotidien et il vaut la peine de la citer *in extenso* :

Ce qu'il nous faudrait, c'est ce que les journaux ne donnent pas : une juste appréciation des incidents et des acteurs politiques, mis les uns et les autres dans leur vrai jour, à leur point, comme disent les photographes, et expliqués par des détails que nous ignorons la plupart du temps. Mouvement et intrigues diplomatiques, projets cachés des gouvernements, réformes méritées ou accomplies, portraits d'hommes d'État, incidents universitaires, productions littéraires, brochures, satires, plaisanteries, invectives, tout ce que votre caprice peut vous suggérer est de mise dans la correspondance. Nous ne vous demandons que deux choses : informations rigoureusement exactes (vos correspondances n'auront d'autorité qu'à ce prix), et que tous les sujets soient traités,

²⁰⁰ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1389.

²⁰¹ Stephan Reihardt, *Georg Herwegh, Eine Biographie. Seine Zeit — Unsere Geschichte*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2020, p. 551.

²⁰² *Ibid.*

²⁰³ Léon Gambetta cité par P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1388.

présentés du point de vue français. N'oubliez pas surtout que nous sommes et nous nous adressons à des ignorants.²⁰⁴

En somme, l'intérêt d'une étude de la réception du *Kulturkampf* dans la *République française* est non seulement renforcé par la rigueur qu'elle exigeait de la part de ses rédacteurs, mais aussi par l'action politique de ce journal dans la politique intérieure et extérieure de la France des années 1870.

1.3.3 Le corpus de sources consulté

Au cours de notre recherche, nous avons dépouillé 2271 numéros de la *République française*, c'est-à-dire toutes les éditions publiées entre le 7 novembre 1871 (la première édition de son histoire) et le 9 février 1878 (première édition rapportant le décès de Pie IX). De ce nombre, nous en avons retenu 418 éditions pour la constitution de notre corpus de sources en raison de l'intérêt qu'elles présentent en lien avec notre recherche soit parce qu'ils traitaient du *Kulturkampf* et de l'application de ses lois en Allemagne, du mouvement vieux-catholique en Allemagne, du *Zentrum* et de ses chefs parce qu'ils traitent du cléricalisme en lien avec les relations franco-allemandes ou vis-à-vis de la situation de la France dans ses relations diplomatiques avec les autres pays d'Europe. Nous ne les citons pas toutes et certaines ont pu être écartées pour les fins de notre étude ; mais toutes ont été consultées, parfois plusieurs fois.

À l'étape du dépouillement, dans le but d'effectuer un tri dans l'immensité de ce corpus, nous avons d'abord procédé par une recherche par mots-clefs²⁰⁵ au sein de chaque numéro de la *RF*, pour ne préserver que les éditions comportant les expressions dont voici la liste : « *Kulturkampf*, *Culturkampf* », « conflit religieux (confessionnel, ecclésiastique ou de religion) », « inspection des écoles », « Jésuites ou Ordre de Jésus », « Allemagne ou Empire allemand », « Prusse », « (Adalbert) Falk », « (Ludwig) Windhorst », « Bismarck », « catholique ou catholicisme », « protestant ou protestantisme », « (empire) évangélique », « vieux-catholique », « chaire », « clergé », « pape », « projet de loi », « persécutions », « paragraphe de la chaire (*Kanzelparagraph*) », « loi de surveillance de l'école (*Schulaufsichtsgesetz*) », « loi antijésuite

²⁰⁴ Paul-Armand Challemel Lecour, cité par Jérôme Grévy, *op. cit.*, p.154. La lettre est datée du 27 octobre 1871.

²⁰⁵ Sauf en de très rares occasion, non pas à l'aide des instruments de recherche informatiques de *RetroNews*, mais bien de façon empirique.

(*Antijesuitengesetz*) », « les lois de mai (*Maigesetze*) », « mariage civil » (surtout en lien avec la Prusse), « loi de la corbeille de pain (*Brotkorbgesetz*) », « lois politico-religieuses », « parti du centre ou parti clérical ». Toutefois, il ne s'agissait pas d'un critère restrictif, mais bien d'un point de départ puisqu'en lisant les journaux nous avons découvert des articles présentant un intérêt pour notre recherche notamment à l'égard de ce que la presse des autres pays disait de la situation politique en France, particulièrement en lien avec les relations internationales.

Tout au long du dépouillement, nous avons systématiquement accordé une grande attention à certaines sections d'intérêt du journal. Nous avons systématiquement lu toutes les « Lettres d'Allemagne » de même que toutes les dépêches transmises par le correspondant de la *République française* en Allemagne. Par ailleurs, nous avons constamment surveillé le premier-Paris du quotidien de même que la section des affaires extérieures et des dépêches télégraphiques. Pour ce qui est de la crise du Seize Mai (section IV), nous avons aussi accordé une attention supplémentaire aux extraits de journaux allemands reproduits dans le quotidien gambettiste. En plus de cet examen exhaustif de *La République française*, nous avons également sondé par moment d'autres quotidiens français afin d'enrichir notre analyse par une meilleure compréhension des grandes tendances qui traversait la presse française dans son ensemble. À cette fin nous avons porté notre attention sur les *Débats*, *Le Temps*, *L'Univers* ainsi que d'autres quotidiens avec lesquels *La République française* s'est adonnée à la polémique, notamment *Le Français*.

1.4 Organisation du mémoire

Ce mémoire se concentre sur des sources françaises et aspire à prendre la mesure de l'influence allemande en France au lendemain de la Guerre franco-prussienne. L'argumentation que nous mettrons de l'avant est étayée en trois chapitres qui chacun tentent d'adopter une perspective croisée des rapports franco-allemands. Le rappel de certains événements antérieurs ou postérieurs à notre période pourrait s'avérer nécessaire à des fins de mise en contexte, mentionnons que notre regard portera strictement sur les années soixante-dix du XIX^e siècle. Plus précisément, le champ temporel de notre recherche s'étend du 7 novembre 1871, date de la parution du premier numéro de *La République française*, au 20 février 1878, date de la désignation par le Conclave du cardinal Pecci comme pape, lequel prit le nom de Léon XIII.

Le deuxième chapitre présente la façon dont le *Kulturkampf* tel qu'il se déroulait en Allemagne a été reçu dans les pages de la *République française*. Ce chapitre s'amorce par une mise en contexte décrivant de manière chronologique les principales étapes du conflit religieux lancé par Bismarck, ses origines et sa conclusion. Cette familiarisation avec les événements vise à rendre intelligible au lecteur leur réception par le quotidien. Y sont étudiés le traitement des débats parlementaires entourant le passage des lois du *Kulturkampf*, leur application au-delà des Vosges et les commentaires de la presse française et européenne reproduits dans les pages du journal à ce sujet. Les thèmes et l'évolution du discours et ses formes sont analysés. Une attention particulière est accordée au contenu des dépêches de l'extérieur en provenance du correspondant basé à Dresde ainsi qu'aux «Lettre[s] d'Allemagne». La mise en contexte suit un ordre chronologique et événementiel, mais l'analyse subséquente de la réception du *Kulturkampf* y est cependant abordée davantage sous un angle thématique.

Le troisième chapitre portera sur l'influence du *Kulturkampf* sous l'angle des relations diplomatiques de la France. L'importance du conflit entre Bismarck et l'Église sur la politique étrangère allemande et les relations avec les autres pays européens y est abordée. Bien que cette section se concentre surtout sur les rapports franco-allemands, les liens avec les autres nations européennes y sont perpétuellement en toile de fond et les relations avec l'Italie y occupent une place centrale en raison de la question romaine et de son lien évident avec les conflits confessionnels à l'échelle de l'Europe. Une attention particulière sera abordée au traitement du cléricalisme en France par le journal de Gambetta en lien avec la politique extérieure et à l'usage de la presse étrangère sous cet angle. Y est présenté l'affrontement entre les forces cléricales et anticléricales dans le contexte politique français ainsi que ses manifestations et son instrumentalisation dans le discours anticléricale de la *République française* en vue de la consolidation du régime de la promotion des idées républicaines. Une attention est donnée également à la reproduction des articles de la presse allemande au sujet de la situation politique française dans les pages du journal.

Le quatrième chapitre de notre mémoire approfondit l'incidence du *Kulturkampf* dans la vie politique française en se concentrant sur le discours de *La République française* lors de la crise du Seize Mai. En raison de son importance dans l'histoire politique et constitutionnelle de la Troisième République, cet événement représente un moment décisif dans la consolidation du nouveau régime.

Une attention particulière est accordée à la reproduction d'extraits d'article en provenance de la presse gouvernementale officielle et officieuse allemande dans la *RF* en lien avec les bouleversements de la vie politique française. Nous y observons comment la rhétorique anticléricale et pacifiste du quotidien opportuniste qui s'est développée tout au long de la décennie 1870 sous l'influence allemande a été martelée dans les pages du quotidien, avant, pendant et après la période électorale.

Enfin, la dernière section du mémoire rassemble les principales conclusions de cette étude de presse sur la réception du *Kulturkampf* dans *La République française* de Léon Gambetta. Nous y rappelons les observations importantes formulées au cours de la démonstration, y méditons sur la portée et les limites de la présente étude et apportons une réponse au questionnement de départ ayant guidé notre recherche

CHAPITRE 2

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE ET LE KULTURKAMPF

*Qu'on le sache bien, nous n'irons pas à Canossa!*²⁰⁹

—Otto von Bismarck—

*Nous sommes décidément entrés dans une ère de combats*²¹⁰

—*La République française*—

Alors que Gambetta et ses associés fondèrent *La République française* à l'automne 1871, s'amorça simultanément en Allemagne le *Kulturkampf* avec le vote du paragraphe de la chaire puis de la loi sur l'inspection des écoles par la Chambre des députés de Prusse. Le journal de Gambetta accorda une attention soutenue à la réception du passage des lois politico-religieuses et de leurs effets en Allemagne. Réputée pour son anticléricalisme, la *République française* prit toutefois des positions modérées et nuancées au sujet du *Kulturkampf* au moment où celui-ci commençait. Très vite toutefois, elle raffermirait graduellement son opposition au cléricalisme partout en Europe et adaptera son discours au gré des événements allemands, mais aussi des développements politiques en France et de l'évolution des relations internationales. Au fil de cette évolution, elle s'est alors insérée de plus en plus dans un espace discursif anticlérical dont la dimension s'étendait à l'échelle européenne. Si le journal républicain s'est montré sympathique à certaines des politiques du gouvernement prussien en matière confessionnelle et inversement peu disposé envers les catholiques, il n'hésita toutefois pas à se faire le critique des politiques bismarckiennes, lui reprochant son césarisme et ses manières brutales notamment à l'endroit de la liberté de presse. Par le truchement de son correspondant basé à Dresde, *La République française* ne cessait de rapporter le déroulement du conflit confessionnel, d'abord avec une certaine distance, puis en sous un angle favorable à la promotion de la ligne éditoriale du journal, notamment en vue de faire la promotion de la séparation de l'Église et de l'État, et entrevoyait déjà l'échec du *Kulturkampf* de Bismarck.

²⁰⁹ *RF*, A2, n° 194, le 19 mai 1872, p. 2.

²¹⁰ *RF*, A3, n° 423, le 6 janvier 1873, p. 2.

2.1 Le *Kulturkampf* en Allemagne

Avant de passer à l'étude de la réception du *Kulturkampf* dans les pages de *La République française* à proprement dite, il sied d'amorcer ce chapitre par une mise en contexte sur les événements en eux-mêmes. À quel moment et de quelle façon le conflit politico-religieux s'est-t-il amorcé en Allemagne ? Cette question est épineuse, car il ne s'agit pas d'un seul événement, d'une seule loi ou d'une seule politique, mais bien d'un ensemble d'épisodes, de comportements et de représentations qui se sont inscrits dans une véritable guerre culturelle opposant l'Église catholique et l'État allemand²¹¹. Nous en traçons ici les grandes lignes tout en retenant les apports des recherches les plus récentes.

Dans un premier temps, quelques remarques générales s'imposent au sujet de la situation confessionnelle à l'échelle européenne pour la période qui nous occupe. Deux tendances de fond caractérisent l'histoire religieuse de l'Europe au XIX^e siècle : une transformation profonde des relations entre l'Église et l'État et l'apparition du défi d'aménagement du pluralisme religieux à une époque où la pratique religieuse subissait d'importantes mutations et où l'incroyance connaissait une expansion jusqu'alors inégalée²¹². De façon concomitante, on assiste également à la montée de l'ultramontanisme qui agissait en toile de fond de l'histoire de l'Église catholique à l'époque²¹³. Ce mouvement religieux a mobilisé des acteurs politiques de gauche tout comme certains représentants du conservatisme dans un espace discursif anticléricale présent dans de nombreuses publications à l'échelle européenne²¹⁴. Cela se manifeste tant dans le déroulement du *Kulturkampf* en Allemagne que dans la réception de ces événements par *La République française*.

2.1.1 L'ultramontanisme

Issu du latin, le terme « ultramontanisme » est apparu en 1323 dans la langue française, désignant au sens premier celui qui vit au-delà des montagnes et par extension la papauté qui se trouve au-delà des Alpes. Historiquement, ce terme a souvent été utilisé par les détracteurs d'un courant accordant la suprématie ecclésiologique à la papauté en opposition aux défenseurs des prérogatives

²¹¹ M. L. Anderson, *Windhorst... op. cit.*, p. 142

²¹² L. Dittrich, *op. cit.*, p. 141.

²¹³ *Ibid.*

²¹⁴ *Ibid.*, p. 491.

des églises nationales et de l'épiscopat au sein de l'Église²¹⁵. En France aux XVII^e-XVIII^e siècle, les partisans du pouvoir absolu du pape sur l'Église étaient ainsi qualifiés en opposition au gallicanisme qui prônait l'autonomie de l'Église catholique française²¹⁶.

L'usage du vocable « ultramontain » et de ses déclinaisons est intimement lié à la polémique et parmi les historiens et son utilisation soulève encore à ce jour des débats²¹⁷. En dépit des controverses, une étude de l'anticléricalisme à l'ère des *Kulturkämpfe* ne saurait faire l'économie de ce terme, ne serait-ce que pour sa portée heuristique à l'égard d'un phénomène important de l'histoire religieuse à cette époque. Car l'ultramontanisme traverse véritablement la catholicité du début XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle et a connu son apogée avec la proclamation de l'Infaillibilité pontificale lors du premier Concile du Vatican²¹⁸. Pour Lisa Dittrich : « sous le vocable d'ultramontanisme, trois développements [historiques] sont subsumés : premièrement l'orientation de fond spécifique au catholicisme à partir des années 1830 jusqu'aux années 1850, deuxièmement une restructuration organisationnelle de l'Église romaine et troisièmement un renforcement de la religiosité et une nouvelle culture de la piété »²¹⁹. En France, ce mouvement prit sa source à la fois dans les écrits de penseur Joseph-Marie de Maistre et de ceux de Lammenais et se répandit au sein de l'Église avec le Concordat de 1801 qui amena le bas clergé à se tourner vers Rome en raison de ses conflits avec l'épiscopat français²²⁰. Contrairement au catholicisme libéral qui était plutôt le fait des élites, l'ultramontanisme s'appuyait surtout sur les catholiques issus des classes populaires pour qui la papauté représentait une autorité spirituelle essentielle face aux changements sociaux importants qui accompagnaient l'industrialisation²²¹. Dans la presse

²¹⁵ Philippe Bouty, « Ultramontanisme », dans Philippe Levillain, *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris, Fayard, 1994, p. 1652.

²¹⁶ Paul Robert, *Le nouveau Petit Robert*, Paris, Le Robert, 2008, p. 2652.

²¹⁷ Voir Philippe Bouty, *op. cit.*, p. 1653. Selon cet auteur l'adjectif est « un concept fallacieux, à ranger selon le cas dans un magasin des accessoires de polémique historique ou dans un dictionnaire des idées reçues ».

²¹⁸ Victor Conzemius, « Ultramontanismus », dans *Theologische Realenzyklopädie*, vol. 34, Berlin, Walter de Gruyter, 2002, p. 254.

²¹⁹ Notre traduction. « *Unter Ultramontanismus werden drei Entwicklungen subsumiert: Erstens die ab den 1830er beziehungsweise 1850er Jahren einsetzende spezifische inhaltliche Ausrichtung des Katholizismus, zweitens eine organisatorische Restrukturierung der römischen Kirche und drittens eine verstärkte Religiosität und eine neue Frömmigkeitskultur* ». L. Dittrich, *op. cit.*, p. 51.

²²⁰ V. Conzemius, *op. cit.*, p. 255.

²²¹ *Ibid.*, pp. 255-256.

française, le journal *L'Univers* de Louis Veillot était à la fois le fer de lance de ce mouvement et sa lecture met en évidence la distinction entre l'ultramontanisme et le catholicisme libéral d'un M^{gr} Dupanloup²²².

En Allemagne, c'est sans surprise dans les régions à forte concentration catholique que ce mouvement prit racine notamment en Rhénanie et en Bavière, où le mouvement fut d'abord porté par des laïques. L'essor de l'ultramontanisme qui accompagna la renaissance religieuse dans ces régions dans les décennies qui suivent la Révolution de 1848 est essentiel pour saisir le contexte dans lequel est né le catholicisme politique et son rôle dans le *Kulturkampf*. Selon Victor Conzemius, en France tout comme en Allemagne, l'ultramontanisme a fait son chemin au sein de l'Église en suivant le même *modus operandi* soit : « par la nomination d'évêque d'allégeance ultramontaine, des professions de foi et discours d'approbation à l'endroit du Saint-Père, des dons en argent à Rome, la stabilisation d'une piété populaire, qui peut se comparer à une variante catholique du piétisme protestant, l'essor des congrégations religieuses et le déploiement d'une vie communautaire et associative vue sous l'angle confessionnel »²²³. L'ultramontanisme fut au cœur de l'imaginaire des partisans du libéralisme en Allemagne²²⁴ et des adversaires du catholicisme politiques en Allemagne en plus d'être un quolibet fréquemment utilisé dans le discours anticlérical lors du long XIX^e siècle²²⁵. Avec le *Kulturkampf*, c'est avant tout au catholicisme politique que Bismarck s'attaquerait dans son entreprise de construction de l'identité nationale et de neutralisation du catholicisme politique.

2.1.2 L'unité allemande et les débuts du Kulturkampf

Au début du XIX^e siècle en Allemagne, les relations entre catholiques et protestants étaient placées sous le signe de la bonne entente²²⁶. Toutefois, au milieu du siècle, les relations entre les deux

²²² Michèle Fontana, « Louis Veillot (1813-1883) », dans D. Kalifa, *La civilisation du journal... op. cit.*, p. 1182.

²²³ Notre traduction. « *Ernennung ultramontan gesinnter Bischöfe, Treuegelöbnisse und Zustimmungadressen an den Heiligen Vater, Geldspenden nach Rom, Stabilisierung einer Volksfrömmigkeit, die als katholische Variante des ->- Pietismus angesehen werden kann, Aufschwung der Orden und Kongregationen und Entfaltung eines Vereins- und Verbandslebens konfessionellen Gesichtspunkte* »; Victor Conzemius, *op. cit.*, p. 258.

²²⁴ À ce sujet voir M. B. Gross., *op. cit.*

²²⁵ L. Dittrich, *op. cit.*, p. 501.

²²⁶ R. A. Bennete, *op. cit.*, p. 17.

confessions commencèrent à se dégrader. Deux facteurs firent naître les premières brèches dans cette relative paix religieuse qui commençait déjà à se fractionner dès les années 1830.

Primo, la réorganisation territoriale en Allemagne à la suite des guerres napoléoniennes a nourri les tensions entre l'Église catholique et l'État en réaménageant le cadre politique qui définissait leurs relations²²⁷. Non seulement la sécularisation de 1803 ayant entraîné des pertes matérielles considérables pour l'Église, mais en plus le Congrès de Vienne plaça l'Église dans une situation de dépendance envers l'État dans les Allemagnes, situation maintenue par les États tels que la Bavière et le Wurtemberg pour qui la renonciation de leur souveraineté en matière ecclésiastique était impensable. Cela amena le pouvoir politique à vouloir imposer sa volonté sur celle de l'Église dont elle finançait en grande partie les opérations²²⁸.

Secundo, après la révolution de 1848, le catholicisme en Prusse a connu une véritable renaissance²²⁹. Ce renouveau de la pratique religieuse a été considérablement facilité par la reconnaissance du pluralisme prévue notamment par les dispositions de la constitution prussienne de 1850, laquelle accordait une grande autonomie aux églises reconnues²³⁰. Jusqu'aux années 1870, la Prusse était même considérée en Allemagne comme « l'eldorado des libertés religieuses »²³¹. Dans les deux décennies qui précédaient le déclenchement du *Kulturkampf* toutefois, ce renouveau religieux auquel on assistait en Prusse s'est accompagné d'une dégradation des rapports entre catholiques et libéraux. La montée de l'ultramontanisme et la politique réactionnaire de Pie IX ne sont pas étrangères à cette situation. En effet, le dogme de l'Immaculée Conception, puis le *Syllabus Errorum* qui accompagnait l'encyclique *Quanta Cura* de 1864 — lesquels rangeaient le libéralisme, le catholicisme libéral, la séparation de l'Église et de l'État ainsi que le rationalisme modéré parmi les nombreuses erreurs de la Modernité —, ainsi que la convocation du Concile

²²⁷ *Ibid.*, p. 18.

²²⁸ Victor Conzemius et Régis Ladous, « L'Allemagne », dans Jean-Marie Mayeur et al. (dir.), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, t. XI, Paris, Desclès, 1995, pp. 299-301.

²²⁹ Voir J. Sperber, *op. cit.*

²³⁰ Manuel Borutta, « Enemies at the Gate : The Moabit Klostersturm and the Kulturkampf: Germany », dans C. Clark and W. Kaiser, *Culture Wars... op. cit.*, p. 228 ; Jacque Gadille, « L'anticléricalisme à son apogée. Les stratégies de Léon XIII et Pie X », dans Jean-Marie Mayeur et al. (dir.), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, t. XI, Paris, Desclès, 1995, p. 469.

²³¹ V. Conzemius et R. Ladous, « L'Allemagne » ... *op. cit.*, p. 309.

Vatican I ont été des prétextes pour de violentes campagnes de presse contre le catholicisme, de plus en plus perçu comme une forme d'obscurantisme par les libéraux²³². De surcroît, la forte croissance du catholicisme en Prusse s'accompagnait d'un déclin de la pratique religieuse des protestants dans le royaume, ce qui amenait plusieurs d'entre eux à envisager le catholicisme comme une menace²³³. Ces tensions ont culminé en Prusse avec l'incident du couvent des Moabites à Berlin en 1869, une émeute qui vit le saccage du couvent par une foule en colère, un événement précurseur du *Kulturkampf*.²³⁴

Bien que l'historien Georges Goyau nous mît en garde contre les explications simplistes faisant de la Bataille de Sadowa l'élément déclencheur du conflit religieux en Allemagne²³⁵, force est d'admettre que la victoire de la Prusse sur l'Autriche en 1866 apparaît comme un moment décisif dans l'histoire des relations confessionnelles en Allemagne. Jusqu'alors, une question importante dans le débat entourant l'unité allemande était de savoir si celle-ci s'accomplirait sous la houlette de l'Autriche, une puissance catholique, suivant la solution « grande allemande » (*Großdeutsche Lösung*) ou de la Prusse, puissance protestante, suivant la solution « petite allemande » (*Kleindeutsche Lösung*). Pour bien des catholiques, le démantèlement de la Confédération germanique et l'expulsion de l'Autriche catholique des affaires allemandes constituèrent un choc, car elle ouvrait le chemin à la solution petite allemande d'une Allemagne unifiée sous l'hégémonie de la Prusse et au sein de laquelle les catholiques seraient désormais placés en minorité²³⁶. Néanmoins, plusieurs penseurs catholiques, dont M^{gr} Ketteler, Peter Reichensperger et Ludwig Windhorst, se sont ralliés à la Prusse, parfois à contrecœur, après les victoires prussiennes lors de la Guerre austro-prussienne²³⁷. Ces hommes ont tous été liés de près ou de loin au *Zentrum*, un parti qui joua un rôle important dans la vie politique allemande jusqu'à sa dissolution en 1933 consécutivement à la prise du pouvoir par le NSDAP.

²³² P. Colonge et F. G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 126.

²³³ Manuel, Borutta, « Enemies at the Gate » ... *op. cit.*, p. 229.

²³⁴ *Ibid.*, p. 230. Contrairement à Manuel Borutta, nous sommes d'avis que l'événement déclencheur du *Kulturkampf* n'est pas l'émeute du couvent des Moabites, mais bien l'article de Bismarck dans la *Kreuzzeitung*, ici défini comme *stricto sensu* comme le conflit entre l'Église et l'État entre 1870-1887.

²³⁵ G. Goyau, *op. cit.*, t. 1, p. xvi.

²³⁶ R. A. Bennette, *op. cit.*, p. 22.

²³⁷ P. Colonge et F. G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 124.

Ayant pour but premier la défense des libertés de l'Église, le *Zentrum* avait connu ses premières élections à la Chambre des députés de la Prusse à la fin 1870 puis au début de l'année suivante avec les premières élections au Reichstag. Symbole du catholicisme politique, cette formation, comme son nom l'indique, cherchait à se tenir au centre de l'échiquier politique et prenait appui sur toutes les classes sociales au sein du milieu catholique²³⁸. Le *Zentrum* aspirait également à défendre certaines libertés constitutionnelles importantes pour cette minorité religieuse telles que la liberté de presse et le droit d'association.²³⁹ Peu de temps après la fondation du *Zentrum*, un événement d'envergure internationale qui s'inscrit dans le sillage de l'unification allemande aggrava les tensions confessionnelles en Allemagne : la disparition du pouvoir temporel du pape. En effet, à peine le Concile du Vatican venait-il de déclarer le dogme de l'Infaillibilité pontificale que la France déclara la guerre à la Prusse. Les revers de Napoléon III à Sedan causèrent l'évacuation des troupes françaises stationnées à Rome, laissant ainsi le champ libre à la conquête de la Ville éternelle par l'Italie à la fin septembre 1870 et son annexion en octobre²⁴⁰. Pie IX se considérait alors prisonnier dans Rome.

Ce qu'il est convenu d'appeler la question romaine pèsera ensuite lourdement dans la vie politique en Allemagne dans les années soixante-dix du XIX^e siècle. Selon Paul Colonge, les débuts des travaux du Reichstag ont été l'occasion pour les dirigeants du *Zentrum* de commettre deux erreurs qui inciteront Bismarck à déclencher le conflit avec l'Église. La première fut la prise de position critique du parti envers le premier discours du trône de l'empereur Guillaume I^{er} dans lequel celui-ci refusait d'intervenir militairement pour préserver la souveraineté du pape et la seconde fut la volonté exprimée par le *Zentrum* d'étendre à tout l'Empire les dispositions très généreuses de la constitution prussienne envers l'Église catholique²⁴¹. Ces deux gestes furent perçus comme des

²³⁸ Désireux de montrer que le *Zentrum* était favorable à l'ordre établi, ses dirigeants lui adjoignirent également l'épithète de « *Verfassungspartei* » (parti constitutionnel, donc respectueux de la constitution).

²³⁹ Beate Althammer, *Das Bismarckreich 1871-1890*, 2^e édition actualisée, Paderborn, Schöningh, 2017, pp. 51-52.

²⁴⁰ Erich Schmidt-Volkmar, *Der Kulturkampf in Deutschland 1871-1890*, Göttingen, Musterschmidt Verlag, 1962, p. 11 ; François Jankowisk, « Vatican I (concile) (1869-1870) », dans Christophe Dickès (dir.) *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège*, Paris, Robert Laffont, 2013, p. 998.

²⁴¹ Paul Colonge, « Les catholiques face au “ Kulturkampf ” », dans Paul Coulange et Rudolf Lill (dir.), *Histoire religieuse de l'Allemagne*, Paris, Les Éditions du CERF, 2000, p. 138.

provocations par la majorité des députés du Reichstag et contribuèrent à isoler la nouvelle formation politique²⁴².

Au mois de juin 1871, Bismarck fit publier un article virulent dans la *Gazette de la Croix*, un organe semi-officiel du gouvernement prussien. Dans ce texte, il s'attaquait vigoureusement au cléricisme présenté comme hostile au *Reich*, geste perçu en rétrospective comme le point de départ du *Kulturkampf*. Peu de temps après, les mesures étatiques commencèrent avec l'abolition de la section catholique du ministère prussien des Cultes. Au sujet des motifs entourant la décision par Bismarck de déclencher le *Kulturkampf*, Lothar Gall évoque des considérations purement pragmatiques dans le choix de Bismarck. Selon lui, la décision de se lancer corps et âme dans une lutte contre l'Église en tant qu'acteur politique reposait surtout sur l'appréciation que le chancelier allemand avait de la situation politique au moment où il le déclencha. En effet, il paraissait alors beaucoup plus avisé pour l'homme d'État de se reposer sur les nationaux-libéraux que sur les catholiques allemands, d'autant que les doléances de ces derniers étaient difficilement conciliables avec ses objectifs politiques.²⁴³

Bien que les moyens d'action pris par l'État contre l'Église fussent nombreux et qu'ils variaient selon les différentes juridictions au sein de l'Empire allemand, l'historiographie a surtout retenu l'arsenal législatif employé par Bismarck dans sa croisade contre l'ultramontanisme, car ce sont les lois du *Kulturkampf* qui structuraient l'action de l'État. D'abord, il y eut dès décembre 1871 le vote de la loi du paragraphe de la chaire (*Kanzelparagraph*) qui prévoyait des peines d'emprisonnement pour les prêtres dont le sermon troublerait l'ordre public²⁴⁴. En mars 1872, le Landtag de Prusse vota ensuite la loi sur l'inspection des écoles (*Shulaufsichtgesetz*)²⁴⁵ qui laïcisait l'inspection des écoles prussiennes en affirmant la prérogative de l'État sur la nomination des inspecteurs scolaires²⁴⁶. L'été suivant, le Reichstag adopta une loi d'exception s'appliquant à tout l'Empire, la loi interdisant les Jésuites (*Jesuitengesetz*) sur le territoire allemand et prévoyait

²⁴² E. Schmidt-Volkmar, *op. cit.*, pp. 31-35.

²⁴³ Lothar Gall, *Bismarck, Le Révolutionnaire blanc*, Paris, Fayard, 1984, p. 494.

²⁴⁴ P. Colonge et F. G. Dreyfus, *op. cit.*, pp. 134-135.

²⁴⁵ Officiellement appelée *Gesetz betreffend die Beaufsichtigung des Unterrichts- und Erziehungswesens*.

²⁴⁶ *Le Temps*, A12, n° 3961, le 14 février 1872, pp. 1-2.

l'expulsion de ses membres ne possédant pas l'indigénat allemand²⁴⁷. Une autre loi, prussienne celle-ci, la loi des couvents (*Klostergesetz*), vint s'attaquer aux ordres religieux en interdisant toutes les congrégations religieuses sur le territoire du royaume à l'exception de celles dispensant des soins aux malades et plaçait les ordres qui n'étaient pas supprimés sous la surveillance constante et la menace d'interdiction²⁴⁸. Votée en 1875, cette loi s'est avérée très coûteuse pour l'État, tant sur le plan social qu'économique, car les ordres religieux offraient des services essentiels à la population catholique de Prusse en matière de santé et d'éducation en plus de leurs interventions charitables²⁴⁹.

À partir de mai 1873, une série de quatre lois ayant pour objet de faire respecter les lois précédentes et de renforcer la connaissance de la culture allemande au sein du clergé fut adoptée par le Landtag prussien. Ces lois sont connues comme étant les « lois de mai » (*Maigesetz*). La première rendait l'ordination des prêtres conditionnelle au passage d'une série d'examens sur la culture allemande tandis que la deuxième donnait à l'État le pouvoir d'empêcher leur nomination dans une paroisse. Les deux autres lois restreignaient le pouvoir disciplinaire de l'Église sur ses ouailles en créant un tribunal spécial contrôlé par le gouvernement tandis qu'une autre facilitait la désaffiliation volontaire des fidèles²⁵⁰. En mettant en place les lois de mai, le gouvernement cherchait délibérément à rompre avec la libéralité de l'État prussien envers l'Église catholique mis en place par Frédéric-Guillaume IV dans la constitution prussienne.²⁵¹ C'est pourquoi les articles constitutionnels à l'égard des libertés religieuses en Prusse ne manquèrent pas d'être abolis en 1875 afin d'augmenter la marge de manœuvre de l'État dans sa lutte contre l'Église catholique²⁵². La même année, le Landtag prussien adopta la loi dite de la corbeille de pain (*Brotkorbgesetz*) ayant pour but de couper les vivres au clergé²⁵³ récalcitrant en supprimant les subventions de l'État à l'Église dans certains diocèses et en rendant l'obtention des subsides conditionnelle à une promesse

²⁴⁷ *RF*, A2, n° 221, le 20 juin 1872, p. 2.

²⁴⁸ *RF*, A5, n° 1267, le 4 mai 1875, p. 2.

²⁴⁹ R. J. Ross, *op. cit.*, p. 77.

²⁵⁰ *Ibid.*, pp. 54-55.

²⁵¹ G. Goyau, *op. cit.*, t. 1, p. 371.

²⁵² P. Colonge et F. G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 136.

²⁵³ *Ibid.*

écrite d'obéir aux lois prussiennes.²⁵⁴ Enfin, l'un des héritages les plus durables de l'offensive législative, le mariage civil, fut mis en place en deux temps, d'abord par une loi prussienne en 1874 puis par une loi impériale l'année suivante²⁵⁵.

Face à ces lois, le clergé et les fidèles menèrent une résistance passive²⁵⁶. Bien qu'elle fût coûteuse pour l'Église catholique, cette résistance a grandement contribué à l'échec du *Kulturkampf*. En 1878, lorsque s'achève la phase la plus acrimonieuse du conflit, le quart des paroisses prussiennes étaient vacantes²⁵⁷ tandis que la presse catholique faisait l'objet de surveillance policière et de la censure²⁵⁸ et que la pratique du catholicisme devait souvent se faire dans la clandestinité²⁵⁹. En revanche, au regard de ses objectifs politiques, ce conflit fut un échec pour ses initiateurs. Malgré tous les efforts de Bismarck pour briser le *Zentrum*, le parti a au contraire bénéficié de la répression dans ces résultats électoraux²⁶⁰. Pire encore, pour le chancelier allemand, le mécontentement des catholiques suscita non seulement des émeutes, mais faillit lui coûter la vie à au moins deux reprises à l'occasion de tentatives d'assassinat au point où il se plaignait de ne plus pouvoir sortir sans garde du corps²⁶¹. Plutôt que de briser la résistance catholique, les lois de mai et l'appareil répressif l'ont au contraire encouragé²⁶². De plus, la coercition voulue par les lois politico-religieuses ne s'accompagnait souvent pas des moyens nécessaires de même qu'elles se heurtaient au légalisme prussien. Comme l'expliquait Ronald J. Ross, « [l]e *Kulturkampf* a ultimement échoué [...] parce qu'il était soutenu par des institutions politiques et des mesures administratives qui étaient inadéquates pour une implémentation efficace »²⁶³.

²⁵⁴ *RF*, A5, n°1267, le 4 mai 1875, p. 2.

²⁵⁵ P. Colonge et F. Dreyfus, *op. cit.*, p. 135.

²⁵⁶ Beate Althammer, *op. cit.*, p. 95.

²⁵⁷ A. J. Steinhoff, « Christianity and the Creation of Germany » ... *op. cit.*, p. 294.

²⁵⁸ R. J. Ross, *op. cit.*, pp. 168-169.

²⁵⁹ P. Colonge et F. G. Dreyfus, *op. cit.*, p. 136.

²⁶⁰ *Ibid.*

²⁶¹ R. J. Ross, *op. cit.*, pp. 142-148.

²⁶² H. W. Smith, *German Nationalism ... op. cit.*, p. 41.

²⁶³ Notre traduction. « *The Kulturkampf ultimately failed [...] because it was backed by political institutions and managerial arrangements that were inappropriate for effective enforcement* ». R. J. Ross, *op. cit.*, p. 186. Nous préférons ici le terme « implémentation » plutôt que l'expression « mise en œuvre » à la fois pour rester proche du

Après la mort de Pie IX en 1878, le Vatican et Berlin entamèrent des négociations qui au terme du vote de ce qu'on appelait les lois de pacifications défèrent l'essentiel des mesures répressives du *Kulturkampf* jusqu'en 1887, lorsque Léon XIII proclama sa fin. Certaines d'entre elles eurent cependant la vie longue. Ainsi, les jésuites furent interdits d'Allemagne jusqu'en 1917, le paragraphe de la chaire resta en vigueur jusqu'en 1953 tandis que le mariage civil obligatoire subsiste encore à ce jour.²⁶⁴

2.2 Les « Lettres d'Allemagne » et la couverture des affaires allemandes dans *La République française*

Tout au long des années 1870, *La République française* n'a pas cessé d'accorder une attention soutenue au conflit religieux en Allemagne et de le décoder à travers le prisme qui était celui d'un journal dont le but premier était la consolidation du régime républicain qui s'est installé après la chute de Napoléon III. À une époque où le journalisme était une profession naissante et où les reportages sur le terrain et le travail d'enquête étaient plutôt rares, c'est surtout par le biais des travaux parlementaires que le public français était mis au fait des grands événements politiques en Allemagne. Si grâce au télégraphe, le XIX^e siècle a vu l'émergence d'un monde de plus en plus connecté, il n'en demeure pas moins que c'est à partir des grands centres que la nouvelle était pour ainsi dire créée, là où se concentraient les lignes télégraphiques. Naturellement, cette situation amenait les journaux et les grandes agences de presse à accorder une place prépondérante aux débats du Reichstag et des autres parlements dans leur couverture des affaires politiques plutôt qu'aux activités sur le terrain.

Pour couvrir les affaires allemandes, tout au long de la période à l'étude, *La République française* disposait d'un correspondant anonyme basé à Dresde en Saxe. C'est lui qui était la plume derrière les « Lettres d'Allemagne », une sorte de chronique publiée de façon régulière, le plus souvent en deuxième page du quotidien. Sans être exhaustifs sur le dénombrement de ces chroniques, nous pouvons dire qu'elles étaient publiées entre une fois par semaine et une fois par quinzaine. Nonobstant ce qui vient d'être dit, en plus des dépêches télégraphiques et des « Lettres », les

texte original en anglais et pour sa signification communément admise en sciences politiques relative à la mise en œuvre d'une politique publique.

²⁶⁴ Heinrich A. Winkler, *Histoire de l'Allemagne XIXe-XXe siècle. Le long chemin vers l'Occident*. Paris, Fayard, 2005, p. 215.

nouvelles en provenance d'Allemagne apparaissaient de façon quasi quotidienne dans le journal de Gambetta et, pour des raisons de présentation et de mise en page, il n'est parfois pas chose aisée de faire une distinction tranchée entre les dépêches « ordinaires » du correspondant et ses « Lettres d'Allemagne » comme on le ferait de nos jours entre un texte journalistique informatif et un texte d'opinion. En effet, sur la forme on pourrait les distinguer par la présence du titre « Lettre d'Allemagne » coiffant le texte, mais hormis la longueur des textes (une colonne complète pour les « lettres », tandis que les dépêches pouvaient aller d'un paragraphe à une colonne complète) sur le fond rien ne semble distinguer *a priori* ces textes des colonnes commençant simplement par : « On nous écrit de Dresde » (ou Berlin ou toute autre ville allemande à partir de laquelle le correspondant écrivait), ce qui illustre bien que les standards de l'écriture journalistique n'étaient pas encore tout à fait fixés dans cette époque et qu'une certaine forme d'arbitraire régnait dans ce genre littéraire en ascension.

Dans les pages de ce quotidien, les sujets traités à l'égard des affaires extérieures tournaient souvent autour de la vie politique. En revanche, les sujets abordés dans les « Lettres d'Allemagne » ne se limitaient pas seulement aux grandes questions politiques et économiques du temps. En effet, les sujets traités pouvaient s'avérer assez éclectiques. Ainsi dans une de ses lettres, le correspondant relatait les premiers essais permettant la crémation des dépouilles à Dresde sous les auspices de Friedrich Siemens²⁶⁵, dans une autre les premières célébrations du *Sedantag* dans cette ville²⁶⁶, mais là ne s'arrêtait pas la diversité des sujets qui allaient du contenu des pièces du théâtre populaire berlinois²⁶⁷, en passant par les travaux du parlement saxon²⁶⁸, les mœurs et les traditions culinaires à Hambourg²⁶⁹, la tenue à Stuttgart d'une assemblée réunissant des délégations des clubs de tirs d'Allemagne, le dénombrement des aveugles et des sourds-muets en Allemagne²⁷⁰ jusqu'au projet de loi d'Empire sur le rachat des chemins de fer²⁷¹ et même l'introduction du téléphone en Prusse

²⁶⁵ *RF*, A4, n° 1022, le 31 août 1874, p. 2.

²⁶⁶ *Ibid.*

²⁶⁷ *RF*, A2, n° 70, le 16 janvier 1872, p. 2.

²⁶⁸ *RF*, A2, n° 160, le 15 avril 1872, p. 2.

²⁶⁹ *RF*, A5, n° 1362, le 8 août 1875, p. 2.

²⁷⁰ *RF*, A5, n° 1222, le 20 mars 1875, p. 2.

²⁷¹ *RF*, A6, n° 1586, le 22 mars 1876, p. 2.

grâce, un instrument moderne grâce auquel, ironisa le correspondant, « M. de Bismarck pourra, sans se déplacer, faire entendre sa voix dans la salle du Reichstag »²⁷². Il est à noter que dans les mois qui suivirent la fin de la défaite française, cette rubrique accorda beaucoup d'importance aux questions militaires et sur l'analyse *a posteriori* de la Guerre franco-prussienne²⁷³. Souvent, le correspondant écrivait au gré des événements qui rythmaient la vie publique allemande, mais aussi de ses déplacements dans ce pays. Lorsque les sujets venaient à manquer, le correspondant pouvait aussi reproduire et traduire des articles de journaux allemands en les commentant, comme en témoigne une lettre d'Allemagne reproduisant un article de la *Gazette populaire de Cologne* déplorant l'immoralité des mœurs berlinoises et des idées véhiculées dans les journaux de la capitale du nouveau *Reich*²⁷⁴.

Les lettres d'Allemagne présentent un intérêt certain pour observer l'évolution du genre journalistique. On peut y discerner les origines lointaines de l'enquête sur le terrain tandis que le correspondant se déplaçait à son gré en Allemagne. Elle nous donne aussi parfois de bonnes indications pour saisir l'atmosphère qui régnait durant le *Kulturkampf*. Ainsi, le 28 août 1875, le correspondant adressa une lettre très intéressante depuis Francfort-sur-le-Main au sujet de son passage à Mayence en attendant de prendre le train. Il en profita alors pour aller visiter la cathédrale de l'évêque von Ketteler, ce « *streitbarer Bischof* » qu'il compara à Mgr Dupanloup, alors évêque d'Orléans et chef de file du catholicisme libéral en France. L'église était alors cernée d'échafaudages et après avoir sonné chez le marguillier, le correspondant relate y avoir été accueilli par la fille de ce dernier qui lui fit visiter la chapelle de Marie à peine consacrée par l'évêque. Décrivant minutieusement la chapelle et la vitre peinte représentant Mgr Ketteler agenouillé aux pieds de la Vierge et les autres représentations de l'évêque dans le bâtiment. « Vous voyez que l'on n'a rien négligé pour faire passer à la postérité le chef du parti clérical allemand et pour rappeler ses traits aux générations futures »,²⁷⁵ commenta-t-il. La demoiselle lui indiqua alors travailler à la confection d'un drapeau arborant le Sacré-Cœur qui devait être dressé sur la cathédrale Notre-

²⁷² RF, A7, n° 2204, le 2 décembre 1877, p. 2.

²⁷³ RF, A2, n° 57, le 3 janvier 1872, p. 2 ; RF, A2, n° 74, le 1 janvier 1872, p. 2 ; RF, A2, n° 75, le 21 janvier 1872, p. 2 ; RF, A2 n° 97, le 12 février 1872, p. 2 ; RF, A2 n° 98, le 13 février 1872, p. 2 RF, A2 n° 120, le 6 mars 1872, p. 2.

²⁷⁴ RF, A2 n° 70, le 16 janvier 1872, p. 2.

²⁷⁵ RF, A5, n° 1390, p. 3.

Dame-des-Victoire. « Nous aurons le plaisir de [le] contempler » écrit-le correspondant « si toutefois dame police n’y fait pas objection »²⁷⁶. Mais, d’après le correspondant, « Mayence [était] hors d’atteintes de M. de Bismarck : les cléricaux p[ouvai]t y manifester sans s’exposer à la prison. [Car] Mgr Ketteler est maître dans sa bonne ville »²⁷⁷. Ces deux derniers commentaires donnent une idée de l’ambiance qui régnait en Allemagne lorsque les tensions du *Kulturkampf* étaient à leur faite.

Enfin, le correspondant relata les festivités entourant le jubilé de Mgr Kettler telles qu’elles lui furent rapportées par la fille du marguillier. Après une messe si imposante que la foule devait la suivre de l’extérieur de l’Église, une grande soirée s’est tenue dans un casino catholique où l’on a « beaucoup bu à la santé du pape, et [au cours de laquelle] le nombre de toasts a été infini »²⁷⁸. Lors de cette « fête de famille ultramontaine », le député du *Zentrum*, Ludwig Windhorst et l’évêque de Strasbourg, André Raess, étaient présents. Sans surprise, le correspondant exprima à mots couverts son malaise en ce qui concerne la présence du prélat strasbourgeois. La raison en était que l’année précédente, le prélat alsacien avait cosigné une lettre pastorale des évêques catholiques prussiens critiquant les lois de mai et dans laquelle ils déclaraient n’avoir eu de cesse de prêcher l’amour de la patrie. « [L]a patrie, pour l’épiscopat, est bien avant tout où il croit que sont les intérêts exclusifs de l’Église catholique », avait alors commenté la *RF*²⁷⁹. La question de l’Alsace-Lorraine n’était pas loin…

On le voit, la couverture de *La République française* à l’égard des affaires allemandes est riche de détails et d’éléments de contextes et ne se limite pas au simple commentaire des dépêches télégraphiques. La présence du correspondant sur le terrain, ses voyages et ses conversations avec les Allemands, furent-ils badauds ou bien grands seigneurs, fait de lui un témoin important. Examinons maintenant de quelle façon le quotidien a reçu du passage des lois du *Kulturkampf* et de quelle façon il le fit.

²⁷⁶ *Ibid.*

²⁷⁷ *Ibid.*

²⁷⁸ *Ibid.*

²⁷⁹ *RF*, A4, n° 837, le 26 février 1874, p. 2.

2.3 La réception des lois politico-religieuses

Très vite, l'anticléricalisme s'est imposé aussi comme un thème qui traversait les pages de *La République française*. Toutefois, de façon surprenante, une lecture anticléricale du *Kulturkampf* ne s'est pas imposée dès le début des événements. Il a plutôt fallu attendre la loi prussienne sur l'inspection des écoles, voire même la loi contre les Jésuites pour que le journal adopte un point de vue de toute évidence favorable envers les lois politico-religieuses. Pour les contemporains, en Allemagne comme en France, on mit du temps avant de prendre conscience de l'ampleur de la campagne qui opposait Bismarck et l'Église catholique.

Dans les premiers mois du conflit confessionnel, le quotidien républicain dressait un portrait somme tout assez descriptif, voire même hostile aux actions de l'État prussien à l'endroit du clergé. Le passage de la loi du paragraphe de la chaire et ses suites en offrent un bon exemple. La lecture de *La République française* permet de bien reconstruire les principales étapes du passage de cette loi et d'illustrer son antipathie envers celle-ci. Dès le 18 novembre 1871, une dépêche télégraphique de l'agence Havas en signalait le dépôt imminent. Quelques jours plus tard, le texte du projet de loi du paragraphe de la chaire fut reproduit dans son intégralité dans les pages du journal qui considérait son adoption ultérieure comme certaine²⁸⁰. Lorsque le débat s'est amorcé, on signala que Bismarck avait pris la parole en faveur de l'adoption du projet de loi soumis par la Bavière²⁸¹. Quelques jours plus tard, abordant le discours favorable au projet de loi de Johann von Lutz qui était alors ministre bavarois de cultes, la *RF* s'étonnait que ce dernier se soit montré critique envers le *Zentrum* tandis que selon son correspondant, il eût été dans l'ordre naturel des choses que la Bavière le soutînt puisque ce parti défendait l'indépendance de ce royaume, un point de vue qui revenait souvent sous sa plume²⁸². En effet, dans une autre édition, le correspondant de la *RF* basé à Dresde décrivait la loi du paragraphe de la chaire comme « une loi répressive contre les prétendus abus du clergé catholique »²⁸³ dans un article dans lequel le *Zentrum* est décrit comme le « seul soutien à l'autonomie [des États fédérés du *Reich*] »²⁸⁴, et mettant en garde le législateur contre les

²⁸⁰ *RF*, A1, n° 18, le 24 novembre 1871, p. 2.

²⁸¹ *RF*, A1, n° 21, p. 2.

²⁸² *RF*, A1, n° 26, le 2 décembre 1871, p. 2.

²⁸³ *RF*, A1, n° 23, le 29 novembre 1871, p. 1 (les soulignements sont de nous).

²⁸⁴ *Ibid.*

lois d'exception qui « se tournent toujours contre ceux qui les édictent »²⁸⁵. Très critique de la proposition de la Bavière, le correspondant était d'avis qu'elle est un « éclatant *testatum paupertatis* » (aveu de faiblesse)²⁸⁶ pour son gouvernement.

Quelques jours plus tard, le correspondant poursuivit sa critique du paragraphe de la chaire en ces termes :

La loi contre les soi-disants (*sic.*) abus de la chaire, ou, comme on dit aussi, contre l'Internationale noire, — celle des prêtres, — est regardée généralement comme le prélude de poursuites contre l'Internationale rouge, — celle des ouvriers. — Pape et empereur dans la même personne. — Voilà encore un des rêves des Hohenzollern. Le privilège de l'oppression pour l'État ! — Et les Wittelsbach servant d'avant-garde aux Hohenzollern dans cette campagne réactionnaire !²⁸⁷

Nous avons pu observer que la dénonciation de l'autoritarisme en Allemagne était un thème récurrent dans les pages du journal au cours de cette période. Les critiques du paragraphe de la chaire ne se limitaient pas seulement au correspondant basé à Dresde. Le 14 décembre 1871, par le biais d'une lettre envoyée depuis Berlin par le poète badois Georg Herwegh, la *RF* désignait le paragraphe de la chaire comme : « cette loi absurde contre le clergé » et dénonçait l'intervention politique du ministre prussien de l'instruction publique qui d'après lui abrutissait la jeunesse au nom de l'État²⁸⁸. L'hostilité d'Herwegh envers le *Kanzelparagraph* s'accompagnait toutefois d'un penchant anticlérical puisqu'il déplorait aussi qu'en dépit d'un courant hostile très fort envers l'Église, personne n'osât, pour le moment, faire barrage à l'installation des jésuites à Breslau ni mettre le mariage civil à l'ordre du jour du Reichstag « [f]aute de courage contre le Pape »²⁸⁹.

Entre 1871 et 1872, le point de vue négatif de la *République française* au sujet de cette loi ne s'est pas seulement manifesté lors de son adoption, mais aussi lors de sa première application. Ainsi, lorsqu'en janvier 1872 elle rapportait la condamnation d'un prêtre pour avoir réprimandé du haut de sa chaire le fait que les souverains catholiques allemands ne soient pas intervenus en faveur de

²⁸⁵ *Ibid.*

²⁸⁶ *Ibid.*

²⁸⁷ *RF*, A1, n° 21, le 7 décembre 1871, p. 2 (les soulignements sont de nous).

²⁸⁸ *RF*, A1, n° 38, le 14 décembre 1871, p. 2 (les soulignements sont de nous).

²⁸⁹ *RF*, A1, n° 16, le 22 novembre 1871, p. 2. George Goyau signale cet article de Georges Herwegh dans son ouvrage; voir G. Goyau, *op. cit.*, t. 3, pp. xvi-xvii.

la préservation de la souveraineté temporelle du pape, le quotidien le décrivait comme un « bon curé » et jugeait que celui-ci avait bien raison de déclarer que ces souverains l'étaient par la grâce du diable plutôt que par celle de Dieu et de conclure : « pour cette bonne vérité, un an de prison ! ».

Nonobstant ce que nous avons dit sur la place prépondérante qu'occupaient les questions politiques et parlementaires dans les correspondances du quotidien républicain, les observations du correspondant nous permettent aussi d'avoir un aperçu intéressant des conséquences du vote du *Kanzelparagrah* sur la vie socioculturelle allemande. Ainsi, dans une de ses lettres d'Allemagne, le correspondant décrit l'influence de la première loi du *Kulturkampf* à l'échelle impériale sur le théâtre populaire allemand de cette façon :

Les faiseurs de vaudevilles se sont mis aujourd'hui, obéissant sans doute à un ami de M. de Lutz, à attaquer l'Église catholique. Depuis la dernière guerre, mais surtout depuis la motion de M. de Lutz sur les abus de la chaire, et les articles de la *Gazette générale d'Allemagne du Nord* (l'organe du prince Bismarck), contre les jésuites noirs et les jésuites rouges, Rome, les catholiques et le nouveau dogme sont les objets presque exclusifs sur lesquels s'exerce la muse des vaudevillistes berlinois qui, il faut bien le remarquer, sont presque tous juifs ou appartiennent à l'ordre des francs-maçons²⁹⁰.

Ce ne sera d'ailleurs pas la seule fois où le correspondant constatera un intérêt pour le conflit religieux dans le monde du théâtre allemand²⁹¹. En dépit de sa réputation anticléricale, c'est donc plutôt froidement que *La République française* accueillit la première loi du *Kulturkampf*. Quelques éléments de contexte peuvent expliquer selon nous cette modération.

Au sortir de la guerre franco-allemande, il n'est pas surprenant que la politique allemande n'ait pas joui d'une perception positive dans les feuilles françaises. En revanche, cette seule explication ne suffit pas. Le régime concordataire mis en place par Napoléon I^{er} sans faire du catholicisme la religion d'État, la reconnaissait comme la religion de la majorité des Français et créait de fait une relation de collaboration étroite entre l'Église catholique et l'État, les biens de la première demeurant sous le contrôle du second. En dépit de la reconnaissance de la liberté de conscience, l'Église jouissait d'une protection étatique qui lui permettait de frapper d'anathème ses critiques²⁹².

²⁹⁰ RF, A2 n° 70, le 16 janvier 1872, p. 2.

²⁹¹ RF, A5, n° 1414, le 30 septembre 1874, p. 2.

²⁹² L. Dittrich, *op. cit.*, pp. 72-74.

Cette collaboration avec l'Église catholique s'était renforcée durant la première moitié du règne de Napoléon III jusqu'à ce que la politique étrangère de ce dernier emprunte un tournant plus favorable à l'unité italienne. Bien que l'anticléricalisme demeurât un mouvement d'opposition devant rester sur ses gardes, le tournant gallican emprunté sous l'Empire libéral permit une certaine libération de la parole anticléricale notamment dans la presse. Pour les opposants au régime bonapartiste, le discours anticlérical permettait une critique indirecte de système. Malgré tout, l'anticléricalisme restait confiné à l'opposition²⁹³ et pouvait s'exposer aux interventions du ministère de l'Intérieur en matière de délit de presse. Cette situation persista sous le régime républicain jusqu'à la fin de l'Ordre moral.

Les premières années de la Troisième République ont marqué une certaine continuité à cet égard d'autant que la majorité conservatrice cherchait à renforcer l'Église²⁹⁴ et à renverser la République. Aux débuts des années 1870, une grande part de la France était dévote et elle le démontrait par des manifestations de piété publique telles que des processions et des pèlerinages qui étaient aussi des lieux d'expression de patriotisme, particulièrement dans les départements occupés où les réunions politiques n'étaient pas autorisés²⁹⁵. Sous l'Ordre moral, la France a donné l'impression de vivre un moment ultramontain. Comme l'expliquait Jacques Gadille : « portées par l'élan mystique et de piété populaire né de la défaite, ayant su le porter et l'encadrer, ces forces ultramontaines donnaient l'illusion de leur importance politique »²⁹⁶. De plus, dans la foulée de la victoire conservatrice aux élections législatives de février 1871, Gambetta avait décidé d'une stratégie visant à attirer les électeurs modérés²⁹⁷. En somme, le contexte des débuts de la III^e République était relativement peu favorable à l'expression d'une critique virulente de l'Église et ne cadrerait pas avec la stratégie politique et éditoriale décidée par Léon Gambetta. Comme nous le verrons, la posture modérée de

²⁹³ *Ibid.*, pp. 75-78.

²⁹⁴ *Ibid.*, p. 78.

²⁹⁵ J. Gadille, *La pensée et l'action politiques des évêques français au début de la III^e République 1870/1883*, Paris, Hachette, 1967, t. 1, pp. 229, 235.

²⁹⁶ *Ibid.*, p. 249.

²⁹⁷ Susan K. Foley et Charles Sonderwine, *A Political Romance. Léon Gambetta, Léonie Léon and the Making of the French Republic, 1872-1882*, Basingstoke & New York, Palgrave Macmillan, 2012, p. 39.

la *RF* à l'égard du *Kulturkampf* se modifia toutefois à partir du dépôt de la loi sur l'inspection des écoles et évolua considérablement au fil du temps.

2.3.1 La loi sur l'inspection des écoles

À l'hiver 1872, *La République française* rapportait une accentuation croissante des tensions religieuses en Allemagne²⁹⁸. Au même moment, le quotidien républicain accordait une attention soutenue à la démission du ministre des Cultes Heinrich von Mühler et son remplacement par Adalbert Falk. Le correspondant à Dresde rapporta que cette nouvelle faisait la manchette de tous les journaux allemands et que ce remaniement était à coup sûr une intervention directe de Bismarck. La *RF* dressa un portrait assez flatteur de Falk qu'elle décrivait comme un homme affable, très intelligent et doué d'une grande érudition²⁹⁹. D'après le correspondant, cette nomination annonçait un changement de la politique ecclésiastique prussienne et était motivée par le souci de Bismarck de recevoir l'appui des nationaux-libéraux³⁰⁰.

Peu de temps après cet épisode survint le débat concernant la loi sur l'inspection des écoles. La relation des travaux parlementaires par le journal de Gambetta nous en apprend davantage sur l'intention législative de Bismarck de proposer cette loi. Ainsi, lors des débats à la Chambre des députés (Landtag prussien), Bismarck justifia l'imposition de la *Schulaufsichtsgesetz* par la nécessité de permettre à la langue allemande de s'épanouir dans des régions à forte concentration polonaise où selon lui l'action du clergé visait à faire reculer cette langue³⁰¹. Bismarck reprochait aussi aux catholiques leur gallophilie et le manque de vigueur de leur sentiment national³⁰².

Au cours de cette période, *La République française* rapportait plusieurs éléments d'information sur le contenu du projet de loi et sur les débats entourant son adoption. Ainsi, dans son édition du 19 février, le quotidien publiait le projet de loi dans son intégralité³⁰³ et souligna la résolution de

²⁹⁸ *RF*, A2, n° 77, le 23 janvier 1872, p. 2.

²⁹⁹ *RF*, A2, n° 79, le 25 janvier 1872, p. 2.

³⁰⁰ *RF*, A2, n° 82, le 28 janvier 1872, p. 2.

³⁰¹ *RF*, A2, n° 96, le 11 février 1872, p. 2.

³⁰² *RF*, A2, n° 100, le 15 février 1872, p. 3.

³⁰³ *RF*, A2, n° 104, le 19 février 1872, p. 2.

Bismarck à faire adopter le projet de loi en dépit de l'opposition des éléments conservateurs (et protestants) qui siégeaient à la Chambre des Seigneurs de la Prusse (*Herrenhaus*). Pour s'assurer une majorité en faveur du passage du projet de loi, Bismarck décida d'élever plusieurs des partisans de cette mesure à la pairie pour assurer l'appui de la Chambre haute à son projet de loi³⁰⁴. À ce sujet, la *RF* montrait le peu de sympathie qu'elle éprouvait à l'égard du chancelier par ce commentaire caustique au sujet d'une rumeur de tentative d'attentat à sa vie : « il faut bien dire qu'en fait d'attentat nous n'avons entendu parler jusqu'ici que de celui que préméditait le chancelier de l'empire allemand contre la Chambre des seigneurs »³⁰⁵. Plutôt que d'envisager le projet de loi un pas vers la séparation de l'Église et de l'État, le correspondant de la *RF* s'interrogea à savoir si l'action de Bismarck n'avait pas été une manœuvre visant à instaurer un régime de type césaropapiste en Allemagne dans lequel l'Église évangélique eût joué éventuellement le rôle d'une Église nationale³⁰⁶.

Contrairement au *Kanzelparagraph*, le passage de la loi scolaire ne semblait pas assuré en raison de l'opposition des conservateurs protestants à la Chambre des Seigneurs. Ainsi, le 8 mars 1872, une correspondance adressée depuis Berlin se perdait en conjecture sur la possibilité que le projet de loi échouât à recevoir la sanction de la Chambre haute prussienne. Le correspondant voyait dans les difficultés du chancelier le signe que celui-ci était en graves difficultés politiques³⁰⁷. Toutefois, lorsque le débat franchi ses dernières étapes, le journal de Gambetta fit grand cas du discours de Bismarck au sujet du revanchisme français, car le chancelier avait justifié la loi scolaire en pointant le péril qu'un clergé catholique au service des intérêts français prenant ses ordres de Rome représentait pour l'unité allemande de même que pour les intérêts de l'Italie nouvellement unifiée³⁰⁸. Il s'agit d'un argument qui, nous le verrons, prendra une place croissante dans les années subséquentes.

³⁰⁴ *RF*, A2, n° 96, le 11 février 1872, p. 2.

³⁰⁵ *RF*, A3, n° 107, le 22 février 1872, p. 2.

³⁰⁶ *RF*, A2, n° 103, le 18 février 1872, p. 2.

³⁰⁷ *RF*, A2, n° 122, le 8 mars 1872, p. 2.

³⁰⁸ *RF*, A2, n° 125, le 11 mars 1872, p. 3.

Au fur et à mesure que l'adoption du projet de loi devint chose assurée, il y trouva toutefois des aspects positifs. Pour la *RF*, cette loi donnerait « un gage réel aux exigences de la vie moderne » et aurait le mérite de « hâter la destruction de l'édifice féodal » et de préparer l'Allemagne à avoir une organisation plus démocratique³⁰⁹. Ainsi, en apportant la décision du cabinet prussien de retirer l'inspection de l'enseignement aux congrégations religieuses et sa résolution dans la lutte à l'ultramontanisme, le correspondant écrivait avec une pointe d'impatience : « Ce mouvement ne manquera pas d'être imité partout ailleurs en Allemagne. À quand la France ? »³¹⁰.

En somme, la réception de cette loi du *Kulturkampf* montre moins une parenté d'idée entre l'anticléricalisme de la *République française* et celui d'Otto von Bismarck qu'une certaine aversion de la première à l'endroit du second. Il va sans dire qu'en 1872, les cicatrices de la guerre franco-prussienne étaient loin d'être guéries. Du reste, le passage de cette loi est antérieur à la publication en mai 1872 d'un important article d'Edmond de Pressensé, alors député du centre gauche³¹¹, dans la *Revue des Deux Mondes* dans lequel il s'attaque à la question de ce qui selon lui constituait une forme de laïcisation de l'enseignement en invoquant notamment l'exemple de la loi prussienne sur l'inspection des écoles. Il vaut la peine d'en citer ici un extrait longuement, car nous serons à même de constater plus loin que certaines idées exprimées dans le texte de De Pressensé reviendront plus tard dans les pages de la *RF*.

Si nous n'y prenons garde, ce sera elle [la Prusse] qui relèvera ce grand drapeau de la société moderne qui depuis 1789 avait brillé partout avec nos trois couleurs. C'est là le sens profond de cette loi sur l'inspection des écoles que M. de Bismarck vient de faire passer avec tant de peine dans les deux chambres prussiennes. Sans doute, elle réduit de bien peu l'influence du clergé, mais elle atteste le caractère laïque de l'état, surtout par les commentaires que le prince-chancelier lui a donnés dans les débats législatifs. Il s'est posé nettement comme le champion de la société civile en face de l'ultramontanisme. S'il nous dérobait, même en l'altérant, la grande idée de la sécularisation de l'état, il nous prendrait notre meilleure gloire et notre plus sûr moyen d'influence en Europe³¹².

³⁰⁹ *RF*, A2, n° 125, le 15 mars 1872, p. 2.

³¹⁰ *RF*, A2, n° 123, le 9 mars 1872, p. 3.

³¹¹ France, Assemblée nationale, «Edmond de Hault de Pressensé». En ligne. <[https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/8932/\(legislature\)/26](https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/8932/(legislature)/26)>. Consulté le 10 mai 2023.

³¹² Edmond de Pressensé, « L'ultramontanisme et la politique française », *Revue des Deux Mondes*, vol. 99, n° 1, p. 135.

2.3.2 La loi interdisant les jésuites

Avec l'adoption de la *Jesuitengesetz* qui interdisait l'ordre des Jésuites à l'échelle de l'Empire allemand, on observe un changement d'attitude marqué de la part du journal de Gambetta. La couverture des débats parlementaires entourant l'adoption de la loi interdisant les jésuites a été moins assidue qu'elle le fut pour la loi sur l'inspection des écoles. Naturellement, le quotidien reproduisit le texte du projet de loi³¹³ ainsi que ses amendements et rapporta le résultat du vote ayant mené à son adoption³¹⁴. Malgré cette couverture parlementaire ténue, le correspondant de la *RF* demeurait un observateur attentif de la situation sociopolitique allemande. Dès janvier 1872, il signalait la montée de l'antijésuitisme en Allemagne sous l'auspice de certaines associations protestantes qui exigeaient leur expulsion³¹⁵. « Ce qu'il y a de certain, c'est que l'œuvre de Sadowa et de Sedan n'a pas d'ennemis plus irréconciliables en Allemagne que les jésuites et le clergé catholique », écrivait-il³¹⁶.

Dans sa « Lettre d'Allemagne » du 18 mai 1872, le correspondant de la *RF* revenait sur le débat parlementaire entourant la *Jesuitengesetz*. Il jugeait « fort sensé » les propos du rapporteur du projet de loi selon lesquels la présence des jésuites nourrissait les troubles confessionnels partout où ceux-ci se trouvaient et rejetant leur droit à l'association au nom du *jus circa sacra*. En revanche, le correspondant était d'avis que la mesure législative allait se révéler difficilement applicable, car selon lui : « les lois exceptionnelles tournent ordinairement contre ceux qui les font »³¹⁷. Dans cette couverture somme toute descriptive, *La République française* prit toutefois la peine de contredire l'affirmation des députés du *Zentrum* selon laquelle il n'y avait en Allemagne que 200 jésuites environ ; il y en avait plus de 700 selon le quotidien³¹⁸.

Plus intéressante est la réception de l'application de cette loi en Allemagne. À la fin du mois d'août 1872, la *République française* reproduisit un article de la *Gazette d'Essen* au sujet d'une émeute

³¹³ *RF*, A2 n° 225, le 20 juin 1872, p. 2.

³¹⁴ *RF*, A2 n° 227, le 22 juin 1872, p. 2.

³¹⁵ *RF*, A2 n° 61, le 7 janvier 1872 p. 2.

³¹⁶ *Ibid.*

³¹⁷ *RF*, A2 n° 196, le 21 mai 1872, p. 2.

³¹⁸ *RF*, A2 n° 241, le 6 juillet 1872, p. 2.

qui est survenue le 23 août lorsque les autorités allemandes voulurent appliquer la loi nouvellement promulguée à Essen. Après que ces dernières eurent signifié aux Jésuites leur expulsion de la ville, une foule protesta et il s'en suivit une émeute qui dura deux journées³¹⁹. Des vitres ont été brisées, plusieurs personnes ont été blessées, des pierres ont été lancées aux policiers et plusieurs personnes ont été arrêtées. Il a fallu déployer deux bataillons de soldats pour prêter assistance aux forces policières et rétablir l'ordre après quoi les jésuites quittèrent prestement la ville.³²⁰ À Essen, la presse protestante, notamment la *Gazette d'Essen*, tint des propos très durs envers les émeutiers à la suite de ces événements et rejeta le récit qu'en faisait un récit différent de la presse catholique allemande qui de son côté rejetait la responsabilité de cette agitation sur les autorités et sur les sociaux-démocrates³²¹. Malgré ces troubles, d'après la *RF* l'application de la loi contre les jésuites s'effectuait avec fermeté et les troubles d'Essen ne constituaient selon elle qu'une exception. « Les protestations et les provocations du clergé ultramontain laissent le public d'autant plus froid qu'on sait parfaitement que le gouvernement aura raison de toutes les résistances », écrivait-elle³²².

Quelques jours plus tard, dans son premier-Paris³²³, la *RF* accusa la Compagnie de Jésus de troubler et de miner l'ordre établi partout où elle se trouvait et conclut son éditorial en affirmant que : « les sociétés laïques ne redoutent rien tant que l'émeute cléricale »³²⁴. Le journal de Gambetta reprendra cette accusation contre les jésuites plus tard lors d'une polémique à laquelle était mêlée le *Journal des débats* et *Le Français*. Évidemment, pour le journal anticlérical, il n'était pas question d'accueillir les Jésuites expulsés sur le territoire français³²⁵. Nous sommes à même de constater ici que la *RF* s'est approprié le récit de la presse protestante allemande sur l'émeute d'Essen et que cette lecture des événements a influencée sa position éditoriale.

³¹⁹ *RF*, A2 n° 295, le 30 août 1872, p. 2.

³²⁰ *RF*, A2, n° 296, le 31 août 1872, p. 2.

³²¹ Matthew P. Fitzpatrick, *Purging the Empire: Mass Expulsions in Germany, 1871-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2015, p. 40.

³²² *RF*, A2, n° 299, le 3 septembre 1872, p. 2.

³²³ Rappelons qu'un premier-Paris est un éditorial qui apparaît en tête de colonne de tous les autres articles à la une.

³²⁴ *RF*, A2, n° 312, le 16 septembre 1872, p. 1.

³²⁵ *RF*, A2, n° 324, le 28 septembre 1872, p. 2.

Dans son édition du 22 octobre, *La République française* reproduisit dans ses pages un article du *Journal des Débats* dans lequel ce dernier critiquait les sympathies ultramontaines du clergé français et appelait à la séparation de l'Église et de l'État³²⁶. Le lendemain, le journal de Gambetta publia un long article dans lequel il félicitait le *Journal des Débats* pour sa prise de position et critiquait longuement le cléricalisme et les Jésuites. « [C]'est contre le parti clérical que les passions s'animent de l'autre côté des Pyrénées, de l'autre côté du Rhin, tout aussi bien qu'en France. Le jésuitisme appelle ses alliés pour un combat contre la démocratie [...] chez nous à une guerre contre l'Europe », écrit-elle avant de conclure que : « le seul ennemi de la République, c'est l'esprit ultramontain, le fanatisme clérical »³²⁷.

Le Français et *La République française* s'engagèrent alors dans une polémique qui durera plusieurs jours et dont nous épargnerons ici les détails pour ne préserver ici que l'essentiel. *Le Français* reprochait à *La République française* d'avoir cité l'Allemagne dans l'article évoqué ci-haut, puis accuse le journal républicain de connivence avec les intérêts prussiens.

M. de Bismarck, en effet, a déclaré la guerre au catholicisme, et le plus grand reproche qu'il lui fait, c'est d'être favorable à la France. Nous ne doutons pas que le chancelier allemand ne soit reconnaissant aux radicaux français de l'appui qu'ils donnent à sa politique. C'est probablement à cet accord qu'il faut attribuer l'esprit ouvertement radical de toutes les correspondances françaises adressées aux journaux officiels d'Allemagne³²⁸.

Ces accusations ne restèrent pas sans réponse. Prêtons attention à la réplique du journal républicain. Sans surprise, la *RF* défendit son patriotisme. Puis elle justifia son choix d'avoir cité l'Allemagne en exemple parmi les pays engagés dans la lutte au cléricalisme en ces termes :

Il est très vrai que les peuples et les gouvernements à Madrid, à Rome, à Vienne et même à Berlin, sont occupés à se débarrasser de la domination cléricale, qui leur semble intolérable. Or, il ne pourrait rien arriver de plus funeste à la France que de rester seule sur le continent en proie à ce parti de l'obscurantisme, à ces ennemis de la civilisation

³²⁶ *JD*, le 20 octobre 1872, p. 1.

³²⁷ *RF*, A2, n° 349, le 23 octobre 1872, p. 2 (Les soulignements sont de nous)

³²⁸ *LeFr*, A5, n° 298, le 25 octobre 1872, p. 1 (Les soulignements sont de nous).

moderne qui nous abêtiraient pendant que le reste du monde se développerait librement.³²⁹

Le discours que tenait la *RF* lors de cette polémique s'inscrit dans un espace discursif transnational, car on y retrouve plusieurs éléments typiques du code de l'anticléricalisme européen de l'époque³³⁰. En opposant le cléricalisme à la civilisation moderne, en opposant le jésuitisme à la démocratie et dénonçant le fanatisme de l'« émeute cléricale », *La République française* reproduisait ici ce code qui visait à produire une identité collective positive par l'exclusion de l'adversaire via une rhétorique obéissant à une logique binaire³³¹. L'usage des termes polysémiques tels que « jésuitisme » ou « ultramontains » ou « cléricalisme » (ou clérical) dans ce contexte, bien que ces termes eussent leur connotation spécifique, évoquait un modèle de société contraire à celui prôné par les tenants de l'anticléricalisme³³². Nous sommes aussi à même de constater dans cet extrait l'affrontement entre deux représentations différentes de la nation française, l'une catholique et traditionaliste et l'autre, républicaine et laïque³³³. Dans ce combat symbolique pour définir la nation, se dessinait par le fait même un antagonisme entourant la question du régime, entre les royalistes et les républicains d'autre part³³⁴.

Ces accusations de manque de patriotisme de la presse conservatrice envers *La République française* dans le sillage du *Kulturkampf* ne seront d'ailleurs pas les dernières. En février 1874, le journal bonapartiste *La Patrie* (à ne pas confondre avec son homonyme québécois) accusait en première page le journal de Gambetta de préférer la domination de ses adversaires étrangers à celle de ses adversaires français³³⁵. Dans son premier-Paris de la veille, le quotidien républicain avait

³²⁹ *RF*, A2, n° 352, le 26 octobre 1872, p.2.

³³⁰ Nous empruntons ici la définition de Lisa Dittrich pour qui le concept de « code » illustre un ensemble d'idées et d'attitudes qui, sans offrir une vision cohérente du monde, contient différentes représentations, concepts, représentations et métaphores qui permettent de raccorder différents groupes dans une formation discursive. Voir L. Dittrich, *op. cit.*, p. 31.

³³¹ *Ibid.*, pp. 455 ; 488-489.

³³² *Ibid.*

³³³ *Ibid.*, p. 470.

³³⁴ Daniel Mollenhauer, « Symbolkämpfe um die Nation. Katholiken und Laizisten in Frankreich (1871-1914) », dans Heinz-Gerhard Haupt et Dieter Langewiesche (dir.), *Nation und Religion in Europa. Mehrkonfessionelle Gesellschaften im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2004, p. 205.

³³⁵ *La Patrie*, A34, le 4 février 1874, p. 1.

exprimé son soutien envers les lois ecclésiastiques du gouvernement fédéral suisse ainsi que sa résolution dans la lutte à l'ultramontanisme, et cela que ces lois fussent édictées sous le parrainage de Bismarck ou pas³³⁶. Dans sa réplique à *La Patrie*, le journal gambettiste refusait d'être comparé à des « affiliés et les suppôts de M. de Bismarck »³³⁷ et lui rétorquait que partout en Europe, la presse libérale demandait la plus stricte application de la loi contre les prêtres qui s'estimaient au-dessus de celle-ci et que dans tous les pays l'État se montre ferme face aux « insatiables prétentions » de l'Église sur lui³³⁸. Ce genre de controverse avec la presse conservatrice forçait *La République française* à demeurer prudentes dans ses commentaires sur les affaires allemandes. Ainsi quelques jours plus tard, à propos d'un article de la *Correspondance provinciale* explorant les causes profondes des tensions confessionnelles en Prusse, se sentait-elle obligée d'écrire : « Pour notre part, c'est sans émotion aucune que nous assistons à cette lutte entre l'ultramontanisme et l'autorité civile qui se produit en ce moment de toutes parts »³³⁹. Même après la Crise du Seize Mai, Gambetta devra nier les insinuations de la droite selon lesquelles *La République française* était de connivence avec les journaux allemands³⁴⁰.

Le passage de la loi interdisant les jésuites et particulièrement les événements d'Essen semble avoir joué un rôle important dans la construction du discours anticlérical de la *RF* au sujet du *Kulturkampf*. Ces événements semblent avoir marqué les rédacteurs du journal au point où ceux-ci les avaient évoqués dans leur premier-Paris, prenant ainsi conscience du caractère international de la lutte entre les forces cléricales et anticléricales au point de l'utiliser dans leur joute avec les forces conservatrices. Il s'agit d'un moment charnière dans la réception des lois du *Kulturkampf*. Cet affermissement de l'anticléricalisme du journal se déroule aussi à un moment où les républicains français accumulent les victoires électorales³⁴¹. De surcroît, il survint à un moment où le conflit religieux en Allemagne emprunta une tournure de plus en plus acrimonieuse par le biais

³³⁶ *RF*, A4, n° 814, le 3 février 1874, p. 1.

³³⁷ *RF*, A4, n° 816, le 5 février 1874, p. 2.

³³⁸ *RF*, A4, n° 820, le 9 février 1874, p. 1.

³³⁹ *RF*, A4, n° 885, le 15 avril 1874, p. 2.

³⁴⁰ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, t. 1, p. 542.

³⁴¹ J.-M. Mayeur, *op. cit.*, p. 38.

de cette loi³⁴². Comme si la radicalisation du conflit en Allemagne avait amené le journal français à radicaliser ses positions anticléricales. Avec le passage de la *Jesuitengesetz* et la polémique qui l'opposa au *Français*, le discours de *La République française* au sujet du conflit religieux se fixe dès lors dans le schéma classique de l'anticléricisme que Lisa Dittrich a décrit.

2.3.3 Les lois de mai

« Nous sommes décidément entrés dans une ère de combat », écrivait le correspondant basé à Dresde dans sa lettre d'Allemagne du 2 janvier 1873, avant d'ajouter qu'avec l'appui du gouvernement prussien, « le libéralisme allemand luttera comme un seul homme contre les prétentions de Rome »³⁴³. Le dépôt des lois de mai en janvier 1873 survient dans un contexte de dégradation des relations diplomatiques entre Berlin et Rome. L'année précédente, le Vatican avait refusé la nomination du Cardinal Hohenlohe comme ambassadeur de l'Empire allemand près le pape³⁴⁴. Cette décision avait été perçue comme un affront par la presse officieuse prussienne³⁴⁵ et avait suscité un « véritable ouragan » sur le Reichstag lors du débat sur les *Jesuitengesetze*, d'après les informations du correspondant de la *République française*³⁴⁶. L'allocution prononcée par Pie IX le 23 décembre 1872 dans laquelle il avait dénoncé « les cruelles persécutions auxquelles l'Église est en butte dans l'empire allemand »³⁴⁷ contribua à renforcer l'irritation des autorités allemandes.

Tout comme les autres lois du *Kulturkampf*, les travaux parlementaires entourant l'adoption des lois de mai en Prusse ont retenu l'attention de la *RF*. Avant même que les projets de loi ne fussent déposés, le quotidien en signalait le travail d'élaboration³⁴⁸. Dès leur dépôt, elle en donnait les grandes lignes³⁴⁹, rapportait son renvoi en commission³⁵⁰ et relevait qu'il était nécessaire de

³⁴² E. Schmidt-Volkmar, *op. cit.*, pp. 106-111.

³⁴³ *RF*, A3, n° 423, le 6 janvier 1873, p. 2.

³⁴⁴ E. Schmidt-Volkmar, *op. cit.*, pp. 96 ; 100.

³⁴⁵ *RF*, A2, n° 190, le 15 mai 1872, p. 2.

³⁴⁶ *RF*, A2, n° 194, le 19 mai 1872, p. 2.

³⁴⁷ Pie IX cité par *L'Univers*, n° 2012, le 25 décembre 1872, p. 2.

³⁴⁸ *RF*, A2 n° 338, le 12 octobre 1872, p. 2-3.

³⁴⁹ *RF*, A3 n° 428, le 11 janvier 1873 p. 2 ; *RF*, A3 n° 430, le 13 janvier 1873 p. 3.

³⁵⁰ *RF*, A3, n° 438, le 21 janvier 1873, p. 3.

modifier les articles 15 et 18 de la constitution prussienne puisque les initiatives législatives de Falk entraient en contradiction avec celle-ci³⁵¹. La *RF* a aussi rapporté les débats, orageux à ses yeux, sur le projet de loi à la Chambre des Pairs et les interventions de la reine prussienne pour que Guillaume I^{er} fit retirer ces lois³⁵². À ce sujet, elle n'hésite pas à tempérer les affirmations de Bismarck pour qui les ultramontains fomentaient une guerre civile³⁵³.

Somme toute, les lois de mai ont été bien accueillies par le quotidien. En particulier, les dispositions qui touchaient la formation des prêtres catholiques et protestants, lesquelles les obligeaient à recevoir une formation universitaire et de passer un examen de l'État. Bien qu'il doutât de la faisabilité de ces lois, le correspondant du journal en Allemagne approuvait les mesures visant à « germaniser » le clergé allemand, notamment l'insertion d'un examen préalable sur la culture allemande pour l'ordination des prêtres. « Devons-nous en vouloir à la Prusse de chercher à activer le patriotisme des populations, de ne pas permettre qu'un étranger soit le maître dans sa maison ? Bismarck a au fond cent fois raison » écrivait-il dans une de ses lettres d'Allemagne.³⁵⁴ Toutefois, le quotidien jetait un regard cynique sur les motifs de ces lois. Selon lui, c'était surtout dans un dessein centralisateur, par désir d'absorber les États de l'Allemagne nouvellement unifiée, plutôt que par « esprit de libéralisme » que la Prusse avait mis en place ces lois sur la formation du clergé³⁵⁵.

Avec le passage des lois de mai, un rapprochement s'est opéré peu à peu dans le discours du quotidien entre la question du régime en France, la place de cette dernière en Europe et le *Kulturkampf* en Allemagne. Ainsi, un article paru à la une donne à penser que les idées d'Edmond de Pressensé que nous avons évoqué ci-haut commençaient à percoler dans l'esprit des rédacteurs de la *République française* en ce qui concerne la politique religieuse de Bismarck. Pour le journal républicain, le *Kulturkampf* servait bien les intérêts de l'Allemagne en la rapprochant de l'Italie. De surcroît, la politique religieuse du chancelier de se faire l'adversaire des jésuites était très habile

³⁵¹ *RF*, A3, n° 455, le 7 février 1873, p. 3.

³⁵² *RF*, A3, n° 541, le 4 mai 1873, p. 3.

³⁵³ *Ibid.*

³⁵⁴ *RF*, A3, n° 443, le 26 janvier 1873, p. 2.

³⁵⁵ *RF*, A3, n° 518, le 11 avril 1873, p. 2.

à leurs yeux, car elle permettait à l'Allemagne d'éclairer « la marche de l'Humanité » alors que cette position aurait dû revenir à la France. « En se donnant aujourd'hui comme le champion de la liberté de penser, elle est encore merveilleusement servie par la présence à Versailles de cette Assemblée qui figure, aux yeux de l'Europe, une France cléricale »³⁵⁶ écrivaient-ils. Pour *La République française* de Léon Gambetta, il était impératif que la France puisse enfin avoir un régime véritablement républicain plutôt qu'une « contrefaçon de la démocratie », car il s'agissait entre autres de faire taire l'influence du « libéralisme prussien » en Europe et au-delà³⁵⁷.

Contrairement à la loi interdisant les jésuites, la *RF* n'accorda que peu d'attention à l'application des lois de mai, malgré sa réception positive. Tout au plus rapportait-elle ici et là un article de la *Correspondance provinciale* en faveur d'une application ferme des nouvelles lois³⁵⁸, le refus de l'évêque de Paderborn de s'y conformer³⁵⁹ ainsi que la fermeture du séminaire de Posen et l'arrestation d'un curé et son incarcération pour trois jours³⁶⁰. Cet état de fait s'explique entre autres par les enjeux de la politique intérieure française. Au moment de l'adoption des lois de mai en Allemagne eurent lieu en France la chute de Thiers, l'arrivée de Mac Mahon à la présidence et un changement de gouvernement qui semblait préparer une restauration monarchique aux yeux des contemporains. Au cours des mois de mai-juin 1873, la feuille accorda davantage d'attention à la réception du changement de gouvernement dans les journaux et au sein des chancelleries européennes pour ce qui est de sa couverture extérieure³⁶¹.

Quelques années après le passage des lois de mai, le correspondant prendra cependant la peine d'exprimer son avis sur les lois de mai alors qu'elles seront à nouveau débattues, âprement selon lui, au Landtag prussien. Ce dernier applaudira le parti national-libéral pour sa fermeté à maintenir ces lois contre la volonté du *Zentrum* et exprimera son accord avec celles-ci tout en ajoutant un

³⁵⁶ *RF*, A3, n° 454, le 6 février 1873, p. 2.

³⁵⁷ *Ibid.*

³⁵⁸ *RF*, A3, n° 575, le 7 juin 1873, p. 3.

³⁵⁹ *RF*, A3, n° 584, 16 juin 1873, p. 2.

³⁶⁰ *RF*, A3, n° 658, le 30 août 1873, p. 3.

³⁶¹ Sans être exhaustif, voir notamment : *RF* A3, n° 571, le 3 juin 1873, p. 3 ; *RF* A3, n° 572, le 4 juin 1873, p. 3 (première colonne à gauche) ; *RF* A3, n° 575, le 7 juin 1873, p. 3.

bémol. « Je suis bien loin d'approuver, certes, les persécutions auxquelles les catholiques en Prusse sont en butte de la part du gouvernement »³⁶² écrira-t-il.

Dans son édition du 4 mai 1875, *La République française* reproduisait intégralement la loi sur la suspension du paiement des dotations de l'État aux diocèses et au clergé catholique romain (*Brotkorbgesetz*) et le projet de loi sur la suppression des couvents (*Klostergesetz*) par le truchement d'un article paru dans la *Gazette de Cologne* qu'elle avait traduit. Deux mois auparavant, dans sa lettre d'Allemagne, le correspondant annonçait le dépôt de la loi dite des corbeilles de pain en première page du journal. Une « guerre à outrance » entre les autorités royales et pontificales se préparaient selon lui. Pour le quotidien républicain, il s'agissait d'une mesure de rétorsion directe à l'encyclique *Quod nunquam*³⁶³ qui dénonçait les lois de mai et invitait les évêques à refuser de se soumettre à celles-ci³⁶⁴. D'après le correspondant de la *RF*, « tout ce qu'il y a[avait] d'intelligent et d'éclairé parmi les catholiques condamn[ait] la politique du Vatican »³⁶⁵.

La *RF* a reproduisait certains extraits des débats parlementaires sur le projet de loi concernant la dotation des évêques. Elle résuma l'intervention du ministre Falk et rapporta que le député Reichensperger du *Zentrum* (elle ne mentionne pas lequel des deux) s'était fait rappeler à l'ordre pour avoir prêté des intentions vengeresses au projet de loi, puis reproduisit intégralement le discours de Bismarck. Notons que lorsqu'il rapportait des débats parlementaires, le quotidien reproduisait les propos de Bismarck presque systématiquement *in extenso*³⁶⁶. En revanche, il était plutôt rare que le journal reproduisît aussi généreusement les propos de ses adversaires cléricaux. En juin, la *RF* relatait le conflit entre les deux chambres du Landtag prussien au sujet des amendements au projet de loi peu avant son adoption définitive³⁶⁷. En somme, la couverture de la *Brotkorbgesetz* était comparable à celle des autres lois. Il va sans dire que les questions de politique étrangère occupaient passablement d'espace au cours des mois d'avril 1875, surtout en raison de

³⁶² *RF*, A7, n° 2204, le 2 décembre 1877, p. 2.

³⁶³ Le texte de l'encyclique peut être consulté ici : <https://laportelatine.org/formation/magistere/encyclique-quod-nunquam>. Consulté le 8 mai 2023.

³⁶⁴ *RF*, A5, n° 1210, le 8 mars 1875 p. 1.

³⁶⁵ *RF*, A5, n° 1212, le 10 mars 1875, p. 3.

³⁶⁶ Voir la *RF*, A5, n° 1230, le 28 mars 1875, p. 2.

³⁶⁷ *RF*, A5, n° 1304, le 10 juin 1872, p. 2.

l'incident belge et de la fausse alarme de 1875 dont nous reparlerons davantage au prochain chapitre.

La *Klostergesetz*, quant à elle, fut particulièrement bien reçue par *La République française*. Bien qu'elle n'eût jamais été étendue à l'entièreté de l'Empire allemand, la *RF* a rapporté à quelques reprises des rumeurs colportées par la presse officieuse allemande selon lesquelles tantôt la Prusse³⁶⁸, tantôt des députés bavarois³⁶⁹ auraient eu l'intention de proposer au Reichstag d'étendre cette loi et celle sur la dotation des évêques à toute l'Allemagne. Ces rumeurs n'apparaissent plus à partir de 1876 dans la *RF*. Le 5 mai 1875, elle rapportait l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi commentait de cette sorte : « le projet prend un peu l'allure d'une mesure préventive, justifiée, du reste, suivant le gouvernement, par l'attitude hostile d'un clergé dont les ordres religieux sont les plus zélés auxiliaires ». Aussi, dans sa « lettre d'Allemagne » subséquente à sa sanction par Guillaume I^{er}, le correspondant se faisait particulièrement élogieux envers la nouvelle loi. Il vaut la peine de citer ici longuement :

Tous les hommes sensés et instruits, à quel que parti qu'ils appartiennent, à part néanmoins ceux qui sont aveuglément dévoués à l'ultramontanisme, approuvent la grande et généreuse résolution prise par le roi de Prusse et il n'est pas de journal véritablement libéral qui ne le félicite d'avoir résisté à ceux et celles de sa cour qui, jusqu'au dernier moment, ont cherché à le détourner de l'idée de sanctionner ce projet de loi. [...] La satisfaction qu'a éprouvée M. de Bismarck doit être d'autant plus grande, que, de toutes les mesures qu'il a prises jusqu'ici, c'est la seule qui soit approuvée généralement, la seule dans laquelle il se soit rencontré avec ceux de ses adversaires politiques qui savent démêler le faux du vrai, le juste de l'inique. À bas donc ces retraites de l'ignorance, ces sanctuaires de la mollesse, de la fainéantise et de tant d'autres vices. Ce qui accuse le plus les moines et moinillons, c'est l'acharnement que, dans tous les pays, ils ont constamment montré contre ces hommes généreux qui demandent qu'on instruisse le peuple et qu'on fasse enfin disparaître, par une bonne et radicale réforme, les abus nombreux dont le catholicisme est entaché. [...] Un peu plus de lumière ! » disait en mourant un grand poète allemand. Encore plus de lumière, et nous verrons tomber et disparaître à jamais dans tous les pays ces retraites de fainéants qui font la honte du dix-neuvième siècle³⁷⁰.

³⁶⁸ *RF*, A5, n° 1352, le 29 juillet 1872, p. 2.

³⁶⁹ *RF*, A5, n° 1289, le 26 mai 1875, p. 3.

³⁷⁰ *RF*, A5, n° 1281, le 18 mai 1875, p. 3.

L'antycléricalisme de l'auteur nous apparaît manifeste sur le plan discours par la dénonciation d'obscurantisme et les accusations de fainéantise. En évoquant la mémoire de Goethe, et donc de l'esprit des Lumières, il rejetait les ordres religieux dans le camp de l'obscurantisme. Par ailleurs, l'évocation du stéréotype du clerc paresseux revenait souvent dans la rhétorique anticléricale européenne au XIX^e siècle, particulièrement dans la caricature³⁷¹.

Jusqu'ici, nous avons beaucoup parlé de l'antycléricalisme de *La République française* dans sa réception des lois politico-religieuses sans toutefois définir précisément ce que nous y entendions hormis sur le plan du discours³⁷². De façon fascinante, le quotidien républicain a réfléchi sur la rhétorique anticléricale de Bismarck, notamment dans un article publié le 12 septembre 1874, dans lequel le quotidien commentait la tentative d'internationalisation du *Kulturkampf*. Le journal notait que dans ses rapports avec tous les pays européens, le chancelier allemand montait en épingle les questions confessionnelles par le biais de sa presse officieuse et d'une rhétorique manichéenne pour servir les fins de sa diplomatie. « Cette ambition de M. de Bismarck de vouloir partager le monde en cléricaux et nationaux-libéraux [...] est tout à fait illusoire. Elle n'en est, à notre avis, que plus redoutable » peut-on lire³⁷³. « Il attache au contraire à laisser entendre qu'il n'y a en ce temps qu'un seul danger, le cléricalisme ; qu'un seul refuge contre ce danger, l'empire allemand » écrivait plus haut le journal.³⁷⁴ Encore une fois, pour la *RF*, il fallait que la France se montrât fidèle à l'héritage libéral de la Révolution française et qu'elle rompît avec le cléricalisme et toute apparence de proximité avec celui-ci pour faire avancer ses intérêts et reprendre sa place en Europe. Puisque cet article avait été publié en première page, il n'est pas impossible que Gambetta lui-même en eût dicté les grandes lignes de cet article³⁷⁵. Celui-là même qui a déclaré lors de la crise du 16 mai 1877 : « le cléricalisme, voilà l'ennemi ! ». Or, comme le faisait remarquer René Rémond, cette phrase admirablement bien formulée résume en grande partie la rhétorique du chef républicain dans ses discours des années précédentes³⁷⁶. D'une certaine façon cet article montre

³⁷¹ L. Dittrich, *op. cit.*, pp. 398, 401, 438.

³⁷² *Supra*, p. 60.

³⁷³ *RF*, A4, n° 1034, le 12 septembre 1872, p. 1.

³⁷⁴ *Ibid.*

³⁷⁵ *Supra*, p. 33.

³⁷⁶ René Rémond, *L'antycléricalisme en France de 1815 à nos jours*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1999, p. 176.

bien tout le paradoxe de l'anticléricalisme politique du journal. Conscient de l'efficacité politique et diplomatique de la lutte religieuse de Bismarck, les républicains et particulièrement ceux de la gauche gambettiste s'approprièrent son discours, car pour eux en combattant le cléricalisme en France, l'on pourrait mieux contrer Bismarck demain. De surcroît, cette rhétorique permettait de combattre les conservateurs en France³⁷⁷. Nous aurons l'occasion de revenir sur cette appropriation discursive dans notre dernier chapitre.

Mais au-delà du discours, comment appréhender l'anticléricalisme dans le contexte politique français ? Indissociable de l'histoire politique française, selon René Rémond l'anticléricalisme appartient à la famille des idées politiques³⁷⁸. Il s'agissait d'une idée qui se définit en opposition à son antagonisme : le cléricalisme. Dans cette perspective, il y a cléricalisme lorsque la religion dépasse une certaine borne légitime au sein de la société³⁷⁹. Par conséquent, l'anticléricalisme porte en lui le germe de la séparation de l'Église et de l'État, car il fait sienne l'idée selon laquelle la religion est une affaire privée inhérente aux respects de la liberté de conscience³⁸⁰. Pour les anticléricaux, le danger du cléricalisme est présent dès lors que le religieux tente de s'insérer dans la sphère civile. Cette idée politique transcendait le spectre politique, social et confessionnel³⁸¹. Loin d'être une affaire française, il s'agit d'une idée qui dépasse les frontières. Partout en Europe, les *Kulturkämpfe* étaient des lieux de définition de l'identité nationale et d'affrontement au sujet de celle-ci par l'exclusion du cléricalisme³⁸².

Revenons à la loi sur les couvents. En ce qui concerne son application, le journal se faisait plutôt optimiste quant à la rapidité de son application et de son exécution. En dépit de certaines exceptions, la *RF* rapportait que la dissolution des ordres religieux et la suppression des couvents s'accomplissait rapidement³⁸³. Or, nous savons de nos jours que la réalité a été plus complexe que cela. L'État a éprouvé de nombreuses difficultés à saisir les biens des ordres religieux puisque les

³⁷⁷ *Ibid.*

³⁷⁸ *Ibid.*, p. 19 ; p. 4

³⁷⁹ *Ibid.*, p. 9

³⁸⁰ *Ibid.*, p. 14.

³⁸¹ *Ibid.*, p. 6.

³⁸² L. Dittrich, *op. cit.*, p. 470.

³⁸³ *RF*, A5, n° 1403, le 18 septembre 1876, p. 2.

biens meubles étaient souvent déplacés en des endroits cachés avant l'arrivée des agents gouvernementaux et que les immeubles étaient souvent cédés à des tiers qui agissaient de concert avec les congrégations religieuses³⁸⁴. La fermeture des couvents s'est par moments accompagnée de manifestations et d'émeutes de la population catholique³⁸⁵. En somme, la loi n'a jamais été en mesure d'atteindre son objectif.

L'année 1875 représente le point culminant des tensions dans le contexte du *Kulturkampf*. Et d'une certaine façon aussi un moment décisif. Au cours des années qui suivent, la fréquence des reportages sur le conflit religieux s'amointrissait et laissait entrevoir une volonté de la part du gouvernement prussien et des catholiques de négocier en vue d'un règlement du conflit. Pour le correspondant anonyme de la *RF*, les deux parties semblaient négocier à mots couverts par le biais des échanges entre le quotidien *Germania*, un quotidien catholique qui sans toutefois être un organe du *Zentrum* en était proche³⁸⁶, et la *Gazette d'Allemagne du Nord* un organe officieux³⁸⁷. Toutefois, le chemin pour en arriver à une entente, lui, paraissait difficilement atteignable. Ainsi, la *RF* remettait en doute un article de la *Gazette de Francfort* qui observait un temps d'arrêt dans le « *culturkampf* », car les deux parties ne semblaient pas disposées à faire des compromis selon elle³⁸⁸. En février 1876, la *RF* rapportait que le gouvernement prussien cherchait un *modus vivendi*. Cette volonté de s'entendre avec l'Église semblait être motivée par les nombreuses crises, notamment les problèmes économiques, auxquelles l'Allemagne était confrontée³⁸⁹. Le quotidien remettait d'ailleurs fortement en doute les affirmations de la presse nationale-libérale selon lesquelles c'était la partie cléricale qui cherchait à négocier en raison des informations que son correspondant lui avait transmises, « de source certaine »³⁹⁰. Deux semaines plus tard, le correspondant affirmait que : « [l]a mission du cardinal Hohenlohe, de qui les frais de séjours à Rome sont couverts par la cassette particulière du roi de Prusse, paraît avoir complètement

³⁸⁴ *Ibid.*, p. 87.

³⁸⁵ *Ibid.*, p. 82.

³⁸⁶ Klaus-Martin Stiegler, « *Germania*, Berlin (1871-1938) » dans Heinz-Dietrich Fischer (dir.), *Deutsche Zeitungen des 17. bis 20. Jahrhunderts*, Pullach bei München, Verlag Dokumentation, 1972, p. 299.

³⁸⁷ *RF*, A5, n° 1466, le 22 novembre 1875, p. 2.

³⁸⁸ *RF*, A6, n° 1509, le 5 janvier 1876, p. 2.

³⁸⁹ *RF*, A6, n° 1530, le 26 janvier 1876, p. 3.

³⁹⁰ *RF*, A6, n° 1547, le 12 février 1876, p. 3.

échoué »³⁹¹. Ces articles de *La République française* donnent à penser que les premiers pourparlers entourant le règlement du *Kulturkampf* étaient peut-être antérieurs au départ de Falk (en 1879) et à l'arrivée de Léon XIII (1878) comme l'a jusqu'à maintenant suggéré l'historiographie³⁹².

Déjà en 1873, le correspondant de la *RF* entrevoyait l'échec intérieur du *Kulturkampf*. Les lois politico-religieuses prussiennes ne sauraient venir à bout de la crainte métaphysique de le pouvoir d'excommunication qui inspirait aux fidèles et aux prêtres selon lui. Qui plus est, les lois ecclésiastiques ne suscitaient pas le mécontentement des seuls catholiques, mais aussi celui des protestants³⁹³. Pour le journal de Gambetta, le *Kulturkampf* s'avérait aussi être un échec eu égard à ses motifs politiques. Ainsi, le correspondant expliquait la résilience du *Zentrum* lors des élections au *Reichstag* comme une indication claire du peu de résultats³⁹⁴. Au printemps de 1877, le correspondant croyait même discerner dans les propos d'un député national-libéral en faveur de négociations sur les lois de mai une volonté de la part de Bismarck de s'entendre avec le parti catholique³⁹⁵. Cette même année en avril, la vie politique allemande a connu l'éclipse de la « crise chancelière ». Aux prises avec d'importants problèmes de santé et d'épuisement professionnel³⁹⁶, Bismarck offrit sa démission à Guillaume I^{er} qui la refusa et lui accorda un congé d'un an³⁹⁷. Pour le correspondant, la volonté de l'impératrice Augusta de vouloir trouver un règlement avec le Vatican aurait été l'une des raisons importantes de la démission du chancelier et la volonté du *Kaiser* de mettre fin au *Kulturkampf* était selon lui l'une des principales raisons qui expliquaient les rumeurs d'un remplacement de Bismarck par Clovis Hohenlohe-Schillingsfürst³⁹⁸. Dans un article de *L'Europe diplomatique* signalé par la *RF* peu de temps après le règlement de la crise, le chancelier semblait toutefois résolu à mettre fin aux tentatives de rapprochement avec la Curie romaine et à maintenir le cap en matière religieuse³⁹⁹. En somme, l'année 1877 laissait entrevoir à

³⁹¹ *RF*, A6, n° 1570, le 6 mars 1876, p. 2.

³⁹² Voir notamment G. Goyau, *op. cit.*, t. 3 ; E. Schmidt-Volkmar, *op. cit.*, p. 239.

³⁹³ *RF*, A3, n° 518, le 11 avril 1873, p. 2.

³⁹⁴ *RF*, A7, n° 1892, le 24 janvier 1877, p. 2.

³⁹⁵ *RF*, A7, n° 1942, le 15 mars 1877, p. 2.

³⁹⁶ O. Pflanze, *op. cit.*, vol. 2, p. 355.

³⁹⁷ Jonathan Steinberg, *Bismarck. A Life*, Oxford University Press, 2011, pp. 357-358.

³⁹⁸ *RF*, A7, n° 1972, le 14 avril 1877, p. 2

³⁹⁹ *RF*, A7, n° 1980, le 22 avril 1877, p. 2.

la fois une volonté d'en arriver à un règlement et une impasse en apparence insurmontable pour y arriver dans les pages de *La République française*.

2.4 Les nationaux-libéraux et les vieux-catholiques

Dans la section précédente, nous avons pu observer que *La République française* approuvait généralement les politiques du *Kulturkampf*, surtout à partir de la deuxième moitié de l'année 1872. Même si nous avons pu observer une approbation croissante de *La République française* vis-à-vis des lois ecclésiastiques prussiennes, le journal n'exprimait jamais véritablement de sympathie envers la Prusse. C'est surtout une solidarité contre le cléricalisme et l'ultramontanisme que nous avons pu discerner dans les pages du journal. Celle-ci s'incarnait dans une lutte qui était imaginée au-delà des frontières. Il s'agissait dans le discours du quotidien, d'un combat pour le progrès et la civilisation moderne et pour la séparation de l'Église et de l'État. Là s'arrêtait la parenté d'idée. Il suffit pour s'en convaincre de jeter un coup d'œil au traitement du parti national-libéral et de l'émergence du mouvement vieux-catholique. Dans sa réception du vieux catholicisme tout comme dans son traitement du parti national-libéral, *La République française* exprimait surtout son rejet de ces deux courants qui existaient au sein de la société allemande. Ce rejet était surtout lié à une antipathie manifeste pour Otto von Bismarck, même si celui-ci n'était pourtant pas un national-libéral, mais plutôt un conservateur. Il va sans dire qu'auprès de la population française, le chancelier pouvait difficilement jouir d'une grande popularité après les affres de la guerre et les conditions très dures imposées à la France par le Traité de Francfort. Il en allait pour Gambetta lui-même qui dans sa correspondance privée le qualifiait de monstre⁴⁰⁰. En ce qui concerne son traitement de l'église vieille-catholique, la perception négative se recoupait également avec l'anticléricalisme du journal. Examinons brièvement cela de plus près.

Pour *La République française*, la liberté de presse était une chose avec laquelle il ne fallait pas faire de compromis. Il s'agissait d'une valeur universelle qui pour elle dépassait les frontières de la seule France. Ainsi avons-nous vu le correspondant dénoncer un projet de loi impérial qui attentait à la liberté de presse⁴⁰¹. Dans une de ses lettres d'Allemagne, le correspondant recensa la réédition d'un ouvrage, *Die deutsche Zeitschriften und die Entstehung der öffentliche Meinung*, qui venait tout

⁴⁰⁰ *LdGam*, n° 357 à Léonie Léon du 20 février 1878.

⁴⁰¹ *RF*, A3, n° 544, le 7 mai 1873 p. 2.

juste d'être publié sous la plume du démocrate allemand et professeur à l'Université de Leipzig, Heinrich Wuttke, à propos du journalisme en Allemagne⁴⁰². Étonnement dans cette recension, le correspondant présenta la presse catholique sous un jour favorable, laquelle s'accompagnait d'une dénonciation des journaux « soi-disant libéraux et soi-disant progressistes » pour leur vénalité et leur appui aux autorités⁴⁰³. En effet, selon ce qu'il rapportait de l'ouvrage, cette presse était totalement soumise au gouvernement et les journaux catholiques, nés d'une nécessité défensive issue du *Kulturkampf*, étaient devenus le refuge des vrais amis de la liberté et du progrès⁴⁰⁴. « Les choses iraient bien autrement si les journaux libéraux et progressistes avaient cherché à mériter le titre qu'ils se donnent », commentait-il.

Dans une autre chronique, le correspondant dénonçait les procédés utilisés par les autorités prussiennes contre des journalistes de la *Gazette de Francfort*. L'auteur des « Lettres d'Allemagne » était toujours antipathique aux nationaux-libéraux. Dans l'une de ses correspondances, il les critiqua fortement pour leur soutien envers les politiques de Bismarck. S'en prenant au « servilisme véritablement asiatique de nos libéraux, qui ont sacrifié à Bismarck et les libertés du peuple, et leur propre dignité, pour le récompenser du combat qu'il livre en Allemagne à l'ultramontanisme et au socialisme »⁴⁰⁵, le nouvelliste plaidait pour un système démocratique proche du républicanisme en Allemagne. Lorsque le gouvernement de la Prusse avait censuré l'allocution que le pape avait prononcée le 23 décembre 1872, la *RF* les mettait en garde contre de tels procédés. « Si c'est avec de pareilles armes que la Prusse veut terrasser l'ultramontanisme, elle court risque d'être elle-même terrassée la première », écrivait-elle⁴⁰⁶. Ironisant sur la liberté de presse en Allemagne, il écrivit que « si les chefs qui dirigent le *Kulturkampf* sont ennemis des jésuites, ils ne dédaignent nullement de se servir des moyens empruntés aux pratiques de la Compagnie de Loyola »⁴⁰⁷. Ici, l'anticléricalisme rejoignait le rejet des politiques bismarckiennes.

⁴⁰² *RF*, A5, n° 1172, 29 janvier 1875, p. 2-3.

⁴⁰³ *RF*, A5, n° 1172, 29 janvier 1875, p. 3.

⁴⁰⁴ *Ibid.*

⁴⁰⁵ *RF*, A5, n° 1208, le 6 mars 1875, p. 2.

⁴⁰⁶ *RF*, A3, n° 545, le 8 janvier 1873, p. 2.

⁴⁰⁷ *RF*, A5, n° 1362, le 8 août 1875, p. 2.

Ces deux postures, nous pouvons les observer également dans la façon dont le journal recevait le mouvement vieux-catholique. Pour la *RF*, ce mouvement religieux qui rejetait la proclamation de l'infaillibilité pontificale était d'abord un mouvement politique incarnant une forme de chauvinisme germanique en matière religieuse⁴⁰⁸. Pour le correspondant, l'appui des nationaux-libéraux au mouvement religieux faisait de ces deux courants des instruments « servile[s] et abject[s] du césarisme prussien »⁴⁰⁹. Le vieux catholicisme était de toute façon à l'agonie, selon le journal républicain⁴¹⁰. Si pour lui cette église était un mouvement de résistance contre « l'autocratie papale » consacré par le premier Concile du Vatican, selon lui, la France républicaine ne devait pas se mêler aux conflits politico-religieux en Allemagne, mais plutôt mettre en place un système d'instructions laïque.⁴¹¹

Dans une autre lettre d'Allemagne, le correspondant critiquait vertement les libéraux et les progressistes allemands pour le « servilisme véritablement asiatique » qu'ils ont offert à Bismarck au prix selon lui de leurs convictions libérales, en échange de leur appui à la lutte contre les ultramontains⁴¹². Il n'hésitait pas non plus à se réjouir des insuccès électoraux du parti national-libéral que les résultats préliminaires laissant ainsi transparaître une certaine sympathie envers les démocrates-socialistes⁴¹³. Nous pouvons envisager, à la lecture de nos sources, que la solidarité politique entre républicains français et les nationaux-libéraux allemands était absente et se limitait à une convergence en matière d'anticléricalisme. À notre avis, la citation suivante résume très bien l'attitude de *La République française* tant à l'endroit des libéraux que des cléricaux allemands, furent-ils « faillibilistes » ou bien « infaillibilistes » : « Serviteurs de Berlin et feudataires de Rome, adeptes du césarisme et partisans de la théocratie, tous sont à un égal degré les ennemis du génie français : il ne saurait y avoir, ni avec les uns ni avec les autres, communauté de vues ni de sympathies »⁴¹⁴.

⁴⁰⁸ *RF*, A2, n° 324, le 28 septembre 1872, p. 2.

⁴⁰⁹ *RF*, A3, n° 536, le 28 avril 1873, p. 2.

⁴¹⁰ *Ibid.*

⁴¹¹ *RF*, A2, n° 324, le 28 septembre 1872, p. 2.

⁴¹² *RF*, A5, n° 1208, le 6 mars 1875, p. 2.

⁴¹³ *RF*, A3, n° 762, le 12 décembre 1873 p. 2.

⁴¹⁴ *RF*, A5, n° 1422, le 8 octobre 1875, p. 2.

2.5 Conclusion

Dans ce chapitre, le premier élément que nous avons pu constater, c'est la richesse d'information dont recèlent nos sources à propos de la vie politique et sociale allemande. Par le biais du regard du correspondant basé à Dresde, les lecteurs de *La République française* bénéficiaient d'un point d'observations privilégié non seulement sur le *Kulturkampf*, mais sur plusieurs sujets touchant à l'Allemagne. Pour l'historien, ces sources permettent de jeter un éclairage précieux sur le contexte de l'époque et de mieux cerner le point de vue français sur les événements allemands. Elles sont à l'intersection de ces deux sociétés. Nous avons également pu constater que l'anticléricisme de *La République française* s'est manifesté dans sa réception des lois ecclésiastiques prussienne. Le manque de sympathie évident du correspondant envers le clergé et l'ultramontanisme allemand était flagrant. Toutefois, nous avons vu que c'est seulement lorsque le conflit religieux s'est envenimé avec la *Jesuitengesetz* que le discours anticléric du journal gambettiste s'est affirmé.

D'une part, la perspective chronologique que nous avons adoptée ici nous a permis d'entrevoir que la radicalisation du conflit en Allemagne entraîna par effet de ricochet une radicalisation de l'anticléricisme de la *RF* à l'égard du *Kulturkampf*. Toutefois, une approche monocausale ne peut à elle seule expliquer cette évolution du journal; les événements politiques en France, notamment l'arrivée du gouvernement de l'Ordre moral en mai 1873, modifiaient sensiblement le contexte politique. D'autre part les polémiques de la presse républicaine avec la presse conservatrice laissent entrevoir la construction dialectique du discours par la nécessité pour un journal politique de convaincre le lectorat de la justesse de ses idées⁴¹⁵. Les controverses entre la presse conservatrices et la feuille républicaine montrent qu'il était monnaie courante pour les journaux catholiques français de traiter les rédacteurs de la *RF* « d'adorateurs de Bismarck »⁴¹⁶. Ces deux aspects attestent du caractère dynamique de la vie des idées au sein de la presse. Les journaux se nourrissaient des livres, des revues et des propos formulés dans les autres quotidiens que ce soit par la reproduction des textes publiés ou bien par la controverse. Enfin, nous avons vu que l'anticléricisme de la *RF* et l'appui qu'elle donna aux lois politico-religieuses ne se sont toutefois nullement manifestés par une sympathie envers les nationaux libéraux ou le vieux catholicisme. En

⁴¹⁵ *Supra*, pp. 60-62.

⁴¹⁶ *RF*, A4, n° 901, le 1^{er} mai 1874 p. 2, troisième colonne.

outre, malgré l'approbation du journal pour la lutte à l'ultramontanisme, il préservait toujours une méfiance et un préjugé négatif à l'endroit de Bismarck. La reproduction intégrale des débats parlementaires et de certains projets de loi ecclésiastiques de même que les analyses du correspondant de *La République française* en Allemagne, permettent de mieux saisir l'évolution.

CHAPITRE 3

ROMPRE AVEC L'ISOLEMENT DIPLOMATIQUE, CONSOLIDER LA RÉPUBLIQUE

En Angleterre, c'est M. Gladstone qui pousse un cri d'alarme. Aux États-Unis, c'est le président Grant. C'est l'Allemagne, c'est l'Italie, c'est l'Espagne, c'est tout le Nord de l'Europe, c'est la Russie. Partout on s'en préoccupe. Partout vous voyez la propagande à laquelle s'associent les gouvernements et les citoyens; contre quoi? Contre l'invasion de l'esprit ultramontain.¹

—Léon Gambetta—

Bismarck is playing the game of the old Buonaparte.²

—Benjamin Disraeli—

Au terme de la Guerre franco-allemande, le concert européen a été profondément transformé par la défaite de la France dont le prestige s'est retrouvé diminué par sa défaite militaire. Isolée, elle devait composer avec une Allemagne occupant une position semi-hégémonique. Les relations franco-allemandes étaient alors caractérisées par un antagonisme marqué. Tandis que Bismarck adoptait une politique étrangère défensive cherchant à maintenir l'isolement de la France, cette dernière chercha au contraire à tout prix à rompre avec celui-ci. Dans le contexte diplomatique de l'époque, les journaux occupaient une place importante en raison de leur influence sur l'opinion publique et de leur rayonnement à l'étranger. Conscients du caractère transnational de la guerre culturelle opposant les forces ultramontaines et anticléricales en Europe, Léon Gambetta et la rédaction de *La République française* jugeaient que la solution pour rompre avec l'isolement sur la scène internationale était de lutter contre le cléricisme en France. Cette conviction s'est reflétée dans les prises de position du quotidien sur les questions de politique intérieure tout comme sur sa vision de la politique étrangère. Elle était en outre parfaitement cohérente avec les objectifs politiques promus par Gambetta : séparer l'Église et l'État et prévenir toute restauration monarchique. À ce sujet, la question romaine — c'est-à-dire l'enjeu entourant la disparition des États pontificaux et la perspective de leur rétablissement — ainsi que ses conséquences sur les relations avec l'Italie occupaient une place importante dans le discours anticlérical du journal.

¹ Léon Gambetta lors d'un discours prononcé le 6 février 1876, cité par R. Rémond, *op. cit.*, p. 180.

² Cité par J. Stone, *op. cit.*, p. 261.

Alors que deux visions s'affrontaient à propos de l'avenir de la nation française, la rhétorique opportuniste associait le cléricanisme à la perspective d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne et adoptait une posture pacifiste de manière cohérente avec la ligne éditoriale du quotidien qui cherchait à présenter la voie républicaine comme étant celle de la modération et du bon sens. Cette rhétorique était grandement influencée par la presse officieuse prussienne dans un contexte où pourtant les relations franco-allemandes étaient caractérisées par un antagonisme marqué. Dans cet esprit, *La République française* appuya la politique du ministre des Affaires étrangères, le duc Louis Decazes, et son attitude à l'endroit des prélats français lors des tensions de l'hiver 1874, tout en défendant la liberté de presse lors de la suspension de *L'Univers*. Toutefois, lors de la crise de « guerre en vue », elle se montra plutôt discrète et évita de reprendre les propos de la presse allemande. Au contraire, elle prenait prétexte des tensions diplomatiques Bruxelles et Berlin au cours de cette fausse alarme pour faire valoir les intérêts de la France.

3.1 Contexte politique et diplomatique

3.1.1 Les rapports franco-allemands dans un Concert européen renouvelé

L'histoire des relations internationales du long XIX^e siècle en Europe a pour toile de fond celle du Concert européen mis en place lors du Congrès de Vienne en 1815. Ce système informel qui reposait en grande partie sur l'ordre juridique issu des traités signés à la conclusion des guerres napoléoniennes et sur la concertation entre les grandes puissances a tenu bon jusqu'à la Première Guerre mondiale³. Pour l'historien Georges-Henri Soutou, le Concert européen fonctionnait d'une manière organique et reposait moins sur une forme d'équilibre mécanique des puissances, que sur des forces profondes d'ordre civilisationnel qui transcendaient les frontières telles que les arts et la culture, le christianisme ainsi que des idées et des valeurs partagées. En somme, par une certaine idée de l'Europe à laquelle les dirigeants du continent adhéraient.

La Guerre franco-allemande a profondément bouleversé l'équilibre européen, puisqu'elle a été l'occasion du parachèvement de l'unité allemande et de celle de la péninsule italienne. Dès lors et jusqu'à la Grande Guerre, l'Allemagne occupa une place semi-hégémonique en Europe, au détriment de la France qui s'en retrouvait déclassée comme première puissance continentale au

³ Georges-Henri Soutou, *L'Europe de 1815 à nos jours*, Paris, Presses universitaires de France, 2009, pp. 3-5, 22-27.

terme du conflit⁴. La prépondérance au sein du Concert européen passait alors de la Grande-Bretagne à l'Allemagne⁵. Maître d'œuvre de la politique étrangère allemande, Bismarck tenta de réarranger ce système des relations internationales afin qu'il gravitât autour de l'Empire allemand. À cet égard, les premières années de la décennie 1870 ont fait l'objet de tâtonnements. Obsédé par la peur du revanchisme français, Bismarck multiplia les crises internationales et les manœuvres intimidatrices à l'endroit de la France. Après la fausse alarme de 1875 (*Krieg-in-Sicht Krise*), Bismarck constata toutefois que les puissances européennes ne pouvaient pas tolérer une autre recomposition de l'équilibre européen au détriment de la France⁶. C'est la raison pour laquelle dans un discours au Reichstag prononcé en février 1876, il affirma que le nouveau Reich était satisfait de sa nouvelle situation et entretenait des ambitions pacifiques. « Nous n'avons plus rien à conquérir, rien de plus à gagner, nous sommes satisfaits avec ce que nous avons », déclara-t-il⁷. Dans son allocution, le chancelier allemand a exprimé la priorité qui demeura tout au long de son mandat à la tête du nouveau Reich : maintenir le statu quo en Europe. Car toutes ses actions postérieures à 1871 visaient à consolider son œuvre politique⁸. Cette posture nécessitait une politique étrangère défensive qui contrastait avec l'agressivité de la politique prussienne ayant précédé l'unification allemande.

Afin de préserver la conquête de l'Alsace-Lorraine acquise par le Traité de Francfort, Bismarck avait constamment pour objectif de préserver l'isolement diplomatique de la France⁹, car il la croyait incapable de s'engager dans une guerre et vaincre l'Allemagne sans allié¹⁰. Cette conviction explique en grande partie le fait qu'il fut toujours hostile à une Troisième Restauration monarchique en France, et ce en dépit de ses sympathies conservatrices¹¹. Comme en témoigne une lettre de Bismarck à Guillaume I^{er}, le chancelier était convaincu que le nouveau régime à Paris

⁴ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 52.

⁵ G.-H. Soutou, *op. cit.*, p. 103.

⁶ G.-H. Soutou, *op. cit.*, p. 116.

⁷ Notre traduction. « *Wir haben nichts zu erobern, nichts zu gewinnen, wir sind zufrieden mit dem, was wir haben* ». Otto von Bismarck cité par B. Althammer, *op. cit.*, p. 191.

⁸ Jonathan Steinberg, *Bismarck. A Life*, Oxford University Press, 2011, p. 312.

⁹ René Girault, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes 1871-1914*, Paris, Payot, 2004, pp. 113-114.

¹⁰ Raymond Poidevin et Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, p. 104.

¹¹ *Ibid.*, p. 102.

exercerait un effet repoussoir auprès des monarchies européennes et l'empêcherait d'être *bundnisfähig*, c'est-à-dire capable de s'allier¹². Ce soutien tacite de Bismarck à l'endroit de la République était connu des hommes politiques républicains et était parfois pour eux une source d'embarras¹³. De son côté le *Kaiser*, tout comme les adversaires politiques du chancelier, notamment les catholiques allemands, favorisait plutôt la cause du Comte Chambord¹⁴. À cet égard, la décision de lancer le *Kulturkampf* rejoignait à la fois les objectifs de politique intérieure (combattre le catholicisme politique) que ceux de politique extérieure chez Bismarck¹⁵. Il s'agissait d'une pure question de *realpolitik* à distinguer des convictions personnelles du chancelier.

Les buts de la politique étrangère française étaient quant à eux tout à fait opposés à ceux de l'Empire allemand. La France cherchait à rompre avec l'isolement diplomatique voulu par Berlin et à renouer avec le statut de grande puissance¹⁶. Sous la présidence d'Adolphe Thiers, la France mena une politique excessivement prudente. La priorité de Thiers n'était pas de préparer la revanche, mais bien de maintenir la paix et d'assurer le paiement rapide des réparations prévues par le Traité de Francfort afin de faciliter la défense du territoire au moment même où l'on s'affairait à reconstruire l'armée. Ainsi, l'essentiel de la correspondance entre la France et l'Allemagne sous sa présidence concernait les négociations entourant l'application du traité¹⁷. Il s'agissait de diminuer l'influence allemande sur la vie politique française autant que possible en levant la pression militaire que la présence des troupes d'occupation représentait¹⁸. Pour Thiers, le paiement rapide de l'indemnité des 5 milliards de francs visait aussi à montrer qu'il était un partenaire fiable sur la scène internationale tandis que du point de vue de Bismarck, la ponction financière ne pouvait que retarder le réarmement de la France¹⁹. Ajoutons que le paiement rapide

¹² Jürgen Carl Doerr, *The Kulturkampf and German Foreign Policy, 1870-1880* (Thèse de doctorat), Eugene, University of Oregon, 1972, p. 260.

¹³ Georg Kreis, *Frankreichs Republikanische Grossmachtpolitik 1870-1914. Innenansicht einer Aussenpolitik*, Mayence, Philipp von Zabern Verlag, 2007, p. 537-538.

¹⁴ Johannes Janorschke, *Bismarck, Europa und die « Krieg-in-Sicht »-Krise von 1875*, Munich, Ferdinand Schöningh, 2010, p. 124.

¹⁵ Otto, Pflanze, *op. cit.*, vol. 2, p.196-197.

¹⁶ M. König et E. Julien, *op. cit.*, p. 53.

¹⁷ *DDF*, t. 1, p. xviii.

¹⁸ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 134.

¹⁹ R. Poidevin et J. Bariéty, *op. cit.*, p. 100.

des cinq milliards eut l'effet d'un baume sur le moral des Français puisqu'il entraînait du coup la libération du territoire.

Si Thiers chercha à rompre l'isolement français par la conclusion d'alliances, notamment avec la Grande-Bretagne, sa politique se caractérisait surtout par l'attentisme. Cette attitude s'expliquait surtout par la crainte qu'une activité diplomatique trop besogneuse n'irritât l'Allemagne²⁰. Sa chute en mai 1873 et son remplacement par Mac Mahon à la présidence et l'arrivée du duc Albert de Broglie à la tête d'un nouveau gouvernement causèrent beaucoup de mécontentement à Berlin, car les velléités de restauration monarchique de ces derniers n'échappaient à personne²¹. Cette nouvelle configuration força également Broglie à publier une lettre circulaire visant à rassurer les puissances européennes sur le caractère pacifique des intentions de son gouvernement²². Après un bref séjour aux affaires étrangères, ce dernier nomma le comte Louis Decazes en novembre 1873 pour le remplacer à la tête de la diplomatie française. Véritable acteur de continuité et de stabilité en ce qui concerne la politique étrangère, Decazes demeura à la barre du ministère jusqu'à la fin 1877. Poursuivant les buts déjà établis sous Thiers, il cherchait à rompre l'isolement en utilisant la sympathie que sa politique modérée et défensive suscitait auprès des grandes puissances européennes dans un contexte où l'incertitude entourant la question du régime inquiétait ces dernières²³.

3.1.2 L'Ordre moral en France

Les années 1870 ont été celles d'une longue évolution vers un régime républicain en France²⁴. Pour toute la période qui nous occupe, les questions de politique intérieure sont intimement liées aux relations internationales. À cet égard, la fragilité du régime républicain compromettait la capacité de la France à créer des alliances durables avec d'autres puissances européennes. Si la République avait été proclamée le 4 septembre 1870, la question du régime resta en suspens lorsque le

²⁰ Pierre Guillen, « Du recueillement à l'expansion », *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, p. 628-629.

²¹ *Ibid.*, p. 630.

²² *Ibid.*, p. 631 ; DDF, t. 1, p. xviii.

²³ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 133.

²⁴ Arnaud-Dominique Houte, *Le triomphe de la République, 1871-1914*, 2014, Paris, Seuil, p. 50.

gouvernement de la Défense nationale remit remis ses pouvoirs à l'Assemblée issue des élections de février 1871²⁵. Réunie à Bordeaux avant son transfert à Versailles, cette dernière élit Adolphe Thiers à la tête du pouvoir exécutif. Bien que Thiers eût une préférence pour la préservation de la forme républicaine, il devait composer avec une assemblée très majoritairement conservatrice, opposée à la consolidation du régime. Soucieux d'accélérer le relèvement de la France, il préférait taire son inclination pour ménager les susceptibilités conservatrices tout comme celles des républicains²⁶. Ce « Pacte de Bordeaux » conférait à la République un caractère provisoire²⁷. Pour la plupart des chancelleries européennes, l'instabilité politique en France était une source d'inquiétudes. La perspective d'un coup d'État bonapartiste, d'une nouvelle révolution ou d'un gouvernement dirigé par la gauche radicale incarnée par Gambetta était mal vue²⁸. À l'opposé, une restauration monarchique en France était envisagée sous un jour favorable par les monarchies européennes hormis au sein des milieux libéraux italiens et austro-hongrois ainsi que par Bismarck²⁹.

En se prononçant pour la fondation d'une république conservatrice lors d'un discours en novembre 1872, Adolphe Thiers rompit ce Pacte de Bordeaux et précipita ainsi sa chute³⁰. Le 24 mai 1873, après des mois de manœuvres et d'intrigues monarchistes, l'Assemblée adopta une motion de défiance exigeant de la part du gouvernement : « une politique résolument conservatrice ». Thiers démissionna et le soir même l'Assemblée élit le légitimiste Patrice de Mac Mahon à la présidence, lequel confia la direction du gouvernement à Broglie à titre de vice-président du conseil. Ainsi naquit le gouvernement de « l'Ordre moral ». Victorieux en apparence, ce ministère était fragilisé par l'absence d'unité au sein des droites qui l'appuyaient. Thiers l'avait bien saisi lorsqu'en réponse à la majorité qui avait voulu sa chute, il déclara qu'il n'y avait « qu'un trône pour trois prétendants »³¹, c'est-à-dire le Comte Chambord (légitimiste), le Comte de Paris (orléaniste) et le

²⁵ Jean-Marie Mayeur, *op. cit.*, p. 25.

²⁶ Pierre Guiral, *Adolphe Thiers ou De la nécessité en politique*, Paris, Fayard, 1986, pp. 371-372.

²⁷ Vincent Duclert, *La République imaginée 1870-1914*, Paris, Belin, 2010, p. 62.

²⁸ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 133.

²⁹ *Ibid.*, p. 124.

³⁰ V. Duclert, *op. cit.*, p. 105-106.

³¹ Discours d'Adolphe Thiers à l'Assemblée, cité dans *Le Temps*, le 25 mai 1873, p. 1.

fil de Napoléon III (bonapartiste). L'épiscopat français s'était unanimement rallié derrière l'idée d'une restauration monarchique quoiqu'il se divisât entre les légitimistes intransigeants représentés par M^{gr} Pie, l'archevêque de Paris, et les orléanistes, qui acceptaient les libertés modernes et les droits du parlement comme l'évêque d'Orléans, M^{gr} Dupanloup³². Afin d'unifier les droites, le gouvernement dit de l'Ordre moral mit en place une politique ultrareligieuse et soutint, par exemple, la construction de la basilique du Sacré-Cœur sur la butte Montmartre à Paris. Il instaura une politique répressive à l'endroit des républicains dont plusieurs furent purgés des préfectures. Ainsi, les symboles républicains tels que les effigies de la Marianne furent retirés des mairies, des journaux républicains furent interdits et l'on empêcha les enterrements civils³³.

Bien que le gouvernement de l'Ordre moral laissât présager une restauration monarchique aux yeux des contemporains³⁴, ses orientations en matière de politique étrangère étaient placées sous le sceau de la continuité³⁵. Soucieux de sortir la France de son isolement, Thiers avait opéré un rapprochement avec les catholiques et le Vatican bien qu'il considérât l'annexion de Rome par l'Italie comme irréversible³⁶. Tout au long de la décennie, la question romaine pesa lourdement sur les relations franco-italiennes. Déjà sous le Second Empire, elle avait été une source de complications entre les deux pays³⁷. Depuis son unification, l'Italie cherchait à se développer avec le soutien économique de l'étranger. Relativement faible sur la scène internationale, elle hésitait entre une alliance avec la France ou bien avec l'Allemagne³⁸.

Conscient de ce dilemme italien et de l'ambiguïté française, Bismarck jouait sur la faiblesse de la France pour favoriser sa propre politique³⁹. Du point de vue du gouvernement italien, l'arrivée de Mac Mahon et de Broglie au pouvoir représentait un risque important pour la sécurité du Royaume,

³² J. Gadille, *op. cit.*, t. 1, p. 295.

³³ V. Duclert, *op. cit.*, pp. 108-111.

³⁴ J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 47-8.

³⁵ *DDF*, t.1, n° 207, De Broglie à Gontaut-Biron, le 28 mai 1873, p. 239.

³⁶ J. Gadille, *op. cit.*, p. 252.

³⁷ R. Poidevin et J. Bariéty, *op. cit.*, p. 78.

³⁸ R. Girault, *op. cit.*, p. 125-126.

³⁹ J. C. Doerr, *op. cit.*, p. 237.

car elle augmentait selon lui la possibilité d'une attaque française contre l'Italie⁴⁰. De surcroît, plusieurs des ministres du gouvernement Broglie avaient déjà signé des pétitions en faveur du rétablissement des États pontificaux⁴¹. En conséquence, de mai jusqu'à la fin de 1873, l'on assista à un rapprochement entre l'Allemagne et l'Italie. Paris en avait pris conscience comme en témoigne cette lettre de l'ambassadeur français, Élie Gontaut-Biron, à Broglie :

Il est clair que l'une et l'autre Puissance, l'Italie et l'Allemagne ont le souci de consolider les résultats acquis par des moyens violents ou révolutionnaires. L'une aussi bien que l'autre trouvent un obstacle dans la résistance religieuse d'une portion de leurs sujets et appréhendent de la voir grandir sous l'influence d'encouragements venus du dehors. C'est très sérieusement qu'elles sont inquiètes lorsqu'elles croient voir augmenter les chances de restauration du pouvoir temporel du Pape ou même à la seule perspective de voir se consolider en France un Gouvernement sincèrement soucieux [...] des conditions d'indépendance de l'Église catholique⁴².

L'échec du projet de restauration monarchique attribuable à l'intransigeance du Comte Chambord exprimée dans son manifeste du 27 octobre 1873 au sujet du drapeau tricolore créa les conditions d'un apaisement des rapports franco-italiens d'autant que Rome souhaitait de plus en plus trouver un terrain d'entente avec le Vatican. De surcroît, l'arrivée de Decazes au Quai d'Orsay ainsi que la nomination d'un nouvel ambassadeur français à Rome favorisa la détente entre la France et l'Italie⁴³. Decazes pratiquait une politique de détente vis-à-vis du Quirinal symbolisée par la décision prise en janvier 1874 de retirer l'*Orénoque* des eaux italiennes, une frégate française qui mouillait à proximité de Rome et qui était prête à accueillir le pape advenant que celui-ci eût souhaité se réfugier en France⁴⁴. Malgré tout, la crainte d'une intervention militaire française visant à rétablir la souveraineté temporelle du pape demeura un thème récurrent du discours de *La République française* pour la période.

⁴⁰ *Ibid.*, p. 235.

⁴¹ *Ibid.*, p. 272.

⁴² *DDF*, t. 1, n° 240, De Gontaut-Biron à Broglie, le 2 octobre 1873, pp. 266-267.

⁴³ J. C. Doerr, *op. cit.*, p. 243.

⁴⁴ James Stone, *The War Scare of 1875*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010, p. 98.

3.2 La question romaine et *La République française*

Plusieurs historiens ont avancé que les questions de politiques étrangères ont suscité relativement peu d'intérêt en France durant les années 1870, tant chez les républicains qu'auprès des contemporains en général⁴⁵. Cette affirmation est à relativiser. Dans sa réception des affaires extérieures, *La République française* faisait énormément usage de la question romaine pour défendre les idéaux républicains face à la majorité conservatrice à l'Assemblée. L'argumentation qu'elle soulevait à ce sujet était tantôt pénétrée de la rhétorique anticléricale que nous avons abordée dans le chapitre précédent, tantôt habitée d'un souci de défendre une politique extérieure pacifique en vue de susciter l'adhésion des Français au projet républicain de même que pour recueillir leurs suffrages. Elle finira par s'imposer pour devenir l'un des thèmes de l'anticléricisme du journal pour la période.

En matière de politique étrangère, ceux qu'on appellera subséquemment les « opportunistes » croyaient que la République devait adopter une diplomatie proactive et sérieuse⁴⁶. En cette matière, la gauche gambettiste se rapprochait également des objectifs de politique étrangère du gouvernement visant à rompre avec l'isolement diplomatique. Dans cette optique, un article en première page de *La République française* donnait le ton dès ses premières semaines d'activités :

Les dangers communs doivent rapprocher, en Europe, les diverses nationalités menacées par l'insatiable avidité allemande. Loin de perdre de son importance, le corps diplomatique est donc chaque jour investi d'une mission plus étendue et d'une autorité plus grande. Il n'est plus, comme autrefois, la simple représentation des relations personnelles des souverains, il devient l'image vivante de la nation elle-même⁴⁷.

Les hommes politiques opportunistes se sont longtemps afférés à démontrer la supériorité du régime républicain en matière diplomatique. Pour Gambetta, la forme républicaine de l'État français a été un gage de la paix en Europe en raison de sa transparence et du fait qu'elle s'appuyait sur la souveraineté populaire⁴⁸. Ce discours pacifique des républicains s'est en partie construit, et s'est très clairement manifesté dans les pages de *La République française*. De plus, il reposait sur

⁴⁵ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 53.

⁴⁶ G. Kreis, *op. cit.*, p. 533.

⁴⁷ *RF*, le 15 novembre 1871, A1 n° 9, p. 1.

⁴⁸ G. Kreis, *op. cit.*, p. 535.

une lecture attentive de la presse allemande et européenne et était le fruit d'une décision politique. Lors des élections de février 1871, les électeurs français avaient surtout choisi la paix lorsqu'ils avaient confié le sort de l'Assemblée à une majorité monarchiste⁴⁹. L'enlignement politique « opportuniste » que Gambetta avait tracé trouvait sa source dans le constat que les forces conservatrices avaient toujours dépeint le régime républicain comme celui du désordre et des troubles; il fallait donc démontrer qu'en réalité la République était plutôt garante de la paix et de l'ordre⁵⁰. Par ailleurs, après avoir adopté une posture très belliqueuse durant son passage dans le gouvernement de la Défense nationale, et démissionné en guise de protestation contre la cession de l'Alsace-Lorraine⁵¹, Gambetta comprit que l'opinion publique n'était plus disposée à ce que la France adoptât une attitude martiale et qu'il devait rompre avec son image belliciste afin de se rapprocher du pouvoir rassurer les capitales européennes.

L'idée véhiculée par la presse officieuse berlinoise selon laquelle la France représentait le cléricalisme en Europe apparaît assez tôt dans les pages de la RF. Ainsi, dans un article anonyme en provenance d'Allemagne, elle rapportait que les libéraux allemands partageaient tous cette conviction⁵². Dès septembre 1872, dans son premier-Paris, *La République française* mettait en garde les monarchistes sur la question romaine. Tout en exprimant sa confiance envers la politique étrangère d'Adolphe Thiers, elle avertissait ses lecteurs que la confusion entre les intérêts français et la question romaine pouvaient entraîner de « graves complications »⁵³. Quelques mois auparavant, on la vit ridiculiser les menées des journaux de la presse officieuse tels que la *Gazette d'Allemagne du Nord*, lesquels cherchaient à créer l'image d'une France hostile à l'Italie en raison de ses « prétendues opinions ultramontaines »⁵⁴. Pour le quotidien berlinois, la lutte contre la France et le Vatican unissait les deux pays récemment créés⁵⁵.

⁴⁹ Serge Berstein, « La synthèse démocrate-libérale en France 1870-1900 », dans Serge Berstein et Michel Winock (dir.), *L'invention de la démocratie (1789-1914)*, Paris, Seuil, 2002, p. 258.

⁵⁰ J. Grévy, *op. cit.*, p. 29, p. 83.

⁵¹ Jean-Marie Mayeur, *Léon Gambetta. La Patrie et la République*, Paris, Le Grand livre du mois, 2008, p. 135.

⁵² RF, le 2 décembre 1871, A1, n° 21, p. 2 : « c'est un principe hors de contestation pour tout patriote allemand " libéral ", — que la France, monarchie ou république, représente en Europe le cléricalisme ».

⁵³ RF, A2, n° 312, le 16 septembre 1872, p. 1.

⁵⁴ RF, A2, n° 211, le jeudi 6 juin 1872, p. 2.

⁵⁵ *Ibid.*

Les rédacteurs de *La République française* nous semblent avoir été bien conscients des objectifs de la politique étrangère de Bismarck en ce qui avait trait à l'isolement diplomatique de la France. Ainsi, dans le courant de l'année 1872, nous avons pu observer tant dans la *RF* que dans les autres journaux la persistance d'une rumeur selon laquelle le pape contemplait l'idée de se réfugier en France. Cette rumeur était d'ailleurs loin d'être infondée. Elle fit même l'objet de discussions entre le Vatican et le Quai d'Orsay. Bien qu'il ne souhaitât pas encourager Pie IX à quitter Rome, le gouvernement français était tout à fait disposé à accueillir le pape s'il eût décidé de quitter Rome⁵⁶. Quoiqu'il en soit, pour les rédacteurs du quotidien républicain, cette rumeur d'une fuite pontificale était tout à fait invraisemblable⁵⁷. Toutefois, ils croyaient qu'elle était alimentée de façon récurrente par la presse gouvernementale prussienne pour servir les fins de la stratégie diplomatique de Bismarck. Pour *La République française* :

les journaux de la chancellerie de Berlin persistent à commenter la dépêche périodique et l'anecdote complémentaire. « Vous le voyez, disent-ils, la France est le véritable foyer de l'ultramontanisme, le refuge indiqué de la religion romaine. » Et c'est ainsi que ces deux adversaires de l'heure présente, les jésuites et l'empire allemand, jouent un jeu semblable, celui d'isoler la France et d'entraver toute tentative de rapprochement entre elle et l'Italie⁵⁸.

À l'automne 1872, Paris et Berlin semblaient vouloir s'arracher l'amitié de l'Italie. Tandis que Bismarck et Thiers tentaient chacun de montrer leurs bonnes dispositions envers cette dernière, pour *La République française*, la France devait rejeter l'amitié du Vatican et privilégier celle du Quirinal. « Assurément la réconciliation des intérêts harmoniques de la France et de l'Italie, c'est-à-dire la pacification réelle entre les deux nations, ne s'obtiendra que par l'anéantissement des dernières espérances du Vatican », écrivait-elle⁵⁹. Attentif aux journaux étrangers, le journal de Gambetta ridiculisait le discours des journaux allemands tels que la *Gazette nationale* qui s'affairaient à présenter la France comme une menace existentielle pour l'Italie. En décembre 1872, dans la prose sobre qui était la sienne, la *RF* s'amusa même de l'irritation de la *Gazette de Spener* contre le ministre des Affaires étrangères Visconti-Venosta qui laissait miroiter un rapprochement

⁵⁶ *DDF*, t. 1, n° 83, Casimir Perrier au Comte Harcourt, le 24 novembre 1871, p. 105.

⁵⁷ *RF*, A2, n° 309, le 13 septembre 1872, p. 1.

⁵⁸ *Ibid.*

⁵⁹ *RF*, A2, n° 330, le 4 octobre 1872, p. 2.

entre Rome et Paris ainsi que les journaux italiens qui défendaient le ministre face à la presse allemande. Satisfaite, la *RF* partageait son espoir de « voir d'ici peu les Allemands renoncer à présenter la France républicaine comme le plus ferme soutien des prétentions cléricales »⁶⁰.

Évidemment, le journal de Gambetta ne s'intéressait pas seulement à la presse allemande. Il accordait également beaucoup d'intérêt aux journaux anglais. À cet égard, dans son édition du 29 octobre, la *RF* commenta un article du *Times* de Londres qui nous apporte un éloquent témoignage de son optimisme envers la consolidation de la République. D'après le quotidien britannique, le Comte Chambord avait eu tort de prendre le parti de la papauté, car cette position pouvait s'avérer nuisible à la politique extérieure française⁶¹. En accord avec les propos du *Times*, la *RF* jugeait toutefois qu'il n'y avait pas matière à s'inquiéter puisqu'elle avait la certitude que le parti clérical ne jouissait pas de la faveur du public français et était d'avis que les ultramontains ne disposaient pas non plus de la population des autres pays. Confiante, elle écrivit qu'en dépit « d'une majorité parlementaire absolument dévouée à la papauté » le suffrage universel allait bientôt « réparer tout le mal » que cette « majorité cléricale » avait fait⁶². Gambetta et ses alliés étaient alors en pleine campagne pour la dissolution de l'Assemblée⁶³. Il faut souligner ici qu'à l'automne 1872, la *RF* avait également rapporté les sympathies de nombreux parlementaires et dignitaires britanniques envers le *Kulturkampf* en Allemagne, notamment en reproduisant une adresse du député libéral Arthur Kinnaird et de plusieurs personnages influant apportant son soutien à la politique de Bismarck envers l'Église⁶⁴.

La chute du gouvernement Thiers en mai 1873 mit fin à l'optimisme du quotidien gambettiste à l'égard des rapports franco-italiens. Comme à chacune des crises politiques qui opposèrent les républicains aux forces conservatrices, elle fournit au journal républicain l'occasion de développer et de déployer un discours anticlérical intimement lié aux questions de politique étrangère. Dans son édition du 4 juin 1873, la *RF* réagit vivement au message présidentiel de Mac Mahon après que

⁶⁰ *RF*, A2, n° 406, le 19 décembre 1872, p. 1.

⁶¹ *RF*, A2, n° 355, le 29 octobre 1872, p. 1.

⁶² *Ibid.*

⁶³ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 180 ; J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 44.

⁶⁴ *RF*, A2, n° 313, le 17 septembre 1872, p. 2.

celui-ci ait été élu à la tête de l'État. La péroraison de ce discours lu (et vraisemblablement en grandement partie écrit) par le duc de Broglie s'attaquait aux républicains, une « faction qui met[tait] en péril le repos de tous les peuples » selon lui⁶⁵. Dans sa réplique, *La République française* se lança dans une charge à demi-mot contre le cléricanisme, lui reprochant de susciter l'agitation partout en Europe :

M. le ministre des affaires étrangères [Broglie] sait en effet aussi bien que personne que ce n'est point ce qu'il appelle « la faction » et ceux qu'il entend viser de la sorte qui menacent à cette heure le repos des peuples. Les conflits qui se sont récemment produits ou les désordres qui se perpétuent en Suisse, en Italie, en Espagne, aussi bien qu'en Allemagne ou dans l'Autriche-Hongrie, disent assez haut quels sont les véritables perturbateurs. Ce n'est pas, que nous sachions, « la faction » qui inquiète le cabinet du 23 mai, dont les menées ont troublé la paix confessionnelle à Genève, ou qui proteste à Rome contre l'application du droit commun en matière d'association, ou qui cherche à Vienne à entraver le jeu des lois, ou qui réclame en Allemagne la direction absolue des écoles; ce n'est pas elle qui tue, incendie, pille et dévalise en Espagne⁶⁶.

Ainsi les conflits opposant les forces cléricales et anticléricales partout en Europe devenait, par association avec le gouvernement Broglie, un outil de propagande redoutable et un argument supplémentaire en faveur de la vision républicaine de la politique étrangère. Cet affrontement se transformait en un outil discursif de mobilisation contre un adversaire politique bien réel. Dans ce contexte, le *Kulturkampf* allemand s'insérait dans une trame narrative où l'anticléricisme républicain en France rejoignait un combat qui se déroulait à l'échelle de l'Europe, aussi bien en Allemagne qu'ailleurs sur le continent.

Tant sur le plan de la forme que du fond, on ne peut qu'être frappé par la similitude entre le discours de Gambetta que nous avons cité en ouverture du chapitre et l'article paru en première page de *La République française* que nous venons de citer. Comme nous l'évoquions plus haut⁶⁷, le discours qui s'élaborait dans les pages du journal était aussi en partie l'œuvre de Gambetta. S'il est impossible d'établir avec certitude l'auteur de l'article, un fait demeure : le discours de l'homme politique et son journal se rejoignaient et les *Kulturkämpfe* partout en Europe et en Occident

⁶⁵ Message du président Mac Mahon lu à l'Assemblée le 26 mai 1873, *Le Temps*, n° 4427, le 28 mai 1873, p. 3.

⁶⁶ *RF*, A3, n° 572, le 4 juin 1873, p. 1.

⁶⁷ *Supra*, p. 36.

s'inséraient dans la mise en récit d'un discours anticlérical visant à promouvoir les idées républicaines⁶⁸.

Dans la même édition de la *RF*, le correspondant basé à Dresde rapporta la réaction que suscitait la chute de Thiers dans les milieux politiques allemands. Dans sa « Lettre d'Allemagne », il affirma que le nouveau « gouvernement clérical » à Versailles inquiétait le gouvernement prussien⁶⁹. La réaction du *Zentrum* était quant à elle rapportée en ces termes : « [dès] que nos ultramontains eurent appris la chute de M. Thiers, ils se mirent à battre des mains, tant ils croient être sûrs d'avoir enfin trouvé le bras séculier qui consentira à réintégrer le pape dans son pouvoir temporel »⁷⁰. Encore une fois la question romaine n'était pas loin. Dans cette perspective, la rédaction du journal se donnait pour tâche de rassurer l'Europe à l'endroit des intentions de la France en matière de politique extérieure⁷¹.

Cette posture nous éclaire également sur l'intention derrière l'appropriation du discours de la presse officielle allemande par la *RF*. Dans la perspective de ses rédacteurs, il ne s'agissait pas de répéter les propos des journaux allemands pour leur donner du crédit. Il s'agissait plutôt de dissocier les cléricaux de la France pour montrer que cette dernière ne se rangeait pas derrière les ultramontains. En conséquence, de façon paradoxale, le quotidien républicain s'est livré à une appropriation discursive de l'image cléricale que la presse gouvernementale prussienne tentait d'attribuer à la France, pour l'accoler à ses adversaires conservateurs et s'en dissocier pour mieux contrer la campagne des journaux prussiens, et cela dans un souci qu'on pourrait qualifier de patriotique, du moins dans la perspective de ses rédacteurs⁷². Dans cette optique, la *RF* reproduisait souvent des articles de la presse officielle allemande menaçant envers la France pour mettre en garde ses lecteurs contre les menées du clergé. Par exemple, en septembre 1873, elle publia un extrait de la *Gazette d'Allemagne du Nord* qui s'attaquait à l'archevêque de Paris pour avoir critiqué l'annexion

⁶⁸ À ce sujet, bien que cela sorte du cadre de notre mémoire, le lecteur québécois sera sans doute intéressé par un article très détaillé au sujet de l'enterrement de Joseph Guibord, de l'Institut canadien, liant cette controverse à des troubles séditeux fomentés par les Jésuites. Voir *RF*, A4, n° 1435, le 21 octobre 1875, p. 3.

⁶⁹ *RF*, A3, n° 572, le 4 juin 1873, p. 3.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *RF*, A3, n° 584, le 16 juin 1873, p. 1.

⁷² *Ibid.*

des États pontificaux par l'Italie dans un mandement qu'il fit publier⁷³. « Au moment où la paix devait reflourir entre l'Allemagne et la France, le clergé français semble à tâche de justifier les doutes qu'inspire le maintien de la paix » écrivait le journal proche de Bismarck avant de soutenir derechef qu'une alliance germano-italienne s'avérait nécessaire pour se protéger de la France.⁷⁴

Afin de servir son propos sur les affaires extérieures, la *RF* n'hésita pas à user des excès de langage de la presse conservatrice pour rejeter les ultramontains en dehors de la communauté nationale. Ainsi, dans une polémique avec la *Gazette d'Augsbourg* et *Le Monde* — une feuille cléricale et légitimiste⁷⁵ — à propos d'un article du *Monde* souhaitant une victoire du parti catholique en Allemagne que la *Gazette d'Augsbourg* avait rapporté, *La République française* répliquait au journal allemand que les rédacteurs du journal clérical-légitimiste ne pouvaient prétendre parler au nom de la France. « Ce ne sont pas des Français qui pensent et s'expriment de la sorte, ce sont des ultramontains, ce qui est fort différent »⁷⁶ écrivit-elle en ajoutant que « les intérêts du catholicisme sont en formelle contradiction avec les intérêts de la France »⁷⁷. Elle n'hésita pas non plus à reproduire des articles de journaux allemands ou italiens pour s'attaquer subtilement au gouvernement Broglie. Ainsi, dans son édition du 7 juin 1873, elle reproduisit des extraits d'une correspondance adressée à un journal italien depuis Berlin qui attribuait la chute de Thiers à l'influence jésuite. « Il suffit de jeter un coup d'œil sur les journaux ultramontains, dans tous les pays d'Europe, pour s'apercevoir que la chute de M. Thiers, qu'on espère bientôt suivi par celle de la République, est une fête pour le parti clérical » écrivait le quotidien italien cité par la *RF*⁷⁸. Dans une autre édition, la *RF* reprit un article de la *Gazette de Magdebourg* qui rapportait les interventions de l'ambassadeur allemand à Paris, Harry von Arnim, en faveur des cercles cléricaux dans la foulée de la chute de Thiers⁷⁹. Quelques jours plus tard, elle traduisit un article de la *Gazette*

⁷³ *RF*, A3, n° 674, le 15 septembre 1873, pp. 2-3. On peut consulter le mandement de l'archevêque de Paris dans *L'Univers*, n° 2263, le lundi 8 septembre 1873, p. 1.

⁷⁴ *RF*, A3, n° 674, le 15 septembre 1873, p. 2.

⁷⁵ Pierre Albert, *Histoire de la presse politique ... op. cit.*, t. 1, p. 751.

⁷⁶ *RF*, A3, n° 437, le 20 janvier 1873, p. 1.

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ *RF*, A3, n° 575, le 7 juin 1873, p. 3.

⁷⁹ *RF*, A3, n° 584, le 16 juin 1873, p. 2.

nationale de Berlin qui promouvait un rapprochement germano-italien : « une Allemagne anti-cléricale, qui ne veut pas consentir à se faire la protectrice du pouvoir temporel du pape, tout gouvernement italien est forcé, bon gré mal gré, de s'unir à elle » affirmait le journal prussien⁸⁰. Dans son édition du lendemain, la *RF* rapportait les propos de la *Fremdenblatt* de Vienne qui accrédiétaient l'idée qu'une alliance à la fois offensive et défensive avait été conclue entre Rome et Berlin à cause du changement de gouvernement en France⁸¹. Dans l'un de ses « Lettres d'Allemagne », publié en septembre, le correspondant à Dresde tenait l'existence de cette alliance pour quasi certaine, quoi qu'informelle, et n'hésita pas à blâmer le gouvernement Broglie ainsi que les « agissements des cléricaux en France, en Italie et en Allemagne » pour l'existence supposée de celle-ci. En somme, le choix de reproduire les articles de la presse étrangère renforçait l'idée que la nouvelle coalition conservatrice à Versailles était nocive aux intérêts français sur la scène internationale auprès du lectorat du journal républicain.

Au fur et à mesure que la perspective d'une restauration monarchique paraissait vouloir se concrétiser à l'automne 1873, les avertissements de la *RF* à propos des relations franco-italiennes, mais aussi de l'image de la France en Europe se faisaient de plus en plus pressants. À la fin du mois d'août, le quotidien adopta un ton dramatique dans un article paru en première page. Nous citons :

[t]outes les lettres que nous recevons de l'étranger nous montrent l'Europe entière attentive à ce qui se passe en France et suivant avec autant d'inquiétude que nous, avec plus d'anxiété peut-être, les tentatives des monarchistes. [...] Si la monarchie dite légitime triomphait en France, l'Internationale noire aurait enfin le point d'appui qui lui est nécessaire, l'arme qui lui manque encore. Le roi serait purement et simplement l'exécuteur de ses hautes œuvres. Le gouvernement français devrait, bon gré mal gré, obéir aux ordres de l'Église. L'Italie, l'Espagne, pour commencer, seraient menacées par la plus insensée, par la plus criminelle des politiques. [...] Quant aux gouvernements [du reste de l'Europe], et c'est le point capital que nous voulons signaler, pour résister à l'envahissement clérical dont la France serait l'instrument, ils seraient contraints de

⁸⁰ *RF*, A3, n° 594, 26 juin 1873, p. 2.

⁸¹ *RF*, A3 n° 595, le 27 juin 1873, p. 2.

s'appuyer sur l'empire d'Allemagne. Le triomphe de la fusion⁸² en France serait en Europe le triomphe de la politique de germanisation.⁸³

Ici *La République française* associait les monarchistes aux intrigues cléricales et les liait à l'« Internationale noire », de sorte de rejeter à nouveau ses adversaires politiques en dehors de la communauté nationale. Ce faisant, le discours du journal opportuniste adoptait là l'une des caractéristiques usuelles de la rhétorique anticléricale de la période⁸⁴. En outre, elle faisait usage des questions de politique extérieure et de l'hostilité de l'opinion publique française à l'endroit de l'Allemagne pour convaincre cette dernière des conséquences funestes d'une restauration monarchique. Dans la perspective du quotidien gambettiste, un gouvernement clérico-monarchiste n'aurait eu pour seule conséquence que de renforcer l'isolement de la France et d'asseoir encore davantage l'hégémonie allemande en Europe.

Le 7 octobre 1873, alors que la monarchie paraissait presque faite, le journal adoptait un ton encore plus grave, voire presque paniqué. Dans un très long premier-Paris, il attaquait les monarchistes de front. Il vaut la peine ici de la citer *in extenso*, car tous les éléments discursifs anticléricaux que nous retrouverons par la suite dans les pages de la *RF* sont là :

L'Europe a été obligée de prendre partout, à l'égard du catholicisme, une attitude défensive. [...] Un Bourbon se trouve là précisément, échoué comme le pape sur la rive du passé. Il a besoin, pour s'imposer de nouveau à un pays qui le déteste, de toute la puissance dont dispose l'immense association cléricale. Le pape et sa milice ont besoin du Bourbon, parce qu'ils ont besoin de la France. Seule, en effet, de tous les pays restés catholiques, la France est encore, même après ses défaites, assez forte, assez riche, assez influente pour servir de base d'opérations à la guerre qu'on entreprend contre l'Europe moderne. Voilà comment l'ambition bourbonnienne et l'ambition catholique se trouvent indissolublement associées, comme l'alliance du prétendant et du pape est scellée à jamais. Il n'y a pas une démonstration cléricale qui ne soit royaliste ; il n'y a plus un royaliste qui ne soit clérical [...] Tous les cléricaux du monde, en Italie, en Allemagne, en Belgique et jusqu'en Angleterre, ont les yeux fixés sur Frohsdorf⁸⁵ et sont passionnés pour la restauration de Chambord. Cette restauration n'est pas un fait français, c'est un fait ultramontain. Le catholicisme européen a besoin de la puissance, de la richesse, de l'ascendant, du renom de la France ; avec un tel levier, il compte pouvoir se relever de

⁸² On fait ici référence au pacte entre les bourbons et les Orléans faisant en sorte qu'à la mort du Comte Chambord, les héritiers de la branche cadette des Bourbon (Orléans) eussent monté sur le Trône.

⁸³ *RF*, A3, n° 567, le 29 août 1873, p. 1 (les soulignements sont de nous).

⁸⁴ L. Dittrich, *op. cit.*, pp. 471-472.

⁸⁵ Là où le Comte Chambord avait sa résidence en Autriche.

sa chute, et il trouve dans la conspiration versaillaise des Français pour lui livrer la patrie.
[...] Henri V revient : les prêtres vont régner⁸⁶.

Dans cet extrait, nous pouvons observer un rappel du caractère transnational de la lutte à l'ultramontanisme que nous avons déjà vu dans les pages du journal et qui sera présent quelques années plus tard dans les discours politiques de Gambetta⁸⁷. Ensuite, le quotidien développait une idée déjà formulée dans son article du 29 août précédent, c'est-à-dire qu'en cas de restauration, la France eût servi les intérêts de la Papauté qui souhaitait rétablir son pouvoir temporel par la force. Ici, cette proposition se trouvait intimement associée, pour ainsi dire, non plus aux buts de guerre prêtés au pape, mais bien à une opposition entre le suranné et la modernité dans une logique oppositionnelle binaire propre au schéma discursif anticlérical de l'époque⁸⁸. Ce rejet du cléricalisme en dehors de la modernité se retrouvait également dans les discours de Gambetta que son journal publiait souvent intégralement. « Le cléricalisme, c'est le retour de la France vers l'ancien régime, et la France a rejeté l'ancien régime pour toujours »⁸⁹ déclara-t-il ainsi peu de temps après la chute de Thiers.

Encore une fois, nous pouvons voir l'appropriation discursive de la nation dans une rhétorique qui érigeait le cléricalisme en ennemi national. Toutefois, l'association royalisme/cléricalisme nous semble ici être un trait qui distingue le discours de *La République française*, car spécifique au contexte politique français de l'époque et propre aux objectifs très précis qui étaient ceux de ses rédacteurs. En tout état de cause, ce discours anticlérical que nous venons d'évoquer et qui s'est échafaudé dans le sillage des événements du *Kulturkampf* allemand⁹⁰ et de la crise politique latente en France au cours de l'automne 1873 trouva ici sa forme quasi définitive et apparaissait dans les pages du journal à la manière d'un leitmotiv.

Même après la restauration manquée et la publication du manifeste de Chambord dans l'*Union*, le journal persistait à faire de la question romaine un argument dans sa campagne contre le

⁸⁶ *RF*, A3, n° 696, le 7 octobre 1873, p. 1 (les soulignements sont de nous).

⁸⁷ *Supra*, pp. 75 et 83.

⁸⁸ L. Dittrich, *op. cit.*, p. 455.

⁸⁹ *RF*, A2, n° 595, le 27 juin 1873, p.2.

⁹⁰ *Supra*, chapitre II.

gouvernement de l'Ordre moral. Dans un article paru le 19 novembre 1873, la *RF* prit prétexte du discours du trône de Victor-Emmanuel II pour critiquer le gouvernement Broglie. Pour elle, le rapprochement germano-italien qui semblait s'y dessiner était attribuable aux ultramontains et à « ces ministres sans politiques [...] qui agissent au nom de la France »⁹¹. Dans les jours qui suivirent, le journal joignit sa voix à celle de l'*Univers* pour exiger du président Mac Mahon qu'il clarifie la politique du gouvernement à l'endroit de l'Italie⁹². Dans les pages du quotidien, nous aurons l'occasion de constater que la question romaine aura la vie longue.

De son côté, l'argument anticlérical au sujet de la place de la France en Europe ne se retrouvait pas seulement dans les pages de la *RF* lorsqu'il était question de défendre le régime républicain face aux monarchistes. La gauche gambettiste ne se limitait pas à en faire usage strictement pour les questions de politique étrangère non plus. On le retrouvait également dans les discussions parlementaires en matière d'éducation supérieure. Ainsi, lors du débat à l'Assemblée qui mena à l'adoption de la Loi du 12 juillet 1875 relative à la liberté de l'enseignement supérieur, aussi appelée la « Loi Laboulaye », les députés de la gauche républicaine n'ont eu de cesse de faire valoir que l'adoption de cette loi à laquelle ils s'opposaient aurait pu nuire aux relations diplomatiques de la France vis-à-vis de l'Allemagne et de l'Italie⁹³. Ainsi, l'un des principaux rédacteurs de la *RF*, Paul Challemel-Lacour insinua que l'adoption de cette loi n'était pas sage puisqu'elle donnait le signal à l'Europe que les Français étaient les « champions de l'ultramontanisme »⁹⁴. Privilégiant la liberté au sein d'une université qui serait un monopole d'État, les républicains craignaient que les congrégations religieuses, et particulièrement les jésuites, ne s'ingérassent dans l'enseignement supérieur⁹⁵. Après l'adoption en troisième lecture du projet de loi au mois d'août, *La République française* a elle aussi repris cet argument. Craignant l'isolement de la France, elle rapportait dans un article des propos attribués à l'ambassadeur d'Allemagne, le prince Hohenlohe-Schillingsfürst. « Si la loi [Laboulaye] est votée, je puis écrire à mon gouvernement de diminuer de 500,000

⁹¹ *RF*, A3, n° 739, le 19 novembre 1873, p. 3.

⁹² *RF*, A3, n° 743, le 23 novembre 1873, p. 2 ; *RF*, A3, n° 744, le 24 novembre 1873, p. 2

⁹³ Jean-Marc Guislin, « La liberté de l'enseignement supérieur en débat au début de la Troisième République (1870-1881) », *Revue du Nord*, 2012/1, no 394, p. 66.

⁹⁴ Cité par G. Goyau, *op. cit.*, t. 2, p. 117.

⁹⁵ Jean-Marc Guislin, *loc. cit.*, p. 62.

hommes. La France ne sera plus à craindre », aurait dit le diplomate d'après la *RF*⁹⁶. Encore une fois, les questions religieuses rejoignaient les questions politiques et il y a lieu de s'interroger si cette déclaration d'Hohenlohe n'avait pas été concertée avec Berlin.

L'historien Antoine Prost a décrit l'adoption de la loi sur la liberté de l'enseignement comme la dernière victoire du parti « clérical-légitimiste »⁹⁷. À ce sujet, la rédaction du quotidien n'en jugeait pas autrement. Pour la *RF*, « tout progrès de la faction ultramontaine est un affaiblissement positif pour le pays. Chaque victoire du cléricalisme diminue la France de la considération qui s'attachait en Europe à ses traditions libérales, et fortifie son adversaire naturel [l'Allemagne] de la défiance qu'inspire aux gouvernements et aux peuples la faction qui prétend la diriger »⁹⁸. Ainsi, les questions de politique extérieure devenaient des arguments pour défendre les positions opportunistes sur les questions intérieures. Si l'influence allemande dans la vie politique, intellectuelle et diplomatique française était déjà bien connue de l'historiographie, ici nous avons été à même d'avoir un aperçu de l'influence des événements dans le débat public en France.

3.3 L'anticléricalisme de Gambetta

Bien que sincères, les convictions anticléricales de Gambetta étaient beaucoup plus modérées que ce que le souvenir de la crise du Seize Mai a laissé⁹⁹. Loin d'avoir été un idéologue, il s'est avéré plutôt un homme politique pragmatique et c'est sous ce jour qu'il sied d'envisager son anticléricalisme¹⁰⁰. Ses convictions n'étaient pas antireligieuses, mais bien anticléricales et il faisait bien attention de faire la distinction entre la religion, notamment catholique, et le cléricalisme ou l'ultramontanisme.¹⁰¹ Ayant reçu une éducation primaire et secondaire marquée par le catholicisme, lors de ses études supérieures, Gambetta avait également subi l'influence de la philosophie positiviste d'Auguste Comte et en garda la conviction qu'il fallait défendre la liberté de pensée et

⁹⁶ *RF*, A5, n° 1377, le 23 août 1875, p. 2.

⁹⁷ Antoine Prost, *op. cit.*, p. 185.

⁹⁸ *RF*, A5, n° 1377, le 23 août 1875, p. 2.

⁹⁹ S. K. Foley et C. Sonderwine, *op. cit.*, p. 139.

¹⁰⁰ *Ibid.*, p. 156.

¹⁰¹ J. Grévy, *op. cit.*, p. 38.

l'avancement de la méthode scientifique face à l'obscurantisme¹⁰². Rebuté par les sympathies monarchistes du clergé et son opposition aux idées modernes, ce n'est qu'au début de sa vie adulte qu'il était devenu anticlérical¹⁰³.

Il est vrai que dans le Programme de Belleville qui avait mené à son élection au Corps législatif en 1869, Léon Gambetta s'était engagé à défendre la séparation de l'Église et de l'État et à laïciser l'enseignement, des idées bien radicales pour l'époque¹⁰⁴. Toutefois, ce programme était l'œuvre d'un comité électoral de Belleville, programme que le politicien républicain accepta par une profession de foi. Dans sa conception politique, l'acceptation de ce mandat de la part des électeurs de Belleville ne mettait pas en cause son autonomie en tant que député. Au contraire cette feuille de route, constamment retravaillée au gré des circonstances, était plutôt un horizon à accomplir dans une perspective de réformes progressives¹⁰⁵. Ainsi, bien que Gambetta ait persisté dans sa défense de l'éducation laïque, sous la Troisième République il renonça peu à peu à prioriser la séparation de l'Église et de l'État formulée dans le programme de Belleville¹⁰⁶. Dans une lettre à maîtresse, Léonie Léon, il contempla même l'idée d'un « mariage de raison avec l'Église » après l'élection de Léon XIII¹⁰⁷.

Dans les années subséquentes à la Guerre franco-prussienne, la perte de vitesse des idées gallicanes et l'insuccès du catholicisme libéral au sein de l'épiscopat français face à l'ultramontanisme renforçaient l'antagonisme entre l'anticléricalisme et le cléralisme en France du fait de l'absence d'une voie mitoyenne incarnée par une théologie plus libérale¹⁰⁸. À notre avis, cette polarisation politique n'était pas sans incidence sur les choix stratégiques des opportunistes. Tout au long de sa carrière politique, Gambetta cherchait constamment à attirer les modérés tout en ne perdant pas de

¹⁰² S. K. Foley et C. Sonderwine, *op. cit.*, p. 146.

¹⁰³ *Ibid.*

¹⁰⁴ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 59.

¹⁰⁵ Aude Dontenville-Gerbaud, « Le “ Programme de Belleville ” », dans Karim Fertikh, Mathieu Hauchecrone et Nicolas Bué (dir.), *Les programmes politiques : Genèses et usages*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 49-61, version numérique consulté le 12 juillet et le 5 août 2023.

¹⁰⁶ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 164.

¹⁰⁷ *LdGam*, n° 357, à Léonie Léon, le 20 février 1878.

¹⁰⁸ Allan Mitchell, *Victors and Vanquished... op. cit.*, p. 175.

vue ses objectifs républicains. Toutefois les idées contenues dans le Programme de Belleville auquel il souscrivit sous le Second Empire de même que la guerre à outrance qu'il conduisit contre les Prussiens durant l'épisode de la Défense nationale contribuaient à lui accoler une image radicale auprès des contemporains¹⁰⁹. Le dilemme politique dans lequel le politicien républicain se trouvait après les élections de février 1871 était le suivant : il devait paraître à la fois suffisamment modéré pour sembler en mesure d'accéder au gouvernement et suffisamment radical pour susciter l'adhésion de la gauche républicaine qui formait son principal soutien¹¹⁰.

Or, si bien des enjeux divisaient les républicains entre eux, la lutte au cléricalisme était une question qui les unifiait. Aux yeux de Gambetta, l'anticléricalisme s'avérait donc un outil utile pour préserver l'unité au sein du camp républicain¹¹¹. Cette unité était nécessaire pour que ceux-ci puissent vaincre les forces conservatrices et asseoir définitivement le régime. Face à des conservateurs faibles de leur division, les républicains étaient forts de leur unité. Par ailleurs, Gambetta était intimement convaincu que la société française avait : « le cléricalisme en horreur »¹¹². Ajoutons qu'à cette époque la pratique religieuse était déterminante dans les comportements électoraux en France. Là où la population était anticléricale, les appuis aux candidats républicains étaient plus élevés; inversement, les circonscriptions plus pratiquantes avaient plus tendance à voter pour les différentes factions conservatrices¹¹³.

De façon générale, les critiques virulentes de *La République française* à l'endroit de la religion catholique et du cléricalisme tranchaient avec une certaine modération de langage dans les discours politiques de Gambetta¹¹⁴. Nonobstant ce qui vient d'être dit, il faut souligner que l'homme politique a joué un rôle important dans le discours anticléricale de *La République française* malgré sa circonspection oratoire. À cet égard, sa correspondance est révélatrice. Après le passage de la loi sur la liberté d'enseignement supérieur à l'été 1875, il fit part de sa volonté d'ourdir une

¹⁰⁹ S. K. Foley et C. Sonderwine, *op. cit.*, p. 39.

¹¹⁰ A. Mitchell, *The German Influence ... op. cit.*, p. 73.

¹¹¹ S. K. Foley et C. Sonderwine, *op. cit.*, p. 146.

¹¹² *LdGam*, n° 226, à Arthur Ranc, le 16 décembre 1874.

¹¹³ S. K. Foley et C. Sonderwine, *op. cit.*, p. 144.

¹¹⁴ J. Grévy, *op. cit.*, p. 37.

campagne contre le cléricalisme à son ami Arthur Ranc, alors exilé en Belgique. « J'ai l'intention, déjà en partie mise à exécution », écrivit-il, « de faire dans le journal une campagne suivie contre les cléricaux, de démasquer leurs doctrines, et de montrer au pays, par l'exemple de la Belgique, vers quelle décadence la liberté de l'enseignement dirige la France », confia-t-il à son collaborateur¹¹⁵.

Antijésuite, Gambetta fit parvenir à plusieurs de ses amis journalistes des ouvrages sur l'ordre religieux afin d'étendre sa campagne de presse anticléricale aux journaux de province et au reste de la presse républicaine à Paris. « Vous lirez ces livres, vous verrez quel arsenal ils offrent pour la lutte quotidienne contre les entreprises audacieuses de l'esprit ultramontain »,¹¹⁶ écrivait-il à Gustave Masure, rédacteur au quotidien *Le Siècle*. Le même jour, il fit parvenir *Les Jésuites*, un livre écrit par Johann Huber (1830-1879) un professeur vieux-catholique de l'Université de Munich, au journaliste Eugène Ténor basé à Lille. Après en avoir fait l'éloge du manuscrit, Gambetta l'invita à en faire la promotion, car selon lui : « l'Europe march[ait] rapidement à une crise politique et religieuse dont les Jésuites [étaient] les plus redoutables antagonistes »¹¹⁷. Il faut souligner ici l'influence intellectuelle allemande dans l'antijésuitisme de la campagne orchestrée par Gambetta, une conséquence directement attribuable au *Kulturkampf* à notre avis. D'ailleurs, l'ouvrage d'Huber ne manqua pas d'être recensé dans les pages de la *RF*¹¹⁸. Dans ses lettres adressées à son ami Ranc, Gambetta se faisait même insistant pour obtenir des articles contre le jésuitisme et félicitait d'être suivi par toute la presse républicaine dans sa campagne anticléricale¹¹⁹.

En jetant un regard sur la correspondance de Gambetta, nous sommes à même de constater que pour lui la lutte au cléricalisme en France visait à sortir celle-ci de son isolement. Très conscient des objectifs de la politique de l'Empire allemand, il écrivit à son amie Juliette Adam que celui-ci : « a cherché et trouvé partout des points d'appui, des alliés, des complices, à Vienne, à Rome, à Berne, à Saint-Pétersbourg, à Washington, à Madrid; il resserre autour de nous le cercle de son

¹¹⁵ *LdGam*, n° 248, à Arthur Ranc, le 20 août 1875.

¹¹⁶ *LdGam*, n° 222, à Gustave Masure, le 3 décembre 1874.

¹¹⁷ *LdGam*, n° 223, à Eugène Ténor, le 3 décembre 1874.

¹¹⁸ *RF*, A5, n° 1251, le 18 avril 1875, p. 3.

¹¹⁹ *LdGam*, n° 249, à Eugène Ténor, le 30 août 1875.

investissement diplomatique; il nous accule sur un terrain sans issue, le cléricanisme, et nous réduit à n'être que le dernier Boulevard de la politique des Jésuites »¹²⁰. Selon lui, toutefois, l'instauration du suffrage universel, la consolidation des institutions républicaines et lutte à l'ultramontanisme allaient permettre à la France de regagner l'amitié des pays européens. Ainsi, après un voyage qui le mena en Italie, en Suisse, en Autriche et en Allemagne, Gambetta rapporta à Juliette Adam que les entretiens privés qu'ils avaient eus à l'étranger l'avaient renforcé dans cette conviction :

On ne tardera pas à nous faire des coquetteries. — Quand ? — juste au moment où nous aurons brisé le dernier obstacle qui nous sépare des sympathies universelles de l'Europe, quand nous aurons réduit la faction cléricale au silence d'abord, à l'impuissance ensuite. Ce sera l'œuvre du suffrage universel qui se prépare de tous côtés. Ce jour-là, on cessera de nous représenter comme l'épée du Vatican¹²¹.

Même si Gambetta se reconnaissait une parenté d'idée avec Bismarck en matière de lutte à l'ultramontanisme, pour lui le souvenir de la guerre était trop fort pour permettre un rapprochement franco-allemand. Il fallait selon lui plutôt reconstituer le concert européen contre l'Allemagne pour assurer la sécurité de la France¹²².

En somme, dans la perspective de Gambetta, la lutte au cléricanisme était certes une affaire de conviction, mais ce n'est pas là où se trouvaient les motifs de sa politique. À la lumière de sa correspondance, il faut interpréter l'anticléricanisme de sa propagande en fonction de sa vision en matière de politique étrangère qui rejoignait ses buts de politique intérieure que lui et son proche collaborateur Eugène Spuller s'étaient fixés au lendemain de la Commune : consolider la République en assurant l'unité et la discipline du camp républicain, garder une attitude modérée pour se présenter en parti de gouvernement¹²³. C'est dans le sillage de cette ligne politique qu'il s'érigea en commis voyageur de la République et c'est à cela que son journal servait¹²⁴. Nous avons pu observer que l'influence allemande sur l'idée républicaine se mesurait ici à la fois dans la

¹²⁰ *LdGam*, n° 205, à Juliette Adam, le 4 septembre 1874.

¹²¹ *LdGam*, n° 251, à Juliette Adam, le 5 octobre 1875.

¹²² *LdGam*, n° 300, à Juliette Adam, le 27 janvier 1877.

¹²³ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 143-144

¹²⁴ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 162

réaction et dans l'interprétation des événements du *Kulturkampf* que dans la volonté de contrer la diplomatie allemande qui en était issue.

3.4 Faire taire les évêques, respecter la liberté de presse

Après l'échec du projet de restauration fusionniste à l'automne 1873, Mac Mahon fut contraint de remanier le gouvernement issu de la majorité conservatrice à l'Assemblée. Cette situation était en partie le résultat de l'intervention personnelle du Comte Chambord qui ordonna à deux ministres légitimistes de démissionner et en partie attribuable au départ de Charles-Étienne Beulé et d'Anselme Batbie pour d'autres raisons¹²⁵. Ce remaniement permit l'arrivée de Louis Decazes à la tête du ministère des Affaires étrangères. Diplomate d'expérience qui avait servi à l'ambassade française à Londres d'abord sous la Monarchie de Juillet puis à nouveau comme ambassadeur en titre en 1873¹²⁶, Decazes connaissait bien la Grande-Bretagne. Il mena une politique pacifique visant à apaiser l'Allemagne et ne tarda pas à faire savoir à l'Europe que la France poursuivait son recueillement¹²⁷. La pression exercée par Berlin l'amena également à faire de la lutte à l'ultramontanisme un élément supplémentaire de sa politique d'apaisement.

Peu de temps après son entrée en fonction, Decazes se retrouva au cœur d'un incident diplomatique franco-allemand ayant pour toile de fond le *Kulturkampf*. Cet épisode impliquait les évêques des diocèses de Nancy, d'Angers et de Nîmes qui avaient fait publier des mandements ayant déplu au gouvernement allemand. Dans une lettre pastorale du 26 juillet 1873, M^{gr} Foulon, évêque de Nancy, avait demandé aux prêtres de son diocèse de prier pour le retour de l'Alsace-Lorraine à la France¹²⁸. Bien que Bismarck exigeât que des sanctions fussent infligées à l'évêque et que Broglie refusât¹²⁹, à partir du moment où la perspective d'une restauration monarchique paraissait s'éloigner, le chancelier allemand prit la décision de modérer les attaques de la presse allemande à l'endroit de l'évêque de Nancy¹³⁰. Toutefois, puisque le diocèse de Nancy se trouvait à cheval entre France et

¹²⁵ Gabriel de Broglie, *Mac Mahon*, Paris, Perrin, 2000, p. 273.

¹²⁶ G. Kreis, *op. cit.*, p. 105.

¹²⁷ Lettre circulaire de Decaze, citée par P. Guillen, *op. cit.*, p. 631.

¹²⁸ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 63.

¹²⁹ *Ibid.*

¹³⁰ Allan Mitchell, *The German Influence... op. cit.*, p. 100.

Allemagne, des complications diplomatiques étaient inévitables puisque l'article 6 du Traité de Francfort prévoyait que les deux pays devaient se concerter pour que les limites des diocèses annexés à l'Empire allemand en arrivent à coïncider avec les nouvelles frontières internationales. Cette situation n'était toujours pas réglée à la charnière des années 1873-74. Pour apaiser le gouvernement prussien, le ministre des Cultes adressa une correspondance privée à M^{gr} Foulon en novembre pour lui faire savoir qu'aux yeux du gouvernement français sa lettre avait heurté à juste titre le gouvernement allemand¹³¹.

Malgré tout, Berlin décida de poursuivre les prêtres qui avaient lu la lettre de l'évêque de Nancy du côté allemand du diocèse en vertu de la loi du paragraphe de la chaire¹³². La publication de nouveaux mandements des évêques d'Angers¹³³ et de Nîmes¹³⁴ dénonçant le *Kulturkampf* servit de prétexte pour une nouvelle campagne de la presse allemande contre l'épiscopat français¹³⁵. Du point de vue diplomatique, ces nouveaux mandements permirent à Bismarck de s'adonner à des manœuvres d'intimidation envers la France pour inciter son gouvernement à combattre l'ultramontanisme ainsi que pour tempérer toute velléité de revanche¹³⁶. Pour apaiser Berlin, le ministre des Cultes adressa une lettre circulaire confidentielle aux évêques¹³⁷. Néanmoins, Bismarck ne fut pas pleinement satisfait et aurait voulu que les évêques récalcitrants fussent poursuivis en vertu d'une loi datant de 1819. La suspension de l'*Univers* pour deux mois en janvier 1874 permit de résoudre cette crise diplomatique et fit taire la presse berlinoise¹³⁸.

Dans ce contexte, la réaction de *La République française* est intéressante, car elle présente un portrait contrasté qui témoigne à la fois des convictions anticléricales de ses rédacteurs et des ambitions pacifiques de leur vision de la politique étrangère, mais aussi de leur attachement à la liberté de presse, en toute cohérence avec ses principes républicains. De surcroît, elle permet aussi

¹³¹ DDF, 1^{ère} série, t. 1, n° 244, De Broglie à De Sayve, 19 novembre 1873, p. 276-277.

¹³² *Ibid.*

¹³³ On peut retrouver le texte de ce mandement dans l'*Univers* du 20 décembre 1873, n° 2365 p. 2.

¹³⁴ On peut retrouver des extraits de ce mandement dans l'*Univers* du 22 décembre 1873, n° 2367 p. 2.

¹³⁵ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 100.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 99.

¹³⁷ DDF, 1^{ère} série, t. 1, n° 257, Decazes à Gonteau-Biron, 5 janvier 1874.

¹³⁸ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 103.

de mieux saisir l'influence de la presse officieuse prussienne sur le rédacteur de la feuille opportuniste de même que le rôle que cette dernière joua auprès de l'opinion publique. Dans son premier-Paris du 24 décembre 1873, le quotidien républicain commentait longuement la situation entourant les mandements des évêques. La position frontispice de l'article témoignait de l'importance que la rédaction accordait à cette affaire. Pour *La République française*, les évêques avaient abusé de leur liberté et s'étaient illustrés par leur « zèle ultramontain » avec les mandements qu'ils avaient fait publier. Le journal gambettiste prit ainsi clairement le parti du gouvernement allemand sans jamais toutefois oser nommer l'Allemagne et jugeait : « urgent de faire cesser de tels excès », le tout pour assurer la paix en Europe et la bonne réputation de la France.

L'argument principal de la *RF* pour justifier sa position tenait à la position des évêques au sein de la société française. Si les prélats avaient été de simples citoyens, rien n'eût justifié que l'on se préoccupât de leurs propos selon elle. En revanche la *RF* affirmait que :

[u]n évêque est un grand personnage en France. Au point de vue qui nous occupe, c'est plus encore, un évêque est un haut fonctionnaire, et la raison politique, pas plus que le bon sens vulgaire, n'admettra jamais que des fonctionnaires, si haut [sic.] placés qu'ils soient, aient le droit de compromettre ainsi le gouvernement de leur pays, d'engager sa politique sans qu'ils encourent la plus grave des responsabilités¹³⁹.

Encore une fois dans son éditorial, le journal républicain faisait l'association entre le cléricalisme et le monarchisme. Cherchant à montrer à l'Europe que les ultramontains ne pouvaient prétendre parler au nom de la France, il écrivait que : « l'immense majorité des Français [était] persuadée que la restauration de la monarchie aboutirait au gouvernement des nobles et surtout des prêtres », un argument que nous avons déjà pu observer¹⁴⁰. Pour la *RF*, les mandements des évêques n'avaient aucune connotation religieuse et devaient être lus comme des manifestes politiques et selon elle toute intervention politique du clergé était tenue en horreur par les Français¹⁴¹. En somme, la question des mandements était une bonne occasion de réitérer les positions anticléricales et antimonarchistes du journal.

¹³⁹ *RF*, A3, n° 774, le 24 décembre 1872, p. 1.

¹⁴⁰ *Supra*, p. 88.

¹⁴¹ *RF*, A3, n° 774, le 24 décembre 1872, p. 1.

Dans les jours suivants, le quotidien républicain reproduisit des extraits d'article de la presse officielle allemande tantôt ironique, tantôt menaçants sans toutefois les commenter. À propos de la lettre circulaire confidentielle du ministre des Cultes aux évêques français¹⁴², la *Gazette d'Allemagne du Nord* ironisa sur la modération de la lettre¹⁴³. Le 5 janvier cette dernière adopta une posture plus inquiétante. La feuille officielle allemande affirmait que « [l]'épiscopat français ne doit pas se dissimuler que s'il parvient à exciter les passions de deux pays qui viennent de conclure un traité de paix, la guerre sur le terrain religieux amènera des complications sur le terrain politique, complications qui signifient la guerre »¹⁴⁴. La requête formulée dans l'article de la *Gazette d'Allemagne du Nord* était très claire : le gouvernement prussien s'attendait du gouvernement français qu'il empêchât les évêques de prêter leur concours à l'épiscopat allemand aux prises avec le *Kulturkampf*¹⁴⁵.

Le 8 janvier, *La République française* prit à nouveau position dans son premier-Paris. Au sujet de la lettre circulaire adressée aux évêques français, elle félicitait le ministre des Cultes sans hésiter, mais prit toutefois prétexte de la modération de langage de la lettre pour lancer une pointe contre le gouvernement Broglie, trop près du parti clérical à ses yeux¹⁴⁶. Après avoir dressé un portrait sociologique de la faction cléricale qu'elle estimait minoritaire, la *RF* s'employa à la décrédibiliser. Pour ce faire, elle énonça un chapelet d'« échecs » des cléricaux de l'Assemblée. Parmi ceux-ci figurait la restauration monarchique avortée de l'automne 1873, mais aussi celui de la propagande conservatrice à l'égard des *Kulturkämpfe*. Pour la *RF*, le parti clérical « a essayé d'irriter les passions religieuses à propos des conflits qui ont éclaté entre l'Église catholique et l'État en Allemagne, en Suisse, en Italie ; ses déclamations ne rencontrent que l'indifférence, quand elles ne provoquent pas de l'indignation »¹⁴⁷. À plusieurs reprises, l'éditorial insistait sur l'anticléricalisme de la population française, majoritaire selon elle et sur l'aspect marginal de la faction cléricale, mais aussi sur le fait que l'Europe avait connaissance de cette situation minoritaire. Elle conclut

¹⁴² Elle ne fut pas confidentielle, car le *Times* de Londres la reproduisit et *La République française* la publia à son tour dans son édition du 7 janvier.

¹⁴³ *RF*, A4, n° 783, le 2 janvier 1874, p. 3.

¹⁴⁴ *RF*, A4, n° 785, le 5 janvier 1874, p. 2.

¹⁴⁵ *Ibid.*

¹⁴⁶ *RF*, A4, n° 788, le 8 janvier 1874, p. 1.

¹⁴⁷ *Ibid.*

que pour assurer les bonnes relations avec les pays voisins, le gouvernement devait « ramener dans les limites de la prudence et de la loi, les évêques qui s'oublient », mais s'inquiéta que la circulaire du ministre des Cultes ne réussît guère à calmer la situation¹⁴⁸. Du point de vue du gouvernement allemand, la publication de cette lettre circulaire représentait une avancée à l'égard de ses objectifs qui étaient de prévenir la consolidation du gouvernement Broglie par l'alliance de celui-ci avec les forces cléricales¹⁴⁹.

Il faut ici souligner ici la parenté d'idée entre *La République française* et la *Gazette d'Allemagne du Nord*. Les deux feuilles demandaient l'intervention du gouvernement pour que les évêques modèrent leur propos et critiquaient la circonspection de la circulaire du ministre français des Cultes. Toutefois, en relativisant l'influence du parti clérical en France, le quotidien gambettiste nous semble avoir voulu s'adresser à un autre auditoire tout autre que son lectorat. Sachant que la rédaction du journal s'était donné pour mission de rassurer l'Europe à l'endroit de la politique extérieure française¹⁵⁰, nous sommes d'avis que c'est dans cette optique qu'il faut interpréter le discours du journal. S'appropriant à la fois les positions de la presse gouvernementale prussienne, la rédaction du journal nous apparaît avoir insisté sur l'anticléricalisme des Français de sorte de contrer la propagande allemande dans les autres pays d'Europe. Modérée à l'intérieur pour attirer l'électorat, la rhétorique républicaine paraît avoir adopté la même ligne de conduite pour rassurer les chancelleries européennes et contrer l'isolement de la France sur la scène internationale. En tout état de cause, les circonstances firent en sorte que la position du journal républicain servait bien les objectifs allemands par ses répercussions sur l'opinion publique. En revanche, il nous faut préciser que rien ne nous permet d'envisager que cette prise de position se soit faite de façon concertée avec les autorités allemandes. Nous sommes plutôt d'avis que l'attitude du quotidien opportuniste envers la propagande de la presse officieuse allemande était de s'approprier son anticléricalisme pour mieux contrer la perception qu'elle créait à l'étranger. En somme, il fallait contrer la politique d'isolement de la France voulue par Bismarck.

Malgré l'hostilité de *La République française* à l'endroit du gouvernement de Broglie, celle-ci

¹⁴⁸ *Ibid.*

¹⁴⁹ *GP*, vol. 1, n° 143, von Bülow à Arnim, le 11 Janvier 1874, p. 231.

¹⁵⁰ *Supra*, p. 85.

manifestait toutefois son soutien envers la politique étrangère de Decazes à deux reprises durant les tensions franco-allemandes au sujet des évêques¹⁵¹. Dans un article paru en première page de son édition du 19 janvier 1874, la feuille républicaine donna sa position en prévision d'une interpellation parlementaire du député légitimiste Jean-Marie du Temple au sujet des relations diplomatiques avec l'Italie¹⁵². Attribuant l'affaiblissement du prestige international de la France en partie à l'instabilité politique inaugurée par la Révolution française, le journal de Gambetta croyait qu'il fallait accepter ses conséquences, et consolider l'ordre constitutionnel plutôt que de « vivre d'expédients », comme *La République française* le reprochait aux régimes qui s'étaient succédé en France depuis le Consulat. Pour elle, seule la voie républicaine permettrait au pays de reprendre son essor¹⁵³. Sans le commenter directement, l'article de la *RF* mentionnait dès ses premières lignes une note de la *Gazette d'Allemagne du Nord* qu'il fallait considérer comme la position du gouvernement allemand. Encore une fois, cette note se faisait menaçante à l'endroit du gouvernement français dans le sillage de l'affaire des évêques. Nous citons :

Un gouvernement français qui s'abaisserait à servir la politique cléricale de Rome serait pour nous, non pas comme gouvernement français, mais comme satellite de Rome, un gouvernement hostile, avec lequel nous ne pourrions pas vivre en paix. C'est pourquoi nous observons avec la plus vive attention la conduite des évêques français qui, en prenant parti, d'une manière imprudente ou réfléchie, pour les prêtres rebelles de notre pays, contribuent à amener entre la France et nous une rupture que nous ne désirons pas¹⁵⁴.

Cette note fut d'ailleurs reproduite par plusieurs autres quotidiens parisiens. Dans ce contexte, il n'est guère surprenant que la réponse de Decazes à l'interpellation du député du Temple causât une grande satisfaction aux rédacteurs de *La République française*, compte tenu du pacifisme républicain en matière de politique extérieure. La feuille républicaine jugeait tout à fait louables les intentions pacifiques formulées par le ministre des Affaires étrangères à l'endroit de l'Italie et la reconnaissance implicite de la déchéance du pouvoir temporel du pape. De surcroît, elle applaudissait dans son éditorial le rejet du cléricalisme formulé par Decazes :

¹⁵¹ *RF*, A4, n° 799, le 19 janvier 1874, p. 1.

¹⁵² Membre de la Réunion des Chevaux-léger. Voir Rainer Hudemann, *Fraktionsbildung im Französische Parlament. Zur Entwicklung des Parteiensystems in der frühen Dritten Republik (1871–1875)*. München, Artemis Verlag, 1979, p. 421.

¹⁵³ *Ibid.*

¹⁵⁴ *Gazette d'Allemagne du Nord*, traduit et cité par la *RF*, A4, n° 799, le 19 janvier 1874, p. 2.

M. le ministre des Affaires étrangères a parlé comme il convenait de l'agitation factice et bruyante créée depuis quelque temps par les ultramontains. Son langage, sec et dédaigneux, ôtera, sans doute, aux agitateurs l'envie de continuer leur campagne. Il n'était pas trop tôt de signifier à la France et à l'Europe le divorce nécessaire du gouvernement avec la faction cléricale¹⁵⁵.

Toutefois, la rédaction du journal aurait voulu que la position du ministre fût sanctionnée par un vote de l'Assemblée afin d'envoyer un signal encore plus fort à l'étranger¹⁵⁶. L'appui de la *RF* à la politique de Decazes visant à faire taire les évêques dans le sillage de cet épisode tendu des relations diplomatiques franco-allemandes rejoignait ici tant ses convictions anticléricales, que ses objectifs de politique étrangère et de politique intérieure.

La suspension de *L'Univers*, une décision prise à la demande expresse de Decazes pour désamorcer les tensions avec Berlin¹⁵⁷, fut en revanche moins bien accueillie par *La République française*. Pour la rédaction du journal, la liberté de presse était une valeur cardinale; elle le démontra à maintes occasions non seulement lorsque la feuille ultramontaine fut suspendue en France, mais aussi lorsque des journaux cléricaux ont été interdits ou censurés en Allemagne. C'est un article du 19 janvier 1874 dans lequel *L'Univers* avait vigoureusement défendu la liberté d'expression des évêques français qui servit de prétexte à son interdiction. À l'instar de *La République française* et d'autres journaux français, le quotidien ultramontain avait reproduit l'article de la *Gazette d'Allemagne du Nord* évoqué plus haut. Toutefois, dans deux éditoriaux, Louis et Eugène Veuillot s'en servirent pour critiquer le *Kulturkampf* de Bismarck¹⁵⁸. Pour les rédacteurs de *L'Univers*, l'article de la feuille prussienne démontrait que « l'archichancelier » cherchait à éteindre son action « persécutrice » à l'endroit des catholiques allemand à la France¹⁵⁹. C'en était trop pour Berlin et pour Decazes.

Dans les jours suivant la suspension de *L'Univers*, *La République française* publia un éditorial contre la décision du gouvernement. Même si le journal républicain considérait la feuille cléricale

¹⁵⁵ *RF*, A4, n° 802, le 22 janvier 1874, p. 1.

¹⁵⁶ *Ibid.*

¹⁵⁷ Allan Mitchell, *The German Influence in France ... op. cit.*, p. 103.

¹⁵⁸ *L'Univers*, n° 2393, le 19 janvier 1874, p. 1.

¹⁵⁹ *Ibid.*

comme son adversaire principal, rien ne justifiait sa suspension en vertu de l'état de siège. « *L'Univers* représente dans notre pays une opinion qui, comme toutes les autres, a le droit de parler et d'être entendue » écrivait la *RF* avant d'ajouter que ce n'était pas « en frappant la presse qu'on [pourrait] contenir le zèle ultramontain »¹⁶⁰. Pour la feuille gambettiste, les « complications diplomatiques » invoquées pour interdire la publication de Louis Veillot aurait pu se résoudre par la voie diplomatique plutôt que par la censure¹⁶¹. Le journal de Gambetta était plutôt d'avis que pour mettre fin à la crise, il fallait que le gouvernement fasse une déclaration ferme signifiant au monde sa rupture avec le cléricalisme. Encore une fois, le quotidien républicain s'appliqua d'ailleurs à minimiser l'influence cléricale au sein de la population française. Pour lui l'ultramontanisme faisait certes mal paraître le pays aux yeux du reste de l'Europe, mais il était aussi envisagé comme une menace par les Français. En somme, on peut résumer l'attitude de *La République française* lors de tensions diplomatiques franco-allemandes entourant les mandements des évêques à cette maxime : faire taire les évêques, respecter la liberté de presse.

3.5 La fausse alarme de 1875

L'affaire des mandements des évêques et la suspension de *L'Univers* n'ont été que le premier épisode d'une série de manœuvres d'intimidation de Bismarck à l'endroit des dirigeants français qui s'étaient installés au pouvoir après la chute de Thiers¹⁶². Pour le chancelier allemand, le gouvernement de l'Ordre moral représentait une menace quant à la réalisation de son objectif d'isoler la France¹⁶³. Mac Mahon lui apparaissait plus fort et davantage en mesure de forger des alliances que son prédécesseur et son soutien républicains¹⁶⁴. Bismarck pratiquait alors une politique de la douche froide envers le gouvernement français qui se caractérisait par la fabrication de crises diplomatiques ayant pour but de refroidir tout désir de revanche. Il s'agissait de contraindre le gouvernement français à se soumettre à sa volonté¹⁶⁵. Nous avons déjà exploré le traitement de l'une de ces crises par *La République française* dans la section précédente avec

¹⁶⁰ *RF*, A4, n° 801, le 21 janvier 1874, p. 1.

¹⁶¹ *Ibid.*

¹⁶² P. Guillen, *op. cit.*, p. 631-2.

¹⁶³ James Stone, *The War Scare of 1875*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010, p. 86.

¹⁶⁴ O. Pflanze, *op. cit.*, p. 262.

¹⁶⁵ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 99.

l'affaire des mandements des évêques. Dans cette section, nous verrons que le journal de Gambetta adopta une posture significativement différente lors de la fausse alarme de 1875 qu'au cours de l'épisode des lettres pastorales.

C'est tandis que le *Kulturkampf* atteignit son apogée avec l'application du mariage civil obligatoire et le vote de la loi de la corbeille de pain qu'eut lieu la fausse alarme de 1875¹⁶⁶. Au printemps, la conjoncture économique et militaire amenait les deux puissances à tendre de plus en plus vers l'équilibre, ce qui était une source d'inquiétude pour l'Allemagne¹⁶⁷. Cette dernière menaçait la France d'une guerre préventive par le biais de la presse. Le motif évoqué était les efforts qu'elle consacrait au relèvement de ses capacités militaires. En dépit des pressions qu'il exerça, Bismarck n'eut toutefois jamais l'intention réelle de se lancer dans une guerre lors de cette crise¹⁶⁸. Selon l'historien James Stone, un autre motif que le réarmement français le poussait à nourrir les tensions entre les deux pays. Au mois de mars 1875, plusieurs rapports de l'ambassadeur allemand à Paris, Clovis Hohenlohe-Schillingfürst, indiquaient que le parti orléaniste œuvrait à faire nommer le duc d'Aumale¹⁶⁹ au Sénat dans l'optique que celui-ci pût succéder à Mac Mahon à la présidence. Qui plus est, ces rapports indiquaient que Gambetta aurait été prêt à appuyer la nomination du duc d'Aumale à la chambre haute pour des raisons essentiellement tactiques. Aux yeux du chancelier allemand, la perspective de cette nomination au Sénat ouvrait la voie à une restauration monarchique, un scénario intolérable au vu de ses objectifs de politique étrangère¹⁷⁰. D'après Stone, c'était dans le but de donner un électrochoc aux leaders et à l'électorat républicain que Bismarck provoqua la campagne de presse à l'origine fausse alarme de 1875. L'objectif à court terme était

¹⁶⁶ En français, plusieurs appellations de cet épisode existent, mais aucune ne semble véritablement s'être imposé. On parle souvent de la « Crise de 1875 ». Robert Demoulin l'appelait : « l'Alerte de 1875 ». Plus récemment, Mareike König et Élise Julien désignaient cet événement comme la « crise de guerre en vue », mais cette dernière nous semble être une traduction un peu trop littérale de la désignation allemande, *Krieg-in-Sicht-Krise*. En anglais on la désigne comme « the 'War-in-Sicht' crisis » ou encore « The War Scare of 1875 ». René Girault parle quant à lui de « la fausse alarme de 1875 ». C'est sur cette dernière formulation que notre choix de porte.

¹⁶⁷ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 145 ; R. Girault, *op. cit.*, p. 134.

¹⁶⁸ O. Pflanze, *op. cit.*, p. 272.

¹⁶⁹ Henri d'Orléans, duc d'Aumale (1822-1897) officier militaire, politicien et homme de lettres français, il était le quatrième fils du roi Louis Philippe I^{er} et frère cadet du Comte de Paris, le prétendant orléaniste au Trône de France. Reçu à l'Académie française en 1871, au cours de la période qui nous occupe il détenait plusieurs investissements dans des journaux français, notamment dans *Le Temps*. De 1871 à 1876, il était député à l'Assemblée. Le duc d'Aumale était lié d'amitié avec Gambetta.

¹⁷⁰ J. Stone, *op. cit.*, p. 197.

d'éviter l'instauration d'une « République Aumalienne » et à plus longue échéance de mettre un terme au pouvoir de Mac Mahon et de la majorité monarchiste ainsi que de renforcer les républicains par le fait même.¹⁷¹

Dans sa perspective des affaires européennes, Bismarck craignait également que les intrigues politiques en Autriche-Hongrie visant à mettre fin au dualisme austro-hongrois ne causassent la chute du comte Andrassy, alors ministre des Affaires étrangères en poste à Vienne, ce qui aurait pu s'avérer nuisible aux intérêts vitaux de l'Empire allemand en raison de l'anticléricalisme de l'homme d'État hongrois qui en faisait un atout pour lui dans sa lutte contre le Vatican¹⁷². Dans ses mémoires, l'homme d'État prussien évoquait la crainte que lui inspirait la possibilité d'une coalition franco-autrichienne qui aurait pu naître à la suite d'une restauration de la monarchie en France. De son point de vue, la défense du catholicisme aurait pu servir de prétexte à une guerre de revanche des deux puissances qui avaient pâti des guerres d'unification allemandes¹⁷³. Il semble qu'il ne fut pas le seul à contempler cette idée. Dans sa correspondance privée avec Juliette Adam, tout en faisant abstraction de la question religieuse et de celle du régime, Léon Gambetta avait lui aussi évoqué la possibilité d'une telle coalition tournée contre l'Allemagne¹⁷⁴.

Les initiatives françaises en matière de réarmement donnèrent lieu de prétexte à Bismarck pour agir. À la fin du mois de janvier 1875, il avait été alarmé par la réception de rapports secrets qui l'informait que le gouvernement français avait ordonné l'impression de billets de 20 francs pour une valeur totale de 600 millions¹⁷⁵. Puis, au début février, on l'informa que le gouvernement français entreprenait des démarches pour importer 10 000 chevaux à usage militaire en provenance d'Allemagne, ce qui l'amena à décréter un embargo sur l'exportation de chevaux vers la France¹⁷⁶. Du côté français la décision d'interdire les exportations de chevaux était interprétée comme le prélude à une intervention militaire allemande¹⁷⁷. Le 13 mars, l'Assemblée adoptait la « loi des

¹⁷¹ *Ibid.*, pp. 2470,; 339.

¹⁷² *Ibid.*, p. 185.

¹⁷³ Otto von Bismarck, *Gedanken und Erinnerungen*, New York et Stuttgart, Cotta, 1898, p. 513.

¹⁷⁴ *LdGam*, n° 300, le 27 janvier 1877.

¹⁷⁵ A. Mitchell, *The German Influence ... op. cit.*, p. 124.

¹⁷⁶ J. Stone, *op. cit.*, pp. 189-190.

¹⁷⁷ R. Poidevin et J. Bariéty, *op. cit.*, p. 117.

cadres » qui réorganisait le fonctionnement de l'armée française et qui venait compléter l'œuvre législative de relèvement militaire entreprise après la paix de Francfort¹⁷⁸.

L'adoption de cette loi aggrava les tensions entre Paris et Berlin. Au plus haut niveau de l'État allemand on prêtait des intentions belliqueuses à Mac Mahon et aux monarchistes aux affaires à Versailles. Ainsi, lors d'une réception à Berlin, Moltke¹⁷⁹ affirma que cette loi augmentait l'effectif théorique de l'armée française de 144 000 hommes. Par ailleurs, l'isolement diplomatique relatif dans lequel se trouvait l'Allemagne au printemps 1875 renforçait l'inquiétude à Berlin¹⁸⁰. En parallèle des relations franco-allemande, dans le courant de l'année 1874 et jusqu'au printemps 1875, le chancelier allemand déployait des efforts importants afin d'internationaliser son *Kulturkampf*. Ce faisant, il croyait pouvoir trouver un terrain d'entente avec les États aux prises avec des problèmes internes en raison de l'influence du clergé sur les populations catholiques, notamment la Russie qui devait composer avec une importante minorité catholique polonaise¹⁸¹. Ces tentatives se sont avérées infructueuses¹⁸². Certains historiens ont également vu dans cette volonté d'internationalisation du *Kulturkampf* une stratégie comparable au *containment* pendant la Guerre froide dans cette tentative de contrer l'influence française dans les États catholiques limitrophes¹⁸³. Il s'agissait d'utiliser la lutte à l'ultramontanisme comme un outil idéologique visant à combattre le catholicisme dans les pays voisins de la France pour contenir l'influence de cette dernière.

Au début d'avril 1875, un rapport en provenance d'un agent de renseignement autrichien signalant un changement de gouvernement simultané à Paris et à Vienne dans une direction hostile à l'Empire allemand poussa Bismarck à ourdir la crise diplomatique¹⁸⁴. Comme ce fut très souvent le cas au cours de sa carrière, il se servit de la presse afin de faire avancer son agenda diplomatique. Ainsi, il fit publier trois articles qui agirent comme éléments déclencheurs de la fausse alarme de

¹⁷⁸ *Ibid* ; J. Janorschke, *op. cit.*, p. 140-144.

¹⁷⁹ Helmuth Karl Bernhard von Moltke, né en 1800 et décédé en 1891 était chef de l'état-major allemand.

¹⁸⁰ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 13.

¹⁸¹ *Ibid.*, p. 60.

¹⁸² *Ibid.* p. 81.

¹⁸³ J. Stone, *op. cit.*, pp. 86-88.

¹⁸⁴ *Ibid.*, p. 211.

1875. Le premier parut dans la *Gazette de Cologne*, le 5 avril 1875, le deuxième dans *Die Post* le 9 avril¹⁸⁵ et le troisième le lendemain dans la *Gazette d'Allemagne du Nord*¹⁸⁶. La responsabilité de Bismarck à l'égard de la publication de l'article du *Post* est encore discutée à ce jour, mais pour les deux autres elle ne fait pas de doute¹⁸⁷. Pour notre part nous sommes d'avis que l'implication de l'homme d'État prussien est indéniable en raison de l'importance de la presse dans son action politique, tant à l'extérieur qu'à l'intérieur¹⁸⁸. En effet, le ministère des Affaires étrangères allemand (*Auswärtiges Amt*) disposait d'une section de la presse dont l'objet était d'influencer les journaux dans le sens des intérêts allemands. Bismarck entretenait également des relations informelles avec plusieurs journalistes par le biais de soirées mondaines qui visaient à influencer le contenu des articles par le truchement de ses discussions avec les nouvellistes. L'auteur de l'article du *Post*, Constantin Rößler, faisait partie de ces cercles et entretenait des liens très étroits avec l'homme d'État prussien¹⁸⁹.

¹⁸⁵ Plusieurs historiens l'ont faussement daté du 8 avril, confondant ainsi la date de rédaction et la date de publication.

¹⁸⁶ R. Poidevin et J. Bariéty, *op. cit.*, p. 117.

¹⁸⁷ *Ibid.*

¹⁸⁸ James Stone et Johannes Janorschke s'opposent sur ce point. En ce qui concerne l'article du *Post*, Stone prend appui sur les archives diplomatiques et souligne que plusieurs éléments qui figuraient dans l'article de Rößler ont été dits presque mots à mots par Bismarck à l'ambassadeur russe à Berlin, Paul Oubril, lors d'entretiens privés. Stone en déduit que le chancelier allemand aurait également eu des conversations secrètes avec le journaliste étant donné la similitude du discours. Bien que Bismarck se soit déclaré « surpris » par la publication de l'article du 9 avril dans le *Post* dans une correspondance qu'il envoya à Hohenlohe, l'historien canadien privilégie la thèse de la duplicité du chancelier allemand. Selon lui, la malhonnêteté du chancelier s'expliquait par la nécessité de cacher certains aspects de sa politique étrangère à Guillaume I^{er} qui manifestait des sympathies pour les monarchistes en France. Puisque l'ambassadeur d'Allemagne était avant tout le représentant du chef de l'État, et non de celui du gouvernement, Bismarck aurait là tenté de couvrir ses traces. D'autant que la publication de plusieurs documents privés ou secret dans les journaux durant le procès d'Arnim en 1874 avait lieu d'inciter le chancelier allemand à la prudence. Ainsi, les documents divulgués lors de ce procès ont fait connaître à toute l'Europe la préférence marquée du chancelier pour la forme républicaine en France et l'intention derrière celle-ci : isoler et contenir la France. Selon Stone, il y aurait donc une distinction très nette entre ses directives verbales et ses instructions verbales. Ce sont de ses dernières dont il faudrait tirer le sens véritable de la politique bismarckienne lors de la fausse alarme de 1875 selon lui. Vu sous cet angle, les trois articles de presses que nous avons mentionnés plus haut reflèteraient donc la pensée véritable de Bismarck. Il faudrait aussi envisager le limogeage de Ludwig Aegidi par Bismarck en mai 1875, de toute manière inévitable selon Stone, comme une façon pour le chancelier de se distancer de la presse gouvernementale en vue de restaurer sa propre crédibilité. Contrairement à Otto Pflanze qui suggère que la santé physique et mentale de l'homme d'État prussien aurait été à la source de son offre de démission à la fin de la fausse alarme de 1875, Stone voit plutôt le geste comme une ruse visant à consolider sa position. Voir J. Stone, *op. cit.*, pp. 217-224, pp. 298-304 et p. 270 ainsi que Winfried Baumgart dans le même ouvrage à la p. 10 de même que O. Pflanze, *op. cit.*, p. 272.

¹⁸⁹ J. Stone, *op. cit.*, pp. 44-45.

L'article la *Gazette de Cologne* du 5 avril a été remis à la rédaction du journal par le chef de la section de la presse de la Wilhelmstraße¹⁹⁰. Ici, l'implication de Bismarck est attestée. Prenant la forme d'une correspondance fictive en provenance de Vienne, le texte mettait en garde les lecteurs contre une éventuelle coalition de la France, de l'Italie, de l'Autriche et du pape contre l'Allemagne¹⁹¹. Concernant la France, l'article abordait surtout le vote de la loi des cadres et prêtait des intentions belliqueuses à Gambetta et aux conservateurs français¹⁹². « Avec cet étrange rapprochement des conservateurs français et de Gambetta », pouvait-on lire dans la *Gazette de Cologne* : « hormis leur aversion commune envers le bonapartisme, aucun *trait d'union*¹⁹³ n'est envisageable que celui de la guerre de revanche »¹⁹⁴. *La République française* ne reproduisit jamais l'article de la *Gazette de Cologne* non plus qu'elle le commenta. Plus intéressant encore a été son traitement de l'article de *Die Post*.

La publication de l'article « *Ist der Krieg in Sicht ?* » (La guerre est-elle en vue?) de Constantin Rößler dans la *Post* du 9 avril 1875 généra une impression beaucoup plus forte parmi chancelleries européennes de même qu'au sein de la presse internationale. Cette impression fut renforcée par la proximité bien connue des contemporains entre *Die Post* et la section de la presse de l'*Auswärtiges Amt*. Organe des conservateurs libres (*Reichspartei*),¹⁹⁵ la feuille officielle était considérée comme le porte-voix de Bismarck, particulièrement en matière de politique étrangère¹⁹⁶. Dans cet article dont nous reproduisons intégralement une version française parue dans *Le Temps* en Annexe D, l'auteur prêtait des intentions belliqueuses à Mac Mahon et aux cercles militaires français. D'après Rößler, les conservateurs français cherchaient à instituer une Triple France-Italie-Autriche contre l'Allemagne sous l'égide du pape. Dans cette optique, l'auteur interprétait les réformes militaires comme une préparation à une guerre de revanche qui aurait vraisemblablement permis à un

¹⁹⁰ *Ibid.*, p. 212.

¹⁹¹ « Neue Allianzen », *Gazette de Cologne [Kölnische Zeitung]* (éd. du lundi 5 avril 1875, n° 94, deuxième feuille).

¹⁹² Stone extrapole en parlant des orléanistes, mais dans l'article il est plutôt fait mention des conservateurs.

¹⁹³ En français dans le texte.

¹⁹⁴ *Ibid.* Notre traduction. « *Bei der eigenthümlichen Annäherung der französischen Conservativen an Gambetta ist, abgesehen von beiderseitiger Abneigung gegen den Bonapartismus, kein andere trait d'union denkbar, als der Revanchekrieg* ».

¹⁹⁵ Nommé *Freikonservative Partei* de 1867 à 1871.

¹⁹⁶ J. Stone, *op. cit.*, p. 215-216.

prétendant orléaniste de monter sur le trône de France avec l'assentiment de l'armée en cas de victoire militaire. De la même façon, la lettre du Comte Chambord parue dans *L'Union* était interprétée comme une manœuvre qui avait pour but d'empêcher le déclenchement immédiat d'une guerre contre l'Allemagne pour gagner du temps. Enfin, l'auteur disculpait les républicains de toutes velléités guerrières et expliquait leur alliance avec les orléanistes pour le vote des lois constitutionnelles comme une façon de consolider la légitimité légale de la République et de forcer Mac Mahon à s'y soumettre, tout en repoussant davantage l'éventualité d'un coup d'État bonapartiste qu'une situation de désordre politique aurait pu faciliter¹⁹⁷. Pour James Stone, l'article de Rößler était, « une arme, qui pouvait potentiellement être utilisée par les chefs républicains français contre leurs adversaires conservateurs, puisqu'elle présentait ouvertement les monarchistes comme une menace à la paix »¹⁹⁸.

Nous avons vu lors des crises précédentes et sur la question romaine que le journal de Gambetta n'hésitait jamais à se prévaloir de cette arme. Même lorsque la presse officieuse prussienne menaçait ouvertement la France d'une réponse militaire dans l'affaire des mandements des évêques, il n'hésita pas à reproduire des articles belliqueux des feuilles bismarckiennes. Pourtant, *La République française* n'en fit pas usage lors de la fausse alarme de 1875. Étonnement, le quotidien opportuniste affecta même de ne pas accorder d'importance aux propos de la *Post*. Contrairement au *Temps* qui reproduisit l'article, *La République française* choisit de ne point le faire¹⁹⁹. Plutôt que de reproduire et d'amplifier les messages de Berlin comme elle le fit précédemment, plutôt que d'associer les monarchistes à la guerre en récupérant les thèmes du discours anticlérical, cette fois-ci elle s'affaira plutôt à faire baisser les tensions et à décrédibiliser les thèses de l'article. Rempli d'« assertions fausses » et d'« arguments erronés » et de considérations « fantaisistes », l'article n'était aux yeux du journal de Gambetta qu'une « tentative malheureuse pour rejeter sur [la France] la mauvaise humeur qu'on éprouv[ait] en Prusse de n'avoir pu entraîner l'Autriche et l'Italie dans la lutte acharnée contre la Papauté ».

¹⁹⁷ Constatin Rößler, « *Ist der Krieg-in-Sicht?* », dans Reiner Pommerin et Reiner Marcowitz, *Quellen zu den deutsch-französischen Beziehungen 1815-1919*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997, pp. 187-190.

¹⁹⁸ Notre traduction : « *a weapon, which French republican leaders could potentially use against conservative opponents, since it openly labelled the monarchists as a danger to peace* ».

¹⁹⁹ *RF*, A5, n° 1245, 12 avril 1875, p. 2.

Bien qu'elle s'occupât de réfuter certains éléments de l'article de *Die Post*, *La République française* ignore complètement les propos de la feuille officieuse au sujet des républicains français. Elle s'efforçait plutôt de nier que les intentions belliqueuses prêtées au gouvernement Buffet. « La France n'est occupée que de son relèvement; et il n'existe à l'Assemblée aucun parti qui soit celui de la guerre », écrivait la *RF* avant d'ajouter que « si la France avait à chercher des alliés, elle n'irait pas les prendre sur la recommandation du Vatican, tant qu'elle sera en République »²⁰⁰. Des trois articles, celui publié dans la *Gazette d'Allemagne du Nord*, il ne fut pas relevé par le quotidien républicain.

Ici, nous sommes à même de constater que le journal de Gambetta demeurait fidèle à la ligne éditoriale pacifiste qu'il s'était fixée dès ses débuts. À l'exception d'une attention soutenue à la presse anglaise dont elle reproduisit sans commentaires plusieurs articles défavorables à l'Allemagne²⁰¹, la *RF* affectait d'ignorer les tensions diplomatiques entre Paris et Berlin. De son côté, le correspondant basé à Dresde avait sa propre interprétation de la campagne de presse de Bismarck. Selon lui, au sein des milieux politiques saxons l'agitation de la presse officieuse et des journaux nationaux-libéraux entourant la loi des cadres et la note prussienne au gouvernement belge était vue comme une façon de préparer les esprits à une intensification du *Kulturkampf*²⁰². Dans cette perspective, la modification de la constitution prussienne par l'abrogation de certaines dispositions à l'égard de la liberté religieuse avait pour but « de détruire d'un coup l'organisation de l'Église catholique romaine » et de paver la voie à l'interdiction de toutes les congrégations religieuses²⁰³.

Jusqu'à la fin de la crise diplomatique, le quotidien républicain s'efforça de dédramatiser les tensions entre Paris et Berlin. Dans son édition du 18 avril, *La République française* publia une correspondance de l'officiuse *Gazette d'Allemagne du Nord* en provenance de Paris qui niait les allégations de l'article alarmiste publié dans la *Post* du 9 avril ainsi que toutes intentions belliqueuses de la part de l'Allemagne. Le journal proche de Bismarck rejetait également toute

²⁰⁰ *Ibid.* Nos soulignements.

²⁰¹ *RF*, A5, n° 1246, 13 avril 1875, p. 2.

²⁰² *RF*, A5, n° 1252, 19 avril 1875, p. 2.

²⁰³ *Ibid.*

association entre la jeune République et le cléricanisme²⁰⁴. Le 10 mai, elle répétait que, « la France ne songe[ait] pas à la guerre » et s'appuyait sur une revue de presse de plusieurs journaux d'Europe pour désamorcer les rumeurs d'un affrontement militaire imminent²⁰⁵. Elle reproduisit même un article de la *Gazette de Cologne* tenant pour invraisemblable l'idée selon laquelle la France méditait une guerre de revanche²⁰⁶.

La fausse alarme de 1875 trouva son dénouement par l'intervention des puissances européennes. La Grande-Bretagne et la Russie ne voulaient pas d'un autre abaissement de la puissance française²⁰⁷. À cet égard, la visite du tsar Alexandre II et de son ministre des affaires étrangères, le prince Gortchakov, à Berlin au début mai 1875, joua un rôle déterminant²⁰⁸. Si la fausse alarme de 1875 est restée dans les annales de l'histoire diplomatique, elle n'a pourtant occupé qu'une place limitée dans le traitement de l'actualité par *La République française* au moment où elle eut lieu. À cet égard, la modération du quotidien opportuniste ne tranchait pas significativement de l'attitude que la presse française adopta en général durant cette crise²⁰⁹. Le 17 mai, alors que tout danger de guerre semblait écarté, le journal célébrait dans son premier-Paris l'intervention pacificatrice du tsar, une « victoire de la diplomatie russe », d'après ses rédacteurs²¹⁰. Il vaut la peine ici de citer *in extenso* les premières lignes de cet éditorial, car elles permettent de bien saisir l'attitude du quotidien républicain tout au sujet de la fausse alarme de 1875 :

Toutes les nouvelles qui arrivent d'Allemagne confirment dans les esprits avisés et rassis la conviction que la paix européenne, à supposer qu'elle ait (sic.) jamais été en péril, est aujourd'hui complètement raffermie et pour longtemps. On connaît notre opinion au sujet des rumeurs qui ont couru. Nous persistons à croire que l'on a fort exagéré l'importance de certaines communications faites à la presse anglaise, au *Times* notamment. Il n'y avait là que des articles à sensation, et rien de plus²¹¹.

²⁰⁴ *RF*, A5, n° 1251, 18 avril 1875, p. 2.

²⁰⁵ *RF*, A5, n° 1273, 10 mai 1875, p. 1.

²⁰⁶ *RF*, A5, n° 1273, 10 mai 1875, p. 2.

²⁰⁷ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 52.

²⁰⁸ R. Girault, *op. cit.*, p. 134.

²⁰⁹ E. Malcolm Carroll, *French Public Opinion and Foreign Affairs 1870-1914*, Hamde, Archon Books, 1964 [1931], p. 56.

²¹⁰ *RF*, A5, n°1280, le 17 mai 1875, p. 1.

²¹¹ *RF*, A5, n° 1280, le 17 mai 1875, p. 1.

Ici *La République française* faisait référence à l'article intitulé « A French "Scare" » paru dans le Times de Londres dans son édition du 6 mai 1875. Cet article causa une impression presque aussi forte dans la sphère diplomatique et journalistique européenne que celui de *Die Post*²¹².

3.6 L'affaire prusso-belge

Durant la période critique de la fausse alarme de 1875, le journal de Gambetta accorda davantage d'attention à ce que nous appellerons « l'affaire prusso-belge » qu'il n'en donna aux rumeurs d'une nouvelle Guerre franco-prussienne, voire celles d'une conflagration européenne. Nous entendons par « affaire prusso-belge » les tensions diplomatiques entre la Belgique et la Prusse amorcées en février 1875 avec la communication par le gouvernement prussien d'une note confidentielle qui s'inscrivaient dans l'internationalisation du *Kulturkampf* voulue par Bismarck²¹³. Essentiellement, trois griefs avaient été exprimés par Berlin dans cette note²¹⁴. Le premier motif évoqué était la publication de lettres pastorales par des évêques belges encourageant la résistance aux lois ecclésiastiques prussiennes. L'envoi d'une lettre par le *Comité des œuvres pontificales* qui affirmait le soutien des catholiques belges envers l'évêque de Paderborn, lequel refusait de se conformer aux lois ecclésiastiques prussiennes était le deuxième motif de plainte²¹⁵. Enfin, dans sa note datée du 3 février 1875, le gouvernement prussien reprochait également à la Belgique de ne pas avoir sanctionné Alexandre Duchesne-Porcelet, un chaudronnier wallon qui avait envoyé une lettre à l'archevêque de Paris dans laquelle il lui proposait d'assassiner Bismarck moyennant la somme de 60 000 francs²¹⁶. La tentative de meurtre d'Eduard Kullmann dont le chancelier allemand avait été

²¹² Il eut principalement pour effet de raviver l'inquiétude dans les cercles diplomatiques et journalistiques à propos de la crise en Europe. Selon toute vraisemblance, l'article, rédigé par Henri de Blowitz, a été fortement inspiré par Decazes. L'objectif de ce dernier était de battre Bismarck à son propre jeu c'est-à-dire d'utiliser la presse pour faire valoir, dans ce cas-ci, le point de vue français. Plus précisément, conscient qu'il était de l'imminence de l'entrevue entre le tsar et l'empereur qui devait avoir lieu à Berlin, Decazes cherchait à convaincre la Grande-Bretagne que l'Allemagne représentait une menace à la paix européenne et ainsi s'assurer l'appui de la Russie et du Royaume-Uni en prévision de l'entrevue de Berlin. À ce sujet, l'historiographie est très claire : l'entreprise du ministre des affaires étrangères français fut couronnée de succès. Voir J. Janorschke, *op. cit.*, pp. 330-342 et J. Stone, *op. cit.*, pp. 269-272.

²¹³ Robert Demoulin, « La Belgique et la crise internationale de 1875 », dans Gaston Braive et Jacques Lory (dir.), *L'Église et l'État à l'époque contemporaine. Mélanges dédiés à la mémoire de Mgr Aloïs*, Bruxelles, Presses de l'Université Saint-Louis, 1975, en ligne.

²¹⁴ *RF*, A5, n° 1252, le lundi 19 avril 1875 p. 1.

²¹⁵ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 68.

²¹⁶ Pour plus de détails sur cette affaire voir *La Belgique judiciaire*, t. XXXIII, deuxième série, tome 8, n° 45, le 6 juin 1875, pp. 714-720.

victime en juillet 1874²¹⁷ ajoutait à l'intensité dramatique de cette affaire. Il avait notamment motivé son geste qui blessa Bismarck d'une balle à la main par son opposition au *Kulturkampf*²¹⁸.

Depuis 1870, la Belgique s'était dotée d'un gouvernement catholique et les libéraux étaient passés dans l'opposition²¹⁹. L'accueil enthousiaste que la presse catholique belge fit à la chute de Thiers et son appui à la perspective d'une restauration monarchique provoqua l'hostilité de Bismarck envers le gouvernement du parti catholique. Dès 1874, la presse officieuse prussienne avait amorcé une campagne contre le gouvernement catholique à Bruxelles, associant celui-ci à l'ennemi ultramontain²²⁰. Vu de Berlin, un changement de gouvernement aurait été souhaitable et c'était l'un des principaux motifs de son intervention²²¹. En somme, le *modus operandi* de la diplomatie allemande ainsi que la situation qu'elle décrivait présentait des contours très similaires à l'affaire des mandements des évêques français que nous avons décrite précédemment, c'est-à-dire une campagne de presse couplée de manœuvres diplomatiques intimidatrices. L'intention était en outre la même : combattre le cléricalisme partout en Europe²²². Pourtant, comme ce fut le cas avec les tensions diplomatiques de la fausse alarme de 1875 dont l'affaire prusso-belge n'était finalement qu'une péripétie, *La République française* adopta une posture pacifique, voire apaisante. Hormis dans le contenu dans ses lettres de Bruxelles, elle évacua presque entièrement la dimension « *kulturkämpferisch* » de l'affaire, pour se concentrer surtout sur ses aspects diplomatiques et géopolitiques.

Attentive, la *RF* reproduisit de nombreux articles de journaux étrangers, principalement britanniques, allemands et belges, à propos de cette affaire ainsi que d'autres documents relatifs à cet incident qui ont été rendus publics²²³. Les textes hostiles à la position allemande parus dans la

²¹⁷ L. Gall, *op. cit.*, p. 562.

²¹⁸ J. Janorschke *op. cit.*, p. 67.

²¹⁹ *Ibid.*

²²⁰ J. Stone, *op. cit.*, p. 92.

²²¹ J. Janorschke, *op. cit.*, p. 75.

²²² J. Stone, *op. cit.*, pp. 247-8.

²²³ *RF*, A5, n° 1243, le 10 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1244, le 11 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1245, le 12 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A, n° 1246, le 13 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1247, le 14 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1247, le 15 avril 1875 p. 1 ; *RF*, A5, n° 1248, le 16 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1249, le 17 avril 1875 pp. 2 et 3 ; *RF*, A5, n° 1255, le 22 avril.

presse anglaise faisaient l'objet d'une attention particulière du journal qui en donna plusieurs extraits dans ses pages, n'hésitant pas à qualifier d'« arrogante » l'attitude de Berlin²²⁴. *La République française* s'intéressa également de très près aux débats parlementaires à Westminster sur cette affaire²²⁵. En effet, durant la crise, le gouvernement conservateur de Benjamin Disraeli fut interpellé à trois reprises sur l'incident²²⁶.

Des trois débats en Chambre, seule l'interpellation du 12 avril eut cependant un écho dans les pages du journal. Elle y occupa cependant une place significative : la rédaction lui consacra deux bulletins du jour en page frontispice, quelques articles et traduisit le discours du chef de l'exécutif anglais au bénéfice de ses lecteurs. Avant même que la réponse du cabinet britannique ne fût connue, le journal républicain écrivait dans son premier-Paris du 14 avril que « l'incident prusso-belge n'a[vait] pas l'importance que lui attribu[ait] l'opinion européenne »²²⁷. Il réitéra par le fait même son adhésion à la politique du recueillement, car pour lui la France ne pouvait qu'être spectatrice dans cette affaire²²⁸. Derechef, il commentait la réaction anglaise le lendemain. Aux yeux de *La République française*, les propos du premier ministre britannique accrédaient la posture éditoriale flegmatique qu'elle adoptait sur cette affaire²²⁹.

Comme ce fut le cas avec la fausse alarme de 1875, la réception des propos de Disraeli illustre une volonté manifeste chez les rédacteurs de la *RF* de dédramatiser l'affaire prusso-belge et les tensions diplomatiques à l'échelle européenne. Cette posture résout l'apparent paradoxe du traitement journalistique de l'affaire par le quotidien républicain. En effet, d'une part, le journal affirmait que cet épisode n'était pas important, mais d'autre part il la suivait attentivement. Il va sans dire que

1875 p. 3 ; *RF*, A5, n° 1257, le 24 avril 1875 p. 1 ; *RF*, A5, n° 1260, le 27 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1274, le 8 mai 1875 p. 2.

²²⁴ *RF*, A5, n° 1246, le 13 avril 1875 p. 2.

²²⁵ *RF* A5, n° 1247, le 14 avril 1875, p. 1 ; *RF*, A5, n° 1248, le 15 avril 1875, p. 1 ; *RF*, A5, n° 1249, le 16 avril 1875, p. 2.

²²⁶ J. Stone, *op. cit.*, p. 156.

²²⁷ *RF*, A5, n° 1247, le 14 avril 1875 p. 1.

²²⁸ *Ibid.*

²²⁹ *RF*, A5, n° 1247, le 15 avril 1875 p. 1.

l'intérêt que la presse européenne entretenait pour cette affaire ne donnait pas d'autres choix à la rédaction de la *RF*.

Malgré cette volonté de tempérer les humeurs de l'opinion publique, la correspondance de Léon Gambetta avec son ami Arthur Ranc montre bien le grand intérêt que le politicien républicain accordait à l'affaire prusso-belge. Dans une lettre datée du 21 avril 1875, il invitait son collaborateur exilé à Bruxelles à suivre les moindres détails de cet incident :

Je crois devoir insister auprès de vous sur la nécessité absolue de nous envoyer le plus souvent possible des lettres, des notes, des articles sur l'affaire prusso-belge. Je vous recommande de la suivre dans tous ces détails, à Bruxelles, à Londres, à Berlin. Mon opinion est que vous ne sauriez mieux employer votre temps. Il faut à tout prix vous mettre à écrire sur la politique extérieure, c'est indispensable. Remarquez aussi la violence avec laquelle M. de Bismarck se lance dans une lutte contre le « Vaticanisme ». Évidemment, il prépare quelque chose.²³⁰

Cette invitation se traduit en actes puisque tout au long des mois d'avril et de mai, *La République française* fit publier de fréquentes correspondances d'Arthur Ranc transmises depuis Bruxelles²³¹. Dans ses lettres, le journaliste s'intéressa de près aux débats parlementaires belges de même qu'aux démonstrations cléricales telles que les processions catholiques. Il invitait aussi les parlementaires belges à exprimer leur rejet du cléricalisme²³². Anticlérical, il salua le vote par le parlement belge, lors d'une « séance émouvante », d'une résolution « courageuse » visant à distancer les faits et gestes du gouvernement belge et de la « folie cléricale » qui avait été évoquée dans les différentes notes que lui avait adressées la Prusse²³³. La place de la couverture anticléricale des affaires belges par Ranc occupa toutefois un rôle de second plan dans le récit des événements par le quotidien.

²³⁰ *LdGam*, n° 241. À Arthur Ranc. Le 21 avril 1875.

²³¹ *RF*, A5, n° 1247, le 14 avril 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1249, le 17 avril 1875 p. 1 ; *RF* A5, n° 1255, le 22 avril 1875 p. 1 ; *RF*, A5, n° 1258, le 25 avril 1875, p. 1 ; *RF*, A5, n° 1268, le 5 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n° 1270, le 7 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n° 1273, 10 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n° 1274, 11 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n° 1278, 15 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n°1286, 23 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n° 1289, 26 mai 1875, p. 2 ; *RF*, A5, n° 1290, 27 mai 1875 p. 2 ; *RF*, A5, n° 1294, 31 mai 1875 p. 2.

²³² *RF* A5, n° 1258, le 25 avril 1875, p. 1.

²³³ *RF*, A5, n° 1274, 11 mai 1875, p. 2.

Tout au long de la crise, le journal de Gambetta se donnait pour mission d'attirer l'attention sur la place démesurée de l'influence allemande en Europe et que l'affaire prusso-belge semblait à ses yeux révéler. Si dès le 9 avril, *La République française* reproduisit un article de la *Gazette d'Augsbourg* rapportant la communication de la note au gouvernement belge²³⁴, les commentaires des rédacteurs anonymes du journal relativement à cette affaire révèlent la ligne éditoriale de la feuille républicaine relativement à ces tensions. « Le maître tout puissant de l'Allemagne aime volontiers faire sentir à faire sentir le poids de son bras, et il a le goût des incidents »,²³⁵ écrivaient ses rédacteurs, avant d'ajouter que « [l]'Europe, à ce qu'il nous semble, n'a pas besoin d'être incessamment ramenée à ce sujet constant et perpétuel de souci, qui a été créé et développé par l'accroissement subit et prodigieux de l'Allemagne. Elle y songe bien assez; toutefois, elle n'y songera jamais trop, et les affaires de M. de Bismarck méritent d'être suivies avec attention »²³⁶.

Dans un autre article paru en première page le 11 avril, le journal républicain semble avoir subtilement voulu présenter les dangers que les nombreuses interventions allemandes pouvaient présenter pour les autres pays européens. Il le faisait d'abord en érigeant la Belgique en victime. « D'un côté, on voit la plus grande force militaire du continent ; de l'autre, un petit État neutre, à qui la puissance aujourd'hui prépondérante dans le monde reproche de ne pas connaître et respecter les conditions et les obligations de sa neutralité : la partie ne semble pas égale », écrivait-elle ²³⁷. Puis, *La République française* assénait cette mise en garde à l'opinion européenne au sujet de l'Allemagne : « [u]ne force sans contrepoids, c'est toujours fort inquiétant. Il y a là comme une balance folle : on n'y peut rien peser, et il n'y a plus d'équilibre »²³⁸ et d'ajouter que les exigences allemandes de changement aux lois belges posaient des risques sur la souveraineté des États, faisant ainsi sienne la position du *Times* de Londres²³⁹.

²³⁴ *RF*, A5, n° 1241, le 9 avril 1875, p. 3.

²³⁵ *RF*, A5, n° 1241, le 9 avril 1875, p. 1.

²³⁶ *RF*, A5, n° 1241, le 9 avril 1875, p. 2.

²³⁷ *RF*, A5, n° 1244, le 11 avril 1875, p. 1.

²³⁸ *Ibid.*

²³⁹ *Ibid.* Nous ne faisons pas ici référence à l'article du 6 mai 1875.

À certains égards, il y a lieu de s'interroger si la ligne éditoriale de *La République française* à l'endroit des tensions diplomatiques entre la Belgique et la Prusse n'était pas à rapprocher des signaux que Decazes envoya tant à l'opinion publique qu'aux chancelleries européennes. Tout au long de la fausse alarme de 1875, ce dernier tentait d'alerter les autres puissances au sujet des intentions de l'Allemagne. Dès que Hohenlohe-Schillingsfürst eut porté à sa connaissance la note du 3 février, Decazes envoya une lettre circulaire dans laquelle il priait ses ambassadeurs près le pape de même qu'à Bruxelles, Londres et Vienne de s'enquérir de la position de leur pays hôte sur cette affaire²⁴⁰. Tout au long de la crise, le patron du Quai d'Orsay voulait attirer l'attention sur l'agressivité de l'Empire allemand. Il prit pour ce faire le cas belge, mais aussi celui de l'Italie avec les exigences allemandes envers la loi des Garanties²⁴¹ pour faire valoir, initialement sans succès, puis en bout de piste de manière triomphale, ce point de vue²⁴².

La politique française à l'égard de l'affaire prusso-belge était de l'instrumentaliser au détriment de l'Allemagne, surtout auprès de la Grande-Bretagne²⁴³. Decazes savait que Lord Derby était d'avis que l'incident illustrait que Bismarck avait perdu le contrôle de ses émotions et que la presse anglaise condamnait unanimement la note prussienne à l'endroit de la Belgique²⁴⁴. Dans ce contexte, la ligne éditoriale de *La République française* nous apparaît étrangement proche des objectifs de Decazes. Dans son édition du 27 avril, le journal de Gambetta prit prétexte des propos de la presse officieuse berlinoise pour tenter de semer un doute dans l'esprit des décideurs britanniques et belges relativement aux intentions du gouvernement allemand²⁴⁵. Au début du mois

²⁴⁰ DDF t.1, n° 355, Decazes aux représentants diplomatiques de France à Londres, Vienne, Bruxelles, Rome (Saint-Siège), le 28 février 1875, p. 371-2 ; James Stone interprète cette circulaire comme une invitation à mobiliser l'Europe contre Berlin, mais à notre avis l'historien canadien force ici le trait quelque peu. Rien dans cette circulaire nous semble instruire les diplomates français de se livrer à une telle opération, à moins que nous ne sachions lire entre les lignes. Voir J. Stone, *op. cit.*, p. 252.

²⁴¹ Dans son combat contre le pape, Bismarck tenta d'exercer une pression sur le gouvernement italien d'une façon similaire à celle qu'il déploya sur la Belgique, en exigeant que l'Italie révise sa loi qui encadrait ses rapports avec le Vatican depuis l'annexion des États pontificaux. Voir James Stone, *ibid.*, pp. 158-167.

²⁴² J. Janorschke, *op. cit.*, p. 315.

²⁴³ E. Schmidt-Volkmar, *op. cit.*, p. 165.

²⁴⁴ Voir DDF t.1, n°s 377 et 380 notamment.

²⁴⁵ RF A5, n° 1260, le 27 avril 1875 p. 2.

de mai, elle accusa la *Gazette de Cologne* d'être favorable à la transformation de la Belgique en État-satellite de l'Empire allemand²⁴⁶.

À la charnière d'avril et mai 1875, Bismarck, avec la complicité de Moltke, affecta de ne plus vouloir garantir la neutralité belge, la menaçant ainsi de façon voilée d'une intervention militaire (française du point de vue allemand, allemande du point de vue français)²⁴⁷. Dans son édition du 7 mai, *La République française* prit prétexte de la communication par le ministre des affaires étrangères belge de la réponse de son gouvernement à la deuxième note prussienne pour alarmer encore une fois l'opinion publique européenne sur les visées allemandes. Estimant la Belgique menacée depuis 1870, le journal de Gambetta estimait que la neutralité du royaume était une affaire européenne ; selon lui, Bruxelles faisait erreur en croyant qu'elle était la seule concernée. Jugeant l'indépendance du pays menacée par l'Empire allemand, le quotidien s'appuyait sur les propos de journaux officieux qui avaient écrit que « le plus grand service que M. de Bismarck puisse rendre aux Belges serait de les débarrasser du fardeau de leur indépendance »²⁴⁸.

Nous avons évoqué plus haut l'article paru dans le *Times* de Londres le 6 mai sous la plume d'un correspondant français du journal qui interpellait directement la Grande-Bretagne en tant que puissance garante de la neutralité belge; le rôle de Decazes dans la parution de cet article est indéniable. Rappelons qu'en 1839, au moment où les Pays-Bas avaient reconnu l'indépendance belge, les cinq grandes puissances européennes (Autriche, France, Royaume-Uni, Prusse, Russie) avaient garanti la neutralité du royaume nouvellement créée²⁴⁹. L'article du *Times* s'insérait très bien dans la stratégie du Quai d'Orsay qui consistait à faire du judo avec l'affaiblissement de la France pour susciter la sympathie générale envers elle²⁵⁰.

Sans vouloir nous avancer sur la portée réelle sur la stratégie médiatique de Decazes, mentionnons qu'elle s'arrimait très bien aux préoccupations de Londres et de Saint-Pétersbourg, qui mena les

²⁴⁶ RF A5, n° 1274, le 8 mai 1875 p. 1.

²⁴⁷ J. Stone, *op. cit.*, pp. 153-154.

²⁴⁸ RF, A5, N1270, le 7 mai 1875, pp. 1-2.

²⁴⁹ G.-H. Soutou, *op. cit.*, p. 56.

²⁵⁰ J. Stone, *op. cit.*, pp. 250.

deux puissances à intervenir auprès de l'Allemagne et ainsi de clore la fausse alarme de 1875. Ainsi, la reine Victoria²⁵¹, tout comme Lord Derby, fut très inquiétée par l'incident prusso-belge. Du point de vue de Londres, les faits et gestes du gouvernement allemand posaient une menace croissante pour la souveraineté des États européens. La position de plus en plus hégémonique du *Kaiserreich* était devenue une hantise pour l'exécutif anglais et ce sont ces considérations qui pesaient dans la balance lorsque Disraeli prit la décision d'intervenir auprès de Berlin²⁵².

Nous l'avons dit, la modération de feuille républicaine ne tranchait pas de celle que la presse française dans son ensemble avait adoptée. Se peut-il que la couverture de *La République française* de même que celles des autres journaux français à l'égard de l'affaire prusso-belge fût concertée d'une façon ou d'une autre avec le Quai d'Orsay ? En l'absence de documents l'attestant, nous ne pouvons l'affirmer hors de tout doute. Si cette hypothèse déborde du cadre du présent mémoire, à notre avis, elle mérite d'être étudiée pour les raisons que nous venons d'évoquer.

Avant de conclure cette section, revenons brièvement sur *La République française*. Dans son premier-Paris du 5 mai 1875, elle commentait longuement la situation internationale en s'appuyant sur un discours que Gambetta avait prononcé à Belleville quelques jours auparavant. Publiée intégralement dans les pages du journal, cette allocution importante portait principalement sur vote des lois constitutionnelles et abordait à peine les questions extérieures²⁵³. Dans les jours qui suivirent cette parution, le quotidien rapporta ce que les journaux de province et de l'étranger avaient dit au sujet du discours de Gambetta dans ce qui nous apparaît avoir été un effort d'autopromotion marqué de la part du politicien républicain²⁵⁴. Ce discours et ses suites causèrent d'ailleurs ce qu'on appellerait aujourd'hui « une éclipse médiatique » de quelques jours dans les pages de la *RF*, éclipse qui fit passer les questions internationales au second plan.

Dans son éditorial du 5 mai, la *RF* récupérait les réactions des journaux étrangers qu'elle avait

²⁵¹ La souveraine britannique était la cousine du roi des Belges et recevait des correspondances de ce dernier lui faisant part de la grande agitation que la posture allemande lui causait. Les DDF montrent que Decazes connaissait l'anxiété de Léopold II à ce sujet grâce aux dépêches de son ambassadeur à Bruxelles.

²⁵² James Stone, *op. cit.*, pp. 260-261.

²⁵³ *RF*, A5, n° 1259, le 26 avril 1875, pp. 1-3.

²⁵⁴ Voir *RF* des 28, 29 et 30 avril 1875.

reproduites dans ses pages pour énoncer à nouveau un argument qu'elle avait maintes fois formulé, soit l'idée selon laquelle la consolidation de la République et la victoire électorale des partisans assureraient la paix en Europe²⁵⁵. Bien que périphérique, la défense d'une politique étrangère « laïque » et « éloignée de tout fanatisme » visant à privilégier les intérêts de l'État plutôt que ceux de la religion s'inscrivait, à notre avis, à la fois dans une volonté de convaincre les Français que le reste de l'Europe de la sagacité des républicains français. Marqué par le contexte diplomatique, les rédacteurs du journal nous semblent avoir voulu adresser certains messages aux pays européens dans cet éditorial lorsqu'ils écrivaient que :

[m]algré les changements accomplis depuis dix ans dans l'équilibre des nations occidentales, la France n'a pas cessé d'être une pièce essentielle de l'édifice européen. [...] L'inquiétude qui se produit partout en Europe aussitôt que la position de la France est ébranlée, et dont rien ne peut triompher, prouve assez qu'on a besoin d'avoir confiance en son avenir, qu'elle importe éminemment à la sécurité générale.

Ce faisant, ils rejoignaient la pensée de Gortchakov qui, lors de l'entrevue de Berlin, exprima de manière très directe à Bismarck la volonté des puissances européennes de maintenir le concert européen par la préservation de la paix et du statut de la France.

La présente section cherché à montrer que contrairement à ce qu'une historiographie plus ancienne avançait, la presse républicaine française, en dépit de sa modération, n'hésita pas à critiquer la politique de Bismarck à l'égard de la Belgique²⁵⁶. Sans être fausse, cette interprétation nous semble avoir été le résultat d'une lecture plutôt rapide que soutenue de la presse républicaine de l'époque. Le discours de *La République française* dans le sillage de la fausse alarme de 1875 a-t-il un retentissement dans les chancelleries européennes ? Probablement pas ou très peu. En tout état de cause, il est difficile, en l'absence de documents l'attestant, d'en faire la preuve. Là n'était pas notre propos. Ce que nous avons pu montrer dans cette section, c'est que le discours du journal pouvait changer au gré des circonstances, nuancant à nouveau la réputation d'anticléricalisme du journal gambettiste. Tout au long de cette crise diplomatique, l'anticléricalisme fut presque totalement évacué des pages du journal pour n'apparaître que de manière périphérique dans les

²⁵⁵ *RF*, A5, n° 1268, le 5 mai 1875, p. 1.

²⁵⁶ Voir E. M. Carroll, *op. cit.*, p. 57.

correspondances d'Arthur Ranc. Nonobstant ce fait, la dimension anticléricale demeura dans son discours, mais en arrière-plan seulement.

Malgré une proximité d'intérêts objectifs entre les républicains et Bismarck sur la question du régime, lorsque les intérêts vitaux de la France étaient en danger, le journal opportuniste fit preuve de patriotisme en pourfendant l'attitude de l'Allemagne sur la scène internationale et en faisant preuve de retenue. Lors de ces tensions, le quotidien refusa de se faire le porte-voix de la presse officieuse allemande; il n'a cessé de réitérer le pacifisme des Français ainsi que son adhésion à la politique du recueillement et cela de manière cohérente avec sa position éditoriale qui faisait de la laïcisation de l'État un facteur de paix et de sécurité pour la France. Ainsi, nos observations sur la réception de cette crise, qui, rappelons-le, avait pour toile de fond l'internationalisation du *Kulturkampf*, ouvrent des pistes de recherches sur les relations entre le Quai d'Orsay et la presse française qui présente un intérêt important pour mieux comprendre l'histoire des relations internationales, mais aussi sur celle des journaux au cours de cette période.

3.7 Conclusion

Le chapitre qui trouve ici son terme nous a permis de mieux saisir les ressorts de l'anticléricisme de *La République française*, mais aussi ceux qui présidaient à la construction de sa ligne éditoriale durant l'Ordre moral. Pour consolider le régime républicain face à une majorité conservatrice aux commandes de tous les leviers de l'État, le quotidien opportuniste n'hésitait pas à emprunter une rhétorique qui s'élaborait pour beaucoup sous l'influence de la presse gouvernementale prussienne. Dès 1872, Bismarck avait tracé la ligne d'un thème récurrent des campagnes de presse mené par l'*Auswärtiges Amt*. Les échanges entre Berlin et son ambassade à Paris montrent que le gouvernement allemand avait entrepris d'influencer la vie intérieure française par le truchement de la presse en martelant l'idée selon laquelle les projets de restauration étaient contraires aux intérêts de la France. Lors des diverses crises franco-allemandes qui jalonnèrent la décennie ces messages martelés pouvaient même prendre la forme de menaces à peine voilées d'intervention militaire²⁵⁷. *La République française* de Léon Gambetta, parce qu'elle visait d'abord et avant tout la consolidation du régime, puisait dans ces éléments de langage, particulièrement au sujet de la

²⁵⁷ J. Stone, *op. cit.*, p. 58.

question romaine dont elle se servit pour promouvoir son propre programme en matière de politique étrangère. Dans ses pages, l'anticléricalisme apparaissait comme un outil discursif lui permettant d'aborder des thèmes qui favorisaient l'unité au sein du camp républicain tout en faisant valoir la modération républicaine en opposition avec l'attitude des forces conservatrices. Le rejet de l'ultramontanisme lui permettait de présenter la solution républicaine comme étant celle de la paix en Europe.

À cet égard, les questions de politique étrangère ont été au cœur de la rhétorique anticléricale de *La République française* puisqu'elle était le fer de lance l'arsenal critique du journal contre le gouvernement du 24 mai. En associant le gouvernement Broglie et la crainte d'une restauration monarchique à l'ultramontanisme, le discours opportuniste s'appropriât, parfois en les contredisant, des éléments discursifs provenant de la presse officieuse et nationale-libérale allemande pour générer un discours anticlérical qui servait ses intérêts politiques. Sur le plan de la forme, cette rhétorique anticléricale ne tranchait pas significativement avec les schémas discursifs de l'époque qui se manifestait dans un espace transnational partout en Europe et en Occident, bien que sur les questions de politique étrangère et sur celle du régime en France elle adopta des contours qui étaient propres au contexte particulier des débuts de la Troisième République.

À cet égard, en approfondissant notre enquête sur l'anticléricalisme de Léon Gambetta, nous avons été à même de nuancer la réputation relativement à ses convictions en la matière. Par l'examen de sa correspondance, nous avons pu observer de près le rôle qu'il joua personnellement dans l'établissement de la ligne éditoriale tout comme dans le choix des reportages des rédacteurs de son entreprise de presse. Désirant tout comme Decazes, et Thiers avant lui, rompre avec l'isolement de la France sur la scène internationale, Gambetta, tout comme son quotidien appuyèrent la politique de Decazes et cherchèrent à susciter la sympathie de l'Europe pour la République, à montrer qu'il existait une autre France que celle qui était au pouvoir. D'une certaine manière, le combat symbolique entre les « deux France », l'une laïque et l'autre cléricale, pour la définition la nation ne s'adressait pas seulement aux Français, mais aussi à l'étranger.

La couverture de *La République française*, bien qu'anticléricale et qu'elle s'abreuvât des arguments de la presse officielle allemande, était fortement déterminée par le contexte, comme l'étaient les intérêts politiques des opportunistes. Lorsque la pérennité du régime fut réellement

menacée, le journal Gambetta se faisait lui aussi le commis voyageur de la République en usant abondamment d'une trame narrative qui faisait de la question romaine une arme efficace contre le gouvernement de l'Ordre romain, lequel était fortement associé au cléricalisme. *A contrario*, lorsque la sécurité de la France et la paix en Europe ont été menacées lors de la fausse alarme de 1875, elle ne reprit nullement les idées de la presse allemande et s'affaira plutôt à contrer ses arguments, agissait ainsi de manière cohérente avec sa posture diplomatique pacifique. Partisane du recueillement, *La République française* était loin d'être une feuille irrédentiste, même si elle avait été fondée à l'aide de capitaux alsaciens et que la figure de Gambetta était associée de près au revanchisme. Le quotidien républicain fut plutôt un partisan de la paix, conscient que la France n'était pas prête à faire la guerre.

Enfin, notre analyse des rapports entre la presse française et celle des autres pays nous a permis de mieux comprendre le rôle crucial que les journaux ont joué dans la vie diplomatique européenne de la deuxième moitié du XIX^e siècle. L'attention que les diplomates et les hommes d'État accordaient aux quotidiens et les efforts qu'ils consacraient à l'influencer dans le déploiement tactique de la politique étrangère de leur pays, tant du côté français que du côté allemand, faisaient véritablement de la presse « une puissance diplomatique de premier ordre »²⁵⁸

²⁵⁸ *Le Temps*, 5 avril 1900, cité par E. M. Carroll, *op. cit.*, p. 3.

CHAPITRE 4

LA CRISE DU SEIZE MAI

Le cléricisme ! voilà l'ennemi !¹

Entrée par hasard dans une république improvisée en pleine guerre, la France fit l'apprentissage de ses nouvelles institutions et tenta de les définir au cours d'une décennie de tâtonnements. Paradoxalement, comme l'a montré Daniel Halévy, c'est la fragilité même du régime républicain et la présence d'un fort contingent des droites à l'Assemblée qui contribua à définir les nouvelles institutions républicaines, dont les lois constitutionnelles ont été le fruit d'un compromis parlementaire entre républicains et orléanistes. Traversée par les crises, née du traumatisme de Sedan, la Troisième République : « s'est toujours pensée sous le signe de la fragilité et du combat »². En 1876, l'arrivée d'une majorité républicaine à la nouvelle Chambre des députés et la polarisation croissante entre les forces conservatrices et cléricales d'un côté, anticléricale et républicaine de l'autre, créaient les conditions d'émergence de la crise du Seize Mai qui opposa Mac Mahon et la nouvelle majorité issue du suffrage universel. L'enjeu constitutionnel : savoir si la république serait présidentielle ou bien parlementaire ; l'enjeu aux yeux de Bismarck tout comme des républicains : la survie même du régime et la préservation de la paix en Europe. Tout au long de la crise, le chancelier allemand appuya de façon voilée la cause républicaine par des campagnes de presse et des interventions diplomatiques par le biais des directives qu'il donna à l'ambassadeur allemand à Paris et ses intermédiaires auprès de Gambetta avec lequel il nouait des contacts indirects.

Tout au long de la crise politique qui durerait six mois, *La République française* fit usage d'une rhétorique anticléricale, en partie empruntée à la presse allemande, qu'elle avait développée au fil des années et reprit plusieurs arguments de politique étrangère que nous avons déjà pu observer. C'est à ce moment que son anticléricisme atteint son paroxysme. Contrairement à ce que nous avons observé lors de la fausse alarme de 1875, le quotidien critiquait Decazes et amplifiait les messages de la propagande de Berlin. Dans la propagande électorale de la feuille gambettiste,

¹ Léon Gambetta, *RF*, A7, n° 1994, 6 mai 1877, p. 2.

² A.-D. Houte, *op. cit.*, p. 10.

l'épouvantail d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne, voire avec l'Italie, de même que celui d'une restauration clérico-monarchique furent abondamment agités. Soucieuse de faire connaître les propos de la presse allemande à ses lecteurs et d'accréditer l'idée que la crise politique était le fruit d'un complot du Vatican, elle agissait de concert avec le gouvernement allemand. Tout au long de la crise, la *RF* s'est lancée corps et âme dans la lutte électorale et parlementaire qui devait se conclure par la défaite de Mac Mahon. Le chapitre qui vient examine l'usage et le déploiement des arguments que nous venons de mentionner au cours des trois phases du conflit en suivant une progression chronologique.

4.1 Aux origines de la crise

Plusieurs zones d'ombre subsistent encore à ce jour à propos des origines de la crise du Seize Mai. Les aspects parlementaires et politiques de la chaîne d'événements qui ont fait éclater le conflit sont encore mal compris et nécessiteraient une étude plus approfondie que ne permet pas le présent mémoire³. En revanche, les travaux qui ont été réalisés jusqu'à maintenant par les historiens nous permettent d'en dégager les grandes lignes. Du commencement jusqu'à la fin, la question cléricale se situait au cœur de son déroulement de même qu'elle en fut la cause principale.

Le vote des lois constitutionnelles de 1875 et de l'amendement Wallon qui affirmait timidement le caractère républicain du régime n'avait pas irrémédiablement fermé la porte à l'éventualité d'une restauration monarchique⁴. Toutefois, l'arrivée en 1876 d'une confortable majorité républicaine à la Chambre des députés et la faible avance des forces monarchistes au Sénat (154 conservateurs contre 146 républicains)⁵, institution qui avait pourtant été conçue par Broglie pour favoriser la cause conservatrice, changèrent sensiblement la balance du pouvoir. Les conservateurs qui jouissaient de tous les leviers de l'État depuis février 1871 se retrouvaient dans une situation beaucoup moins avantageuse, n'ayant plus que le contrôle du Sénat et de l'Élysée⁶. Préférant éviter un affrontement direct avec la chambre basse, Mac Mahon opta pour le compromis en confiant les

³ Voir Guy Thuillier, « Cohabitation et crise politique : les origines de la crise du 16 mai 1877 », *La revue administrative*, vol. 39, n° 233 (1986), pp. 440-452.

⁴ Serge Berstein, *op. cit.*, p. 271.

⁵ Marcel Morabito, *Histoire constitutionnelle de la France (1789-1958)*, 10^e édition, Paris Montchrestien, 2008, p. 309.

⁶ S. Berstein, *op. cit.*, p. 274.

rênes du gouvernement à Jules Dufaure. Ce dernier, incapable de concilier les souhaits de la majorité républicaine et des conservateurs au sein de son cabinet, se résigna à démissionner en décembre 1876 après le vote d'un ordre du jour défavorable à son ministère par la Chambre des députés⁷. Mac Mahon nomma alors Jules Simon, un républicain modéré et adversaire de Gambetta, à la présidence du conseil en vue de repousser un affrontement de plus en plus inévitable⁸.

Avec pour toile de fond les tensions internationales issues de la guerre russo-turque de 1877-1878, la question cléricale s'avéra toutefois la cause immédiate de la crise du Seize Mai⁹. Dans une allocution consistoriale contre les lois du gouvernement italien à l'égard du clergé, Pie IX avait demandé aux catholiques du monde entier de prendre « tous les moyens [légaux] à leur disposition » pour faire pression sur leur gouvernement pour que le pape puisse récupérer son pouvoir temporel¹⁰. L'épiscopat et certains parlementaires catholiques français se mobilisèrent alors et firent circuler plusieurs pétitions contre le gouvernement italien¹¹. Subissant la pression de la majorité républicaine, le gouvernement de Jules Simon tenta d'user de la voie légale par le biais d'une lettre circulaire adressée à l'épiscopat¹². Les républicains croyaient discerner chez la droite catholique une volonté d'entreprendre une guerre contre l'Italie afin de rétablir la souveraineté temporelle du Saint-Siège¹³.

Gambetta trouva là une façon d'unifier les gauches par le biais de l'anticléricisme en récupérant les actions des cléricaux français à des fins politiques¹⁴. Comme nous l'avons vu plus haut, l'homme politique n'en était pas à sa première tentative d'inscrire la question cléricale au cœur de la joute politique¹⁵. Là ne s'arrêta pas son action; dès juillet 1876, il exigeait la formation d'une

⁷ J.-M. Mayeur, *op. cit.*, p. 61.

⁸ *Ibid.*

⁹ A. Mitchell, *The German Influence... op. cit.*, pp. 148-149.

¹⁰ « Allocution adressée par Notre Très Saint-Père le Pape Pie IX aux cardinaux de la Sainte Église Romaine le 12 mars 1877 le 12 mars dans le Palais du Vatican », *L'Univers*, n° 3451, le 16 mars 1877, p. 2.

¹¹ J. Gadille, *op. cit.*, t. 2, pp. 58-60.

¹² *Ibid.*, p. 62.

¹³ G. de Broglie, *op. cit.*, p. 329.

¹⁴ J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 62.

¹⁵ *Supra*, p. 95.

commission parlementaire sur l'influence cléricale dans la vie politique¹⁶ et lors des élections législatives qui eurent lieu plus tôt cette même année, il en fit un thème de campagne. Ainsi dans un discours électoral publié dans les pages de son journal, Gambetta énuméra une succession de pays occidentaux qui avaient séparé l'Église et l'État et laïcisé l'instruction publique. Pour lui, le fait que l'Allemagne fût à ses yeux en avance sur la France en matière de laïcisation et de séparation entre l'Église et l'État devait être envisagé comme une honte¹⁷. De leur côté, les forces catholiques faisaient bloc elles aussi puisqu'elles se sentaient menacées par les risques de représailles légales que les républicains souhaitaient leur voir être infligées¹⁸.

Tous les éléments étaient donc en place pour qu'une crise politico-religieuse éclate en France. La Chambre des députés, qui avait ajourné depuis le 24 mars, devait reprendre ses travaux le 2 mai¹⁹. De retour de relâche parlementaire, un député de la gauche républicaine, Désiré Leblond, demanda des explications au gouvernement sur son action pour réfréner l'agitation ultramontaine. La décision d'entreprendre cette manœuvre parlementaire avait été prise quelques jours avant le retour de la Chambre lors d'un souper réunissant plusieurs parlementaires républicains le 30 avril²⁰. Le débat s'amorça le 3 mai, inaugurant ainsi la crise du Seize Mai.

Trois phases peuvent être distinguées pour décrire le déroulement de cette crise politique. La première que nous appellerons la phase parlementaire s'échelonna de l'interpellation du député Leblond jusqu'à l'entrée en vigueur de la dissolution de l'Assemblée. S'amorcera ensuite la phase proprement électorale de la crise au cours de laquelle le terrain d'affrontement entre forces républicaines et conservatrices se déplacera du parlement vers l'opinion publique. Durant cette phase les deux camps lutteront par le biais des journaux, de rassemblement et de manœuvres administratives pour conquérir le cœur des électeurs français et engranger le plus de votes. Une fois la victoire électorale républicaine confirmée, l'affrontement retournera en terrain parlementaire et légal pour se conclure, après maintes tribulations et intrigues de couloir, par la

¹⁶ Philippe Levillain, « 1871-1898. Les droites en République » dans Jean-François Sirinelli (dir.), *Les droites françaises. De la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992, p. 322.

¹⁷ *RF*, A6, n° 1553, le 18 février 1876, p. 3 (troisième colonne en bas).

¹⁸ J. Gadille, *op. cit.*, p. 63.

¹⁹ G. de Broglie, *op. cit.*, p. 329.

²⁰ Pierre Antonmattei, *Léon Gambetta : héraut de la République*, Paris, Édition Michalon, 1999, p. 278.

défaite des forces conservatrices et la consolidation d'une République incontestablement parlementaire.

4.2 Phase parlementaire de la crise (du 2 mai au 25 juin 1877)

Dans le chapitre précédent, nous avons pu observer un entrelacement entre les arguments de politique étrangère des républicains et l'utilisation de l'anticléricisme par la *RF* dans sa lutte contre les forces conservatrices. Ces arguments de politique étrangère et cette opposition au cléricisme ont été au cœur du discours républicains dès le début de la crise du Seize Mai. Alors que reprenaient les travaux parlementaires, dans son premier-Paris, *La République française* prit position sur l'interpellation de Leblond. Selon elle, le gouvernement devait rassurer la France en réprimant l'agitation cléricale²¹. Le conflit s'amorça sur les bancs de la Chambre des députés. La première salve vint de la droite avec l'intervention du député Albert de Mun qui reprocha aux républicains de vouloir opprimer les catholiques et de fomenter des troubles intérieurs²². Le journal de Gambetta lui reprocha quant à lui de souhaiter que la politique étrangère française fût dictée par le Vatican²³.

Dans l'attente de l'interpellation du député Leblond sur les menées ultramontaines, le quotidien républicain s'efforça de dramatiser l'enjeu entourant celles-ci. Dès les mois de mars et avril 1877, la *RF* adopta une posture très dure à l'endroit du clergé, des revendications exprimées par l'épiscopat et contre « l'Internationale noire »²⁴. Dans son éditorial du 5 mai, elle invitait Jules Simon à réprimer fermement l'agitation cléricale pour rassurer l'Europe puisque cette mobilisation politique qui avait libre cours permettaient à « l'étranger malveillant » (derrière cette circonspection de langage, on désignait l'Allemagne) de présenter la France comme une menace et de susciter la méfiance à son sujet. L'avenir du pays en dépendait selon elle²⁵. Le discours de Leblond lors de son interpellation ne laisse place à aucun doute quant à l'inquiétude que les gestes

²¹ RF, A7, n° 1990, le 2 mai 1877, p. 1.

²² RF, A7, n° 1991, le 3 mai 1877, p. 3.

²³ *Ibid*, p. 2.

²⁴ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1207.

²⁵ RF, A7, n° 1993, le 5 mai 1877, p. 1.

de l'épiscopat français suscitaient chez lui relativement à la préservation de la paix entre la France et l'Italie²⁶.

Sans surprise, *La République française* applaudissait le célèbre discours de Gambetta qu'elle reproduisit *in extenso*²⁷. La formule qu'il emprunta à son ami Peyrat, « le cléricalisme, voilà l'ennemi ! », n'était pas seulement l'expression d'un anticléricalisme politique²⁸. C'était aussi la formulation habile d'un politicien rusé qui, après un début d'année difficile²⁹, avait non seulement trouvé son adversaire, mais aussi un enjeu politique clivant qui lui permettrait de se mettre en valeur et de ramener la joute politique sur un terrain qui lui était plus favorable. Du reste, il trouva là sans le savoir l'un des principaux thèmes que la gauche républicaine allait mobiliser durant la campagne électorale (qui n'était pas encore inéluctable au moment où il la prononça) et qui s'annonçait féroce contre les factions conservatrices. Qui plus est, sa correspondance du début de l'année 1877 montre à quel point il avait confiance que la lutte électorale pour le contrôle de la chambre basse lui permettrait de mettre fin à l'influence cléricale et de rendre la France plus en mesure de se faire des alliés en Europe grâce au verdict du suffrage universel. Avec la crise du Seize mai, Gambetta trouva le combat qu'il attendait impatientement de livrer et de gagner.

Critique de la réponse de Jules Simon à l'interpellation, la *RF* invita à la majorité républicaine à la Chambre des députés à voter pour l'ordre du jour, car il s'agissait selon elle d'une « garantie de la paix au-dedans comme au-dehors »³⁰. Cet ordre du jour, fruit d'une âpre négociation entre Gambetta et Simon, devait préserver la confiance de la Chambre à l'endroit du cabinet³¹. La motion adoptée le jour suivant invitait le gouvernement à employer tous les moyens légaux pour réprimer l'agitation ultramontaine en raison de la menace qu'elle représentait pour la « sécurité intérieure et

²⁶ « On a osé dire que c'était un devoir pour les pouvoirs publics de porter en Italie des protestations, des sommations, et, si elles restaient vaines, d'arriver à des hostilités .» Discours de reproduit dans la *RF*, A7 n° 1993, samedi 5 mai 1877, p. 3.

²⁷ *Ibid.*

²⁸ Jérôme Grévy, *Le Cléricalisme ? Voilà l'ennemi ! Un siècle de guerre de religion en France*, Paris, Armand Colin, 2005, p. 41.

²⁹ P. Antonmattei, *op. cit.*, p. 277.

³⁰ *Ibid.*, p. 1.

³¹ Hohenlohe, cité par Daniel Halévy, *La République des ducs*, Paris, Hachette, 1995, [1937], p. 202.

extérieure » de la France³². Après que Simon eut déclaré qu'il l'acceptait, le député bonapartiste Paul de Cassagnac répliqua par ces mots qui décrivaient bien le rapport de force de Jules Simon dans ces négociations : « Le gouvernement ne l'accepte pas, il l'avale »³³. Brisant la confiance entre le président de la République et le président du conseil, cet ordre du jour poussait Mac Mahon à solliciter Broglie pour former un nouveau ministère³⁴.

Dès que les soubresauts de la politique française furent connus un peu partout en Europe, le correspondant de *La République française* basé à Dresde se chargea de faire connaître la réaction des milieux politiques en Allemagne. Dans une lettre du 9 mai, celui-ci rapportait qu'il régnait une grande agitation au sein des milieux cléricaux allemands et que de l'avis de plusieurs cette excitation ne s'expliquait par rien de moins qu'un complot international des jésuites et du Vatican. Liant le conflit russo-turc, le correspondant prêtait des intentions belliqueuses aux ultramontains qui selon lui eussent espéré un embrasement général de l'Europe en vue d'un rétablissement de la souveraineté temporelle du pape que la paix rendait impossible. À son avis, cette agitation était toutefois de moindre intensité en Allemagne qu'en France, car « le bon sens » de la population et la sévérité des autorités gouvernementales permettaient de limiter l'influence de l'Église sur les affaires de l'État³⁵. Aux yeux du journal républicain, les révélations du quotidien catholique allemand *Germania*, une feuille proche du *Zentrum*, qui affirmaient que Pie IX eût menacé Mac Mahon d'une rupture des relations diplomatiques entre Paris et le Saint-Siège si Jules Simon demeurait en poste, confirmait l'idée selon laquelle la crise du Seize Mai était survenue à l'initiative du pape³⁶.

Le 16 mai 1877, jour le plus long de l'histoire constitutionnelle française, le maréchal président, prenant pour prétexte le débat parlementaire sur une loi concernant les délits de presse, écrivit une lettre reprochant à Jules Simon d'avoir échoué à faire prévaloir les vues de l'Élysée auprès de la Chambre des députés qui, pourtant, soutenait encore son gouvernement. Incapable de concilier les

³² *RF*, A7, n° 1994, le 6 mai 1877, pp. 1-2.

³³ Paul de Cassagnac, cité par G. de Broglie, *op. cit.*, p. 330.

³⁴ G. de Broglie, *op. cit.*, p. 330.

³⁵ *RF*, A7, n° 2001, le 13 mai 1877 p. 2.

³⁶ *RF*, A7, n° 2017, le 29 mai 1877, pp. 1-2.

vœux de la Chambre des députés et de l'Élysée, le président du conseil, contraint de démissionner comme son prédécesseur, fut remplacé par un cabinet issu de la minorité conservatrice³⁷. Simon était, pour ainsi dire, congédié par Mac Mahon. L'enjeu constitutionnel était ainsi clairement posé : d'un côté le maréchal-président croyait que l'orientation du gouvernement devait être le fruit d'un équilibre entre la présidence et les Chambres tandis que la chambre basse, majoritairement républicaine, était d'avis que la politique générale du gouvernement relevait de sa prérogative seule³⁸. Le 17 mai, un deuxième ordre du jour exigeant un ministère républicain fut adopté par la Chambre des députés. Mac Mahon répliqua en ajournant les travaux de parlementaire pour un mois. La majorité républicaine fit bloc en faisant paraître son *Manifeste des 363* dans les journaux, un texte rédigé par Eugène Spuller, un collaborateur de Gambetta³⁹. Dénonçant le coup de force parlementaire de Mac Mahon, ce manifeste était un plaidoyer pour la République et un gouvernement reposant sur la majorité parlementaire issue du suffrage universel⁴⁰.

Avec la chute du gouvernement de Jules Simon, *La République française* se mit à rapporter de façon plus soutenue les mouvements d'opinion en Allemagne à propos de la crise. Elle récupéra la rhétorique anticléricale des journaux allemands afin de s'attaquer au gouvernement Broglie et aux forces conservatrices qui étaient associées au cléricisme dans les journaux de ce pays. À cette fin, elle reproduisit pendant plusieurs jours de nombreux extraits de journaux allemands et d'autres pays au sujet des événements en France⁴¹. Les arguments en matière de paix et de sécurité se firent plus insistants. Sans être exhaustif, mentionnons à titre d'exemple seulement quelques-uns de ces articles pour les fins de notre étude. Le 20 mai, la *RF* rapportait les propos de la *Gazette de Strasbourg* qui jugeait que le renvoi du cabinet était un gain pour les ultramontains. « Une victoire de la curie ouvre la perspective d'une guerre de revanche contre l'empire allemand, et ce n'est que dans une alliance avec la France que la curie romaine trouvera la possibilité d'entreprendre une

³⁷ S. Berstein, *op. cit.*, p. 273.

³⁸ M. Morabito, *op. cit.*, p. 311.

³⁹ V. Duclert, *op. cit.*, p. 142.

⁴⁰ « Manifeste des députés républicains », *RF*, A7 n° 2008, le 20 mai 1877, p. 1.

⁴¹ *RF*, A7, n° 2008 le 20 mai 1877 ; *RF*, A7, n° 2009 le 21 mai 1877 ; *RF*, A7, n° 2010 le 22 mai 1877 ; *RF*, A7, n° 2011 le 23 mai 1877 ; *RF*, A7, n° 2012 le 24 mai 1877 ; *RF*, A7, n° 2013 le 25 mai 1877 ; A7, n° 2015 le 27 mai 1877 ; A7, n° 2016 le 28 mai 1877 ; *RF* A7, n° 2017 le 29 mai 1877.

guerre contre l'Allemagne et l'Italie », ⁴² écrivait la feuille officielle allemande. Dans la même veine, le correspondant du journal républicain rapportait dans l'une de ses lettres d'Allemagne les craintes que les actions de Mac Mahon suscitaient au sein des milieux politiques à Berlin. Selon lui, la décision du *Kaiser* de renforcer la garnison allemande aux frontières de la France était une réponse aux inquiétudes de Bismarck concernant la nouvelle donne politique à Paris et accroissait substantiellement les chances d'une nouvelle guerre franco-allemande ⁴³.

Attentive aux mouvements politiques à Versailles, le gouvernement allemand ne resta pas sans rien faire. À la fin du mois de mai, informé par Hohenlohe que l'opinion publique française craignait une nouvelle guerre avec l'Allemagne plus que toute autre chose, Bismarck donna pour instruction à la presse officieuse d'orchestrer une campagne de propagande associant une victoire républicaine à la préservation de la paix et, à l'opposé, que celle des monarchistes signifierait la guerre ⁴⁴. Puis le 29 juin, il réitéra ce message dans une lettre secrète à Hohenlohe. Aux yeux du chancelier, une victoire de Mac Mahon ouvrait la voie à un gouvernement dictatorial sous l'auspice des Jésuites et compromettait la paix. Il fallait donc convaincre les électeurs français, en passant par les hommes d'État et les journalistes qui n'étaient pas proches de Broglie et de Mac Mahon, que la « Coalition réactionnaire » signifiait la guerre et que les 363 députés républicains représentaient la paix ⁴⁵. Tel était le message que Hohenlohe devait véhiculer dans ses entretiens privés. Dans ses mémoires, l'ambassadeur allemand à Paris expliquait le sens de cette démarche d'une manière plus cynique. Comme il l'écrivait, « [l]es Français [...] sont des enfants mal élevés qu'on ne peut gagner par la bonté, et qui doivent sans cesse être contenus par la peur ». ⁴⁶ Ainsi, la démarche de la propagande allemande, récupérée par celle des républicains, visait à effrayer l'opinion publique française pour influencer sur le cours des événements. En somme, il s'agissait de la continuité de la politique bismarckienne de la douche froide que nous avons déjà pu observer au chapitre précédent dans

⁴² *RF*, A7, n° 2008, le 20 mai 1877, p. 2.

⁴³ *RF*, A7, n° 2022, le 3 juin 1877, p. 2.

⁴⁴ A. Mitchell, *The German Influence... op. cit.*, p. 163.

⁴⁵ *GPI*, vol. 1, n° 212 (Bismarck à Hohenlohe), pp. 325-327.

⁴⁶ Hohenlohe, cité par Daniel Halévy, *La République des ducs ... op. cit.*, p. 236.

l'affaire des lettres pastorales et de la fausse alarme de 1875 et qui visait à influencer sur le cours de la politique française.

Tandis que la crise s'aggravait, le journal de Gambetta, qui jusqu'à présent avait souvent soutenu Decazes et qui pourtant applaudissait ses déclarations lénifiantes au début mai au sujet des intentions pacifiques du gouvernement et de son adhésion à la politique du recueillement⁴⁷, changea d'attitude à son égard avec la formation du ministère Broglie. Pour la *RF*, sa présence à la tête du Quai d'Orsay ne représentait plus une garantie suffisante pour la paix en Europe et elle le dépeignit comme un « serviteur de l'orléanisme »⁴⁸. Quelques jours plus tard, la *RF* reproduisit une dépêche de la *Gazette de Cologne*, feuille officieuse proche de Bismarck, accréditant cette vue par le peu de cas qu'elle faisait des assurances des intentions pacifiques du nouveau gouvernement exprimées par Decazes⁴⁹. Renchérissant sur le même thème dans un éditorial, elle ramena la question romaine au cœur du débat politique en supposant que le retour hâtif de Bismarck à Berlin s'expliquait par une intense activité diplomatique entre Rome et Berlin en prévision d'une possible agression française⁵⁰.

Pour le journal de Gambetta, la question de la lutte à l'ultramontanisme était intimement liée à celle de la préservation de la paix⁵¹. Au fur et à mesure que le temps avançait, le langage de la *RF* envers Decazes se durcissait. Ainsi écrivait-elle dans un article en première page ceci : « [l]a question cléricale est une question européenne ; quand elle est soulevée en France, elle intéresse tous les pays. Voilà ce que n'a pas dit un ministre [Decazes] dont l'infatuation est telle qu'il croit que sa présence seule est une garantie de paix pour les chancelleries étrangères »⁵². D'une manière qui contraste significativement avec l'attitude qu'elle avait prise durant la fausse alarme de 1875, *La République française* s'employa systématiquement à miner la crédibilité des dires du ministre des Affaires étrangères en faisant grandement usage des articles des feuilles officieuses allemandes

⁴⁷ *RF*, A7, n° 1991, le 3 mai 1877 p. 1.

⁴⁸ *RF*, A7, n° 2009, le 21 mai p. 1.

⁴⁹ *RF*, A7, n° 2013, le 25 mai 1877, p. 2.

⁵⁰ *RF*, A7, n° 2017, le 29 mai 1877, p. 1.

⁵¹ *RF*, A7, n° 2037, le 18 juin 1877, p.1.

⁵² Nos soulignements; *RF*, A7, n° 2040, le 21 juin 1877, p. 1.

telles que la *Post*, la *Gazette de Cologne* et la *Gazette d'Allemagne du Nord* dont elle reproduisait les articles pour contredire ses déclarations officielles et pour transmettre le scepticisme des journaux allemands au public français⁵³. Cette campagne persista durant la phase électorale de la crise⁵⁴. Bien sûr, il ne s'agissait pas de la première fois que le journal de Gambetta s'est opposé à Decazes depuis 1875 puisqu'il avait fortement critiqué son effacement sur la question égyptienne⁵⁵. Toutefois, la crise du Seize Mai semble avoir consommé la rupture entre la feuille et le ministre des Affaires étrangères.

À notre avis, l'hostilité de la feuille gambettiste envers le patron du Quai d'Orsay s'explique par les impératifs de la joute électorale qui devenaient plus importants que la communauté de vues entre les républicains et le ministre des Affaires étrangères au sujet de la politique du recueillement. *A fortiori* l'importance croissante que la question cléricale prenait durant la crise du Seize Mai en tant qu'outil discursif de mobilisation politique présentant l'ultramontanisme comme une menace à la sécurité générale de l'Europe ne pouvait plus s'accommoder de l'image rassurante que Decazes avait jusqu'alors projetée. La radicalisation de la crise accentua la polarisation politique entre les deux France, l'une cléricale et catholique et l'autre, républicaine et laïque⁵⁶, et pour les républicains cette polarisation se traduisait par une lutte acharnée contre un gouvernement représentant l'ennemi à abattre.

Le 18 juin, la Chambre des députés vota une motion de défiance envers le gouvernement Broglie. Rappelant que le ministère avait été formé sans son appui, les 363 députés républicains qui l'avaient appuyé reprochaient au cabinet de représenter : « qu'une coalition des partis monarchiques, coalition conduite par les inspireurs des manifestations cléricales » et de constituer une menace pour la paix⁵⁷. Quatre jours plus tard, le Sénat autorisa la dissolution demandée par Mac Mahon qui prit effet le 25 juin. La lutte électorale pouvait désormais commencer.

⁵³ *RF*, A7, n° 2042, le 23 juin 1877, p. 2.

⁵⁴ *RF*, A7, n° 2132, le 21 septembre 1877, p. 3.

⁵⁵ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 1403.

⁵⁶ Daniel Mollenhauer, « Symbolkämpfe um die Nation » ... *op. cit.*, pp. 207-208.

⁵⁷ *RF*, A7, n° 2040, le 21 juin 1877, p. 1.

4.3 Phase électorale (du 25 juin au 28 octobre 1877)

Au cours de la phase électorale de la Crise du Seize Mai, la France se divisa en deux camps tout à fait opposés. Il en fut de même au sein de la presse française. Comme l'écrivait Pierre Albert : « ce qui retient l'attention dans l'affrontement des journaux, c'est le caractère ordonné des deux campagnes, celle des 363 et celle du gouvernement. Pour la première fois, et la dernière aussi de la III^e République, le pays se vit soumis à deux propagandes systématiques, ordonnées au plan national et fort différentes dans leurs thèmes et leurs méthodes »⁵⁸. Du côté des républicains, la direction de la campagne électorale avait été remise entre les mains d'un comité de 18 députés au sein duquel Gambetta joua un rôle central⁵⁹. À l'initiative de Gambetta et avec l'aide de Juliette Adam, les éditeurs du *Journal des Débats*, du *Rappel*, du *Siècle*, du *Temps*, de *La France* et de *La République française* se réunirent afin de coordonner les efforts de propagande du camp républicain⁶⁰. Les trois quotidiens parisiens qui eurent le plus d'influence sur les journaux républicains à l'extérieur de Paris lors de la crise du Seize Mai, la *RF*, *La France* et le *XIXe Siècle*, agissaient presque sous la direction personnelle de Gambetta, et ce jusqu'à ce que Mac Mahon reconnaisse sa défaite en nommant Dufaure à la présidence du conseil le 13 décembre 1877⁶¹. Compte tenu de la forte coordination qu'il y eut au sein de la presse parisienne d'allégeance républicaine et de la forte influence qu'elle exerçait sur les journaux régionaux, la *RF* offre donc un aperçu intéressant de la propagande des 363 et son discours connut une diffusion à la grandeur de la France.

Cherchant à utiliser tous les moyens en leur possession afin de gagner les élections, les forces conservatrices instaurèrent un climat de répression sans précédent contre les feuilles républicaines. Devenu ministre de l'Intérieur, Fourtou⁶² diffusa des lettres circulaires aux procureurs généraux et aux préfets leur donnant instruction de poursuivre les journaux qui se trouvaient coupables de diffamation, d'outrage au Président de la République ou encore pour diffusion de fausses nouvelles.

⁵⁸ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 358.

⁵⁹ P. Antonmattei, *op. cit.*, p. 289.

⁶⁰ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 372.

⁶¹ *Ibid.*

⁶² Oscar Bardi de Fourtou (1838-1897), homme politique conservateur, proche des bonapartistes, député de la Dordogne, Ministre de l'intérieur durant la crise du Seize Mai, il fut membre de la plupart des gouvernements sous l'Ordre moral. En 1878, il se batta même en un duel au pistolet avec Gambetta.

Pour ce dernier délit, Fourtou songeait spécifiquement à s'attaquer à tout article visant à présenter l'état des relations internationales de la France sous un jour inquiétant pour l'opinion publique⁶³. Comme nous sommes à même de constater, cette directive visait précisément la presse républicaine qui justement martelait ce thème. Si plusieurs journaux, dont *La République française*, furent poursuivis, la voie judiciaire s'est somme toute révélée peu efficace contre les feuilles républicaines. Ce sont surtout les mesures visant à restreindre leur diffusion telle que l'interdiction de la vente en kiosque et sur la voie publique par les colporteurs qui leur causa le plus de soucis⁶⁴. Les républicains tentèrent alors de contourner ces interdictions par la vente en librairie, la distribution gratuite et les abonnements à très courte période⁶⁵.

La dissolution et les élections législatives de 1877 furent l'occasion pour *La République française* de marteler *ad nauseam* les mêmes arguments contre le gouvernement Broglie et les candidats soutenus par Mac Mahon, sous le couvert des articles publiés par la presse allemande et italienne. Ces arguments étaient les mêmes que nous avons observé lors de la phase parlementaire de la Crise du Seize Mai; ils étaient les mêmes lors de la tentative de restauration monarchique de 1873 et ils étaient les mêmes durant l'affaire des mandements des évêques en 1874 et peuvent se résumer à ces quelques éléments de langage : une victoire de la coalition clérico-monarchiste entraînerait, *primo* la chute de la République, *secundo* la mise en place d'un gouvernement des prêtres au service des intérêts du Vatican et non pas de l'intérêt national et *ergo* une guerre avec l'Allemagne et l'Italie. *A contrario*, une victoire républicaine eût signifié la consolidation de la République, un gouvernement en adéquation avec l'intérêt et la volonté nationale et la paix en France et en Europe. Voilà, en somme, ce que nous appellerions dans le langage des communications modernes l'un des principaux « axes de communication » de la feuille républicaine.

Immédiatement après la dissolution, *La République française* rapporta les réactions de la presse allemande à propos de la situation politique en France. Ainsi, elle reproduisit des extraits de la *Gazette d'Augsbourg* qui écrivait que : « l'Allemagne considère la République comme le gouvernement avec lequel elle peut le plus facilement et le plus sûrement entretenir de bonnes

⁶³ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 360.

⁶⁴ *Ibid.*, p. 363-364.

⁶⁵ *Ibid.*, p. 365.

relations en France [et elle] envisage l'influence actuelle de l'ultramontanisme en France comme un danger assez grand »⁶⁶. Selon le même journal, une politique étrangère française qui fût dictée par le Vatican représentait une menace à ses intérêts vitaux⁶⁷. Dans un autre article reproduit par le journal de Gambetta, *Die Post* se faisait encore plus claire. Elle écrivait que : « la République en France, c'est la paix en Europe ; une monarchie s'appuyant sur les ultramontains, c'est la guerre ! »⁶⁸.

Le correspondant de la *RF* à Dresde se fit aussi la caisse de résonance de ces arguments et n'hésita pas à en faire usage pour la situation politique française. Dans sa lettre d'Allemagne du 19 juin, celui-ci entreprit de faire sa propre revue de presse. À l'exception des journaux cléricaux, la presse allemande entonnait selon lui en chœur le même refrain. La motion d'ordre du jour voté par la Chambre des députés « n'était nullement entachée de radicalisme; elle n'était qu'anticléricale, c'est-à-dire sage. »⁶⁹ Aux yeux des journaux allemands, la décision de Mac Mahon d'aller de l'avant avec la dissolution était malavisée et la majorité républicaine ne pouvait être accusée de radicalisme; au contraire elle s'illustrait par sa modération d'après ceux-ci⁷⁰. Sous la plume du correspondant, les propos belliqueux de la presse allemande étaient à nouveau rapportés. Pour plusieurs quotidiens, une victoire de la « coalition clérico-monarchiste » entraînerait des complications dans les relations franco-allemandes. Les arguments de peur étaient répétés lorsqu'il cita la revue *Gegenwart*, laquelle écrivait que le « pouvoir dans les mains des ultramontains en France est une menace de guerre pour l'Allemagne. »⁷¹

Dans une autre de ses correspondances depuis les bords de l'Elbe dans laquelle il prenait prétexte de l'accalmie des nouvelles intéressantes pour rapporter à nouveau les propos de la presse proche de Bismarck, le correspondant résuma un article des *Annales prussiennes*⁷² rédigé par Wilhelm

⁶⁶ *RF*, A7, n° 2050, le 1^{er} juillet 1877, p. 2.

⁶⁷ *Ibid.*

⁶⁸ *RF*, A7, n° 2056, le samedi 7 juillet 1877, p. 2.

⁶⁹ *RF*, A7, n° 2047, le 28 juin 1877, p. 3.

⁷⁰ *Ibid.*

⁷¹ *RF*, A7, n° 2055, le 6 juillet 1877 p. 1.

⁷² Pour le lecteur curieux, voici la référence de l'article en question : Wilhelm Wahrenpfennig, « Politische Corespondenz », *Preussische Jahrbücher*, vol. 40, n° 1, pp. 101-111.

Wehrenpfennig⁷³. Dans la *RF*, on pouvait lire que Wehrenpfennig saluait la modération de Gambetta et affirmait en substance que le gouvernement du Seize Mai avait agi sous l'impulsion du cléricalisme et que si les républicains subissaient une défaite lors des élections législatives, Mac Mahon ou « le prétendant qui lui succédera » seraient forcés à s'allier au Vatican dans une entreprise militaire pour rétablir la souveraineté temporelle du pape⁷⁴. Dans cette éventualité, « Paris et Rome » eussent alors été transformés en « foyer[s] de conspiration contre l'Allemagne et l'Italie »⁷⁵. Compte tenu du contexte répressif dans lequel la presse républicaine se trouvait, la reproduction et la paraphrase des journaux étrangers s'avéraient une façon commode de dénoncer le gouvernement de l'Ordre moral en véhiculant l'argument diplomatique sans s'exposer directement à des poursuites.

Dans les pages de la *RF*, il n'y avait pas que les journaux allemands qui étaient utilisés pour agiter l'épouvantail de la guerre. Le journal de Gambetta exploita aussi la presse italienne par moments. Ainsi dans son édition du 15 juillet (en raison de la crise politique, le journal gambettiste avait exceptionnellement maintenu ses activités le 14 juillet), la *RF* cita les propos d'un journal italien qui posait la question en termes clairement électoraux :

Que signifierait le triomphe de la politique du maréchal de Mac Mahon dans les prochaines élections ? se demande le *Pungolo*, de Naples. À l'étranger, ce succès n'aurait qu'une signification : la guerre. C'est du reste ainsi que la presse allemande envisage la question. En effet, si la France hésitait, la prudence conseillerait à l'Allemagne et à l'Italie de prendre l'initiative d'une lutte qu'aucune force humaine ne pourrait plus éviter. Le Vatican et le parti clérical français, plus aveugles de jour en jour, domineraient tout et tous, et le cri de la revanche se ferait entendre d'un bout à l'autre de la France, menaçant Rome pour frapper Berlin, ou menaçant Berlin pour frapper Rome. Voilà la perspective que l'Europe sait avoir devant elle ; voilà l'horizon que nous présente l'avenir, et malheureusement cet avenir n'est pas très éloigné⁷⁶.

⁷³ Wilhelm Wehrenpfennig (1829-1900), journaliste et fonctionnaire prussien. Il a été rédacteur en chef de la *Gazette de Spener* (1872-73). Rédacteur en chef (1863-67), puis co-éditeur avec Heinrich von Treitschke des *Annales Prussiennes*. Il a siégé comme député au Landtag prussien (1868-1879), de même qu'au Reichstag (1871-1881) sous la bannière nationale-libérale. Voir Eckhard Hansen et Florian Tennstedt (dir.), *Biographisches Lexikon zur Geschichte der deutschen Politik 1871 bis 1945*, vol. 1, Kassel, Kassel University Press, 2010, p. 169 ; ainsi que « Wehrenpfennig, Wilhelm », Hessische Biographie, <https://www.lagis-hessen.de/pnd/117232696> (consulté le 23 décembre 2023).

⁷⁴ *RF*, A7, n° 2081, le 1^{er} août 1877, p. 3.

⁷⁵ Wilhelm Wehrenpfennig, cité par la *RF*. *Ibid.*

⁷⁶ *RF*, A7, n° 2064, le 15 juillet 1877, p. 2.

Dans la même édition, le quotidien républicain rapportait un article de la *Gazette de Strasbourg* pour qui la sympathie du Vatican se reportait de plus en plus vers la cause bonapartiste⁷⁷.

En examinant les discours de Gambetta durant cette phase électorale, nous sommes à même de constater que les idées exprimées tant par *La République française* que dans les extraits de la presse allemande qu'elle reproduisait se retrouvent au cœur de la rhétorique politique des républicains. Ainsi le 25 juin 1877, jour de la dissolution, un banquet républicain eut lieu à Versailles. Ce fut l'occasion pour Gambetta de faire son premier discours de campagne qui fut naturellement publié dans son journal le lendemain. L'homme politique y martela ses thèmes de campagne que nous avons pu observer tant dans la presse allemande que dans son quotidien. Combatif, il identifiait ses adversaires pour mieux les attaquer. « [Q]ue ceux qui n'ont pas su se dérober à temps aux étreintes du parti clérical, que ceux qui ont rêvé encore une restauration monarchique ; que ceux qui n'ont pas perdu la scélérate et criminelle pensée de ramener une Bonaparte en France, que tous ceux-là descendent dans la lutte : nous les y attendons ». Face à un adversaire « prêt à s'entre-déchirer », un « inconnu plein de sang », il opposa une République « fondée sur la volonté nationale », « pacifique », « progressive et lumineuse » qui, ironisa-t-il au sujet de Decazes et du gouvernement dont il était membre, n'avait pas besoin de se dire en faveur de la paix pour qu'on la crût. Fidèle à la ligne modérée qu'il avait tracée, l'orateur républicain cherchait là à montrer que les républicains et le régime dont ils étaient les défenseurs représentaient la modération, la légalité, mais surtout : la paix. En insistant sur le pacifisme de sa république idéalisée, l'orateur semait le doute sur le pacifisme de ses adversaires conservateurs.

Lorsqu'il prenait la parole en public, Gambetta n'hésitait pas à qualifier le gouvernement Broglie de « ministère des curés » et à faire usage de la question romaine pour agiter le spectre d'une guerre pour le rétablissement du pouvoir temporel de la Papauté en interrogeant ses auditeurs s'ils étaient prêts à mourir pour cette cause⁷⁸.

Dans son célèbre discours prononcé à Lille le 15 août 1877 et que *La République française* avait publié en entier, discours où il avait invité ses adversaires (notamment Mac Mahon) à « se

⁷⁷ *Ibid.*

⁷⁸ John McManners, *Church and State in France, 1870-1914*, Londres, Church Historical Society, 1972, p. 42.

soumettre ou se démettre », Gambetta avait longuement exprimé sa confiance dans le suffrage universel et avait fait valoir la sympathie de l'Europe pour un gouvernement « pacifique » et « progressif » qui éloignerait de lui « l'esprit théocratique et ultramontain », confiant qu'il était que la bourgeoisie et le prolétariat s'uniraient pour soutenir le camp républicain. « La France [...] ne voudra pas donner à l'Évangile de [17]89 un démenti dont profiteraient seuls le *Syllabus* et le jésuitisme »⁷⁹ tonna-t-il. À son avis, le coup de forme parlementaire du Seize Mai était : « une audacieuse tentative de l'esprit clérical contre l'Europe entière »⁸⁰. Liant l'enjeu clérical à celui du régime, il affirmait que le gouvernement Broglie n'était nullement républicain tandis que l'opinion publique française l'était et que celle de l'Europe l'était tout autant, du moins pour ce qui était de la France.

Ainsi, le discours de la presse allemande se communiquait-il par effet d'osmose vers les journaux républicains, puis dans la rhétorique des hommes politiques. Pour ce discours, Gambetta et plusieurs feuilles républicaines furent poursuivies en justice⁸¹. D'ailleurs, lorsque ces poursuites furent connues des journaux britanniques, la *RF* récupéra leurs propos pour faire valoir que la presse européenne désapprouvait les manœuvres judiciaires contre Gambetta, mais n'accorda pour ainsi dire aucune place au propos de la presse allemande à ce sujet⁸².

L'argument de la guerre est apparu si souvent dans les pages du journal que les adversaires politiques de Gambetta avaient accusé la rédaction du journal d'avoir entretenu des liens avec la presse allemande⁸³. La presse conservatrice lui fit également ce reproche. Ainsi, au mois d'août 1877, *Le Français* s'engagea à nouveau dans une polémique avec la *RF*. Reprochant à la feuille républicaine de reproduire des articles de la *Post*, qu'elle décrivait comme « un ennemi de la France » elle l'accusa dans un éditorial de se faire complice d'une campagne de dénigrement du gouvernement français et de reproduire de fausses nouvelles inventées par la presse prussienne⁸⁴.

⁷⁹ *RF*, A7, n° 2098, pp. 1-2.

⁸⁰ *Ibid.* p. 2.

⁸¹ Jean-Marie Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 264.

⁸² *RF*, A7, n° 2117, le 6 septembre 1877, p. 2 ; *RF*, A7, n° 2125, le 14 septembre 1877, p. 3 ; *RF*, A7, n° 2126, le 15 septembre 1877, pp. 2-3.

⁸³ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 542.

⁸⁴ *LeFr*, A10, n° 221, le 13 août 1877, p. 1.

« [L]a *Post*, [écrivait *Le Français*], professe en France la politique qui est le plus utile à sa haine, c'est-à-dire celle qui peut le mieux diviser et affaiblir notre nationalité dans les luttes de nos partis »⁸⁵. Dans sa réplique au quotidien proche de Decazes et de Broglie⁸⁶, *La République française* fit encore une fois de l'argument de la guerre en lien avec la question romaine :

Est-ce que nous nous inquiétons de savoir pourquoi le Français emprunte tous les jours des notes et des articles à la *Germania*, cette feuille ultramontaine de l'Allemagne qui mettrait le feu aux quatre coins de l'Europe pour susciter des ennemis à l'Italie et qui compte sur les cléricaux français pour commencer la guerre ? Nous n'avons donc pas à nous défendre contre les imputations du *Français*⁸⁷.

Cette polémique mérite que nous nous y attardions, car elle soulève à la fois la question de la collaboration entre la presse républicaine et la presse officieuse prussienne sur la base l'anticléricisme, mais aussi celle de la solidarité entre les cléricaux allemands et la droite française. Du côté du journal de Gambetta, contrairement aux campagnes de presse que nous avons étudiées lors des chapitres précédents, nous savons que la campagne de presse anticléricale entreprise par *La République française* lors de la crise du Seize Mai a été menée de façon partiellement concertée avec Bismarck. Chose que Gambetta nia catégoriquement⁸⁸. Le chancelier allemand, nous l'avons vu, avait donné instruction à ses feuilles officieuses de marteler qu'une victoire de l'ultramontanisme aux élections françaises de 1877 entraînerait la guerre⁸⁹. Après des pourparlers par le truchement d'un intermédiaire, l'industriel alsacien Frédéric Hartmann⁹⁰, Gambetta avait d'ailleurs rencontré Hohenlohe à l'orée de juillet en vue d'une action de presse concertée⁹¹. Par le biais de Hartmann, Gambetta avait demandé l'appui du gouvernement allemand en échange de l'abandon par son parti des revendications sur les provinces perdues par le Traité de Francfort et la poursuite de la lutte à l'ultramontanisme une fois que les républicains se seraient

⁸⁵ *Ibid.*

⁸⁶ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 754.

⁸⁷ *RF*, A7, n° 2094, le 14 août 1877, p. 1 (Nos soulèvements).

⁸⁸ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 542.

⁸⁹ A. Mitchell, *Victors and Vanquished... op. cit.*, p. 187.

⁹⁰ J. P. T. Bury, *Gambetta and the Making of the Third Republic*, Londres, Longman, 1973, p. 438 (voir la note infrapaginale n° 1).

⁹¹ A. Mitchell, *Victors and Vanquished... op. cit.*, p. 303 (note n° 86).

saisis du pouvoir⁹². La réponse d'Hohenlohe fut très chaleureuse, mais celui-ci donna pour instruction à son intermédiaire de rester discret sur l'appui aux républicains, afin de ne pas nuire à leur cause⁹³.

Du côté de la droite, la reproduction des articles de la *Germania* par *Le Français* donne à penser qu'à défaut d'une collaboration concertée entre les journaux cléricaux des deux pays, un sentiment de solidarité et de proximité idéologique les unissait par-delà les frontières. Elle montre aussi que la reproduction d'articles en provenance de l'étranger dans un but persuasif n'était pas seulement l'apanage des journaux de la gauche républicaine. Cette collaboration a également existé entre les milieux politiques conservateurs français et cléricaux allemands. En effet, lors de la crise du Seize Mai, le chef du *Zentrum*, Ludwig Windhorst, avait informé Decazes par l'intermédiaire de l'ambassadeur français à Berlin que Gambetta était en contact constant avec Bismarck⁹⁴. Si la question des liens entre la presse catholique française et allemande n'a jusqu'ici suscité que trop peu d'intérêt⁹⁵ et déborde du cadre de notre étude, ces éléments indiquent qu'elle mériterait sans doute d'être davantage explorée.

La proximité de Gambetta avec l'entourage de l'ambassade allemande au cours de la Crise du Seize Mai ne lui a toutefois pas seulement été critiquée par ses adversaires. Certains de ses proches le lui ont également reproché. Dans ses mémoires, son amie Juliette Adam l'avait amèrement blâmé pour sa fréquentation d'Hohenlohe, telle qu'elle lui avait été rapportée par Eugène Spuller⁹⁶. Confrontée sur cette question par son amie au début janvier 1878, Gambetta s'était vu contraint de se justifier privément à elle en ces termes : « [l]a politique du *Kulturkampf* a changé le principe des luttes anticléricales. Elle en a fait une question de politique européenne, nous ne pouvons plus ne pas en

⁹² A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 162.

⁹³ *Ibid.*, p. 163.

⁹⁴ *Ibid.*, p. 240 (voir note 67).

⁹⁵ À la notable exception de la thèse de Heinz Winkler, *Die Stellungnahme des französischen Katholiken ... op. cit.*

⁹⁶ Juliette Adam, *Après l'Abandon de la revanche*, 17e édition, Paris, Alphonse Lemerre, circa 1910, p. 71.

tenir compte » lui avait-il répondu⁹⁷. D'après les souvenirs de Juliette Adam, le politicien lui présenta son point de vue comme un choix rationnel⁹⁸.

Si l'incidence de la campagne de peur menée par la presse gouvernementale allemande avec le concours diplomatique de l'Italie apparaît avoir été considérable au regard du débat politique français durant la phase électorale de la crise⁹⁹, l'impact de cette concertation sur les idées exprimées dans *La République française* est à relativiser. D'une part elles étaient déjà apparues dans les pages du journal lors des précédentes crises; d'autre part la correspondance privée de Gambetta avec sa maîtresse Léonie Léon révèle qu'il était déjà personnellement convaincu, avant même ces pourparlers, que la Crise du Seize Mai était le résultat d'un complot du Vatican devant mener à une conflagration européenne¹⁰⁰. Ainsi, cette conviction du politicien républicain était la sienne bien avant la campagne de presse et le travail d'influence orchestrée par Bismarck. En outre, sa lecture de l'opinion publique, basée sur plusieurs sources et témoignages, le menait à penser que les Français de plusieurs milieux partageaient sa conviction d'une culpabilité de l'Église dans les événements politiques¹⁰¹. Du point de vue de l'homme politique, l'anticléricisme permettait de rejoindre les convictions de l'opinion publique et de maximiser ses gains électoraux.

En somme, si la campagne de presse entreprise par Bismarck en faveur des républicains et la demande d'assistance sont attestées, l'évolution anticléricale du chef républicain et de son journal était bien antérieure à la crise du Seize Mai¹⁰². Les propos que Gambetta tenait en privé de l'importance du *Kulturkampf* à l'échelle de la vie politique européenne soulignent en outre l'impact profond que cet événement a eu sur l'imaginaire et le discours anticléric en Europe, au point d'en faire une donnée brute de la joute politique en France. Nonobstant ce que nous venons de dire, la campagne de presse entreprise à l'initiative des journaux allemands s'avéra commode pour la rédaction de *La République française* puisqu'elle lui permettait de véhiculer les arguments de peur

⁹⁷ Léon Gambetta, cité par J. Adam dans *ibid.*, p. 124.

⁹⁸ *Ibid.*, p. 127.

⁹⁹ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, pp. 164-170.

¹⁰⁰ S. K. Foley et C. Sonderwine, *op. cit.*, p. 153 (voir la note 75 à la p. 283).

¹⁰¹ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 262.

¹⁰² *Supra*, p. 94.

liés à la guerre et au cléricisme par la reproduction des articles des journaux allemands, sans nécessairement les endosser en tant que tel, ce qui permettait de déjouer la censure. Bref, elle permettait de faire dire par d'autres ce qu'elle ne pouvait pas dire explicitement elle-même. Une fois les deux premières semaines suivant la dissolution passées, le journal de Gambetta se fit peu à peu moins insistant sur les menaces de guerre en provenance d'Allemagne et la reproduction d'articles de journaux de ce pays à propos de la crise. Jusqu'à ce que la date des deux tours de l'élection fût connue, on vit ce message beaucoup moins souvent dans les pages de *La République française*.

La mort d'Adolphe Thiers, survenue le 3 septembre 1877, donc quelques semaines à peine avant l'annonce de la date des élections, causa la surprise générale. Fortement politisée en raison de son soutien à la cause des 363, elle occupa une grande place dans les pages du journal jusqu'à la troisième semaine de septembre. Pour les ambitions politiques de Gambetta, cet événement s'avérait funeste puisque tout indique que, n'eût été la disparition de Thiers, ce dernier eût été candidat à la succession de Mac Mahon et que Gambetta se serait vu confié la présidence du conseil et les affaires étrangères¹⁰³. Ne jouissant pas d'appuis suffisants pour succéder à Thiers comme candidat officiel à la présidence de la République, Gambetta dut s'effacer devant Jules Grévy¹⁰⁴.

Si les propos des journaux étrangers sur la mort de Thiers furent rapportés, ceux de la presse allemande occupèrent une place limitée¹⁰⁵. Dans sa lettre d'Allemagne, le correspondant cita toutefois un article du *Nouvelliste de Dresde* qui¹⁰⁶, rapportant les obsèques de Thiers, en profitait pour s'attaquer aux forces conservatrices :

Toutes les machinations des bonapartistes et, en général, des partisans d'une restauration monarchique sont allées se briser contre la fermeté et le bon sens des républicains. Les obsèques de Thiers ont eu lieu sans qu'on ait pu constater la moindre illégalité, sans qu'il se soit produit la moindre manifestation imprudente. Malgré le mal que se sont donné les gens de la trempe de Paul de Cassagnac pour exciter les passions des masses par des moqueries et des provocations de toute espèce, Paris est resté calme. Cette conduite des

¹⁰³ P. Antonmattei, *op. cit.*, p. 293.

¹⁰⁴ *Ibid.*, p. 294.

¹⁰⁵ *RF*, A7, n° 2119, le 8 septembre 1877 p. 3 et *RF*, A7, n° 2120, le 9 septembre 1877, p. 2

¹⁰⁶ Le lecteur curieux ou la lectrice curieuse trouvera ici l'article mentionné par le correspondant dans les *Dresdner Nachrichten*, vol. XXII, n° 254, le 11 septembre 1877, p. 1.

républicains sera d'un grand profit pour la cause qu'ils défendent. Ce calme imposant de la population de Paris a frappé d'impuissance les hommes du 16 Mai.¹⁰⁷

Dans sa correspondance privée avec Léonie Léon, Gambetta tirait un bilan similaire. Les funérailles de Thiers avaient été pour lui un triomphe pour la cause républicaine et annonçaient la défaite des initiateurs du Seize Mai¹⁰⁸.

La publication dans les pages de *La République française* d'un manifeste que Thiers révisait au moment même où sa mort est survenue nous permet d'apporter une précision sur la portée du discours anticlérical du journal gambettiste. Nous avons pu voir dans les pages qui précèdent la prévalence de l'anticléricalisme et de l'épouvantail de la guerre dans ce journal de la gauche républicaine, particulièrement en prévision du scrutin. Mais qu'en était-il de la droite républicaine, ou des anciens monarchistes ralliés à la République? Dans son manifeste Thiers, un homme politique conservateur et catholique, ne fit jamais usage d'arguments anticléricaux. Au contraire, il opposait à la droite monarchiste que le budget des cultes avait été augmenté et que l'esprit du concordat avait été respecté par la Chambre des députés¹⁰⁹. Cela nous permet de mieux cerner à qui s'adressaient les arguments anticléricaux et de mettre en relief l'aspect hétérogène de la coalition des 363. Les arguments anticléricaux s'adressaient d'abord à la gauche républicaine, aux républicains déjà acquis à la République et ensuite aux électeurs des campagnes qui craignaient une autre guerre¹¹⁰. Ils ne s'adressaient pas aux catholiques modérés.

Toutefois, un trait d'union soudait les 363. Nous avons dit plus haut qu'à chaque fois où la pérennité du régime était remise en doute, l'argument de la question romaine refaisait surface dans les pages de la *RF*¹¹¹. Pour Thiers, « la question du 16 Mai peut se résumer ainsi tout (sic.) entière : Faut-il vouloir la République, et, si on veut la République, faut-il la constituer d'une manière sûre, avec des hommes qui veuillent la faire réussir ? Il n'y a pas d'autre question que celle-là »¹¹². Pour la

¹⁰⁷ *RF*, A7, n° 2127, le 16 septembre 1877, p. 2.

¹⁰⁸ J.-M. Mayeur, *Léon Gambetta... op. cit.*, p. 267.

¹⁰⁹ *RF*, A7, n° 2136, le 25 septembre 1877, p.1.

¹¹⁰ J. Grévy, *La République des opportunistes ... op. cit.*, p. 221.

¹¹¹ *Supra*, p. 91 ; p. 120.

¹¹² *RF*, A7, n° 2136, le 25 septembre 1877, p.1.

RF, il s'agissait aussi de la question de l'urne, mais contrairement à Thiers, sous sa plume elle prenait la marque d'une déclinaison anticléricale. Ainsi la veille du premier tour de scrutin, elle la posait en ces mots : « La France sera-t-elle républicaine ou cléricale ? Telle est la question. »¹¹³. Pour les républicains de toutes allégeances, c'était bel et bien la question du régime qui était celle de l'élection à venir. Voilà pourquoi, la *RF*, tout comme lors des crises précédentes, s'acharnait contre le cléricalisme. Car nous l'avons vu, chaque fois où la survie du régime semblait être en jeu, le journal de Gambetta martelait ces arguments.

Le gouvernement a longtemps tergiversé avant d'annoncer la date des élections. Ce n'est que le 22 septembre qu'il a rendu publique sa décision de les tenir les 14 et 28 octobre 1877. La Chambre était convoquée pour la mi-novembre. Au fur à mesure que l'échéance électorale se rapprochait et que les nécessités de la campagne électorale se firent plus pressantes, les arguments anticléricaux revenaient en force et gagnaient en intensité. En revanche, quoique présent, l'épouvantail de la guerre avec l'Allemagne ou l'Italie restait moins présent que durant l'été. Il était simplement rappelé à la mémoire de temps à autre, comme s'il était devenu une vérité de la Palice. Ainsi, prenant pour prétexte d'une allocution du pape à l'endroit de pèlerins français venus d'Angers, la *RF* s'attaqua encore une fois à l'ultramontanisme en rangeant Pie IX dans le camp du Seize Mai, de la monarchie et de l'Ancien Régime¹¹⁴. Pour elle, le seul souhait du Vatican était de censurer en France la presse favorable à la préservation de l'unité italienne et d'assister à une victoire cléricale lors des élections dans le but intéressé que la France mette « son épée au service de l'Église et du pouvoir temporel »¹¹⁵. Confiant, le journal gambettiste estimait toutefois que les élections n'allaient pas déboucher sur un « gouvernement des curés »¹¹⁶.

Déjà nous pouvons discerner ici que d'autres arguments passaient à l'avant-plan dans la rhétorique républicaine. C'est plutôt la lutte au pouvoir au personnel, pour le suffrage universel, pour la consolidation de la République, contre l'instabilité politique dont les républicains tenaient les conservateurs pour responsables, qui était mise de l'avant. Cela étant dit, l'anticléricalisme resta

¹¹³ *RF*, A7, n° 2154, le 13 octobre 1877, p. 1.

¹¹⁴ *RF* A7, n° 2123, le 12 septembre 1877, p. 1.

¹¹⁵ *RF* A7, n° 2125, le 14 septembre 1877, p. 1.

¹¹⁶ *Ibid.*

très présent dans le discours de *La République française*, mais en fin de campagne il se tourna davantage sur des thèmes relatifs à la politique intérieure. Il se rapprochait un peu plus aussi des codes discursifs classiques de l'anticléricalisme que nous avons décrit : l'antijésuitisme, l'opposition entre l'obscurantisme et le progrès de même que l'usage des vocable « cléricalisme » et « ultramontanisme » en guise d'anathème. La peur était utilisée, mais non plus celle d'une guerre avec l'étranger, mais plutôt celle des troubles intérieurs. Et, là encore, l'épouvantail de la guerre demeurait présent, mais plutôt en arrière-plan.

Cela semble également avoir été le cas dans les articles de journaux allemands que la *RF* reproduisait. Ainsi, à la fin septembre, le correspondant citait-il encore dans sa lettre d'Allemagne un autre journal qui espérait, pour la paix entre la France et l'Allemagne, une victoire des républicains, mais là encore, ce n'était plus l'argument premier avancé par l'auteur de l'article cité¹¹⁷. Après la mort de Thiers et jusqu'à l'échéance électorale, c'était plus souvent pour contredire les propos des hommes politiques conservateurs que la *RF* rappelait cet argument. Par exemple, en guise de réaction à un discours du duc Broglie, elle reproduisit un article de la *Gazette d'Allemagne du Nord* qui affirmait en substance que les actions du parti clérical à Paris poussaient les patriotes italiens dans les bras de Berlin par crainte d'une action militaire française visant à rétablir le pape dans ces États¹¹⁸.

Dans ces dernières semaines de la phase électorale de la crise du Seize Mai, durant la campagne électorale proprement dite, lorsque *La République française* rapportait des extraits de journaux allemands, ce n'était plus pour faire peur, mais pour rapporter l'intervention cléricale en faveur des candidats conservateurs et pour répéter les bons mots qu'elle adressait aux républicains ainsi que l'optimisme qu'elle entretenait à l'égard de leur victoire prochaine. De cette sorte, la *Gazette d'Allemagne du Nord* écrivait que « [t]out ce qui est intelligence et patriotisme [...] se serre autour du drapeau de la République et de l'ordre constitutionnel »¹¹⁹, tandis que la *Gazette de Francfort* insistait sur la « moralité sérieuse » des républicains¹²⁰. De leur côté, les articles de la *Gazette*

¹¹⁷ *RF*, A7, n° 2141, le 30 septembre 1877, p. 2.

¹¹⁸ *RF*, A7, n° 2153, le 12 octobre 1877, p. 3.

¹¹⁹ *RF*, A7, n° 2149, le 8 octobre 1877, p. 2.

¹²⁰ *Ibid.*

d'*Augsbourg*, de la *Gazette nationale* et de la *Gazette de Strasbourg* que la *RF* reproduisit dans ses pages insistaient fortement sur l'implication électorale du clergé en faveur des candidats soutenus par Mac Mahon¹²¹.

Pour conclure cette section, nous ne pouvons passer sous silence le discours que Gambetta prononça au Cirque américain de la place du Château d'Eau seulement quatre jours avant les élections. Prononcé devant une foule de 7000 personnes, il fut reproduit intégralement sur deux pages dans la *RF* en raison de son importance électorale. Il fut l'occasion de répéter pour une ultime fois les thèmes les plus importants pour assurer le succès de la campagne républicaine. Attardons-nous à la péroraison du discours, une attaque virulente contre le cléricisme, pour mieux observer l'évolution de la rhétorique anticléricale du chef républicain et le message que celui-ci souhaitait faire passer¹²². Puisque cette partie d'un discours cherche à laisser une marque finale dans l'esprit de ses auditeurs, elle relève d'une importance capitale pour comprendre le message qu'un orateur souhaite voir être retenu. Dans ce cas-ci, Gambetta termina en ces mots : « Le cléricisme, voilà le vaincu ! »¹²³. Mais pourquoi fallait-il à ce point vaincre l'adversaire clérical ? Tous simplement, parce que, pour l'orateur, le seul lien entre les bonapartistes, les orléanistes et le légitimiste était le cléricisme. Il s'agissait du ciment de leur coalition fortement divisée. Selon lui, c'était derrière ces trois factions que se cachait le véritable adversaire de la République, celui qui empêchait sa consolidation : le cléricisme.

C'était à l'action du Vatican qu'il fallait selon lui attribuer tous les désordres politiques intérieurs de la France. À maintes reprises au cours de sa péroraison, il insista sur la division très forte qui existait parmi les conservateurs. Il dénonçait « la politique de gens qui obéissent au Vatican »¹²⁴. C'est pour cette raison qu'il tonnait que « le vaincu ne doit pas être seulement tel ou tel parti politique hostile à la République, mais le parti qui mène tous les autres, celui qui les couvre, qui les discipline et les pousse à la lutte »¹²⁵. Et quels étaient les motifs de l'action de l'Église ? Selon

¹²¹ *Ibid.*

¹²² Pour comprendre l'importance de la péroraison dans un discours, voir Olivier Reboul, *Introduction à la rhétorique. Théorie et pratique*, Paris, Presses universitaires de France, 2^e édition, 2013, p. 70.

¹²³ *RF*, A7, n° 2152, le 11 septembre 1877, p. 2.

¹²⁴ *Ibid.*

¹²⁵ *Ibid.*

lui, l'ultramontanisme voulait conquérir la France pour ensuite exercer sa domination sur toute l'Europe, une idée que nous avons déjà retrouvée dans un éditorial de *La République française* quatre ans auparavant. La guerre n'était plus explicitement mentionnée au futur, mais bien au passé, par une évocation de la récente défaite française qui s'apparentait à une forme de prophétie autoréalisatrice qui avait pour objectif de contrer la propagande conservatrice :

On vous disait, en 1870, que votre oui c'était la paix; nous disions : C'est la guerre ; on vous disait que c'était la liberté; nous disions : C'est la servitude ; on disait que c'était la stabilité; nous disions: C'est la révolution ; on disait que c'était la grandeur de la France, nous disions : C'est l'invasion¹²⁶.

C'est là où la critique du cléricalisme rejoignait les enjeux de politique intérieure et extérieurs dans son esprit. C'est là aussi où le discours de Gambetta rejoignait les *Kulturkämpfe* puisque ce combat contre le cléricalisme, il s'exerçait partout en Europe. Comme il l'avait déjà fait par le passé¹²⁷, dans son discours il donna l'exemple de l'Italie, en Angleterre de la Hollande de l'Autriche et sans oublier celui de l'Allemagne pour montrer que l'influence cléricale était combattue par tous les gouvernements en Occident. La France n'était pas seule dans cette lutte, mais elle devait la remporter, non seulement pour la préservation de la République, mais aussi pour que le présent triomphe du passé, pour que le pouvoir laïque triomphe de l'idéal théocratique, pour que la Révolution française puisse s'achever et pour que « l'intelligence » et la « civilisation moderne » remportent la victoire.

4.4 Phase terminale (du 28 octobre au 13 décembre 1877)

Malgré un léger recul lors des élections, les républicains obtinrent davantage qu'une majorité absolue dès le premier tour de scrutin. Les républicains eurent 323 élus et 55% des suffrages (4 367 000 de voix contre 3 578 000 pour les conservateurs) tandis que les conservateurs ne remportèrent que 208 sièges. Bien que pour les républicains la victoire fût moins grande que les 400 députés que Gambetta avait espérés, ceux-ci remportaient toutefois leur pari de conserver la majorité des 533 sièges à la Chambre des députés¹²⁸. Seulement 15 sièges durent être comblés au

¹²⁶ *RF*, A7, n° 2152, le 11 septembre 1877, p. 2.

¹²⁷ *Supra*, p. 80.

¹²⁸ V. Duclert, *op. cit.*, p. 152.

deuxième tour, ce qui s'explique par la très forte polarisation politique qui régnait alors. Le taux de participations très élevé (80,59 %) souligne l'importance que l'électorat accordait aux enjeux de cette élection ¹²⁹. Les conservateurs avaient bel et bien subi une défaite électorale.

Dès que les résultats des élections législatives furent connus à l'extérieur, *La République française* fit connaître à ses lecteurs la réaction des journaux étrangers et notamment allemands. Dans un article paru dans son édition du 20 octobre, elle se félicitait de recevoir plusieurs dépêches des quatre coins de l'Europe en provenance de loges maçonniques et des milieux libéraux accueillant positivement la victoire des républicains en France. Même si la lutte sur le terrain électoral venait de trouver son terme, c'était encore une fois l'occasion de répéter les mêmes arguments sur l'éventualité d'une guerre avec l'Allemagne et l'Italie. Nous pouvons le constater dans un article paru à la une du journal de Gambetta. Cette fois-ci, toutefois, l'idée d'une guerre entreprise sous l'auspice d'un parti clérical victorieux n'était plus présentée comme une menace, mais bien à la lumière du soulagement causé par les résultats du scrutin qui habitait le continent en entier, exception faite des ultramontains. Selon les rédacteurs du journal :

[p]artout, en effet, on attendait avec inquiétude l'issue de la lutte électorale engagée entre la réaction cléricale et monarchique et le parti républicain : partout on se demandait ce qui allait sortir du redoutable conflit, si la politique inspirée et dirigée par le Vatican allait l'emporter, ou bien si les défenseurs de la société moderne telle qu'elle existe dans toute l'Europe civilisée avaient le dessus. On se sentait menacé par une faction envahissante qui, victorieuse en France, n'aurait pas tardé à préparer d'autres entreprises contre les États qui n'acceptent pas la domination de la curie romaine¹³⁰.

Ainsi, la réception de la victoire républicaine dans la presse étrangère était interprétée à la lumière de la mise en récit que la propagande républicaine avait échafaudée sous l'influence de la presse gouvernementale allemande. Pour l'auteur, l'Allemagne aussi devait accueillir favorablement le résultat électoral puisque selon lui le cléricalisme allemand ne pourrait désormais plus compter sur l'appui de la France compte tenu des résultats électoraux¹³¹. Les thèmes anticléricaux continueraient d'être mobilisés après les élections. Dans sa lettre d'Allemagne du 21 octobre, le correspondant affirmait que le succès des républicains en France avait été fort bien reçu par la presse allemande.

¹²⁹ J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 65.

¹³⁰ *RF*, A7, n° 2161, le 20 octobre 1877, p. 1.

¹³¹ *Ibid.*

À son avis, les dernières élections législatives françaises étaient une lutte sans merci entre le libéralisme et l'ultramontanisme et c'est ainsi que tous l'avaient compris au-delà des Vosges. Pour lui, même si les Allemands n'étaient pas républicains par nature, ceux-ci voulaient la paix et une victoire cléricale aurait forcément troublé les rapports entre Paris d'un côté, et Rome et Berlin de l'autre¹³².

Suite à la victoire républicaine, un certain flottement put s'observer quant à la façon dont la crise du Seize Mai trouverait son dénouement. En dépit du résultat des élections, Mac Mahon, tout comme les républicains, restèrent sur leurs positions. Comme l'écrivait l'historien Allan Mitchell, dans cette optique Mac Mahon se retrouvait face à trois options : organiser un coup d'État, forcer une nouvelle dissolution accompagnée d'un plébiscite sur sa personne ou bien contrer la Chambre en gouvernant avec le concours de la majorité conservatrice au Sénat¹³³. Bien que les chefs républicains prissent leurs dispositions pour faire face à cette éventualité¹³⁴, l'option du coup d'État ne semble jamais avoir été sérieusement envisagée par le maréchal-président¹³⁵.

Sans trouver son dénouement, le conflit se déplaça à nouveau au Parlement et dans les couloirs de l'Élysée. La presse continuait à maintenir la pression sur les hommes du Seize Mai. Ce n'est que le 20 novembre que le gouvernement de Broglie se résolut à donner sa démission¹³⁶. Trois jours plus tard, Mac Mahon chargea alors un personnage obscur, le général Gaétan de Rochebouët, de prendre la présidence du conseil à la tête d'un « ministère d'affaires ». La Chambre des députés vota un ordre du jour par lequel elle refusait d'entrer en communication avec le nouveau ministère¹³⁷. L'impasse était totale. Au cours de cette phase terminale de la crise, Bismarck continua d'intervenir pour favoriser la cause des républicains. Par le truchement d'une

¹³² *RF*, A7, n° 2167, le 26 octobre 1877, p. 2.

¹³³ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 171.

¹³⁴ P. Antonmattei, *op. cit.*, p. 303.

¹³⁵ G. de Broglie, *op. cit.*, p. 370-71.

¹³⁶ *Ibid.*, p. 376.

¹³⁷ J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 66.

intermédiaire, Henckel von Donnersmarck, il fit savoir à Gambetta qu'un régime soutenu par les ultramontains en France causerait une nouvelle guerre entre les deux pays¹³⁸.

Par le biais de la presse officieuse, le gouvernement allemand maintenait la pression sur l'Élysée et les journaux républicains s'en faisaient les relais en France. Les résultats du deuxième tour n'étaient pas encore connus que *La République française* reproduisit un article de la *Gazette d'Allemagne du Nord* qui, reprenant à son compte la formule de Gambetta, invitait Mac Mahon à « se soumettre ou se démettre »¹³⁹. Comme nous sommes à même de l'observer, les éléments de langage ne traversaient pas seulement les frontières dans un seul sens. Les idées formulées par des hommes politiques français pouvaient ainsi se retrouver dans des feuilles officieuses allemandes et être réintroduites ou répétées à nouveau en France par les journaux de ce pays. À ce titre, il est intéressant de constater comment les événements de la crise du Seize Mai se sont imposés dans le débat politique en Allemagne à l'égard du *Kulturkampf*. Ainsi, selon les informations du correspondant de la *RF*, tandis que le Landtag de la Prusse discutait de son budget des cultes, la crise politique en France occupait une place centrale dans les échanges entre les députés du *Zentrum* et leurs opposants. Pour ces derniers, les lois de mai trouvaient encore une fois leur justification dans les faits et gestes de l'épiscopat français et du Vatican, à qui ils attribuaient la responsabilité du déclenchement du Seize Mai. Un député prussien reprit même à son compte la mythologie anticléricale et républicaine au sujet de la complicité du clergé dans le coup d'État du 2 décembre 1851¹⁴⁰. Windthorst leur répliqua qu'au contraire le Seize Mai avait pour but de « délivrer la France du radicalisme rouge » et que les républicains représentaient le revanchisme¹⁴¹.

Durant tout l'automne, la presse allemande fit campagne contre le maréchal-président. À l'égard de Mac Mahon, la *Gazette d'Augsbourg* était d'avis qu'il devait songer à prendre sa retraite¹⁴². Soulignant que lors des élections les électeurs français avaient fait le choix de la paix, la *Gazette de Cologne* et la *Gazette d'Augsbourg* entretenaient de leur côté la rumeur d'un coup d'État à

¹³⁸ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 172.

¹³⁹ *RF*, A7, n° 2169, le 28 octobre 1877 p. 2.

¹⁴⁰ *RF*, A7, n° 2204, le 2 décembre 1877, p 2.

¹⁴¹ *Ibid.*

¹⁴² *RF*, A7, n° 2169, le 28 octobre 1877 p. 2.

l'initiative de Mac Mahon¹⁴³. Durant la crise, l'intervention du gouvernement allemand dans les affaires françaises n'était pas entièrement inconnue du public. En effet, la *RF* elle-même rapporta par le biais de son correspondant à Dresde, non sans insister sur l'état « grave et menaçant » des rapports franco-allemands, qu'un entretien avait eu lieu entre l'ambassadeur de France et un représentant personnel d'Otto von Bismarck. Cet intermédiaire aurait alors clairement exposé à la position du gouvernement allemand à l'ambassadeur, lequel souhaitait un gouvernement s'appuyant sur la nouvelle majorité républicaine à Versailles et aurait asséné une mise en garde : toute autre décision pourrait être interprétée comme un autre affront par Rome et Berlin¹⁴⁴.

Au fur et à mesure que le temps passait et que la crise paraissait s'embourber, la pression exercée par Bismarck reprenait de plus belle et l'on fit mine d'entendre le bruit des bottes qui s'agitaient. Le 24 novembre, le correspondant rapportait à nouveau les inquiétudes de la presse allemande au sujet de la situation politique en France. Sous sa plume, les menaces de guerre revenaient en force. Rapportant la crainte qui régnait en Allemagne au sujet d'une nouvelle dissolution, il informait les lecteurs de *La République française* que l'armée allemande prenait des dispositions en vue d'une mobilisation générale, des mesures qui selon lui étaient semblables à celles qui avaient précédé la Guerre franco-allemande de 1870¹⁴⁵. Puis, il résumait un autre article des *Annales prussiennes* qui se perdait en conjectures sur les intentions belliqueuses de Mac Mahon et de ses alliés bonapartiste et ultramontains¹⁴⁶.

Une seconde dissolution était toutefois impossible sans l'accord du Sénat. Après que la Chambre eut voté un ordre du jour défavorable au ministère Rochebouët le 25 novembre¹⁴⁷, le président du Sénat et les sénateurs d'allégeance orléaniste¹⁴⁸ firent savoir à Mac Mahon qu'ils ne soutiendraient pas un nouveau coup de force parlementaire¹⁴⁹. *La République française* reproduisit des articles de la presse officieuse allemande et notamment de la *Gazette de Cologne* qui rapportaient le malaise

¹⁴³ *RF*, A7, n° 2170, le 29 octobre 1877 p. 2 ; *RF*, A7, n° 2169, le 28 octobre 1877, p. 2.

¹⁴⁴ *RF*, A7, n° 2184, le 12 novembre 1877, p. 2-3.

¹⁴⁵ *RF*, A7, n° 2196, le 24 novembre 1877, p. 2.

¹⁴⁶ *Ibid.*

¹⁴⁷ *Journal officiel de la République française*, le 25 novembre 1877, p. 7748.

¹⁴⁸ Gaston d'Audiffret-Pasquier (1823-1905).

¹⁴⁹ Daniel Halévy, *La république... op. cit.*, p. 243 ; J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, p. 66.

des orléanistes et leur penchant de plus en plus marqué pour la République¹⁵⁰. Sans surprise, la formation du gouvernement Rochebouët fut très mal accueillie par la presse allemande. D'après le journal de Gambetta, *Die Post* affirmait notamment que ce nouveau cabinet annonçait l'instauration d'une dictature en France.¹⁵¹ Pour la *Gazette de Strasbourg* tout comme la *Gazette d'Allemagne du Nord*, il fallait encore une fois attribuer la formation de ce gouvernement à l'influence cléricale et vaticanesque¹⁵².

Dans les derniers jours de la crise, la tension était très forte. Le correspondant de *La République française* à Dresde s'inquiétait de ce que le conflit ne dégénérât en « guerre fratricide » pour la France¹⁵³. Le journal de Gambetta reproduisit également un article de la *Post* de Berlin qui envisageait sérieusement cette possibilité. « La guerre civile [écrivait-elle] peut devenir la conséquence fatale du conflit dont les péripéties se déroulent en France. Quelle redoutable responsabilité en courrait la politique du 16 Mai si elle devait conduire à un tel épilogue ! »¹⁵⁴. Entre-temps, des négociations avaient été entreprises par Mac Mahon pour appeler Jules Dufaure à former un gouvernement avec l'appui des républicains, mais celles-ci s'étaient conclues par un échec lorsque le maréchal exigea de nommer les titulaires des affaires étrangères et de la guerre comme cela se faisait auparavant, exigence que Dufaure refusa¹⁵⁵.

En dernière instance, Mac Mahon tenta alors de former un gouvernement sous la direction de Batbie¹⁵⁶ et songea même à la démission¹⁵⁷. Au moment suprême, les menaces d'une guerre en provenance de l'Allemagne furent déterminantes dans sa décision de se démettre, sans toutefois démissionner. En effet, lors de la dernière séance du conseil des ministres du gouvernement Rochebouët le 12 décembre, le maréchal président arriva avec la ferme intention de démissionner.

¹⁵⁰ RF, A7, n° 2200, le 28 novembre 1877, p. 2.

¹⁵¹ *Ibid.*

¹⁵² RF, A7 n° 2203, le 1^{er} décembre 1877, p. 2.

¹⁵³ RF, A7, n° 2204, le 2 décembre 1877, p. 2.

¹⁵⁴ RF, A7, n° 2214, le 12 décembre 1877, p. 2.

¹⁵⁵ G. de Broglie, *op. cit.*, p. 380-1.

¹⁵⁶ Anselme Batbie (1828-1887), juriste et homme politique français, avait été élu député à l'Assemblée en 1871, puis sénateur en 1876. Voir sa notice biographique sur le site de l'Assemblée nationale : [https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/\(num_dept\)/478/\(legislature\)/26](https://www2.assemblee-nationale.fr/sycomore/fiche/(num_dept)/478/(legislature)/26). Consulté le 2 janvier 2024

¹⁵⁷ G. de Broglie, *op. cit.*, p. 382.

C'est alors que le marquis de Banneville¹⁵⁸ lui présenta des rapports des diplomates français postés à l'étranger au sujet de la résolution de l'Allemagne à intervenir militairement. Celle-ci était résolue à attaquer la France si le président Mac Mahon ne nommait pas un cabinet résolument républicain. Pourtant, les ministres présents insistèrent pour qu'il ne démissionne pas. Devant ces faits, le maréchal fondit en larme, accepta de nommer Dufaure à la présidence du conseil et demeura en poste à l'Élysée¹⁵⁹. Sous la contrainte de son nouveau cabinet, le message présidentiel qu'il fit publier consacrait la parlementarisation de la Troisième République et la limitation de l'exercice du pouvoir de dissolution pour son président¹⁶⁰. Dans les jours qui suivirent l'annonce de la soumission de Mac Mahon, *La République française* fit connaître en première page à ses lecteurs le soulagement éprouvé par les journaux allemands¹⁶¹. Dans un article de la *Gazette nationale* que le journal de Gambette reproduisit, la feuille nationale-libérale écrivait ceci :

Les événements qui viennent de se produire en France ont certainement rendu la situation de l'Europe beaucoup meilleure et beaucoup plus nette. L'Allemagne, en particulier, peut mettre de nouveau l'arme à terre, après avoir été au port d'armes pendant sept mois, par suite de machinations dangereuses que la France était destinée à réaliser. La cause de la paix et du calme développement des institutions de l'Europe a remporté une victoire dont la portée est aussi incalculable que le danger presque continuel auquel nous venons d'échapper. Puisse cette victoire être durable et puisse l'amélioration des relations des deux nations voisines¹⁶².

Pour les journaux allemands, toute menace de guerre était définitivement écartée. Pour la *Post* de Berlin, la victoire des républicains en était un contre l'ultramontanisme¹⁶³, tandis que *la Gazette d'Augsbourg* appelait à une républicanisation du régime et de sa bureaucratie¹⁶⁴. La conquête de la République par les républicains se poursuivit quelque temps avant de trouver son aboutissement avec leur victoire aux élections sénatoriales de janvier 1879. Dans les semaines suivantes, les républicains exercèrent des pressions sur Mac Mahon qui démissionna le 30 janvier. Le soir même,

¹⁵⁸ Gaston de Banneville était ministre des affaires dans l'éphémère gouvernement Rochebouët.

¹⁵⁹ A. Mitchell, *The German Influence in France... op. cit.*, p. 176 ; G. de Broglie, *op. cit.*, p. 384.

¹⁶⁰ V. Duclert, *op. cit.*, p. 153.

¹⁶¹ *RF*, A7, n° 2221, le 19 décembre 1877, p. 1.

¹⁶² *Ibid.*

¹⁶³ *RF* A7, n° 2224, le 22 décembre 1877, p. 2.

¹⁶⁴ *Ibid.*

il fut remplacé par Jules Grévy¹⁶⁵. Désormais, toutes les institutions du pouvoir étaient aux mains des républicains. La consolidation politique du régime était accomplie.

4.5 Conclusion

La proximité entre le discours tenu par la presse officieuse allemande et la presse républicaine lors de la Crise du Seize Mai, n'est pas en soi un fait nouveau aux yeux des historiens. Georges Goyau le remarquait déjà¹⁶⁶, les contemporains aussi. E. Malcom Carroll avait déjà noté il y a longtemps la place prépondérante qu'occupait la menace d'une guerre avec l'Allemagne et l'Italie dans la presse républicaine française au cours de la crise¹⁶⁷. De son côté, Pierre Albert a souligné l'importante reproduction d'articles de journaux étrangers dans les feuilles républicaines¹⁶⁸. Dans son étude sur les opportunistes, Jérôme Grévy décrivait quant à lui très bien les ressorts anticléricaux de la propagande républicaine en lien avec l'argument de la guerre.

En soi, l'attitude de *La République française* durant cette crise a déjà retenu l'attention des historiens. Le rapprochement entre Bismarck et Gambetta à l'occasion de la crise du Seize Mai aussi. Nous avons choisi de revisiter cet épisode pour deux raisons. La première tient à la continuité et la constance de la propagande républicaine au fil de la décennie, la seconde à l'importance significative de la crise du Seize Mai dans la consolidation de la Troisième République et dans l'histoire politique de la France.

Dans un premier temps, malgré le rapprochement que nous avons décrit entre Gambetta et l'entourage de l'Ambassade allemande à Paris durant les événements de 1877, les schémas discursifs en lien avec la question romaine que le journal de Gambetta avait empruntés en partie à la presse allemande lors de la Crise du Seize Mai s'étaient déjà construits depuis 1873. Ils obéissaient à des codes qui étaient tout à fait répandus en Europe au XIX^e siècle et qui étaient ceux du discours anticléricale partout en Europe. Nonobstant cela, le cadre national demeurait

¹⁶⁵ J.-M. Mayeur, *La vie politique... op. cit.*, pp. 67-68.

¹⁶⁶ Georges Goyau, *op. cit.*, vol. 2, p. 358.

¹⁶⁷ E. M. Carroll, *op. cit.*, p. 68.

¹⁶⁸ P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 374.

déterminant dans la réception des événements¹⁶⁹. Dans le cas du contexte politique de la France des années 1870, ils se sont déclinés à la fois sous l'influence du *Kulturkampf* et de l'action extérieure de Bismarck que du contexte politique français et de l'appréciation que Gambetta et les rédacteurs de *La République française* en eurent au regard des objectifs politiques du journal.

Dans un second temps, la place importante que cette rhétorique anticléricale a occupée à tous les moments clés de la crise du Seize Mai, tant parmi les journaux français que dans l'esprit et les discours de chefs républicains tels que Gambetta fut déterminante. C'est à ce moment que l'anticléricisme atteignit son paroxysme dans leur discours. Combinée à la pression diplomatique et aux campagnes de presse allemandes visant à susciter la peur de au sein de l'électorat français, cet épisode illustre le rôle crucial que joua l'Allemagne dans la vie politique française durant les années 1870. La crainte d'une nouvelle guerre franco-allemande pesa aussi lourdement dans l'esprit des électeurs français durant la phase électorale de la crise que sur l'esprit du maréchal durant sa phase terminale. De surcroît, la crise du Seize Mai peut véritablement être vue comme un moment catalyseur de l'imaginaire anticléric des républicains. Le sentiment d'urgence d'une consolidation du régime continua à habiter les dirigeants républicains même lorsque ceux-ci obtinrent tous les leviers de l'État. La devise : « le cléricisme ! voilà l'ennemi ! » restera longtemps dans les esprits.

En somme, les événements de la vie politique française semblent expliquer en partie pourquoi dans les années 1880, lorsque la république fut aux mains des républicains, les conflits avec l'Église s'intensifiaient tandis qu'en Allemagne au contraire ils s'apaisaient. Une fois bien en selle, les républicains poursuivraient cette œuvre de consolidation du régime. Ils œuvrèrent donc à la laïcisation de l'éducation, interdirent la Compagnie de Jésus et expulsèrent les Jésuites de leurs congrégations. L'insistance des forces conservatrices qui avaient soutenu la politique de l'Ordre moral à inscrire le catholicisme au cœur de l'identité nationale française et leur défaite politique aux mains des républicains qui s'étaient soudées par l'anticléricisme au cours de la décennie du *Kulturkampf*, explique en grande partie l'empressement que mirent les républicains à laïciser l'État français une fois que tous les leviers politiques furent en leur contrôle avec le départ de Mac Mahon

¹⁶⁹ L. Dittrich, *op. cit.*, p. 504.

en janvier 1879¹⁷⁰. Pour les républicains, il s'agissait dans les circonstances de la seule revanche possible. Enfin, la forte polarisation qui s'est manifestée lors de cette crise semble avoir créé les lignes de forces, qui, sans parfaitement coïncider, ont structuré ce combat entre ces deux France qui s'opposeraient lors de crises politiques subséquentes et ce tout au long de l'histoire de la Troisième République. Pensons seulement à l'affaire Dreyfus.

En tout état de cause, la crise du Seize Mai a été un moment décisif dans la conquête des institutions par les républicains. Elle a consacré non seulement le régime, mais la forme qu'il allait prendre. L'intervention diplomatique et médiatique du chancelier durant la crise qui est à rapprocher avec ses objectifs de politique étrangère pour la préservation du régime républicain en France, les pressions qu'il a exercées sur le Quai d'Orsay dans l'affaire des mandements des évêques, l'influence que prit la question romaine dans le débat politique français notamment sous l'influence du *Kulturkampf* et de ses effets sur le discours de la presse allemande qui fut récupéré par la presse républicaine française, l'influence de ces événements sur la pensée de dirigeants républicains : toutes ces causes expliquent pourquoi la question cléricale a occupé une place centrale durant la crise du Seize Mai. Pour toutes ces raisons, il faut le dire, la pérennisation de la Troisième République a été, bien malgré elle et ses hommes politiques, en partie une œuvre bismarckienne.

¹⁷⁰ D. Mollenhauer, « Symbolkämpfe um die Nation. Katholiken und Laizisten in Frankreich (1871-1914) », dans Heinz-Gerhard Haupt et Dieter Langewiesche (dir.), *op. cit.*, p. 208.

CONCLUSION

*Vor allem Geschriebenen liebe ich nur das, was einer mit seinem Blut schreibt.
[...] Jetzt bin ich leicht, jetzt fliege ich, jetzt sehe ich mich unter mir, jetzt tanzt
ein Gott durch mich.*¹

Dans son éditorial du 10 février 1878, *La République française* dressait un bilan du pontificat de Pie IX. Il venait tout juste de passer de vie à trépas. Aux yeux du quotidien, durant ce règne « éminemment politique », le pape avait mené une guerre internationale contre le libéralisme et les idéaux de la Révolution française. Évoquant la crise du Seize Mai, le journal de Gambetta envisageait avec confiance un avenir dans lequel la France allait bientôt se libérer de l'emprise cléricale². De son côté, « [l]'Empire d'Allemagne, défiant et ardent, encore chaud de ses victoires et tout plein du sentiment de sa force, ne paraît pas disposé à transiger de sitôt avec les résistances que le catholicisme ultramontain lui oppose » croyaient ses rédacteurs³. Pourtant, l'histoire allait prendre un tournant différent. En Allemagne, la mort de Pie IX en février 1878 mit fin à la phase la plus exacerbée du *Kulturkampf* et durant les années qui suivraient, l'Église et l'État s'efforcèrent d'y trouver un nouveau *modus vivendi* avec les lois réparatrices. En France, ce conflit au contraire s'exacerbera.

Après la crise du Seize Mai, les rapports franco-allemands se sont révélés beaucoup plus cordiaux pendant un temps. On peut véritablement parler d'une phase de détente entre Paris et Berlin ; l'accueil chaleureux du nouvel ambassadeur français à Berlin et les gestes de conciliation de Bismarck envers l'Exposition universelle de 1878 à Paris en ont été des confirmations⁴. Il s'agissait d'un premier rapprochement pour une période qui s'est définie par une rivalité latente ponctuée de plusieurs phases de détente, et ce jusqu'à la Première Guerre mondiale⁵. Le jour même où Pie IX rendait son dernier souffle, *La République française* se réjouissait de cette amélioration de relations

¹ Friederich Nietzsche, *Also sprach Zarathustra. Ein Buch für Alle und Keinen*. Berlin, Insel Verlag, 2014 [1883], pp. 46, 48.

² *RF*, A8, n° 2273, le 10 février 1878, p. 1.

³ *Ibid.*

⁴ A. Mitchell, *The German Influence ... op. cit.*, p. 180.

⁵ M. König et É. Julien, *op. cit.*, p. 51.

entre les deux pays et affirmait la nécessité pour la France de se doter d'une politique étrangère pratique dont le succès reposait sur la paix avec ses voisins, notamment l'Allemagne⁶.

Au cours de notre mémoire, nous avons voulu démontrer l'influence notable de l'Allemagne dans la consolidation de la Troisième République par une étude du journal de Gambetta entre 1871 et 1878. Nous avons également tenté d'expliquer le caractère asynchrone des conflits religieux en France et Allemagne et la place du *Kulturkampf* dans le débat politique français. Rarement mentionné de façon explicite, puisque cette appellation est apparue tardivement dans les pages de *La République française*⁷, le *Kulturkampf* allemand a été présent tout long de la période, avec une intensité qui s'apparente à celle d'un *crescendo*. Si pour le journal de Gambetta, le pontificat de Pie IX a été marqué par les questions politiques, dans ses pages les enjeux politiques de la France ont pris une teinte éminemment religieuse. À cet égard, notre étude a montré comment les événements du *Kulturkampf* et son insertion dans la dynamique des relations internationales a considérablement influencé le discours politique des républicains au courant de la première décennie de la jeune Troisième République. La construction et le déploiement d'une rhétorique anticléricale dans les pages de *La République française* ont subi l'influence des péripéties du conflit religieux en Allemagne comme en témoignent la réception des émeutes d'Essen et l'évolution du correspondant basé à Dresde dans sa réception des lois politico-religieuses allemandes. Si le quotidien républicain n'a jamais éprouvé de sympathie pour le mouvement vieux-catholiques, nous avons montré en revanche l'influence intellectuelle de certains de ses penseurs sur l'antijésuitisme de Léon Gambetta, le maître d'œuvre du journal, et les campagnes de presse anticléricales qu'il a entreprises. Comme l'écrivait de façon très juste René Rémond, la formule : « le cléricalisme voilà : l'ennemi ! » n'est pas apparue de manière fortuite, mais représentait plutôt le point culminant de plusieurs années de campagne politique⁸. Ajoutons que le discours de ces campagnes a été longuement mûri et a subi les répercussions des crises diplomatiques et des campagnes de presse orchestrées par Bismarck.

⁶ *RF*, A8, n° 2270, le 7 février 1878, p. 1.

⁷ On utilisait souvent aussi la graphie « culturkampf ». La première occurrence du terme « *Kulturkampf* » dans *La République française* se retrouve ici : *RF*, A6, n° 1711, le 26 juillet 1876, p. 2.

⁸ R. Rémond, *op. cit.*, p. 176.

Qu'il s'agisse de la crise entourant les mandements des évêques, de la fausse alarme de 1875 ou bien de la crise du Seize Mai, les objectifs tout comme le *modus operendi* du chancelier allemand était toujours les mêmes dans ses campagnes de presse tout comme dans son action diplomatique à l'endroit de la France⁹. Il s'agissait d'intimider ses dirigeants par la menace d'une nouvelle guerre dont la population française ne voulait pas. Derechef, il nous faut rappeler ici l'objectif de politique étrangère associé à ces manœuvres : assurer la pérennité du régime républicain en France et éviter une restauration monarchique. Bismarck croyait que le régime républicain serait incapable de tisser des alliances avec les autres puissances du continent. De cette manière, il visait à préserver la sécurité de l'Empire allemand dont l'unité était encore fragile et conserver sa position semi-hégémonique en Europe issue de la Guerre franco-allemande.

Nul doute que le cauchemar des coalitions fut la grande obsession de Bismarck après 1870. En ce sens, elle rejoignait une autre obsession, celle de Gambetta pour la préservation et l'épanouissement de la République en France. Ce dernier y a consacré l'essentiel de sa carrière politique. Dans sa lutte contre les factions conservatrices et pour la consolidation du régime républicain, les objectifs de Gambetta rejoignaient ainsi les moyens que Bismarck utilisait pour assurer de la réalisation de ses propres buts. Chaque fois où la survie de la République semblait compromise par les conservateurs, le journal de Gambetta martela un discours anticlérical dont nous avons montré les grandes lignes. Dans l'imaginaire de *La République française*, la chute de Thiers et la tentative de restauration monarchique de 1873 tout comme le coup de force parlementaire de Mac Mahon en 1877 étaient attribuables à l'agitation des ultramontains et de l'épiscopat français et servait les fins du Vatican.

À cet égard la question romaine et la crainte d'une nouvelle guerre avec l'Allemagne occupèrent une place déterminante. La peur suscitée par la perspective de la guerre au sein de l'opinion publique française fit office de repoussoir pour Gambetta dans son entreprise électorale. Cette campagne de peur a été sciemment nourrie par la presse officieuse et officielle allemande et répercutée en France par *La République française*, inconsciemment dans les premières années de la décennie, puis volontairement lors de la crise du Seize Mai. Toutefois, nous avons également pu observer que l'attitude du journal de Gambetta lors de la fausse alarme de 1875 et son soutien à la

⁹ James Stone, *op. cit.*, p. 341.

politique de Decazes lors de cet épisode témoigne que la feuille républicaine ne récupérait pas systématiquement les campagnes de presse du chancelier allemand, surtout lorsque les intérêts de l'État étaient au-dessus des intérêts électoraux. En somme, c'était le contexte qui déterminait l'intensité avec laquelle le journal faisait usage de ces arguments. Lorsque la survie du régime fut réellement menacée, nous avons pu observer la place prépondérante qu'ils occupaient dans le journal. Bref, Gambetta n'a pas été un outil de Bismarck, mais s'est plutôt servi de sa propagande à ses propres fins.

Les codes discursifs de l'anticléricalisme étaient partout similaires à une époque où les idées circulaient comme jamais par-delà les frontières, grâce aux télégraphes, aux journaux, aux livres et à la traduction. En ce sens, la crise du seize Mai par l'intensité de l'affrontement entre forces cléricales et anticléricales dans un but politique, nous semble s'inscrire dans le sillage des *Kulturkämpfe*. Pour les républicains, ce discours anticlérical s'inscrivait dans un enlignement stratégique qui visait à présenter leur camp comme celui de la modération, de la paix et de la légalité et ainsi acquérir le cœur des électeurs qui, grandement affectés par le traumatisme de « l'Année terrible » et lassés par l'instabilité politique, en virent à rejeter par deux fois les forces conservatrices lors des élections législatives de 1876 et de 1877. Cette stratégie gambettiste, couplée à l'intervention de l'Allemagne, a joué un rôle crucial dans la consolidation des institutions républicaines, d'abord en faisant perdre aux conservateurs la majorité que le pays avait accordée à l'Assemblée de 1871, puis en mettant en échec Mac Mahon et ses alliés lors de la crise du Seize mai. La défaite de ceux-ci à la suite de cette crise ouvrit la voie à la conquête de la majorité au Sénat en 1879 puis le contrôle total de la République par les républicains avec l'élection de Grévy à la présidence.

On ne peut qu'insister sur l'importance de la polarisation entre cléricaux et anticléricaux au cours de cette crise. C'est sous l'Ordre moral que les conditions de ce conflit entre les deux France se sont créées. D'un côté les forces conservatrices, sous l'impulsion de l'épiscopat ultramontain, voulaient insérer la religion catholique au cœur de l'identité nationale, de l'autre l'anticléricalisme consolidait le camp républicain et créait de lignes de fractures au sein de la société française qui auraient la vie longue. En un sens, les réformes dans le domaine de l'éducation de Jules Ferry, la dissolution de la Compagnie de Jésus et les affrontements avec le clergé durant les années 1880 en

France¹⁰ peuvent être également envisagés comme une stratégie de construction d'identité nationale, en l'occurrence républicaine qui tire son origine de la situation politique de la décennie précédente¹¹.

Pourtant la polarisation que nous avons observée entre les forces cléricales et anticléricales ne s'observait pas seulement en France, mais bien partout en Europe. Elle s'explique à la fois par le caractère international de l'Église catholique et de l'ultramontanisme qui la traversait et par le caractère transnational des réseaux libéraux et anticléricaux. Enfin, nos conclusions nous permettent de remettre en question l'idée même d'un échec du *Kulturkampf*, non pas aux vues de ses objectifs intérieurs, mais bien de ses fins extérieures. En effet, toute l'action de Bismarck durant les années 1870 visait en priorité à consolider la République.

Notre travail tire ici à sa fin. À notre avis, plusieurs pistes de recherches s'ouvrent au terme d'icelui. Certaines interrogations ayant surgi au cours de notre travail demeurent irrésolues. Comment envisager le rôle de la pensée protestante, tant française qu'allemande, sur l'évolution de l'anticléricisme en France? Quels ont été les liens entre la presse catholique allemande et française? Dans quelle mesure les milieux conservateurs français ont-ils entretenu des liens avec le catholicisme politique en Allemagne? Mais surtout, il nous semble grandement souhaitable de mieux comprendre ce phénomène qu'a été l'ultramontanisme. Ce mouvement a été présent partout dans le monde et a joué une place considérable tant chez nous au Québec qu'en Europe et partout dans les Amériques. Une grande étude embrassant la catholicité au XIX^e siècle, un ouvrage brossant un portrait de l'ultramontanisme, tant au sein de l'Église qu'au-dehors, une étude qui situerait ce phénomène à la fois dans ses bornes chronologiques sous ses aspects idéologiques, religieux, culturels et politiques, reste à faire. Un tel exercice apporterait une contribution significative au champ de l'histoire globale.

Dans un autre ordre d'idée, plusieurs interrogations subsistent quant à ce jour sur le fonctionnement de la presse officieuse et officielle allemande. Encore à ce jour, l'histoire des fonds reptiles et de leur usage est méconnue. Le fonctionnement de la presse officieuse et de ses liens entre la

¹⁰ Voir A. Mitchell, *Victors and Vanquished... op. cit.*, pp. 220-230.

¹¹ Voir H. W. Smith, *German Nationalism ... op. cit.*

Wilhelmstraße, notamment dans une perspective de politique étrangère, mériterait d'être approfondi au regard de ce que nous savons déjà sur son importance dans les pratiques politiques et diplomatiques de Bismarck. À ce sujet, c'est véritablement du côté des sources allemandes qu'il serait souhaitable d'entreprendre de nouvelles recherches pour mesurer la portée réelle de l'action du chancelier allemand, non seulement auprès de la presse française, mais aussi sur celle des autres pays européens¹².

Quelle sera la place de notre mémoire de maîtrise occupera-t-il dans l'historiographie? Au lecteur d'en juger. Espérons quant à nous qu'il sera bientôt dépassé. Car comme l'écrivait Georges Goyau :

Pour les ouvriers d'histoire [...], la résignation à vieillir est une grande vertu. Plus vite ils vieilliront, plus vite l'histoire aura progressé. Un livre qui paraît ne marque pas toujours un progrès; un livre qui s'efface, qui se voile de poussière, qui devient archaïque, et puis disparaît est comme le témoin timide des étapes parcourues par l'histoire, et par lesquelles l'histoire l'a dépassé. C'est par les œuvres historiques que l'histoire s'échafaude, et c'est sur leur ruine qu'elle continue de s'édifier ; et leur vétusté même et toujours pour elles un hommage, comme leur apparition, parfois, fut pour elle un profit¹³

En terminant, quelques considérations sur notre recherche en lien avec notre époque s'imposent. Ce que nous avons pu voir avec acuité tout au long de notre étude, c'est véritablement la façon dont un politicien élabore sa rhétorique sous l'influence de l'actualité, de ses lectures, de ses convictions, de ses appuis, de ses adversaires et de son entourage en fonction de ses objectifs politiques. Au moment même où de nouvelles guerres culturelles traversent l'Occident et bouleversent l'échiquier politique tant chez nos voisins du sud qu'en Europe, il est difficile de ne pas songer aux *Kulturkämpfe* du XIX^e siècle. À cette époque tout comme en ce début de XXI^e siècle, l'impulsion formatrice des nouveaux moyens de communication s'accompagne de nouvelles formes de polarisation du discours politique sur des questions culturelles et des enjeux qui, sans être les mêmes sur le fond, ne sont pas dissemblables des affrontements religieux d'antan dans leur manifestation au sein de l'espace public. Les enjeux tout comme le contexte sont différents, mais, pour ne donner qu'un exemple, on ne peut être que frappé par le caractère transnational des débats entourant l'écriture inclusive, tant au Québec dans les pages du *Journal*

¹² P. Albert, *Histoire de la presse politique... op. cit.*, p. 540.

¹³ G. Goyau, *op. cit.*, t. 1, p. xxxii.

de Montréal que dans celle de la revue dans *Der Spiegel* en Allemagne¹⁴. Partout en Occident, le débat public s'embrase autour des questions de genre et d'identité sexuelle; les querelles autour des enjeux de l'intégration et du racisme donnent lieu à des batailles mémorielles qui sont le reflet d'une redéfinition des valeurs au sein des sociétés. Sous l'impulsion d'un univers médiatique bouleversé par les technologies numériques, ces nouvelles guerres culturelles qui opposent les tenants du wokisme et leurs opposants font l'objet d'une récupération de la part des politiciennes et des politiciens d'aujourd'hui tout comme les *Kulturkämpfe* ont servi les fins électorales des hommes politiques du passé.

À l'heure où l'ordre des relations internationales tel qu'il existe depuis 1945 se retrouve fortement remis en question par des puissances révisionnistes, les guerres culturelles d'antan prennent une signification nouvelle. Pour comprendre les relations internationales à notre époque et l'incidence de ces affrontements nouveaux sur notre politique intérieure, l'étude des campagnes de presse entreprises à l'initiative de Bismarck pour influencer la vie politique française peuvent nous offrir de nouvelles pistes de réflexion. Pour notre part, elle nous apparaît d'un grand intérêt pour décoder la mise en récit des différentes campagnes de propagande que certains pays mettent en œuvre en cette époque trouble qui est la nôtre¹⁵. Elle est à rapprocher avec leurs objectifs de politique étrangère. Ainsi, les guerres culturelles qui traversent actuellement les pays de l'OTAN sont exploitées par son adversaire russe pour influencer la politique intérieure des pays de l'Alliance atlantique à son avantage¹⁶. En cela, l'ère des *Kulturkämpfe* a encore beaucoup à nous apprendre, non seulement sur elle-même, mais aussi sur notre époque.

¹⁴ Voir l'article de Félix Bohr, Lisa Duhn, Silke Fokken et Dietmar Pieper, « Um die gendergerechete Sprache tobt ein Kulturkampf », *Der Spiegel*, n° 10, édition du 6 mars 2021 et la chronique de Mathieu Bock-Côté, « L'écriture inclusive agresse la langue française », dans le *Journal de Montréal* du 18 octobre 2022.

¹⁵ Pour un aperçu de cette question ainsi qu'un exemple d'une trame narrative nourrie une propagande étatique qui circule jusque dans nos journaux : Jude Blanchette et Seth G. Jones, « Beijing's New Narrative of U.S. Decline », paru en juillet 2021 sur le site web du *Center for Strategic and International Studies*. En ligne. <https://opensource.csis.org/features/beijing-narrative-us-decline/>. Consulté le 12 janvier 2024 et Joseph Facal, « 2024: le déclin de l'Occident se poursuivra », *Journal de Montréal* du 5 janvier 2024.

¹⁶ Mikhail Zygar, « Russia's War on Woke. Putin is Trying to Unite the Far Right and Undermine the West » sur le site web de la revue *Foreign Affairs*: <https://www.foreignaffairs.com/russian-federation/russias-war-woke> (consulté le 18 janvier 2024).

ANNEXE A
CHRONOLOGIE

1864	8 décembre	<i>Syllabus errorum</i>
1866	3 juillet	Bataille de Sadowa
1869	Juillet	Affaire Ubryk
	31 juillet	Le congrès des journalistes allemands demande la suppression des couvents.
	16 août	Émeute du couvent de Moabit à Berlin (<i>Moabiter Klostersturm</i>)
	8 décembre	Ouverture du Concile Vatican I
1870	18 juillet	Vote et promulgation de l'Infaillibilité pontificale
	19 juillet	La France déclare la Guerre à la Prusse
	2 septembre	Bataille de Sedan. Napoléon III est fait prisonnier.
	4 septembre	Proclamation de la République
	20 septembre	Prise de Rome. Fin du pouvoir temporel du pape
	9 novembre	Élection à la Chambre des députés de Prusse
	13 décembre	Fondation du <i>Zentrum</i>
1871	18 janvier	Proclamation de l'Empire allemand
	28 janvier	Capitulation de Paris. Armistice
	8 février	Élections législatives française. Majorité monarchiste
	16 février	Thiers, chef du pouvoir exécutif
	3 mars	Premières élections générales au Reichstag
	21 mars	Ouverture du Reichstag
	10 mai	Signature du Traité de Francfort

	mars-mai	Commune de Paris
	22 juin	Publication dans la <i>Gazette de la Croix</i> d'un article attribué à Bismarck reprochant aux catholiques leur manque de loyauté à l'Empire.
	8 juillet	Suppression de la section catholique du ministère prussien des cultes.
	2 août	Démission de Jules Favre. Charles de Rémusat ministre des Affaires étrangères.
	7 novembre	Premier numéro de <i>La République française</i>
	10 décembre	Vote du paragraphe de la Chaire (<i>Kanzelparagraphe</i>)
1872	23 janvier	Adalbert Falk devient ministre prussien des Cultes
	11 mars	Adoption de la Loi sur l'inspection des écoles au Landtag prussien (<i>Schulaufsichtsgesetz</i>)
	4 juillet	Lois d'exemption bannissant les Jésuites du territoire de l'Empire allemand (<i>Jesuitengestez</i>)
1873	5 avril	Abrogation des articles 15 et 18 de la constitution prussienne
	11-14 mai	Vote des <i>Maigesteze</i> (les lois de mai)
	24 mai	Démission de Thiers. Mac Mahon président.
	16 septembre	Fin de l'occupation allemande en France.
	28 octobre	Élection à la Chambre des députés de Prusse
	30 octobre	Lettre ouverte du Comte Chambord dans l' <i>Union</i>
	26 novembre	Albert de Broglie cède sa place à Louis Decazes comme ministre des affaires étrangères
1874	10 janvier	Élections au Reichstag allemand
	19 janvier	Suspension de l' <i>Univers</i>
	9 mars	Mariage civile obligatoire en Prusse (<i>Zivilehe</i>)

1875	30 janvier	Amendement Wallon
	5 février	Encyclique <i>Quod Nuncam</i> de Pie IX contre le <i>Kulturkampf</i>
	6 février	Mariage civil obligatoire partout en Allemagne
	24-25 février	Vote de deux lois constitutionnelles française
	22 avril	Vote par le Landtag prussien de la <i>Brotkorbgesetz</i> (loi de la corbeille de pain).
	avril-mai	<i>Krieg-im-Sicht Krise</i> (Crise de « guerre en vue »)
	juillet	Loi constitutionnelle du 16 juillet 1875
	31 décembre	L'Assemblée vote sa dissolution
1876	20 février-16 mars	Élections législatives en France. Les républicains remportent la majorité à l'Assemblée.
	10 octobre	Élection à la Chambre des députés de Prusse
1877	10 janvier	Élections générales au Reichstag allemand
	4 mai	Gambetta : « Le cléricalisme ? voilà l'ennemi ! »
	16 mai	Mac Mahon renvoi le gouvernement de Jules Simon Début de la Crise du Seize Mai
	18 mai	Manifeste des 363
	18 juin	L'Assemblée vote la défiance envers le cabinet Broglie
	22 juin	Le Sénat vote la dissolution
	25 juin	Dissolution de l'Assemblée en France
	15 août	Gambetta à Lille : « se soumettre ou se démettre »
	3 septembre	Décès d'Adolphe Thiers
	22 septembre	Les élections et la date de retour de l'Assemblée est décrétée par le conseil des ministres
	14-28 octobre	Victoire républicaine aux élections législatives en France
7 novembre	Début de la nouvelle législature française	

	23 novembre	Mac Mahon forme le gouvernement Rochebouët
	13 décembre	Mac Mahon nomme Dufaure à la tête du conseil. Fin de la Crise du 16 mai
1878	7 février	Mort de Pie IX
	20 février	Léon XIII élu pape
	mai-novembre	Exposition universelle à Paris
1879	5 janvier	Victoire républicaine aux élections sénatoriales.
	30 janvier	Mac Mahon démissionne ; Jules Grévy président
	14 juillet	Démission de Falk comme ministre prussien des Cultes

ANNEXE B
CARICATURE DU *KLADDERADATSCH*



Caricature au sujet du *Kulturkampf* publiée dans le journal satirique *Kladderadatsch* en 1875. Source : Site web du *German Historical Institute de Washington*, http://ghdi.ghi-dc.org/sub_image.cfm?image_id=1341&language=german.

ANNEXE C

EXEMPLE D'UNE ÉDITION DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE



Source : *RétroNews* (capture d'écran de l'auteur)

ANNEXE D
TRADUCTION PAR *LE TEMPS* DE L'ARTICLE DE LA POST
« IST DER KRIEG IN SICHT ? »

La guerre est-elle en perspective ? Depuis quelques semaines, dit la feuille officieuse de Berlin, l'horizon politique s'est obscurci. Nous avons eu d'abord les forts achats de chevaux pour le compte du gouvernement français auxquels le gouvernement allemand a dû opposer une interdiction de l'exportation. On a ensuite été frappé de l'augmentation considérable des cadres de l'armée française, que l'Assemblée de Versailles a votée en la cachant, comme avec intention, entre les délibérations relatives à la création de la nouvelle constitution. Enfin, sont venus les commentaires des journaux français sur le voyage de l'empereur d'Autriche à Venise; les témoignages de la joie non déguisée à laquelle ils se sont livrés à cette occasion. Dans une lettre de Vienne, en date du 5 avril, que la *Gazette de Cologne* a publiée en tête de ses colonnes, on a réuni tous ces faits et on en a formé un tableau d'ensemble de la situation actuelle, qui nous est y présentée sous un jour très sérieux.

D'après cette correspondance, il est évident que la réorganisation de l'armée française est une œuvre *ad hoc*, c'est-à-dire opérée en vue d'une guerre prochaine, et n'est pas une réforme faite pour longtemps ni pouvant être supportée longtemps.

D'après le même exposé, la coalition des orléanistes et des républicains, dont la constitution est l'œuvre, a pour trait d'union la préparation immédiate de la guerre de revanche. En ce qui concerne l'Autriche, le comte Andrassy est, il est vrai, l'inébranlable partisan d'une alliance allemande, mais un parti qui est puissant dans l'armée et à la cour, et avant tout dans les rangs du haut clergé, s'efforce de son côté d'amener, en vue de la revanche, une alliance avec la France, et d'obtenir une compensation pour le dualisme actuel en créant, soit un fédéralisme aristocratique et hiérarchique, soit une centralisation aristocratique-hiérarchique soumise à l'influence de la cour.

Il n'est donc pas impossible que les membres de ce parti aient profité du voyage de l'empereur François-Joseph à Venise pour sonder le gouvernement italien et savoir jusqu'à quel point l'Italie pourrait fournir le terrain sur lequel on formerait une triple alliance contre l'Allemagne sous l'égide du pape. Or, d'après la correspondance viennoise de la *Gazette de Cologne*, ce terrain existerait, car, dans un grand nombre de cercles officiels de l'Italie, on ne désire rien aussi vivement que la reconnaissance de cet État par le pape, fût-ce même au prix d'une grande ingratitude envers l'Allemagne.

Tel est le tableau que nous offre la *Gazette de Cologne*. Loin de nous la pensée de contester l'exactitude de l'ensemble. Nous sommes même en état de le compléter, par certains traits que nous fournissent nos propres observations, tandis que nous considérons, au contraire, d'autres points comme erronés.

Nous tenons pour très vraisemblable que la lettre bien connue du comte de Chambord, en date du 27 octobre 1873, lettre qui amena la dislocation de la majorité de Versailles déjà prête à voter la restauration du trône légitime, avait été inspirée, en grande partie, par la pensée que l'acceptation de ce trône serait la guerre immédiate. Nous tenons pour très vraisemblable que la demande présentée bientôt après par le maréchal Mac Mahon, en vue d'obtenir pour sa présidence une durée déterminée que dans le principe le maréchal voulait fixer à dix ans, émanait, avant tout, du désir qu'il nourrissait d'assister comme chef de l'État à la guerre de la revanche et d'en diriger les opérations en la même qualité.

Nous tenons même pour vraisemblable que dans les cercles influents de l'armée française, l'idée dominante est qu'une couronne doit être conquise sur le champ de bataille ou que c'est du moins une armée victorieuse qui serait le mieux apte à décerner cette couronne. Mais ce à quoi nous ne croyons pas, c'est que la préparation immédiate de la guerre de revanche ait été la raison déterminante de l'alliance récemment conclue entre les républicains et les orléanistes sur le terrain des lois constitutionnelles. Nous tenons on trop haute estime la perspicacité des chefs du parti républicain pour penser que ces hommes ne se disent pas ce qu'une guerre de revanche, conduite sous les auspices du cléricisme, par la diplomatie cléricale et par des généraux cléricaux, ferait de la république.

Nous nous en tenons, jusqu'à nouvel ordre, à notre point de vue, qui consiste à penser que le motif déterminant de la conduite des républicains a été le désir de lier Mac Mahon au terrain légal de la république et de dissiper les craintes d'anarchie qui éloignent les populations de la république et les jettent dans les bras du bonapartisme.

Nous tenons pour douteux qu'il se trouvât dans la Chambre élective, transformée par la nouvelle constitution, une majorité républicaine disposée à hâter la guerre sous la conduite de Mac Mahon et des princes d'Orléans. Voilà pourquoi nous croyons que le parti de la guerre, en France, rêve l'ouverture des hostilités avant la dissolution de l'Assemblée nationale actuelle. Quant aux observations présentées, par la *Gazette de Cologne*, au sujet de l'Autriche et de l'Italie, nous n'avons rien à y ajouter. Si donc, maintenant, nous devons répandre à la question que nous avons posée plus haut : *La guerre est-elle en perspective ?* nous serons obligés de dire : Oui, la guerre est en perspective, mais ceci n'exclut point le fait que les nuages peuvent se dissiper.

La question de savoir si les intrigues ultramontaines en Autriche réussiront à renverser le comte Andrassy est en elle-même très controversable. Celle de savoir quel serait l'effet de sa chute sur l'esprit des populations de la Hongrie, ainsi que de l'Autriche, n'est pas moins sujette à controverse.

Toutefois, l'on ne saurait nier la possibilité de voir les cercles militaires dont la lettre récemment publiée de l'archiduc Salvator a réfléchi les sentiments, parvenir à entraîner l'État dans l'action qu'ils désirent. En ce qui concerne l'Italie, on sait que, dans la pensée de la plupart des Italiens, la papauté est tout à la fois un ennemi national et un orgueil national. Les vœux les plus ardents des Italiens seraient réalisés si la papauté, cessant d'être un obstacle pour l'État national, consentait à n'être plus que l'orgueil de la nation. D'ailleurs, la papauté n'est pas autre chose, au fond, que la suprématie universelle de la prélature italienne, ainsi que M. le député Gneist le disait l'autre jour. Pour obtenir que la papauté renonce, en faveur de l'Italie, à ses possessions territoriales italiennes et qu'elle ne se préoccupe plus que de la suprématie universelle respectée par l'Italie, la majeure partie des classes dirigeantes italiennes sera entièrement disposée à conclure une alliance contre l'Allemagne.

Et pourtant, ce n'est pas peu de chose que de prendre une telle résolution le jour où elle doit être prise or, elle ne l'est pas encore à l'heure qu'il est. On ne peut pas savoir si la France entreprendrait la guerre sans être sûre de l'alliance austro-italienne. L'anéantissement de cette alliance, la victoire du parti républicain, pourrait reculer la guerre.

Il est possible qu'on nous demande pourquoi nous soumettons à des considérations si étendues une possibilité qui peut-être ne se réalisera pas et dont nous ne désirons pas la réalisation. Il y a des gens qui pensent que lorsque le toit d'une maison brûle, et qu'il y a tout près de là une bonne compagnie de pompiers, il n'y a pas lieu de réveiller les personnes qui dorment aux étages inférieurs.

Nous ne sommes pas d'avis, pour notre part, qu'on doive suivre ce conseil en ce qui concerne le peuple allemand. Nous ne pensons pas qu'il soit bon d'inquiéter les esprits et de crier: Aux armes ! Mais nous ne croyons pas non plus qu'il soit convenable de cacher à la nation allemande sa situation et les dangers que son gouvernement a à combattre. Il est nécessaire que nous apprenions tous à nous faire une idée exacte de notre situation et à y conformer chaque jour notre conduite.

Source : *Le Temps*, 11 avril 1875, n° 5107, p. 2

BIBLIOGRAPHIE

I. Sources

A. Journaux

Gazette de Cologne [*Kölnische Zeitung*] (éd. du lundi 5 avril 1875, n° 94, deuxième feuille)

Le Français (octobre 1872)

La Patrie (février 1874)

La République française (1871, 1872, 1873, 1874, 1875, 1876, 1877, janvier et février 1878)

Le Temps (1871, 1872)

Le Journal des Débats politiques et littéraires (octobre 1872)

L'Univers (décembre 1872, janvier et juillet 1873, janvier 1874, mars 1877)

B. Littérature contemporaine

DE PRESSENSÉ, Edmond, « L'ultramontanisme et la politique française », *Revue des Deux Mondes*, Vol. 99, n° 1, pp. 134-155.

GOYAU, Georges, *Bismarck et l'église; le kulturkampf (1870-1887)*, 4 vols, Paris, Perrin, 1911-1913.

HAHN, Ludwig Ernst, *Geschichte des «Kulturkampfes» in Preußen in Aktenstücken dargestellt; mit einer Uebersicht von Ludwig Hahn*, Berlin, Hertz, 1881, 277 p.

KISSLING, Johannes Baptist, *Geschichte des Kulturkampfes im Deutschen Reiche*, 3 vols, Fribourg-en-Brisgau, 1911, 1913, 1916.

LAROUSSE, Pierre, *Le Grand dictionnaire universelle du XIXe siècle*, Paris, 1863-1878, 15 vol.

SCHULTE, Franz Xaver, *Geschichte des Kulturkampfes in Preußen*, Essen, Fredebul & Koenen, 1882, 668 p.

THOMPSON, Gordon Boyce, *The Kulturkampf: an Essay*. Toronto, The McMillan Company of Canada, 1909, 141 p.

C. Débats parlementaires

Journal officiel de la République française

Stenographische Berichte des Preußischen Abgeordnetenhauses, Erster Band, Haus der Abgeordneten, Achtundzwanzigste Sitzung am 17. Januar, 1873.

D. Correspondances et documents diplomatiques

Allemagne, Auswärtiges Amt, *Die Große Politik der europäischen Kabinette, 1871-1914. Sammlung der Diplomatischen Akten des Auswärtigen Amtes, im Auftrage des Auswärtigen Amtes*, vol 1., « Der Frankfurter Friede und seine Nachwirkungen (1871-1877) », Berlin, Deutsche Verlagsgesellschaft für Politik und Geschichte, 1922, 328 p.

France, Ministère des Affaires étrangères, Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914, *Documents diplomatiques français (1871-1914)*, 1^{ère} série, 1871-1900, t. 1 (10 mai 1871-30 juin 1875), Paris, 1929, 496 p.

France, Ministère des Affaires étrangères. Commission de publication des documents relatifs aux origines de la guerre de 1914. *Documents diplomatiques français (1871-1914)*, 1^{ère} série, 1871-1900, t. 2 (1^{er} juillet 1875-31 décembre 1879), Paris, 1930, 621 p.

GAMBETTA, Léon, *Lettres de Gambetta, 1868-1882* (recueillies et annotées par Daniel Halévy et Émile Pillias), Paris, Éditions Bernard Grasset, 1938.

POMMERIN, Reiner et Reiner MARCOWITZ, *Quellen zu den deutsch-französischen Beziehungen 1815-1919*, Darmstadt, Wissenschaftliche Buchgesellschaft, 1997, 258 p.

E. Discours et Mémoires

ADAM, Juliette, *Après l'Abandon de la revanche*, 17^e édition, Paris, Alphonse Lemerre, circa 1910, 495 p.

BISMARCK, Otto von, *Gedanken und Erinnerungen*, New York et Stuttgart, Cotta, 1898, 647 p.

GAMBETTA, Léon, « Profession de foi adressée aux électeurs de la première circonscription du Département de la Seine. Le 9 mai 1869 », dans Joseph REINACH, *Discours et plaidoyers politiques de M. Gambetta. I. Ire partie (14 novembre 1868–4 septembre 1870)*, Paris, Charpentier, 1880, 493 p.

Programme de Belleville, 1869. https://fr.wikisource.org/wiki/Programme_de_Belleville. Consulté le 12 juillet 2023.

II. Sources secondaires

A. Monographies, études et thèses

ALBERT, Pierre, *Histoire de la presse*, coll. : « Que sais-je? », Paris, Presses universitaires de France, 2018, 128 p.

ALBERT, Pierre, *Histoire de la presse politique nationale au début de la Troisième République (1871-1879)*, 2 vol., Lille, Atelier reproduction des thèses de Lille III, 1980, 1586 p.

ALTHAMMER, Beate, *Das Bismarckreich 1871-1890*, 2e édition, Paderborn, Schöningh, 2017, 296 p.

ANDERSON, Margaret Lavinia, *Windhorst. A Political Biography*, New York, Oxford University Press, 1981, 522 p.

ANDERSON, Margaret Lavinia, *Practicing Democracy. Elections and Political Culture in Imperial Germany*, Princeton NJ, Princeton University Press, 2000, 483 p.

ANTONMATTEI, Pierre, *Léon Gambetta : héraut de la République*, Paris, Édition Michalon, 1999, 608 p.

BARRAL, Pierre, *Les fondateurs de la Troisième République*, Paris, Armand Colin, 1968, 359 p.

BENETTE, Rebecca Ayako, *Fighting for the Soul of Germany. The Catholic Struggle for Inclusion after Unification*, Cambridge Mass., Harvard University Press, 2012, 368 p.

BURY, John Patrick Tuer, *Gambetta and the Making of the Third Republic*, Londres, Longman, 1973, 499 p.

CARROLL, Eber Malcolm, *French Public Opinion and Foreign Affairs 1870-1914*, Hamde, Archon Books, 1964 [1931], 348 p.

CLARK, Christopher et Wolfram KAISER (dir.), *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press 2003, 368 p.

COLONGE, Paul et François G. DREYFUS, *Religions, société et culture en Allemagne au 19e siècle*, Paris, Sedes, 2001, 170 p.

CHARLE, Christophe, *Le siècle de la presse (1830-1939)*, Paris, Éditions du Seuil, 2004, 402 p.

DE BROGLIE, Gabriel, *Mac Mahon*, Paris, Perrin, 2000, 459 p.

DELPORTE, Christian, *Les journalistes en France (1880-1950). Naissance et construction d'une profession*, Paris, Seuil, 1999, 450 p.

DIGEON, Claude, *La Crise allemande de la pensée française (1870-1914)*, 2^e édition, Paris, Presses universitaires de France, 1992, 568 p.

DITTRICH, Lisa, *Antiklerikalismus in Europa : Öffentlichkeit und Säkularisierung in Frankreich, Spanien und Deutschland (1848-1914)*, Göttingen, Vandenhoeck & Ruprecht, 2014, 615 p.

DOERR, Juergen Carl, *The Kulturkampf and German Foreign Policy, 1870-1880* (Thèse de doctorat), Eugene, University of Oregon, 1972, 386 p.

DUCLERT, Vincent, *La République imaginée 1870-1914*, Paris, Belin, 2010, 861 p.

FERENCZI, Thomas, *L'invention du journalisme en France. Naissance de la presse moderne à la fin du XIXe siècle*, Paris, Plon, 1993, 275 p.

FEYEL, Gilles, *La presse en France des origines à 1944. Histoire politique et matérielle*, Paris, Ellipses, 1993, 192 p.

FITZPATRICK, Matthew P., *Purging the Empire: Mass Expulsions in Germany, 1871-1914*, Oxford, Oxford University Press, 2015, 304 p.

FOLEY, Susan K. et Charles SONDERWINE, *A Political Romance. Léon Gambetta, Léonie Léon and the Making of the French Republic, 1872-1882*, Basingstoke & New York, Palgrave Macmillan, 2012, 315 p.

FOUCAULT, Michel, *L'Ordre du discours*, Paris, Gallimard, 2007 [1971], 81 p.

FURET, François, *La Révolution. De Turgot à Jules Ferry (1770-1880)*, Paris, Hachette, 1988, 525 p.

GADILLE, Jacques, *La pensée et l'action politiques des évêques français au début de la IIIe République 1870/1883*, 2 t., Paris, Hachette, 1967.

GALL, Lothar, Bismarck, *Le Révolutionnaire blanc*, Paris, Fayard, 1984, 845 p.

GIRAULT, René, *Diplomatie européenne. Nations et impérialismes, 1871-1914*, Paris, Payot, 2004, 451 p.

GOBRY, Yvan, *Pie IX. Le Pape des Tempêtes*, Paris, Jean Picollec, 1999, 530 p.

GRÉVY, Jérôme, *La République des opportunistes (1870 – 1885)*, Paris, Perrin, 1998, 415 p.

GRÉVY, Jérôme, *Le Cléricalisme ? Voilà l'ennemi ! Un siècle de guerre de religion en France*, Paris, Armand Colin, 2005, 248 p.

GRONDEUX, Jérôme, *La France entre en République, 1870-1893*, Paris, Le Livre de poche, 2000, 220 p.

GRONDEUX, Jérôme, *Histoire des idées politiques en France au XIXe siècle*, Paris, Éditions La Découverte, 1998, 123 p.

GROSS, Michael B., *The War Against Catholicism. Liberalism and the Anti-Catholic Imagination in Nineteenth-Century Germany*, Ann Arbor, The University of Michigan Press, 2004, 354 p.

GUIRAL, Pierre, *Adolphe Thiers ou De la nécessité en politique*, Paris, Fayard, 1986, 622 p.

HALÉVY, Daniel, *La fin des notables*, Paris, Hachette, 1995 [1930], 222 p.

HALÉVY, Daniel, *La République des ducs*, Paris, Hachette, 1995, [1937], 322 p.

HILDEBRAND, Klaus, *Das vergangene Reich. Deutsche Außenpolitik von Bismarck bis Hitler 1871-1945*, Stuttgart, Deutsche Verlag-Anstalt, 1995, 1054 p.

HOBSBAWM, Eric J., *L'ère du capital (1848-1875)*, Paris, Pluriel, 2010 [1978], 463 p.

HOUTE, Arnaud-Dominique, *Le triomphe de la République, 1871-1914*, 2014, Paris, Seuil, 480 p.

HUDEMANN, Rainer, *Fraktionsbildung im Französische Parlament. Zur Entwicklung des Parteiensystems in der frühen Dritten Republik (1871 – 1875)*. München, Artemis Verlag, 1979, 477 p.

JANORSCHKE, Johannes, *Bismarck, Europa und die »Krieg-in-Sicht«-Krise von 1875*, Munich, Ferdinand Schöningh, 2010, 513 p.

KÖNIG, Mareike et Élise JULIEN, *Rivalités et interdépendances (1870-1918)*, coll. : « Histoire franco-allemande », t. 7., Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2018, 456 p.

KREIS, Georg, *Frankreichs republikakische Grossmachtspolitik 1870-1914. Innenansicht einer Aussenpolitik*, Mayence, Philipp von Zabern Verlag, 2007, 662 p.

LALOUETTE, Jacqueline, *La séparation des Églises et de l'État. Genèse et développement d'une idée, 1789-1905*, Paris, Seuil, 2005, 456 p.

LAMBERTS, Emiel (dir.), *The Black International 1870-1878, The Holy See and Militant Catholicism in Europe, L'Internationale noire 1870-1878, Le Saint-Siège et le Catholicisme militant en Europe*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2002, 515 p.

MAYEUR, Jean-Marie, *La vie politique sous la Troisième République. 1870-1940*, Paris, Éditions du Seuil, 1984, 445 p.

MAYEUR, Jean-Marie, *Léon Gambetta. La Patrie et la République*, Paris, Le Grand livre du mois, 2008, 556 p.

MCMANNERS, John, *Church and State in France, 1870-1914*, Londres, Church Historical Society, 1972, 191 p.

MITCHELL, Allan, *The German Influence in France after 1870. The Formation of the French Republic*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1979, 279 p.

MITCHELL, Allan, *Victors and Vanquished: The German Influence on Army and Church in France after 1870*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1984, 354 p.

MITCHELL, Allan, *The Divided Path: The German Influence on Social Reform in France after 1870*, Chapel Hill, The University of North Carolina Press, 1991, 410 p.

MORABITO, Marcel, *Histoire constitutionnelle de la France (1789-1958)*, 10^e édition, Paris Montchrestien, 2008, 431 p.

OSTERHAMMEL, Jürgen, *The Transformation of the World. A Global History of the Nineteenth Century*, Princeton et Oxford, Princeton University Press, 2014, 1167 p.

PALMER, Michael B., *Naissance du journalisme comme industrie. Des petits journaux aux grandes agences*, 2^e édition, Paris, L'Harmattan, 2014, 350 p.

POIDEVIN, Raymond et Jacques BARIÉTY, *Les relations franco-allemandes, 1815-1975*, Paris, Armand Colin, 1977, 373 p.

PROST, Antoine, *Histoire de l'enseignement en France 1800-1967*, Paris, Armand Colin, 1968, 524 p.

PFLANZE, Otto, *Bismarck and the Development of Germany, vol. 2 : The Period of Consolidation, 1871-1880*, Princeton NJ, Princeton University Press, 1990, 574 p.

RÉMOND, René, *L'anticléricalisme en France de 1815 à nos jours*, 2^e édition revue et augmentée, Paris, Fayard, 1999, 420 p.

ROSS, Ronald J., *The Failure of Bismarck's Kulturkampf. Catholicism and State Power in Imperial Germany, 1871-1887*, Washington D.C., The Catholic University of America Press, 1998, 219 p.

RUDELLE, Odile, *La République absolue 1870-1899*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, 328 p.

SCHMIDT-VOLKMAR, Erich, *Der Kulturkampf in Deutschland, 1871-1890*, Göttingen, Musterschmidt, 1962, 387 p.

SMITH, Helmut Walser, *German Nationalism and Religious Conflict. Culture, Ideology, Politics, 1870-1914*. Princeton University Press, 1995, 288 p.

SMITH, Helmuth Walser, *Germany a Nation in its Time: Before, During, and After Nationalism, 1500-2000*, New York, W. W. Norton, 2020, 608 p.

SPERBER, Jonathan, *Political Catholicism in Nineteenth-Century Germany*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1984, 319 p.

SOUTOU, Georges-Henri, *L'Europe de 1815 à nos jours*, 2^e édition, 2009, Paris, Presses universitaires de France, 519 p.

STEINBACH, Christoph, *Die französische Diplomatie und das Deutsche Reich 1873 bis 1881*, Bonn, Ludwig Röhrscheid Verlag, 1976, 291 p.

STEINBERG, Jonathan, *Bismarck. A life*. Oxford University Press, 2011, 583 p.

STONE, James, *The War Scare of 1875*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2010, 385 p.

WINKLER, Heinrich A. *Histoire de l'Allemagne XIX^e-XX^e siècle. Le long chemin vers l'Occident*. Paris, Fayard, 2005, 1152 p.

WINKLER, Heinz, *Die Stellungnahme des französischen Katholiken zu Deutschland und zum Kulturkampf in den Jahren 1872 bis 1875*, Francfort-sur-le-Main, 1964, 179 p.

B. Articles et chapitres de livre

ALBERT, Pierre, « La Presse Française de 1871 à 1940 », dans Claude BELLANGER et al., *Histoire générale de la presse française*, t. 3, « De 1871 à 1940 », Paris, Presses Universitaires de France, 1972, pp. 135–622.

ANDERSON, Margaret Lavinia, « The Kulturkampf and the Course of German History », *Central European History*, vol. 19, n° 1 (mars 1986), pp. 82–115.

ARLINGHAUS, Francis A., « The Kulturkampf and European Diplomacy, 1871-1875 », *The Catholic Historical Review*, vol. 28, n° 3 (Oct. 1942), pp. 340–375.

BORUTTA, Manuel, « Enemies at the Gate: The Moabit Klostersturm and the Kulturkampf: Germany », dans Christopher CLARK et Wolfram KAISER (dir.), *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 227-254.

BECKER, Frank, « Konfessionelle Nationsbilder in Deutschen Kaiserreich », dans Heinz-Gerhard HAUPT et Dieter LANGEWIESCHE (dir.), *Nation und Religion in der deutschen Geschichte. Mehrkonfessionelle Gesellschaften im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus, 2001, pp. 389-418.

BECKER, Winfried, « Der Kulturkampf als europäisches und als deutsches Phänomen », *Historisches Jahrbuch*, vol. 101, 1981, pp. 422-46.

BERSTEIN, Serge, « La synthèse démocrate-libérale en France 1870-1900 », dans Serge BERSTEIN et Michel WINOCK (dir.), *L'invention de la démocratie (1789-1914)*, Paris, Seuil, 2002, pp. 257-302.

CAZELLES, Raymond, « Le Duc d'Aumale et la presse », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 17, n° 4, 1971, pp. 589-609.

CHERRIER, Emmanuel, « Seize-Mai 1877 : est-ce un coup d'état ? », dans Jean-Marc GUISLIN (dir.), *Le Seize-mai revisité*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009, pp. 17-36.

CLARK, Christopher, « Religion and Confessional Conflict », dans James N. RETALLACK (dir.), *Imperial Germany, 1871–1918*, Oxford, Oxford University Press, 2008, pp. 83-105.

CLARK Christopher, « The New Catholicism and the European Culture Wars », dans Christopher CLARK et Wolfram KAISER (dir.), *Culture Wars: Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 11–45.

CLARK Christopher et Wolfram KAISER, « Annotated bibliography », dans Christopher CLARK et Wolfram KAISER (dir.), *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 2003, pp. 336-365.

COLONGE, Paul, « Les catholiques face au “ Kulturkampf ” », dans Paul COLONGE et Rudolf LILL (dir.), *Histoire religieuse de l'Allemagne*, Paris, Les Éditions du CERF, 2000, pp. 137-150.

DE MAYER, Jan, « La Belgique. Un élève modèle de l'école ultramontaine », dans Emiel LAMBERTS (dir.), *The Black International 1870-1878, The Holy See and Militant Catholicism in Europe, L'Internationale noire 1870-1878, Le Saint-Siège et le Catholicisme militant en Europe*, Louvain, Presses universitaires de Louvain, 2002, pp. 361.

DEMOULIN, Robert, « La Belgique et la crise internationale de 1875 », dans Gaston BRAIVE et Jacques LORY (dir.), *L'Église et l'État à l'époque contemporaine. Mélanges dédiés à la mémoire de Mgr Aloïs*, Bruxelles, Presses de l'Université Saint-Louis, 1975, pp. 149-176.

DONTENWILLE-GERBAUD, Aude, « Le “ Programme de Belleville ” », dans Karim FERTIKH, Mathieu HAUCHECORNE, et Nicolas BUÉ (dir.), *Les programmes politiques : Genèses et usages. Nouvelle édition*. Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2016, pp. 49-61.

ENCREVÉ, André, Jacques GADILLE et Jean-Marie MAYEUR, « La France », dans Jean-Marie MAYEUR et al. (dir.), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, t. XI, Paris, Desclés, 1995, pp. 501-544.

ESPAGNE, Michel, « Sur les limites du comparatisme en histoire culturelle », *Genèses*, 1994, n° 17, pp. 112-121.

FONTANA, Michèle, « Louis Veillot (1813-1883) », dans Dominique KALIFA et al. (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau Monde Édition, 2011, pp. 1177-1184.

GADILLE, Jacques, « L'anticléricalisme à son apogée. Les stratégies de Léon XIII et Pie X », dans Jean-Marie MAYEUR et al. (dir.), *Histoire du christianisme des origines à nos jours*, t. XI, Paris, Desclés, 1995, pp. 463-487.

GUILLEN, Pierre, « Du recueillement à l'expansion », *Histoire de la diplomatie française*, Paris, Perrin, 2005, pp. 623-684.

GUISLIN, Jean-Marc, « La liberté de l'enseignement supérieur en débat au début de la Troisième République (1870-1881) », *Revue du Nord*, 2012/1, n° 394, pp. 57-70.

GUISLIN, Jean-Marc, « Politique extérieure et politique intérieure à travers le regard d'un ministre du cabinet du 17 mai (17 mai-23 novembre 1877) », dans Jean-Marc GUISLIN (dir.), *Le Seize-mai revisité*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009, pp. 127-144.

KAISER, Wolfram, « “ Clericalism – That is Our Enemy! ”: European Anticlericalism and the Culture Wars », dans CLARK Christopher et Wolfram KAISER (dir.), *Culture Wars : Secular-Catholic Conflict in Nineteenth-Century Europe*, Cambridge University Press, 2003, pp. 47-76.

KOCKA, Jürgen, « German History before Hitler: The Debate about the German Sonderweg », *Journal of Contemporary History*, vol. 23, n°1 (1988), pp. 3–16.

KOTT, Sandrine, « Sonderweg », dans Christian DELACROIX et al. (dir.), *Historiographies. Concept et débats*, vol. 1, Paris, Éditions Gallimard, 2010, pp.1235-1241.

LEVILLAIN, Philippe, « 1871-1898. Les droites en République », dans Jean-François SIRINELLI (dir.), *Les droites françaises. De la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, 1992, pp. 277-382.

LYON-CAEN, Judith, « Lecteurs et lectures : les usages de la presse au XIXe siècle », dans Dominique KALIFA et al. (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau Monde Édition, 2011, pp. 25-60.

MOLLENHAUER, Daniel, « Symbolkämpfe um die Nation. Katholiken und Laizisten in Frankreich (1871-1914) », dans Heinz-Gerhard HAUPT et Dieter LANGEWIESCHE (dir.), *Nation und Religion in Europa. Mehrkonfessionelle Gesellschaften im 19. und 20. Jahrhundert*, Francfort-sur-le-Main, Campus Verlag, 2004, pp. 202-230.

RÉGNIER, Philippe, «Le journal militant», dans Dominique KALIFA et al. (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau Monde Édition, 2011, pp. 295-316.

ROBERT, Vincent, « Lois, censure et liberté », dans Dominique KALIFA et al. (dir.), *La civilisation du journal. Histoire culturelle et littéraire de la presse française au XIXe siècle*, Paris, Nouveau Monde Édition, 2011, pp. 61-95.

SPERBER, Jonathan, « Kirchengeschichte or the Social and Cultural History of Religion? », *Neue Politische Literature*, vol. 43, n°1 (1998), pp. 13-35.

STEINHOFF, Anthony James, «Christianity and the Creation of Germany», dans Sheridan GILLEY et Brian STANLEY, *The Cambridge History of Christianity*, vol. 8, Cambridge, Cambridge University Press, 2006, pp. 282–300.

TOSCER-ANGOT, Sylvie, « Le Kulturkampf. Le choix de la laïcité? », dans Sylvie LEGRAND (dir.), *La Laïcité en question. Religion, État et société en France et en Allemagne du 18e siècle à nos jours*, Villeneuve-d'Ascq, Presses Universitaires de Septentrion, 2008, pp. 73-86.

THUILLIER, Guy, « Cohabitation et crise politique : les origines de la crise du 16 mai 1877 », *La revue administrative*, vol. 39, n° 233 (1986), pp. 440-452.

VAVASSEUR-DESPERRIERS, Jean, « Réalités et limites de la coalition d'ordre moral », dans Jean-Marc GUISLIN (dir.), *Le Seize-mai revisité*, Lille, Publications de l'Institut de recherches historiques du Septentrion, 2009, 67-77.

WERNER, Michael et Bénédicte ZIMMERMAN, « Penser l'histoire croisée: entre empirie et réflexivité », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, 2003, vol. 58, n° 1, 2003, pp. 7-36.

WOLTERS DORFF, Stefan, « Frankreich-Berichterstattung von René Schickele für die Straßburger Neue Zeitung », *Recherches germaniques*, n° 27, 1997, pp. 183-218.

ZIMMERMAN, Bénédicte, « Histoire croisée », *Footprint*, 2020, vol. 14, n° 1, pp. 7-13.

C. Ouvrages de référence

BOUTRY, Philippe, « Ultramontanisme », dans Philippe LEVILLAIN, *Dictionnaire historique de la papauté*, Paris, Fayard, 1994, pp. 1651-1653.

CONZEMIUS, Victor, « Ultramontanismus », dans *Theologische Realenzyklopädie*, vol. 34, Berlin, Walter de Gruyter, 2002, pp. 253-263.

HANSEN, Eckhard Hansen et Florian TENNSTEDT (dir.), *Biographisches Lexikon zur Geschichte der deutschen Politik 1871 bis 1945*, vol. 1, Kassel, Kassel University Press, 2010, 186 p.

JANKOWIAK, François, « Vatican I (concile) (1869-1870) », dans Christophe DICKÈS (dir.) *Dictionnaire du Vatican et du Saint-Siège*, Paris, Robert Laffont, 2013, pp. 995-998.

PIRES, Alvaro, « Échantillonnage et recherche qualitative : essai théorique et méthodologique », in Jean POUPART et al. (dir.), *La recherche qualitative. Enjeux épistémologiques et méthodologiques, Première partie : Épistémologie et théorie*, Montréal, Gaëtan Morin Éditeur, 1997, 445 p.

STIEGLER, Klaus-Martin, « Germania, Berlin (1871-1938) », dans Heinz-Dietrich FISCHER (dir.), *Deutsche Zeitungen des 17. bis 20. Jahrhunderts*, Pullach bei München, Verlag Dokumentation, 1972, pp. 299-313.